★ LE MIRACLE CHINOIS A-T-IL OUBLIÉ LES JEUNES ? – pages 4 et 5

LE MONDE diplomatique

PETITE HISTOIRE DES SERVICES D'ORDRE

PAR ALLAN POPELARD

Pages 18 et 19.

Mensuel - 28 pages

N° 865 - 73e année. Avril 2026

DOSSIER

Iran, le prix d'une folie

© ZARTOSHT RAHIMI - HOMA ART GALLERY, TÉHÉRAN

ZARTOSHT RAHIMI. – « I Am Walking Alone » (Je marche seul), 2025

DEPUIS plus de deux ans, l'armée israélienne bombarde Gaza, mais aussi le Yémen, la Syrie, le Qatar, l'Iran et le Liban. En entraînant les États-Unis dans une guerre contre la République islamique, Tel-Aviv a mis le monde entier en danger : ses équilibres géopolitiques, son organisation par le droit international, mais aussi ses économies toujours dépendantes aux hydrocarbures.

« Fureur épique », c'est le nom de l'opération lancée le 28 février par le président américain : si MM. Donald Trump et Benyamin Netanyahou ont assigné des objectifs fluctuants à cette aventure militaire, leur commune indifférence aux dégâts d'ores et déjà infligés à la région laisse augurer d'autres conflits. Les Européens, eux, se sont révélés incapables de faire entendre une autre voix. À l'exception notable du président du gouvernement espagnol.

(Lire notre dossier pages 11 à 17.)

Il faut sauver le multilatéralisme par PEDRO SÁNCHEZ p. 16

Un optimisme farouche

PAR BENOÎT BRÉVILLE

LE samedi 7 mars, cinquante mille personnes défilaient à Londres pour protester contre la guerre menée par Israël et les États-Unis en Iran. Une affluence notable au regard des autres métropoles occidentales, mais dérisoire si l'on remonte dans le temps : le 15 février 2003, plus d'un million de manifestants battaient le pavé londonien contre l'invasion de l'Irak. Plusieurs centaines de milliers marchaient à New York et Washington, et près de quinze millions à travers le monde – la plus vaste mobilisation internationale jamais enregistrée. Vingt ans plus tôt, le 12 juin 1982, c'était pour réclamer le désarmement nucléaire qu'un million de personnes envahissaient Central Park, au son des concerts de Joan Baez et de Bruce Springsteen. Le camp antiguerre avait ses musiciens, ses écrivains, ses cinéastes. Cette tradition s'est effacée.

Aujourd'hui, les guerres se multiplient, les grandes puissances se réarment, mais les rues restent clairsemées. Même la menace nucléaire semble laisser indifférent. Le traité New Start, dernier accord en vigueur sur la limitation des armes nucléaires stratégiques entre Washington et Moscou, vient d'expirer, M. Donald Trump évoque la reprise des essais atomiques, M. Emmanuel Macron propose de renforcer l'arsenal français. Aucune manifestation, aucun débat public.

Stigmatisé par les médias, qui y voient vite un soutien au Hamas, aux mollahs ou au Kremlin, et parfois réprimé, l'engagement pacifiste s'accorde mal avec l'air du temps. Il exige en effet un optimisme farouche, cette conviction, forgée au fil de luttes parfois victorieuses, que rien n'est joué, que l'action collective peut infléchir le cours des événements. Les opposants à la guerre du Vietnam s'appuyaient sur les succès du mouvement pour les droits civiques ; en 2003, l'élan altermondialiste nourrissait les manifestants contre l'invasion de l'Irak. Rien de tel aujourd'hui.

Le pacifisme requiert en outre de la patience ; il faut combattre pied à pied des conflits que l'on n'a pas pu empêcher. Mais les effets se mesurent dans la durée : gagner le soutien de l'opinion, accélérer un retrait militaire, peser sur des élections… Ces avancées, lentes et indirectes, parfois invisibles, peinent à galvaniser dans une époque qui valorise l'immédiateté.

Enfin, s'engager pour la paix nécessite un certain sens politique, une disposition à s'associer avec des gens qui ne partagent pas les mêmes opinions. *« Tous les mouvements antiguerre aux États-Unis au XXe siècle ont compté un petit nombre de pacifistes opposés à toute guerre, et, dans de nombreux cas, un nombre plus important de socialistes opposés au capitalisme et/ou à l'impérialisme. Mais tous ces mouvements étaient principalement composés de personnes dont la préoccupation se limitait à mettre fin à cette guerre-là* (1)*»,* rappelait la journaliste et éditrice Barbara Epstein. Le sectarisme politique croissant ne favorise pas l'édification d'un tel front, d'autant que les groupes militants ont perdu en savoir-faire. *« Ils confondent mobiliser et organiser »,* regrette le politiste Eric Blanc (2) ; ils savent rassembler ponctuellement, mais délaissent souvent ce qui se joue entre deux cortèges – le travail d'implantation, de conviction, de porte-à-porte, de pression sur les élus, de construction d'alliances, nécessaire pour élargir leur base.

Quatre années de propagande en faveur du réarmement et sur l'imminence du péril russe ont anesthésié des esprits et désarmé les pacifistes : l'explosion des budgets militaires au détriment du social ne rencontre pas d'opposition farouche, y compris à gauche. Pourtant, qu'il s'agisse de l'Iran ou de l'Ukraine, le bellicisme reste une affaire de classes supérieures, de profiteurs de guerre et d'éditorialistes qui jamais ne risquent leur peau autrement que par une surexposition aux projecteurs des plateaux de télévision.

(1) Barbara Epstein, « Notes on the antiwar movement », *Monthly Review,* vol. 55, n° 3, New York, juillet-août 2003.

(2) Eric Blanc, « Why is there no antiwar movement in the US », mars 2026, www.laborpolitics.com

ENTRE-SOI, DÉMESURE ET IMPUNITÉ

Jeffrey Epstein à Paris

Généralement traitée comme un fait divers, l'« affaire Epstein » mérite d'être examinée d'un point de vue sociologique. Car les millions de documents rendus publics par la justice ne renseignent pas seulement sur une exception criminelle : ils éclairent les fonctionnements d'une certaine fraction de l'élite, habituée des quartiers huppés. Comme le 16e arrondissement parisien.

PAR MONIQUE PINÇON-CHARLOT *

JEFFREY Epstein est né en 1953 dans une famille juive modeste de Brooklyn, un quartier populaire de New York, d'un père jardinier municipal et d'une mère assistante maternelle. Mais il devient vite extrêmement riche, en sachant tirer profit des rencontres fructueuses accumulées au fil des années (1).

Sa relation avec M. Douglas Leese, un marchand d'armes britannique installé aux États-Unis, se révèle déterminante : il l'introduit au sein de l'oligarchie du Royaume-Uni, et son fils Nick le présente aux jeunes talents de Wall Street. Le milliardaire Leslie Wexner, rencontré à la même époque, lui ouvre également de nombreuses portes, notamment en lui confiant la gestion d'une partie de son patrimoine. En 1987, à seulement 34 ans, Epstein entre au conseil d'administration de la prestigieuse New York Academy of Art, ce qui lui permet d'étoffer son carnet d'adresses dans les mondes des arts et de la finance. Entouré de nombreux clients et amis richissimes, il amasse une telle fortune qu'il ne tarde pas à s'offrir un Boeing 727, puis une des îles Vierges, Little Saint James, dotée d'un statut très avantageux sur le plan fiscal. Rapidement, il vit entre plusieurs pays où il entretient de solides réseaux.

La réussite d'Epstein tient largement à sa capacité à combiner les ingrédients traditionnels de la mayonnaise oligarchique. Fréquenter ainsi les puissants lui permet de s'enrichir, très vite, et lui autorise un mode de vie fondé sur l'appropriation de multiples ressources – parfois jusqu'aux formes les plus extrêmes de prédation, y compris des violences sexuelles contre de très jeunes femmes – avec un sentiment d'impunité.

Les jets privés, un moyen de transport cinquante fois plus polluant que le train et cinq à quatorze fois plus qu'un vol commercial, constituent l'un des symboles les plus visibles de cet entre-soi défiant le « petit peuple » (2). En voyageant ainsi, les *« premiers de cordée »* ne courent aucun risque de croiser *« ceux qui ne sont rien »,* selon les mots du président français Emmanuel Macron. Pour garantir leur tranquillité, les ultrariches disposent d'infrastructures spécifiques, comme l'aéroport du Bourget près de Paris, ou celui de Farnborough dans la banlieue de Londres. Les contrôles y sont suffisamment souples pour éviter toute file d'attente ; on peut même se faire déposer en limousine au pied de l'avion.

Capable de transporter vingt à trente passagers en « configuration VIP », le Boeing 727 d'Epstein se pose pour la première fois à Paris en 1996.

(Lire la suite page 21.)

* Sociologue et ancienne directrice de recherche au Centre national de la recherche scientifique (CNRS).

(1) Les données concernant la biographie de Jeffrey Epstein ont été empruntées à la presse.

(2) *Cf.* le chapitre « Le joyau de la couronne : les jets privés » de l'ouvrage *Les Riches contre la planète. Violence oligarchique et chaos climatique,* Textuel, Paris, 2025.

★ SOMMAIRE COMPLET EN PAGE 28

ÉDITION ABONNÉS
INTERDIT À LA VENTE

NOUVELLE LIVRAISON DE « MANIÈRE DE VOIR »

Au cœur de la crise démocratique

LE 18 mars 2026, le garde des sceaux Gérald Darmanin a déposé sur la table du conseil des ministres un projet de loi intitulé « Sanction utile, rapide et effective » (SURE). Cette réforme de la procédure criminelle généraliserait le plaider-coupable, marginaliserait les jurys populaires et limiterait le temps imparti à la discussion contradictoire et aux avocats. Des projets similaires sont débattus en Italie ou au Royaume-Uni. Sous couvert de rationalisation et de lutte contre la délinquance, ces textes participent en réalité de la diffusion d'une idéologie sécuritaire et acclimatent une conception expéditive de la justice. Pourtant, rien ne vient établir le laxisme allégué de l'institution judiciaire. Dans ce domaine comme dans d'autres, les procès d'intention déforment la réalité du travail des magistrats et le rôle précieux d'une institution pilier de l'État de droit.

Le nouveau numéro de *Manière de voir* (1) propose d'explorer les tensions qui traversent aujourd'hui la justice : attentes immenses et souvent contradictoires de la société, pressions autoritaires des gouvernements, manque persistant de personnels et de financement. Ces contraintes comme ces dilemmes sont en réalité révélateurs d'une profonde crise démocratique et sociale. Le premier chapitre montre ainsi comment les tribunaux subissent la dérive autoritaire qui caractérise la majorité des gouvernements occidentaux. À ce titre, les démocraties se distinguent de moins en moins des régimes dits « illibéraux ». Le chapitre 2 pointe les limites de l'égalité devant la loi, quand la disparité géographique des moyens, la méconnaissance du droit et l'indifférence institutionnelle aux inégalités sociales rendent la justice forte avec les faibles et faible avec les forts. Ces tendances lourdes n'empêchent pas des progrès, par exemple en matière

d'atteintes à la probité : les élus, longtemps épargnés par la force des habitudes, peuvent désormais être sanctionnés lourdement, comme l'ancien président Nicolas Sarkozy ou Mme Marine Le Pen. Analysant la portée de ce changement historique, le chapitre 3 questionne aussi ses éventuelles insuffisances. En effet, dans certains pays comme le Brésil, la justice a été manipulée pour régler des comptes politiques. Jusqu'où le magistrat peut-il aller sans glisser du rôle indispensable de gardien de l'État de droit à celui de faiseur de roi ? Le dernier chapitre replace les polémiques, souvent artificielles, sur le « gouvernement des juges » dans le cadre d'une réflexion plus globale sur la crise de la démocratie. Si l'institution judiciaire est tant sollicitée, n'est-ce pas aussi parce que les responsables politiques faillissent trop souvent dans leur mission de servir, sur mandat du suffrage universel, l'intérêt général ?

(1) *Manière de voir*, n° 206, « La justice sous pression », avril-mai 2026, 8,50 euros, 98 pages, en kiosques, en librairies et sur la boutique en ligne.

COURRIER DES LECTEURS

Municipales

Notre dossier sur les élections municipales a suscité de nombreuses réactions. L'article « Maires en campagnes » de Julian Mischi (mars) a incité plusieurs lecteurs à nous faire parvenir leurs témoignages. M. Claude Viry évoque ainsi les rapports de forces qui peuvent exister dans de petits villages à vocation agricole :

S'agissant de petites communes rurales, abritant moins de cinq cents habitants, souvent vouées à l'agriculture et à l'élevage, la question de la proximité des élus doit être posée autrement. En effet, il existe souvent dans ces villages une ou deux familles qui monopolisent depuis de nombreuses décennies le contrôle de la municipalité, puisque le « vivier » susceptible de fournir des conseillers municipaux est réduit en raison du faible nombre d'habitants. C'est donc dans ces familles que ce que l'on nommera par décence un « coq de village » prend un jour le pouvoir et le transmet ensuite d'une génération à l'autre. Dans ces conditions, même avec l'obligation nouvelle d'une parité entre les candidats, la démocratie locale est souvent une pure fiction.

De son côté, Mme B. L., qui souhaite garder l'anonymat, évoque la stratégie mise en œuvre par une liste composée, entre autres, d'ouvriers afin d'éviter les pressions que des élus sortants peuvent exercer, comme le racontait le même article :

J'habite une petite commune à proximité immédiate de Venarey-les-Laumes, bourg cité dans cet article à plusieurs reprises. Des habitants ont créé pour les récentes élections municipales une liste afin de contrer l'équipe en place depuis vingt-cinq ans et n'ayant connu jusque-là aucune concurrence réelle. Ces nouveaux entrants dans la joute électorale sont majoritairement des ouvriers, des salariés et des retraités. Leur stratégie pour limiter le plus possible les pressions qui seraient exercées à leur encontre par des élus et le maire sortant a été de se faire connaître un mois avant les élections.

M. Raphaël Mesbah a, lui, souhaité éclairer par des comparaisons européennes les controverses dont rendait compte l'article « Montpellier parie sur la gratuité des transports » de Philippe Descamps :

Où en sont nos voisins européens ? L'Allemagne a lancé le ticket à 9 euros, puis à 49 euros et enfin à 63 euros pour que l'usager bénéficie de tous les transports (sauf ceux à grande vitesse) de toutes les villes y compris les trains régionaux. L'Espagne a rendu les déplacements quasiment gratuits avec l'*abono recurrente* avant de mettre en place récemment un ticket national dont le prix est de 30 ou 60 euros. Il ne s'agit certes pas de gratuité, mais ces modèles mériteraient d'être pris en compte dans les débats en France.

En avoir les moyens ne suffit pas toujours à trouver un logement en France, estime M. Thomas Rimbot en réaction à l'article « La facture cachée du logement » de Benoît Bréville, également dans le dossier :

Le problème du logement en France et ailleurs n'est pas qu'un problème financier, avec notamment la règle arbitraire imposant de gagner trois fois le loyer au locataire comme à ses garants (une règle plus réaliste pourrait par exemple être d'exiger de gagner le loyer, plus un montant correspondant aux dépenses courantes moyennes. Contre le système des garants, les assurances publiques de locataires devraient pouvoir être étendues à tous les âges, pas seulement aux plus jeunes, qui en théorie ont plus de probabilité d'avoir des garants). Le problème du logement est aussi un problème de « papiers » : avoir un contrat à durée indéterminée, trois avis d'imposition dans le pays, etc. On peut être largement en capacité de payer un loyer, et se voir refuser son dossier par une agence ou un propriétaire. Ces conditions sont d'ailleurs parfois imposées par leurs assurances (ce qu'on appelle « dérégulation » d'un marché consiste en réalité à défaire les réglementations publiques pour les remplacer par des réglementations privées dures). Garantir le droit au logement, c'est-à-dire au déménagement, pour les salariés pauvres ou précaires, les indépendants, les étrangers ou nationaux revenant de l'étranger, les orphelins, etc., c'est garantir le droit à la liberté de circulation, qui est normalement une des conditions de base du fonctionnement d'un libéralisme qui se voudrait « rationnel ».

Sécurité sociale

Tout en étant d'accord avec Constantin Brissaud pour constater la financiarisation des dépenses de santé, M. Mehdi Scelsi a souhaité prolonger la réflexion menée dans « L'invention du "trou de la Sécu" » (mars) :

Les pratiques de santé peuvent aussi être interrogées sous l'angle de la gestion et de l'aspect déficitaire d'un système par rapport aux besoins financiers pour garantir son fonctionnement. Par exemple, des ordonnances d'un médecin généraliste prescrivant un antidouleur en quantités plus importantes que ce qui est nécessaire, par rapport à la pathologie ou le ressenti du patient, vont générer une prise en charge plus importante par la Sécurité sociale.

Vous souhaitez réagir à l'un de nos articles :

Courrier des lecteurs,
1, av. Stephen-Pichon 75013 Paris
ou courrier@monde-diplomatique.fr

RECTIFICATIF

Pierre Laval fut propriétaire du château de Châteldon, non de Châtelredon comme indiqué par erreur dans l'article « L'art de durer en politique » (mars).

DÉVERSER

Selon certaines estimations citées par The Economist *(21 mars), le problème des déchets deviendrait plus préoccupant au Royaume-Uni aujourd'hui qu'il ne l'était en Italie dans les années 1990.*

Officiellement, Tony Soprano, mafieux et personnage principal de la série *Les Soprano,* dirigeait une entreprise de gestion des déchets. Dans ce secteur, se plaignait-il, *« tout le monde suppose d'emblée que vous êtes lié à la Mafia. Le cliché a quelque chose d'insultant ».* C'est peut-être un stéréotype, mais, au Royaume-Uni, il sonne de plus en plus juste. L'implication croissante du crime organisé dans le secteur des déchets contribue à la multiplication des décharges sauvages gigantesques. L'une d'entre elles, située à Kidlington, près d'Oxford, mesure six mètres de haut, cent cinquante mètres de long et pèse vingt mille tonnes. Les déchets ont été déversés l'été dernier par un gang en plein essor. Et ce n'est pas un cas isolé. *(…)* Car, en pratique, la taxe sur le recyclage – qui renchérit les services des décharges municipales – rend le recours aux services mafieux extrêmement rentable. *(…)* Si Tony Soprano vivait aujourd'hui, et dans l'Angleterre rurale, il serait fou de ne pas se lancer dans le commerce illégal de déchets.

RÉCUPÉRER

Tuer des enfants, tendre des pièges aux civils, exterminer une population, tout cela épuise. Raison pour laquelle l'Inde offre aux soldats israéliens un havre de paix pour se remettre (Roya News, 27 février).

Environ 80 000 soldats israéliens se rendent chaque année en Inde pour se remettre de leur service militaire en suivant la « route du houmous ». *(…)* Alors que la guerre israélienne contre Gaza s'intensifie, *(…)* l'Inde sert de plus en plus de « centre de désintoxication » pour les soldats israéliens cherchant un répit après des opérations dans les territoires palestiniens. Alliés géopolitiques, le mouvement *hindutva* indien et le sionisme israélien partagent une même logique nationaliste, ce qui fait de l'Inde le plus fidèle soutien d'Israël dans la région.

ENQUÊTER

On n'attendait pas vraiment Moskovski Komsomolets *sur le terrain des libertés publiques… Pourtant, ce journal russe progouvernemental fustige un projet de loi restreignant le travail des journalistes, dans un article paru le 18 mars.*

Ce projet de loi interdit de facto aux journalistes d'utiliser des expressions telles que « selon les experts », « selon certaines sources » et toute formulation susceptible de suggérer au lecteur l'implication d'une personne dans un crime avant que la décision de justice soit définitive. *(…)* Le deuxième volet des restrictions concerne les méthodes de travail des journalistes. Les auteurs de l'initiative souhaitent interdire aux médias de vérifier auprès des autorités des informations obtenues *« par des moyens illégaux ».* La liste des méthodes potentiellement interdites comprend les enregistrements clandestins, les prélèvements non autorisés (d'eau, de sol, d'air), ainsi que l'accès à des secrets d'affaires. *(…)* Si cette initiative est approuvée, les conséquences pour le paysage médiatique pourraient être dramatiques. Toute tentative d'écrire sur un scandale de corruption ou un crime avant le verdict du tribunal deviendrait impossible. *(…)* Les militants écologistes et les journalistes qui effectuent des prélèvements indépendants d'eau ou d'air et transmettent les résultats aux autorités de contrôle risquent des amendes. Craignant des pénalités de plusieurs millions, les rédactions éviteront tout simplement les sujets sensibles. Au lieu d'enquêtes, les lecteurs n'auront droit qu'aux communiqués officiels.

Édité par la **SA Le Monde diplomatique.**
Actionnaires : Société éditrice du Monde, Association Gunter Holzmann, Les Amis du *Monde diplomatique*
1, avenue Stephen-Pichon, 75013 Paris
Tél. : 01-53-94-96-01
Courriel : secretariat@monde-diplomatique.fr
Site Internet : www.monde-diplomatique.fr

Directoire :
Benoît BRÉVILLE, président, directeur de la publication
Anne-Cécile ROBERT, directrice adjointe
Autres membres :
Vincent CARON, Élodie COURATIER, Pierre RIMBERT
Conseiller éditorial auprès du directeur de la publication : Serge HALIMI
Conseiller en finance et développement auprès du directoire : Bruno LOMBARD
Secrétaire générale : Anne CALLAIT-CHAVANEL

Directeur de la rédaction : Benoît BRÉVILLE
Rédacteur en chef : Akram BELKAÏD
Rédacteurs en chef adjoints : Evelyne PIEILLER, Grégory RZEPSKI
Cheffes d'édition :
Angélique MOUNIER-KUHN *(Manière de voir)*, Anne-Lise THOMASSON *(Le Monde diplomatique)*
Rédaction : Philippe DESCAMPS, Renaud LAMBERT, Hélène RICHARD, Pierre RIMBERT, Anne-Cécile ROBERT, Christophe VENTURA
Cartographie : Cécile MARIN
Site Internet : Guillaume BAROU
Conception artistique :
Nina HLACER, Boris SÉMÉNIAKO
(avec la collaboration de Delphine LACROIX pour l'iconographie)
Archives et données numériques :
Suzy GAIDOZ, Maria IERARDI
Communication numérique :
Julie MAURY
Mise en pages et photogravure :
Jérôme GRILLIÈRE, Patrick PUECH-WILHEM
Correction : Pauline CHOPIN, Xavier MONTHÉARD

Directeur commercial et administratif : Vincent CARON
Directrice des relations sociales : Élodie COURATIER
Responsable du contrôle de gestion : Zaïa SAHALI
Administration : Sophie DURAND-NGÔ (9674), Eleonora FALETTI (9601)
Courriel : prénom.nom@monde-diplomatique.fr

Fondateur : Hubert BEUVE-MÉRY.
Anciens directeurs : François HONTI, Claude JULIEN, Ignacio RAMONET, Serge HALIMI

Publicité : Elisabeth CIALDELLA :
elisabeth.cialdella@mpublicite.fr

Diffusion, mercatique : Maureen DECARPIGNY, Sophie GERBAUD, Sabine GUDE, Romain GALDEANO, Kevin JOLIVET, Adeline KRUG DONAT, Christiane MONTILLET, Martine PRÉVOT
Relations marchands de journaux (numéro vert) : 0805-050-147
Service relations abonnés
• Depuis la France : 03-21-13-04-32 (non surtaxé) www.monde-diplomatique.fr
• Depuis l'étranger : (33) 3-21-13-04-32
Conditions générales de vente : www.monde-diplomatique.fr/cgv

Reproduction interdite de tous articles, sauf accord avec l'administration
© ADAGP, Paris, 2026, pour les œuvres de ses adhérents

Prix au numéro : 5,90 €
Prix de l'abonnement annuel à l'édition imprimée : France métropolitaine : 65 €
Autres destinations : www.monde-diplomatique.fr/abo
Merci à nos acheteurs chez les marchands de journaux de nous signaler toute anomalie au 01-57-28-33-25

Naissance de l'impérialisme 3.0

Les noces de l'IA et de l'État

Comment comprendre la montée en puissance et le rôle de l'industrie technologique américaine ? Dans la presse et les revues, les notions de « technoféodalisme », de « Lumières sombres », de « technofascisme » se disputent le podium de la percée conceptuelle à la mode. Une perspective historique incite à s'appuyer sur une idée plus ancienne, mais aussi plus solide : l'impérialisme.

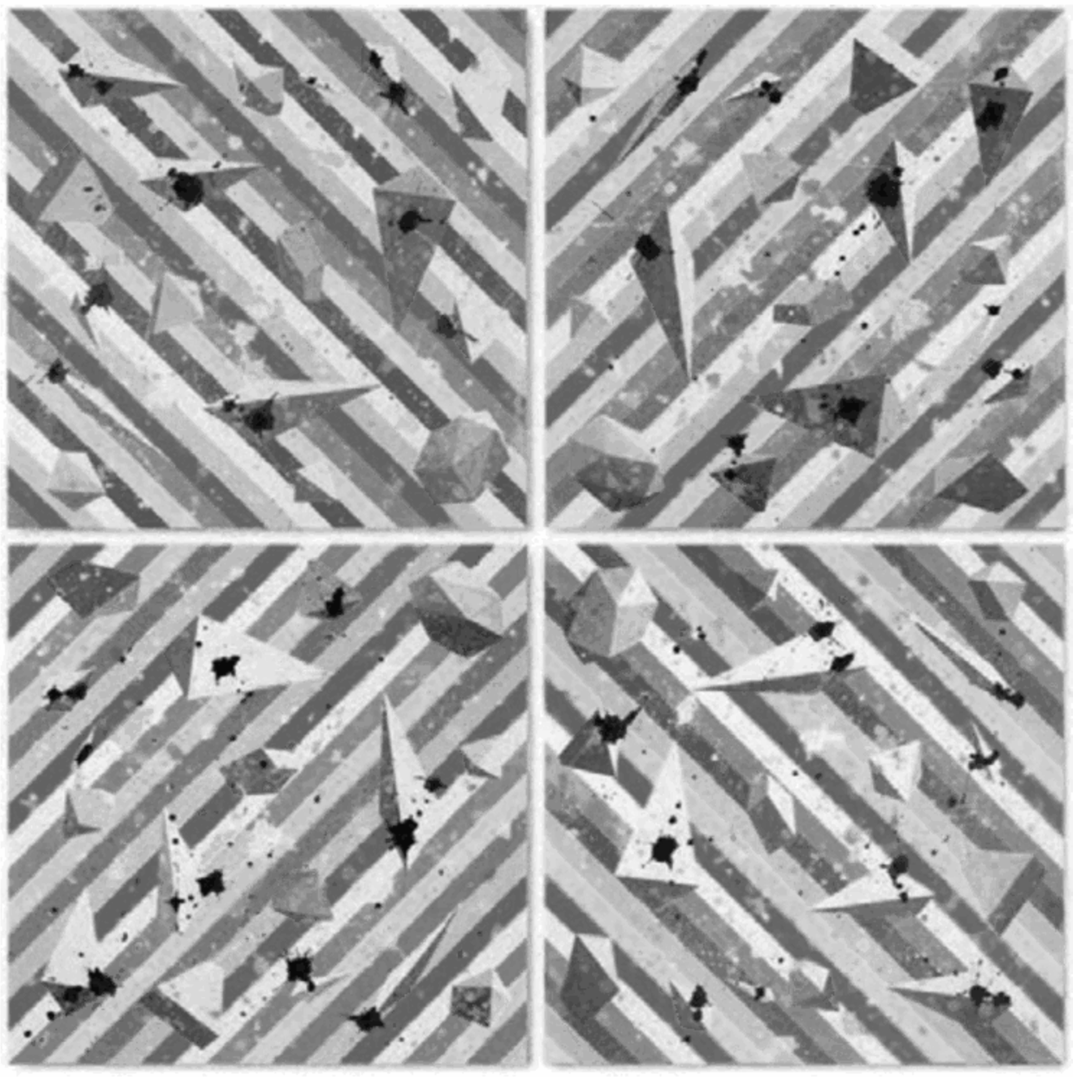
Par Sébastien Broca *

La notion d'impérialisme connaît depuis quelques mois une fortune proportionnelle à l'intensité des désordres du monde. Le second mandat présidentiel de M. Donald Trump a remis au goût du jour le terme, qui réapparaît de façon cyclique pour critiquer la politique étrangère des États-Unis. Cependant, l'impérialisme désignait à l'origine quelque chose de plus précis : le lien étroit entre États et grands monopoles économiques, et leur commun expansionnisme, dans un contexte de rivalités entre puissances. Cette approche, développée par plusieurs théoriciens au début du xxe siècle, se révèle aujourd'hui particulièrement éclairante pour comprendre la relation de dépendance mutuelle entre l'État américain et la Big Tech.

Après la relative stabilité internationale de la période postnapoléonienne, les décennies qui précèdent la guerre de 1914-1918 se caractérisent par une poussée coloniale et une accentuation des antagonismes entre grandes puissances. Sur le plan économique, la mise en œuvre de politiques protectionnistes tranche avec le libéralisme de la période antérieure. L'économiste britannique John Hobson nomme en 1902 « impérialisme » cette configuration historique, caractérisée par l'affrontement entre *« empires rivaux, guidés chacun par les mêmes aspirations à l'expansion politique et au profit commercial »* (1).

Quelques années plus tard, plusieurs penseurs marxistes s'emparent du sujet : Rudolf Hilferding, Rosa Luxemburg, Nikolaï Boukharine et – le plus célèbre d'entre eux – Vladimir Ilitch Oulianov, dit Lénine. Bien que leurs explications diffèrent sur certains points, tous ancrent leurs approches dans une analyse des transformations économiques. Le capitalisme se caractériserait dorénavant par l'union du capital industriel et du capital bancaire (que Hilferding appelle *« capital financier »*), ainsi que par l'alliance entre les grandes entreprises et les États dont elles sont issues. Boukharine décrit l'émergence de *« trusts capitalistes nationaux* (2) *»*. La grande entreprise concentrée, qui domine son marché national, a dorénavant besoin de la puissance politique et militaire de l'État afin de soutenir une concurrence devenue féroce au niveau mondial.

Pour les théoriciens marxistes, l'impérialisme *« marque la transition du régime capitaliste à un ordre économique et social supérieur* (3) *»*. Sur ce point, l'histoire leur a plutôt donné tort. Aussi faut-il considérer l'impérialisme comme un type de capitalisme qui revient, de manière cyclique, lorsqu'une puissance hégémonique voit sa domination se craqueler. La transition du libéralisme à l'impérialisme des années 1880-1914 s'explique par le déclin industriel du Royaume-Uni, converti au protectionnisme pour stopper l'ascension de ses rivaux. Vivons-nous une époque analogue ? L'affaiblissement des États-Unis a pour corollaire la remise en cause de la mondialisation libre-échangiste développée sous leur supervision. C'est ce dont témoignent l'ascension de la Chine, la marginalisation de l'Organisation mondiale du commerce (OMC), les nouvelles barrières douanières et le recul du droit international. C'est aussi ce qu'a affirmé sans détour le secrétaire américain au commerce Howard Lutnick, le 20 janvier dernier, à Davos : *« La mondialisation n'a pas servi l'Occident et les États-Unis d'Amérique, c'est une politique qui a échoué. »*



© TETSUYA FUKUSHIMA - WWW.TETSUYAFUKUSHIMA.COM

TETSUYA FUKUSHIMA. – « Borders and Stripes » (Bordures et rayures), 2016

Entreprise « too big to fail »

Comme au début du xxe siècle, la concentration du capital croît de manière spectaculaire. En janvier 2026, les sept principales entreprises technologiques américaines (Nvidia, Alphabet, Apple, Microsoft, Amazon, Meta, Tesla) représentaient 34 % de la valeur totale de l'indice boursier S & P 500, contre 12,5 % en 2016. En 2025, la croissance américaine a majoritairement résulté des investissements pharaoniques consentis par la tech pour déployer de nouvelles infrastructures d'intelligence artificielle (IA) et soutenir les « stars » du secteur : OpenAI et Anthropic. En 2026, ces investissements devraient encore augmenter, atteignant 650 milliards de dollars rien que pour Amazon, Alphabet (Google), Microsoft et Meta (Reuters, 23 février 2026).

Si les énormes profits de ces entreprises ont un temps alimenté l'orgie de capitaux, cela ne suffit plus. OpenAI et Anthropic ont prévu d'entrer en Bourse en 2026, afin de lever des fonds supplémentaires. Le secteur doit également emprunter des montants de plus en plus élevés auprès d'acteurs financiers non bancaires : capital-investissement, sociétés de gestion d'actifs, crédit privé. Les fournisseurs d'infrastructures pour l'IA, Oracle et CoreWeave, se seraient endettés à hauteur de 100 milliards de dollars. Les grands acteurs, comme Amazon, Google et Meta, ont également recours à l'emprunt via des montages financiers élaborés (4). La tech se trouve ainsi plus imbriquée que jamais avec la finance, alors même que les perspectives de profit demeurent incertaines : OpenAI ne prévoit d'être rentable qu'en 2029.

Tout cela explique le rôle décisif de l'État américain, qui s'attache désormais à « dérisquer » ces dépenses. Le 5 novembre 2025, la directrice financière d'OpenAI évoquait auprès du *Wall Street Journal* une *« garantie fédérale »* pour sécuriser les investissements dans les infrastructures de l'IA. Devant le tollé suscité, ses propos furent promptement corrigés. Le message n'en fut pas moins entendu : OpenAI était désormais *« too big to fail »*, c'est-à-dire trop importante pour que l'État puisse se désintéresser de ses potentielles difficultés.

Par-delà ce cas particulier, l'administration Trump met en place une politique industrielle. L'État encourage l'implantation, sur des terrains qui lui appartiennent, de centres de données, de centrales au charbon et de centrales nucléaires. Il dispense en outre ces nouvelles installations des études d'impact sur l'environnement exigées par le National Environmental Policy Act (NEPA). La Maison Blanche a enfin demandé au département du commerce d'apporter un soutien financier (prêts, garanties, subventions, incitations fiscales, exemptions douanières) à ces projets stratégiques (5), manifestant ainsi – pour qui veut bien l'entendre – que la réalité n'entretient qu'une ressemblance lointaine avec le marché autorégulé.

Il y a plus d'un siècle, Boukharine soulignait que la politique de l'impérialisme était écartelée entre internationalisation de l'économie et volonté de l'*« encastrer dans les cadres nationaux »* (6). Le constat retrouve aujourd'hui une certaine pertinence. Depuis plusieurs décennies, la mondialisation néolibérale a permis aux entreprises de la tech américaine de capter l'essentiel de la valeur produite dans des chaînes globales, en s'appuyant sur de nombreux sous-traitants, notamment en Asie du Sud-Est. Mais cette organisation économique est remise en cause, au moment où les gouvernements américains successifs entendent réduire les dépendances stratégiques des États-Unis et comptent sur l'IA pour garder l'ascendant sur la Chine. Ainsi le maintien de la tech américaine dans les structures économiques de la mondialisation se heurte-t-il au désir de Washington de réorganiser les chaînes de valeur en fonction d'impératifs de sécurité nationale.

L'interventionnisme économique prend dès lors plusieurs formes. L'État américain entre au capital d'entreprises perçues comme stratégiques – depuis l'exploitation minière jusqu'au nucléaire, en passant par les semi-conducteurs. Il a négocié avec Nvidia un accord lui permettant de toucher 25 % des revenus engendrés par la vente à la Chine de ses puces H200, auparavant soumises à embargo. Le *Wall Street Journal* évoque ainsi l'émergence d'un nouveau *« capitalisme d'État »* (11 août 2025).

Autre initiative emblématique : l'alliance Pax Silica, chapeautée par le département d'État et conduite par le sous-secrétaire d'État aux affaires économiques, M. Jacob Helberg, un ancien de Google et de Palantir connu pour ses positions intransigeantes vis-à-vis de la Chine. Pax Silica vise à construire, sous la houlette américaine, une coalition entre *« alliés et partenaires de confiance »* afin de sécuriser la chaîne de valeur de l'IA, depuis les terres rares jusqu'aux modèles technologiques les plus avancés (7). Elle a actuellement pour membres l'Australie, la Corée du Sud, les Émirats arabes unis (EAU), la Grèce, l'Inde, Israël, le Japon, le Qatar, le Royaume-Uni et Singapour. Chacun doit contribuer en fonction de ses atouts : l'Australie fournit les métaux critiques, le Qatar et les EAU de l'énergie bon marché ainsi que des capacités d'investissement, le Japon et la Corée du Sud leur expertise en matière de semi-conducteurs, etc. Les États-Unis gardent la main sur les aspects les plus cruciaux du processus d'innovation, tout en s'assurant des débouchés pour leurs produits technologiques. Pax Silica représente ainsi une réponse à la politique d'autonomie techno-scientifique de la Chine. Elle est emblématique d'un monde où la tech américaine ne peut se déployer de manière autarcique, mais doit repenser ses dépendances internationales au regard de nouvelles priorités politiques.

Comme dans toute configuration historique de type impérialiste, la question militaire est centrale. Le rapport de dépendance mutuelle entre l'État américain et la tech se noue autour des enjeux de défense et de sécurité, comme l'a montré en février le bras de fer entre Anthropic et le Pentagone : le premier refusant au second l'usage de son IA Claude pour piloter des armes autonomes sans supervision humaine ou pour surveiller la population américaine, le président des États-Unis a ordonné aux agences fédérales de cesser toute collaboration avec l'entreprise. Les technologies développées sous le label IA ont, pour nombre d'entre elles, vocation à assurer la suprématie militaire et la prépondérance économique de Washington. La Maison Blanche vise une *« domination technologique mondiale incontestée et incontestable »*. Le Pentagone a même présenté l'IA comme la *« nouvelle destinée manifeste de l'Amérique »* (8).

Dans ce contexte, l'écrasante majorité des entreprises de la Silicon Valley ont surmonté leurs réticences à travailler avec la police et les militaires. Ce basculement a été théorisé par le cofondateur de Palantir, M. Alexander Karp, selon qui le maintien de la suprématie américaine appelle l'*« union de l'État et de l'industrie du logiciel* (9) *»*. Amazon fournit ses services de *cloud* à l'Agence centrale de renseignement (CIA) depuis 2013, à l'Agence de sécurité nationale (NSA) depuis 2021 et au département de la défense depuis 2022, dans le cadre d'un contrat avec Google, Microsoft et Oracle. Meta autorise désormais les usages militaires de son modèle d'IA Llama et a racheté Scale AI, une pépite de la *defense tech* dont vient M. Michael Kratsios, aujourd'hui principal conseiller de M. Trump en matière techno-scientifique. Quant à OpenAI, elle a promptement profité de la disgrâce d'Anthropic pour prendre sa place auprès du Pentagone. Les mouvements de personnel *(revolving doors)* entre Big Tech et institutions militaires se multiplient (10). Loin des fantasmes techno-libertariens, selon lesquels les grandes entreprises technologiques s'autonomiseraient vis-à-vis de l'État, il existe donc un complexe militaro-numérique ; une situation qui rappelle celle du début du xxe siècle.

Plusieurs traits demeurent néanmoins spécifiques à la période actuelle. Même si l'hégémonie américaine est en crise, la compétition entre puissances impérialistes reste beaucoup plus déséquilibrée aujourd'hui qu'avant 1914. L'alliance de l'État et du capital se noue, en outre, dans un contexte où l'interdépendance des économies nationales dépasse de loin ce qu'elle était au début du xxe siècle. Le pouvoir politique et les élites capitalistes sont par conséquent tiraillés entre des tendances contradictoires. L'administration Trump se partage entre les « faucons », partisans d'une ligne dure vis-à-vis de la Chine, et une tendance plus néolibérale, qui pousse à un assouplissement des restrictions technologiques et commerciales (11). Cette ambivalence se retrouve au sein de la Silicon Valley. Des entreprises comme Nvidia et Oracle ne souhaitent en aucun cas renoncer aux échanges économiques avec la Chine, tandis que les *defense tech* ne voient pas d'un mauvais œil l'exacerbation de la rivalité sino-américaine.

« Une course qui ne peut être gagnée »

Le virage impérialiste de la tech provoque des remous au sein même des entreprises, chez Google par exemple, parmi des salariés majoritairement acquis au Parti démocrate (12). La corruption, le népotisme et la prévarication qui caractérisent l'alliance de la tech avec l'administration Trump risquent par ailleurs d'accentuer la fracture entre les élites de la Silicon Valley et la base populaire du mouvement MAGA (« Make America Great Again »). Une dernière inconnue, et pas la moindre, porte sur la technologie elle-même : certains experts interprètent le développement de l'IA « quoi qu'il en coûte » comme une erreur stratégique. Selon le chercheur Gary Marcus, *« il est possible que le véritable gagnant se révèle être le pays qui ne se surendette pas au point de se ruiner financièrement, dans un effort insensé pour remporter une course qui ne peut être gagnée* (13) *»*. Une autre manière de dire que les empires finissent en général par périr de leur propre démesure.

* Professeur en sciences de l'information et de la communication à l'université Paris-VIII.

(1) John A. Hobson, *Imperialism. A Study,* James Pott & Co., New York, 1902.

(2) Nikolaï Boukharine, *L'Économie mondiale et l'Impérialisme. Esquisse économique*, Anthropos, Paris, 1971 (1re éd. : 1917).

(3) Vladimir Ilitch Lénine, *L'Impérialisme, stade suprême du capitalisme,* Éditions sociales, Paris, 1945 (1re éd. : 1917).

(4) Lire Evgeny Morozov, « La souveraineté comme marchandise américaine », *Le Monde diplomatique,* novembre 2025 ; *cf.* aussi Advait Arun, « Bubble or nothing : Data center project finance », Center for Public Enterprise, novembre 2025, https://publicenterprise.org

(5) *Cf.* Brian J. Chen, « The big AI state : How the Trump administration is shaping US industrial policy toward "global technological dominance" », 21 janvier 2026, https://datasociety.net

(6) Nikolaï Boukharine, *L'Économie mondiale et l'Impérialisme..., op. cit.*

(7) United States department of state, « What is Pax Silica ? », www.state.gov

(8) « Winning the race. America's AI action plan », juillet 2025, www.whitehouse.gov ; « The war department unleashes AI on new GenAI.mil platform », 9 décembre 2025, www.war.gov

(9) Alexander Karp et Nicholas Zamiska, *The Technological Republic. Hard Power, Soft Belief, and the Future of the West,* Crown Publishing, New York, 2025.

(10) Lire Francesca Bria, « Le coup d'État de la tech autoritaire », et Evgeny Morozov, « La souveraineté comme marchandise américaine », *Le Monde diplomatique,* novembre 2025.

(11) *Cf.* Mathilde Velliet, « Les trumpistes veulent-ils vraiment faire la guerre à la Chine ? », Institut français des relations internationales (IFRI), Paris, 3 février 2026, www.ifri.org

(12) *Cf.* Kali Hays, « Google staff call for firm to cut ties with ICE », 6 février 2026, www.bbc.com ; lire aussi Frédéric Lordon, « Marx va avoir raison (IA et lutte des classes) », La pompe à phynance, 2 mars 2026, https://blog.mondediplo.net.

(13) Gary Marcus, « The core misconception that is driving American AI policy », Marcus on AI, 14 décembre 2025, https://garymarcus.substack.com

© CORINNE ROZOTTE/DIVERGENCE

CORINNE ROZOTTE. – Gymnastique au parc Bai Lu, sur l'île de Hainan, 2019

PORTRAIT CROISÉ

Le petit

Six ans après l'épidémie de Covid-19, où en est la société chinoise ? En particulier les jeunes, nés une fois tournée la page du XXe siècle ? Pour répondre à la question, on peut se plonger dans les indicateurs macroéconomiques, les séries statistiques ou la littérature gouvernementale. On peut aussi parcourir les rues du pays et chercher les enseignements des scènes qui s'y jouent.

PAR NOTRE ENVOYÉ SPÉCIAL
RENAUD LAMBERT

SUPERPOSEZ deux cartes de même échelle : l'une de la Chine, l'autre de l'Europe. Placez Urumqi, la capitale de la région occidentale du Xinjiang, au-dessus de Reykjavík, celle de l'Islande. Vous devrez alors chercher Pékin du côté de Vilnius, Canton au niveau de Belgrade, cependant que Harbin et son festival de glace apparaîtront quelque part sur l'oblast d'Arkhangelsk, dans le nord de la Russie.

Aucun doute, la Chine est grande. Si grande que ses contrastes défient bien souvent l'idée même d'unité nationale : plus de 1,4 milliard d'habitants ; cinquante-six ethnies ; un climat qui exige la doudoune dans le Nord-Est au moment même où il impose les claquettes dans le Sud-Ouest ; une langue commune qui n'est maternelle que pour six personnes sur dix, et dont tous se plaignent de ne pas toujours comprendre la façon dont elle est parlée loin de chez eux. Même le mah-jong, passion nationale, se joue avec des règles distinctes d'une région à l'autre…

Pourtant, qu'il déambule dans les rues de Kunming ou de Pékin, de Chongqing ou de Shanghaï, de Shenzhen ou de Hangzhou, le visiteur pénètre dans un même théâtre, sur la scène duquel évoluent deux personnages aussi reconnaissables qu'Arlequin et Polichinelle dans la commedia dell'arte : le livreur et le retraité. Deux personnages que tout oppose, à commencer par l'âge. Ailleurs, les phénomènes générationnels ont pu être brandis par ceux qui cherchaient à taire les antagonismes de classe(1). Mais la Chine s'est à ce point métamorphosée au cours des dernières décennies que les tranches d'âge y incarnent des étapes socio-économiques distinctes : l'équivalent de ces strates géologiques qui documentent l'histoire de la croûte terrestre. De sorte que le contraste entre la figure du retraité et celle du livreur éclaire la mutation récente du pays, ainsi que les défis auxquels il est confronté.

Que les températures soient clémentes et on croise le retraité dans les parcs, sur le bord des canaux ou au milieu des places publiques. Seul ou en groupe, il flâne, chante, danse, joue de la musique ou passe de longues heures à boire le thé tout en bavardant. Alors qu'en Europe les espaces de jeu des jardins publics sont en général réservés aux enfants, tout y est ici prévu pour lui. Et c'est encore lui qui, sur les réseaux sociaux, s'adonne à l'exhibition de ses exploits physiques. En Chine, il n'est pas rare que le retraité soit plus en forme que sa progéniture.

Mais il fait froid à Xuzhou en ce mois de janvier 2026. Le petit groupe que nous retrouvons dans cette ville du Jiangsu nous a donné rendez-vous dans un KTV, l'un de ces établissements prisés en Asie où l'on peut louer des cabines de karaoké. Lorsque nous pénétrons dans la pièce, un homme et une femme sur leur trente et un sont en train de chanter devant un immense écran où défilent des images aussi fades qu'un bol de riz blanc.

Ils ont environ 70 ans – ou un peu plus – et ont pris leur retraite sur la base du système créé en 1951, deux ans après la proclamation de la République populaire de Chine : 50 ans pour les femmes employées et ouvrières, 55 ans pour les femmes cadres (il n'y en a aucune parmi nos interlocutrices) et 60 ans pour les hommes. Ils ont tous travaillé pour de grandes entreprises publiques ou des établissements para-administratifs *(shìyè),* lesquels ont cotisé pour leur retraite. Leur pension ? *« Entre 4 000 et 10 000 yuans par mois »,* nous indique-t-on, soit entre 500 et 1 250 euros dans une ville où le salaire moyen mensuel était d'environ 4 000 yuans en 2024 (2). Comme toutes les personnes de 50 ans et plus que l'on rencontre en Chine, chacun ici raconte volontiers avoir connu la faim – la vraie. Et quand on demande à nos hôtes si leur pays les a bien traités, le visage d'une femme restée silencieuse jusque-là s'illumine : *« Nous sommes fiers de la Chine. »* Née à une période où l'espérance de vie s'établissait à 35 ans (3), elle vient de fêter son quatre-vingt-dixième anniversaire. Si le masque de ces retraités ne devait exprimer qu'une émotion, il serait fendu d'un sourire.

Lui, ce ne sont pas les – 5 °C affichés par le thermomètre qui vont l'empêcher de sortir. L'hiver, le livreur s'emmitoufle ; sous la canicule, il sue à grosses gouttes. Pour apporter des boissons fraîches à des retraités qui discutent dans un parc, par exemple. Manger à son bureau ou dans sa résidence étudiante sans avoir à mettre le nez dehors ? On fait appel à lui. Siroter une bière alors que le restaurant où l'on est installé ne propose que du thé ? Encore lui. Obtenir la bouteille de lait frais qui manque le samedi matin ? Toujours lui. Un réflexe favorisé par deux phénomènes : le mauvais temps, qui donne envie de rester au sec ou au frais ; et les guerres des prix.

Un dieu tout-puissant et anonyme : l'algorithme

Régulièrement, l'arrivée d'un nouvel entrant sur le marché de la livraison déclenche un affrontement aux conséquences parfois déroutantes. En 2025, par exemple, le mastodonte Meituan tente de résister à l'offensive de JD.com. Il devient alors moins cher de se faire livrer un plat que de le commander directement dans un restaurant du fait des coupons promotionnels distribués par les entreprises en lutte pour drainer le trafic et étouffer leurs concurrents.

Vêtu aux couleurs de la société pour laquelle il travaille – jaune pour Meituan (un peu moins de 70 % du marché), orange pour Taobao (un peu moins de 30 %), rouge pour JD.com (le reste) –, le livreur est apparu dans les rues chinoises au milieu des années 2010. Alors qu'entre 2015 et 2024 le taux d'urbanisation bondissait d'environ 57 % à plus de 66 % selon la Banque mondiale, le marché de la livraison de repas passait de 230 à 1 200 milliards de yuans (de 30 à 150 milliards d'euros) (4). Des mégapoles scintillantes aux petites villes telles que Xuzhou (8,6 millions d'habitants…), le livreur est désormais omniprésent. Et transforme le paysage sonore des villes.

En Chine, le raffut des moteurs à explosion est si rare qu'on en découvre ce que les pétarades de la rue européenne masquent : le son des pneumatiques sur l'asphalte, comme un froissement de papier crépon. Un vacarme en a pourtant remplacé un autre. Après les pistons et les soupapes, les klaxons. Principalement ceux des scooters, électriques eux aussi. Leur discrétion pourrait d'autant plus facilement conduire à la collision avec un piéton ou une voiture que, pilotés par les livreurs, ils circulent sur les trottoirs, à contresens, en travers de la rue, comme si le code de la route ne s'appliquait pas à eux. Chaque fois qu'il cherche à éviter l'accident, le livreur klaxonne. Il klaxonne donc souvent, et avec l'insistance de l'instinct de survie.

C'est que la vie de ces travailleurs est un compte à rebours, déclenché par un dieu tout-puissant et anonyme : l'algorithme. Dès qu'il accepte une course, le livreur voit s'afficher sur son application le nombre de minutes dont il dispose pour aller récupérer le colis ou le repas, puis pour le remettre au client. Un enfer rapidement documenté par des sociologues critiques, tels que Sun Ping ou Chen Long.

Mais c'est un article de la revue *Rén wù* (5) (sous la tutelle de la très officielle Maison d'édition du peuple) qui, en septembre 2020, suscite la colère du grand public. Il expose méthodiquement les conditions de travail de ceux à qui chacun fait ici appel quotidiennement : comment les livreurs observent, impuissants, la fonte des délais de livraison, les obligeant à prendre de plus en plus de risques sur la route ; comment le système calcule les distances comme si les livreurs étaient des oiseaux, capables de tracer des lignes droites à travers la jungle urbaine ; comment la soumission à l'évaluation des clients leur impose de répondre en souriant aux plus saugrenues de leurs exigences ; comment la promesse de gagner 10 000 yuans par mois (environ 1 250 euros), mise en avant par les plates-formes lorsqu'elles cherchaient à développer le marché, ne se matérialise que rarement ; comment tout retard de livraison conduit à une amende retranchée de la rémunération du livreur ; et comment la promesse de « liberté » – pouvoir choisir quand on se connecte et quand on ferme l'application – rend en réalité captif d'un système qui hante jusqu'aux cauchemars…

Un tel tableau fait écho à un sentiment partagé en Chine : l'impression qu'il faut fournir toujours davantage d'efforts pour parvenir à des résultats de plus en plus décevants. Un phénomène baptisé *neì juǎn* ou « involution » (6). Si la critique n'est pas interdite en Chine, le pouvoir n'apprécie guère qu'elle prenne de l'ampleur. Le tollé provoqué par l'article de *Rén wù* aurait donc pu faire sourciller en haut lieu. Il rencontre néanmoins un moment politique singulier. L'heure n'est plus à la promotion des grandes entreprises spécialisées dans les plates-formes, mais au rappel à l'ordre. Certaines *« avaient pris le contrôle d'une grande partie des flux d'information et des activités économiques, ce qui leur conférait un niveau d'influence et d'indépendance qui déplaisait au parti-État »,* analysent les chercheurs Matt Sheehan et Sharon Du(7).

Des forêts d'immeubles gigantesques, et vides

Dès 2021, le pouvoir s'emploie donc à réglementer le marché de la livraison à travers une série de mesures dont les plus récentes ont été annoncées en décembre 2025 : encadrement des algorithmes de façon à allonger les délais, obligation pour les entreprises d'assurer les livreurs en cas d'accident, incitation à la mise en place d'une couverture sociale, voire de cotisations-retraite… En juin et juillet 2025, *Le Quotidien du peuple* publie une série de reportages célébrant à la fois les livreurs – *« constructeurs et gardiens du quotidien moderne* (8) *»* – et l'amélioration de

(1) Lire Alain Garrigou, « Génération 68, un mythe », Régime d'opinion, 13 novembre 2013, https://blog.mondediplo.net

(2) « Bulletin statistique municipal de Xuzhou 2024 sur le développement économique et social national » (en chinois), Annuaire statistique urbain en Chine, 29 mai 2025, www.tjnj.net

(3) « Au cours des soixante-dix dernières années, l'espérance de vie à la naissance en Chine a plus que doublé » (en chinois), Xinhua, 5 septembre 2019.

(4) « Rapport sur le développement du secteur O2O de la livraison de repas en Chine » (en chinois), iResearch, Pékin, juillet 2016, https://wreport.iresearch.cn ; « Publication du rapport sur le développement de la restauration en Chine à l'horizon 2025 » (en chinois), 31 juillet 2025, www.toutiao.com

(5) « Food delivery riders, trapped in the system » (en chinois), *Rén wù,* Pékin, 8 septembre 2020.

(6) Lire Nathan Sperber, « Cette étrange contorsion de l'économie chinoise », *Le Monde diplomatique,* décembre 2025.

(7) Matt Sheehan et Sharon Du, « How food delivery workers shaped Chinese algorithm regulations », 2 novembre 2022, https://carnegieendowment.org

(8) Yang Yan, « Ceux qui affrontent le "parcours d'obstacles urbain" » (en chinois), *Le Quotidien du peuple,* Pékin, 27 juin 2025.

© CORINNE ROZOTTE/DIVERGENCE

CORINNE ROZOTTE. – Payer avec un smartphone, une pratique devenue majoritaire en Chine, Shenzhen, 2019

DU LIVREUR ET DU RETRAITÉ

théâtre de la rue chinoise

leurs conditions de travail grâce à l'intervention de l'État. L'une des personnes interrogées y décrit toutefois sa vie en ces termes : *« Quatre saisons sans repos, trois repas incertains, deux jambes toujours en mouvement, une seule idée : gagner ma vie* (9). » Dans les rues chinoises, rien n'y fait : les livreurs sourient toujours beaucoup moins que les retraités-danseurs.

De la lumière faite sur les conditions de travail des gens qui portent son uniforme, la société Meituan garde un souvenir amer. À peine avons-nous commencé nos entretiens à Xuzhou qu'elle envoie un message sur le groupe de discussion des livreurs de la ville : *« À tout le monde. Un journaliste français mène des entretiens depuis quelques jours.* (…) *Pour rappel, nous ne sommes pas autorisés à accorder des interviews, ni même à taper la converse. Silence absolu. »* Par la suite, certains employés zélés diffusent sur la même messagerie les vidéos volées des (rares) étrangers qu'ils débusquent en ville pour tenter d'identifier celui qui s'intéresse à leur employeur. La plupart des livreurs s'amusent cependant d'une telle alarme. Ils nous parlent volontiers, bien que discrètement.

Tous nous confient que la livraison est une activité de transition. À Xuzhou, ils gagnent entre 3 000 et 8 000 yuans par mois. *« J'ai essayé d'aller dans une grande ville. Je gagnais 7 000 yuans, mais le logement me coûtait 2 000 yuans. Ici, je n'en gagne que 5 000, mais je suis en colocation pour 700. »* La plupart ont commencé il y a moins de deux ans ; une majorité prévoient d'arrêter dans les deux mois qui suivent. *« Continuer, ça n'est pas possible. C'est trop d'effort pour l'argent qu'on gagne »,* lâche l'un d'eux, diplômé d'une université réputée.

Comme beaucoup de jeunes, notre interlocuteur fait les frais de la politique récente de massification de l'enseignement supérieur. Le nombre de nouveaux diplômés est passé d'environ 2,7 millions en 2010 à plus de 12 millions en 2025. L'annonce d'un taux de chômage de 21,3 % pour les 16-24 ans en juin 2023 a conduit le Bureau national des statistiques à suspendre la publication du chiffre. Avant de la reprendre quelques mois plus tard, sur la base d'une « nouvelle méthodologie ». À 16,5 % en décembre 2025, le niveau demeure préoccupant et marque une rupture. Jusqu'au début des années 2020, une même foi en un progrès inexorable avait prévalu. L'idée, écrit le chercheur Eli Friedman, que *« travailler dur à l'université était le moyen d'accéder à un emploi de cadre, à un appartement moderne dont la valeur augmenterait progressivement, et aux autres attributs – matériels comme culturels – de la vie bourgeoise* (10) ». Bref, de connaître à son tour une trajectoire d'ascension sociale. À part les diplômés des meilleures universités, rares sont ceux qui y croient encore.

Les naufragés d'une économie à la peine

En 2023, la volonté de transformer ce problème social en difficulté individuelle conduit une chaîne de télévision à tenter un parallèle littéraire, que peu trouvent à leur goût. La jeunesse diplômée, suggère un article publié sur le site de CCTV, ressemblerait au personnage de Kong Yiji, créé par Lu Xun (1881-1936), que tous les Chinois étudient à l'école. Kong Yiji est instruit mais pauvre, car il n'a jamais réussi à passer les examens impériaux. Il continue néanmoins à porter la longue robe caractéristique des lettrés et refuse de s'abaisser à toute activité non intellectuelle. *« Si Kong Yiji s'est retrouvé en difficulté,* avance CCTV, *ce n'est pas parce qu'il était instruit, mais parce qu'il était incapable de se défaire de l'arrogance propre aux érudits et refusait le travail manuel, qui aurait pu changer sa situation. Sa longue robe était* (…) *un carcan qui entravait son esprit* (11). » En d'autres termes : « Jeunes diplômés, dépouillez-vous de la longue robe de Kong Yiji. Abandonnez vos prétentions à un emploi à la hauteur de vos diplômes et mettez-vous au boulot ! » Le propos soulève d'innombrables protestations sur les réseaux sociaux. Mais la plupart des diplômés n'avaient pas attendu CCTV pour trouver le moyen de gagner un peu d'argent « en attendant ». En devenant chauffeur de taxi pour ceux qui disposaient d'une voiture ; en livrant des repas pour les autres.

Au début des années 2010, le secteur attirait surtout des travailleurs d'origine rurale, qui souhaitaient rejoindre les grandes villes et échapper au travail à la chaîne que l'un d'entre eux qualifie devant nous de « prison ». Il a peu à peu offert un moyen de se refaire à ceux qui avaient subi un « accident de la vie » : faillite (nombreuses à la suite de la crise du Covid-19), endettement, divorce compliqué… Le voici qui recueille désormais tous les naufragés d'une économie à la peine. De jeunes diplômés donc, mais également ceux qui gravitaient dans le secteur de l'immobilier, pendant longtemps l'un des poumons de l'économie chinoise.

Il suffit de prendre un train pour mesurer la crise que subit la construction depuis le début des années 2020. Ici et là apparaissent des forêts d'immeubles gigantesques, dont les chantiers sont à l'arrêt. Que le train circule la nuit et que l'un des acheteurs ait décidé d'occuper son logement au milieu du chantier, et l'effet est encore plus saisissant : un carré lumineux se détache alors d'un camaïeu d'anthracite, dans une ambiance qui rappelle celle du film *Buffet froid* (1979), de Bertrand Blier. La vente de terrains aux promoteurs contribuant largement au financement des provinces, certaines se trouvent désormais dans l'embarras, contraintes de trancher dans les salaires, voire d'en retarder le versement de plusieurs mois. Particulièrement éprouvées, les autorités du Hunan, dans le sud du pays, ont fait savoir qu'il n'était pas illégal pour les employés des agences gouvernementales de donner des cours de gymnastique, de vendre des produits de la ferme ou… de livrer des repas après le travail (12).

© CORINNE ROZOTTE/DIVERGENCE

CORINNE ROZOTTE. – Un livreur à domicile travaillant pour l'application Meituan, Shenzhen, 2019

On compte désormais entre onze et douze millions de livreurs. Ce qui explique que les coups de klaxon – et les accidents – demeurent aussi nombreux qu'avant l'intervention des autorités pour réglementer le secteur. Car, si les délais imposés par les algorithmes ont bien été assouplis, l'afflux de nouveaux venus impose d'aller aussi vite que possible pour ne rater aucune course et gagner suffisamment. Sans même parler de la concurrence des drones, qui remplacent déjà les humains dans certains quartiers.

C'est ainsi que l'involution perdure. *« Les plates-formes cherchent à pousser les livreurs jusqu'à leurs limites,* tranche un homme en jaune. *Tu peux choisir de refuser, mais il y aura toujours quelqu'un pour accepter à ta place. En Chine, il y a trop de monde. »* Celui qui nous parle ne gagne pas assez pour se marier, et donc pour avoir des enfants puisqu'en Chine la parentalité hors mariage est inenvisageable. Il fait néanmoins partie des chanceux : d'autres nous confient ne pas pouvoir entretenir de relations amoureuses, lesquelles impliquent d'inviter sa partenaire au restaurant ou de lui offrir un petit cadeau de temps en temps.

« Les faibles barrières à l'entrée et à la sortie du secteur font office de "soupapes de sécurité" », relèvent les chercheurs Li Shenglan et Jiang Lihua. Elles permettent aux travailleurs d'*« exprimer en partie leur mécontentement en démissionnant, ce qui atténue dans une certaine mesure le risque de conflits sociaux graves »* (13). Au cours de nos entretiens, jamais ne transparaît la moindre colère. Les mines sont souvent aussi sombres que les mots, dans une forme de souffrance intériorisée.

On est loin, cependant, de l'image du livreur façonnée par les médias et les réseaux sociaux : celle d'un « chevalier de la livraison » *(kuài dì xiá)* dont la caractéristique première serait l'abnégation. De plus en plus de vidéos circulent où l'on voit l'un interrompre sa livraison pour étouffer un incendie, l'autre alerter sur une fuite de gaz qui menace un immeuble. Dans la classe moyenne, beaucoup louent même la fonction sociale de travailleurs qui « relieraient » les gens en brisant la solitude dans laquelle sont plongés de plus en plus de Chinois. En 2025, une application intitulée « Es-tu mort ? » *(Sǐ le me ?)* est même devenue virale : elle invite les personnes vivant seules (pas forcément âgées) à cliquer quotidiennement sur un bouton pour indiquer à leur famille qu'elles sont toujours en vie. Mais les livreurs que nous rencontrons refusent le rôle d'Atlas de la société chinoise. *« Ici, c'est chacun pour sa peau,* lâche l'un sans lever les yeux de la tasse de thé qu'il tient entre les mains. *C'est déjà difficile de s'en sortir seul, personne n'a l'énergie de penser aux autres. »*

Jusqu'à ce qu'arrive, enfin, l'âge de la retraite ? Las, la figure du retraité heureux qui attire immanquablement l'œil du visiteur en escamote une autre. Moins lumineuse, cette dernière représente pourtant la grande majorité des personnes en âge de cesser de travailler : 60 % sur 300 millions. Elle était là, sous nos yeux. Par exemple au coin d'une rue commerçante du centre-ville, sous la forme d'un homme de 70 ans vêtu d'une combinaison aux couleurs de la ville, un balai à la main. Il est né à cinquante kilomètres de Xuzhou, mais ne dispose pas du *hù kǒu* (le passeport interne chinois) de la ville : c'est donc un « travailleur migrant ». Il a commencé à travailler à l'âge de 8 ans, sans pouvoir faire valoir les droits collectés dans une ville qui n'est pas son lieu de résidence reconnu par l'administration. Il ne dispose donc que du minimum national : environ 250 yuans, soit 30 euros, par mois. D'où le balai entre ses mains, en dépit de l'heure avancée.

Outre que bien des travailleurs chinois se trouvent également être des migrants, les retraites de ceux qui ne le sont pas dépendent du versement des cotisations par les entreprises. Or il arrive, fréquemment, que certaines s'en exonèrent ou que les employés renoncent à ces versements de façon à toucher un salaire plus important. Préoccupé par le vieillissement de la population dans un pays où la vente des couches pour adultes a sans doute dépassé celle des couches pour enfants en 2025, le gouvernement a par ailleurs décidé de reculer l'âge de la retraite à partir de janvier 2025, de façon progressive sur une période de quinze ans. De 50 à 55 ans pour les femmes ouvrières et employées, de 55 à 58 ans pour les femmes cadres, et de 60 à 63 ans pour les hommes. De sorte qu'à bien des égards la retraitée de 70 ans née dans la pauvreté mais qui a passé plus de vingt ans à peaufiner son chant et sa danse de l'éventail ressemble à une rescapée d'un monde en voie de disparition. Celui dont la révolution de 1949 portait la promesse.

Ne pas « aller trop loin dans les transferts sociaux »

À moins, souligne un sociologue se revendiquant de Mao Zedong et qui préfère garder l'anonymat, qu'après avoir « libéré » les forces du marché pour développer l'économie au début des années 1980 *« la Chine se décide enfin à construire son État social ».* Et se souvienne de l'adjectif qui qualifie le nom du parti au pouvoir ? Il faudrait alors que celui-ci revienne sur la conviction, maintes fois formulée par le président Xi Jinping, qu'il ne faut pas *« aller trop loin dans les transferts sociaux »* pour *« éviter que les gens deviennent paresseux »* (14). À défaut, on voit mal comment le pays parviendra à s'extirper du fléau de l'involution.

Mais le problème est-il chinois ou, finalement, *« aussi global que le capital »,* comme le suggère Friedman (15) ? Le 20 janvier 2026, le quotidien français *Le Figaro* publiait un article intitulé « "Le capitalisme a cessé de fonctionner pour les jeunes" » (16). L'auteur y citait une chronique du *New York Times* : *« Pour la génération Z (personnes nées entre la fin des années 1990 et la fin des années 2000), travailler est désormais plus déprimant que d'être au chômage. »* Pékin, Paris, New York… Des décors différents, un même drame.

RENAUD LAMBERT.

(9) Sun Zhen, « Ceux qui courent après le temps » (en chinois), *Le Quotidien du peuple,* 4 juillet 2025.

(10) Collectif Gonglao, *Involution. A Worker Inquiry Amid China's Youth Unemployment Wave,* traduction et préface d'Eli Friedman, Verso Books, Londres, à paraître en 2026.

(11) « Affronter l'angoisse derrière la "littérature Kong Yiji" » (en chinois), CCTV, 16 mars 2023, https://xinwen.bjd.com

(12) « Chinese province says OK for officials to hustle on the side in tepid economy », 11 juillet 2025, www.reuters.com

(13) Li Shenglan et Jiang Lihua, « Nouvelles formes de contrôle du temps de travail et liberté illusoire » (en chinois), *Shè huì xué yán jīu* (« Recherche sociologique »), n° 6, Pékin, 2000.

(14) Cité par Dan Wang dans *Breakneck. China's Quest to Engineer the Future,* Allen Lane, Londres, 2025.

(15) Eli Friedman, dans *Involution. A Worker Inquiry Amid China's Youth Unemployment Wave, op. cit.*

(16) Ronan Planchon, « "Le capitalisme a cessé de fonctionner pour les jeunes" : la Gen Z ne déteste pas le travail, elle n'y gagne plus rien », *Le Figaro,* Paris, 20 janvier 2026.

ACCOLADES AVEC WASHINGTON SOUS UN BUSTE DE LÉNINE

Le Sri Lanka est-il devenu marxiste ?

À peine sorti d'une crise économique aiguë, le Sri Lanka a été ravagé par un cyclone à la fin du mois de novembre 2025. Plus de six cents personnes ont péri, cependant que 10 % de la population était touchée. De quoi compliquer la tâche du président « marxiste » élu en 2024, auquel la population reproche déjà d'avoir beaucoup promis, mais peu réalisé.

PAR DAVID GARCIA *

MAIS comment le Sri Lanka s'est-il débarrassé de l'élite politico-administrative qui contrôlait l'île depuis 1947, un an avant l'indépendance du pays ? Tout commence en mars 2022 (1). La pénurie chronique de devises étrangères s'aggrave à la suite de la pandémie de Covid-19, qui a fait plonger les recettes liées au tourisme. Bientôt, le pays ne peut plus financer ses importations essentielles. Le carburant, le gaz pour la cuisine, les médicaments et certains aliments manquent. Dans ce contexte, la corruption – rampante depuis longtemps – devient intolérable. Au mois de juillet, villes et campagnes, milieux populaires et classes moyennes voire aisées, tous se lèvent contre le Parti national uni (UNP), au pouvoir. La famille Rajapaksa cristallise la colère. Plusieurs de ses membres occupent des fonctions de premier plan : président de la République, premier ministre, ministre… Chargé des finances, le plus jeune des frères Rajapaksa, « Basil », est surnommé « Monsieur 10 % » en raison de sa propension – supposée – à percevoir des commissions sur les projets financés par son administration. Incapable de faire face aux échéances de la dette extérieure dans un contexte de pénurie alimentaire et d'hyperaugmentation du prix de l'essence, l'État fait défaut. Il voit bientôt les hommes en noir du Fonds monétaire international (FMI) lui proposer leurs « services ». On a connu plus efficace pour éteindre la colère sociale… Mais la révolte populaire demeure tout d'abord sans débouché.

Et puis, l'inimaginable advient. En septembre 2024, M. Anura Kumara Dissanayake (alias « AKD ») est élu président de la République. Pour la première fois dans l'histoire du Sri Lanka, un dirigeant du Front de libération populaire (JVP) accède à la fonction exécutive suprême. Deux mois plus tard, le Pouvoir populaire national (NPP), qui agrège autour du parti présidentiel une vingtaine de syndicats, d'organisations non gouvernementales (ONG) et de groupuscules de gauche, remporte les élections législatives avec une écrasante majorité. *« Exceptionnelles à plus d'un titre, les deux campagnes se sont déroulées sans violence, ce qui n'était pas arrivé depuis vingt ans. L'alternance est d'autant plus spectaculaire que lors des deux précédents scrutins Anura Kumara puis la coalition NPP avaient obtenu respectivement 3 et 4 % des suffrages, contre 42 et 61 % en 2024 »,* relève l'historien Éric Paul Meyer, lors d'une conférence à Sciences Po Paris, en janvier 2025.

La presse internationale s'alarme. *« Autrefois pionnier du libre marché, le Sri Lanka vire à gauche,* se désole *The Economist. Un nouveau président aux racines marxistes domine désormais aussi le Parlement* (2). *» « De tels commentaires ont suscité l'hilarité générale à Colombo,* relève Jean-Pierre Page, ancien responsable du secteur international de la Confédération générale du travail (CGT), qui connaît bien le pays. *On en plaisante encore ! »*

Il fut un temps où le JVP était révolutionnaire. En 1971 puis en 1988, il déclenche deux insurrections armées – deux échecs – à la suite desquelles le parti se convertit au parlementarisme et à l'économie de marché. De son passé radical, il ne conserve que des oripeaux mémoriels, dont la faucille et le marteau, et quelques portraits. Comme celui de Lénine, sous lequel le « camarade » secrétaire général du parti reçoit l'ambassadrice des États-Unis, en janvier 2025.

« Le JVP est toujours marxiste-léniniste, défend M. Bimal Rathnayake, ministre des transports, des autoroutes, des ports et de l'aviation civile. *Nous continuons d'œuvrer pour la justice sociale, mais de manière non dogmatique. »* Son modèle ? *« Le Parti communiste chinois* [PCC], *moins sur les questions de démocratie que sur le plan économique. Sous l'impulsion de Deng Xiaoping, le PCC est devenu plus pragmatique, acceptant l'économie de marché sur la base d'une planification centrale, avec des résultats remarquables. » « En réalité, le pragmatisme est devenu l'unique boussole du parti,* estime M. Pubudu Jagoda, figure de l'ancienne aile gauche du JVP. *Au motif que ses dirigeants actuels perçoivent le néolibéralisme comme une idéologie indépassable, ils en promeuvent les recettes en dépit de leurs discours électoralistes. Anura incarne cette ligne sociale-démocrate depuis sa prise de contrôle du JVP en 2011. »*

Un an après son arrivée au pouvoir, l'espoir soulevé par la nouvelle majorité est déjà largement retombé. Symboliquement, le gouvernement a raboté les avantages matériels des anciens chefs d'État. Surtout, pour la première fois dans l'histoire du pays, un ancien président fait l'objet de poursuites pénales pour détournement de fonds. Fin août 2025, le libéral-conservateur Ranil Wickremesinghe a en effet été arrêté, avant d'être libéré sous caution. Prédécesseur d'« AKD », il a conclu l'accord controversé avec le FMI, renouvelé… deux jours avant le scrutin présidentiel de septembre 2024. Un accord que le NPP s'était engagé à renégocier. C'était même la promesse-phare de son programme. *« La coalition de gauche prévoyait de réaliser un audit de la dette, en s'appuyant sur des économistes indépendants, et d'évaluer sa soutenabilité à travers des débats citoyens »,* rappelle l'économiste hétérodoxe Dhanusha Pathirana.

Mais une fois élus, M. Dissanayake et sa majorité reconduisent largement les prescriptions du Fonds, et se contentent de négociations à la marge. *« Nous avons obtenu l'augmentation des salaires au sein de la fonction publique »,* fait toutefois valoir la première ministre Harini Amarasuriya. *« Notre gouvernement n'a réduit aucune aide sociale. Il a inscrit 400 000 familles économiquement vulnérables au nouveau système de sécurité sociale »,* complète le ministre des transports. Alors, moindre mal ou *« opportunité historique perdue »,* comme le déplore Éric Toussaint, porte-parole du Comité pour l'abolition des dettes illégitimes (3) ?

© VIMUKTHI EMBULDENIYA - PACIFIC PRESS - ZUMA/REA

VIMUKTHI EMBULDENIYA. – Manifestation du Front de libération populaire (JVP) pour la Fête des travailleurs, dans la banlieue de Colombo, 2018

« Si nous avions rejeté les conditions des créanciers, les grandes banques, les grands pays et le FMI auraient douté de notre capacité à rembourser. Et cela aurait pu précipiter le pays vers la banqueroute », estime M. Rathnayake. C'est également l'argument avancé par M. Dhananath Fernando, le directeur général d'Advocata Institute, un cercle de réflexion proche des milieux d'affaires. *« Le gouvernement actuel a bien fait de poursuivre la politique économique de son prédécesseur. Il n'avait de toute façon aucune marge de manœuvre pour se lancer dans des calculs politiques hasardeux. »*

Par le passé, la gauche sri-lankaise a osé s'attaquer frontalement aux possédants, dans la rue, au Parlement et au sein du gouvernement. Droit à la retraite, journée de huit heures, paiement des heures supplémentaires, *« la majorité des conquêtes sociales du pays sont le produit de grèves générales déclenchées dans les années 1940 et 1950 par le Lanka Sama Samaja Party* [le Parti socialiste pour l'égalité, trotskiste, ou LSSP] *et le Parti communiste* [PC] *»,* relate l'actuel secrétaire général du PC, M. Geeganage Weerasinghe, avec une pointe de nostalgie dans la voix. Derrière son bureau trône un petit buste de Lénine. Sur le mur adjacent, un portrait de M. Xi Jinping, président de la République populaire de Chine.

Arrangeant avec le secteur privé

FONDÉ en 1935, le LSSP est le plus ancien parti politique sri-lankais. Privilégiant la lutte pour l'indépendance nationale plutôt que le front antifasciste voulu à l'époque par Joseph Staline, il adhère à la IVe Internationale (trotskiste). Le PC, lui, demeure aligné sur Moscou. Pendant des décennies, le LSSP domine la gauche de gauche. Après l'indépendance (1948), son leader Nanayakkarapathirage Martin Perera devient chef de l'opposition parlementaire de 1947 à 1952 puis de 1956 à 1959. Il est par ailleurs maire de Colombo de 1954 à 1956. Le seul dirigeant politique capable de bousculer l'hégémonie de la droite libérale dans la capitale, avant l'élection de Mme Balthazaar en juin 2025.

À partir de 1956, le LSSP soutient le gouvernement du Front du peuple du Sri Lanka (SLPP), prélude à deux décennies marquées par des choix étatistes en économie et un non-alignement diplomatique au cœur de la guerre froide. En 1964, Perera rejoint l'exécutif au portefeuille-clé des finances. Pour la première fois dans le monde, un trotskiste devient ministre. Ce qui vaudra au LSSP d'être exclu de la IVe Internationale pour *« collaboration de classe »…*

Jusqu'au milieu des années 1970, plusieurs vagues de nationalisations ciblent ports maritimes, banques, compagnies d'assurances, plantations de thé, de caoutchouc et de noix de coco. Objectif affiché : décoloniser l'économie, dominée par le capital occidental, tout en améliorant les conditions d'existence des travailleurs concernés. À l'initiative du tandem SLFP-LSSP, auquel se joint le PC, l'île de Ceylan se libère de Londres. Le pays retrouve son nom précolonial et devient une république confrontée à vingt-six ans de guerre civile contre les Tigres de libération de l'Eelam tamoul (1983-2009).

Aujourd'hui marginalisés, communistes et trotskistes ont joué un rôle majeur dans la construction de l'État social sri-lankais, qui figure parmi les plus avancés d'Asie. Toujours en vigueur, la dénomination « République démocratique socialiste de Sri Lanka » fut adoptée en 1977, mais sous un gouvernement de droite ! *« Cette décision paradoxale reflète la puissance idéologique de la gauche, à l'époque »,* sourit M. Weerasinghe. Plantée dans le centre de Colombo, une statue dorée de Perera témoigne de cette empreinte. Même si le taux de pauvreté a doublé au Sri Lanka entre 2019 et 2024, la misère y saute moins aux yeux que chez son grand voisin du nord, l'Inde, distante d'une trentaine de kilomètres. *« Chez nous, le système de soins est gratuit et de bonne qualité »,* remarque Mme Tamara Kunanayakam, ancienne ambassadrice.

Les années 1977-1978 marquent à la fois l'apogée du socialisme sri-lankais et le point de bascule vers l'ère néolibérale. Cyniquement, le leader de la droite (UNP) Junius Richard Jayewardene promet de ne pas toucher aux fondamentaux du socialisme, tout en pensant au (mauvais) coup d'après. *« D'une certaine manière, Jayewardene a trahi ses électeurs comme le fera AKD quarante-cinq ans plus tard. Alors qu'il s'était engagé à conserver les aides alimentaires gouvernementales, qui représentaient 5 % du produit intérieur brut, il les a réduites drastiquement »,* résume Pathirana.

À cette aune, le gouvernement bâti autour du JVP incarne la continuité avec ses prédécesseurs de centre gauche. À quelques nuances près : un peu moins nationaliste, un peu plus progressiste en matière de mœurs. Mais tout aussi arrangeant avec le secteur privé. Au Sri Lanka comme ailleurs, tout pourrait donc changer sans que rien ne change ?

* Journaliste.

(1) Lire Éric Paul Meyer, « Les Sri-Lankais défient le pouvoir », *Le Monde diplomatique,* juillet 2022.

(2) « Once a free-market pioneer, Sri Lanka takes a leap to the left », *The Economist,* Londres, 21 novembre 2024.

(3) Éric Toussaint, « Au Sri Lanka, la politique du nouveau gouvernement : une opportunité historique perdue », Comité pour l'abolition des dettes illégitimes, 11 février 2025, www.cadtm.org

Sur notre site, deux inédits de D. Garcia :
« Désolé, mais le Sri Lanka n'est plus une colonie britannique », www.monde-diplomatique.fr/69222
« D'abord les robes safran, les autres après », www.monde-diplomatique.fr/69223

Des sanatoriums soviétiques aux villages de conteneurs

Extractivisme crépusculaire au Kazakhstan

Les « monovilles », ces cités industrielles aux réserves géologiques exceptionnelles, produisent l'essentiel des exportations kazakhes. Érigées au temps de l'Union soviétique autour de grandes usines pourvoyeuses de services à la population, elles dépérissent, pillées par des investisseurs rapaces, tandis que les conditions de travail des sidérurgistes et des mineurs se détériorent.

Par Charles Perragin *

À intervalles réguliers, l'alarme hurle dans le hangar des convertisseurs. Puis il y a ce sifflement assourdissant, celui de l'oxygène pulvérisé dans de grands fours remplis de métal liquide. *« Ces machines tournent jour et nuit »,* lâche M. Erbol Ismaïlov, cadre de l'usine. Des cuves hautes de huit mètres, acheminées par un infatigable tortillard, y déversent régulièrement une coulée étincelante de fonte. Quelques ouvriers se pressent dans cet espace aux dimensions inhumaines, dans des fumées grises ou jaunes et une odeur âcre de peinture industrielle. Ici, on restaure, on répare. *« On vient de remplacer 50 000 mètres carrés de toit »,* relève M. Ismaïlov. Le combinat métallurgique de Témirtaou, racheté en 2023 par Qarmet à ArcelorMittal, n'a pas vraiment changé depuis le temps où il était l'un des plus grands sites sidérurgiques de l'URSS. Malgré la vétusté des lieux, il reste le plus gros producteur d'acier d'Asie centrale et exporte vers la Chine, le Maroc et le Proche-Orient.

Comme un peu partout au Kazakhstan, l'extractivisme a transformé en ville ce qui n'était qu'un camp pénitentiaire par le travail, le Karaganda Lager, camp n° 99 – le « Karlag » –, bâti en 1930 au milieu de ces steppes. À la fin des années 1980, près de 47 000 métallurgistes travaillaient dans cette ville-aciérie. Mais, depuis la disparition de l'économie planifiée et le rachat en 1995 des murs à prix cassé par la multinationale indienne, les conditions économiques et sociales se dégradent. En 2023, ils ne sont plus que 16 000 ouvriers à suivre des cadences infernales dans un environnement insalubre : en plus des incendies, le plancher et la toiture s'effondrent régulièrement. En fin de mois, on peut espérer atteindre le salaire brut moyen national (912 dollars en 2023, soit 843 euros). Mais ceux, toujours plus nombreux, qui ont la malchance de travailler pour le compte des sous-traitants sont payés quatre fois moins et pas tous les mois. En 2023, ArcelorMittal accumulait environ 300 millions de dollars de dettes envers ces sous-traitants locaux, et certaines courent encore.

Des galeries saturées de méthane

Et il y a cet autre monde, celui de la mine. Pour alimenter en électricité et en fer ce dédale de bâtisses noires et de cheminées, le bassin houiller qui enserre la ville avale encore 14 000 mineurs dans ses entrailles – sept fois moins qu'à la fin des années 1980. Pour leur rendre hommage, une immense statue en bronze représentant deux houilleurs a été érigée dans la capitale régionale, Karaganda. Au pied du monument, M. Pavel Choumkine, qui a passé *« vingt-cinq ans sous terre »,* semble usé. *« Ces galeries sont saturées de méthane hautement inflammable et comptent parmi les plus dangereuses du monde. Et, pour tenir les cadences, les règles de sécurité sont violées tous les jours. Travailler là-dessous, c'est suicidaire. »* Les accidents dans les ateliers et dans la dizaine de sites souterrains entraînent la mort de plus de cent cinquante personnes entre 2006 et 2023, année d'un spectaculaire coup de grisou dans la mine de Kostenko qui tue quarante-six hommes. Dans la matinée qui suit le drame, pour contenir la fièvre contestataire, le président Kassym-Jomart Tokaïev se précipite sur place pour annoncer le départ immédiat d'ArcelorMittal, alors mis au pilori. Après qu'une nationalisation a été évoquée, c'est finalement M. Andreï Lavrentiev, un jeune entrepreneur proche du pouvoir kazakh comme des milieux d'affaires russes, qui reprend le complexe et annonce un plan d'investissement de 3,5 milliards de dollars pour sécuriser et moderniser la production (1).

En deux ans, selon la nouvelle direction, quelques rénovations et l'embauche de 5 135 personnes ont permis d'augmenter la production d'acier de 22 %. Six mines sont de nouveau opérationnelles, mais, selon les ouvriers que nous avons rencontrés, les conditions de travail, à l'usine comme sous terre, n'ont pas vraiment changé. Certains mineurs évoquent des pénuries de masques respiratoires, des bornes d'incendie manquantes ou des détecteurs de gaz défectueux. M. Oleg Sochnianine, lui, parle de son frère Konstantin, 28 ans, enseveli sous des tonnes de charbon alors qu'il travaillait dans la mine d'Abaï toute proche. Selon un rapport interne de Qarmet, il se serait suicidé. *« C'est un accident du travail. Il opérait seul là-dessous, faisant le boulot de deux ou trois mineurs. Ceux qui descendent n'ont pas le choix, ils ont des dettes et finissent par s'habituer à l'inacceptable »,* explique M. Sochnianine. Sidérurgistes et mineurs ont chacun leur syndicat mais ils soutiennent la direction dès que les revendications mettent en péril la production (2). Quant aux contestataires, ils sont licenciés.

Temirtaou est ce que l'on appelle en russe un *monogorod,* une « monoville » construite ex nihilo autour d'une industrie extractive durant l'ère soviétique et le plus souvent revendue à bas prix à des investisseurs étrangers après la chute de l'URSS. *« Après 1991, ces espaces ont façonné une économie dépendant des ressources naturelles, de leurs exportations et de leur valorisation sur les marchés mondiaux »,* constate l'économiste Kouat Akijanov. À l'heure où les États-Unis et la Chine sont en concurrence pour exploiter deux grands gisements de tungstène, tout porte à penser que le Kazakhstan n'est pas près de sortir de ce *« capitalisme rentier ».* En plus du pétrole, du charbon ou de l'uranium (40 % de la production planétaire), le pays concentre un tiers des réserves mondiales de chrome, 25 % du manganèse, 10 % du fer, du cuivre, du plomb et du zinc, et d'immenses gisements de terres rares selon les chiffres officiels kazakhs. *« Aujourd'hui, 68 % des exportations proviennent des régions contrôlées par les monovilles,* poursuit l'économiste. *Mais l'essentiel des profits est réinvesti ailleurs, dans les grandes villes dynamiques, comme Almaty ou Astana, quand ils ne finissent pas sur des comptes offshore… »* La nationalité kazakhe du nouvel actionnaire de Qarmet n'a d'ailleurs rassuré qu'un temps. En avril 2025, l'entreprise change de mains au profit d'une entité opaque immatriculée à Singapour. Face aux soupçons d'évasion fiscale, la direction soutient qu'elle n'y a ouvert qu'un bureau pour répondre à un marché en plein essor. *« De fait, la richesse moyenne d'une région minière a beau augmenter, la population s'appauvrit. L'intérêt des financeurs survit tant que les ouvriers sont surexploités et que les machines obsolètes sont encore en état de marche. »*

Mme Elena Varganova, 55 ans, a vécu toute sa vie à Témirtaou. Militante dans une association de défense de l'environnement, elle est aussi directrice adjointe de l'« école numéro 16 ». L'établissement est bordé par les conduites extérieures de chauffage du combinat. Tous les ans, elles sont rafistolées. Mais les pannes, dues au gel ou à la vétusté des infrastructures énergétiques, sont nombreuses – plus de deux cents lors de l'hiver 2022. *« En URSS, chaque ouvrier avait un logement et accès aux hôpitaux, aux écoles ou aux camps de vacances pour les enfants »,* se rappelle-t-elle. À l'époque, ces services étaient financés par les grandes entreprises et non par les collectivités locales. Après l'indépendance, quelques jardins publics du combinat ont été rasés ou transformés en parking à Témirtaou. Cependant, en échange de contrats de vente très avantageux, le gouvernement kazakh a pu s'assurer un temps que les capitaux privés maintiennent quelques œuvres sociales dans les monovilles. *« ArcelorMittal avait quand même bâti un complexe sportif et un sanatorium pour les ouvriers. Mais ce dernier est en train de fermer, tout comme les camps de vacances. Qarmet a réintroduit des tramways, mais c'est de la poudre aux yeux. Les ponts avec la population sont coupés. »*

Beaucoup choisissent de partir. Depuis l'indépendance, la ville a perdu 28 % de sa population, et des immeubles d'habitation tombent en ruines. Une partie des mineurs vivent même dans des villages modulaires de conteneurs interdits au public. *« Les travailleurs sont coupés du reste de la société pendant des cycles de quinze ou vingt-huit jours »,* précise Paolo Sorbello, chercheur et journaliste pour le média kazakh Vlast. Ce nouveau type d'exploitation témoigne de l'extrême relégation que connaît la ville minière kazakhe, à tel point que *« des mineurs vivent désormais à Almaty et se déplacent à des centaines de kilomètres pour assurer leur temps de travail ».*

Les monovilles deviennent le théâtre de révoltes ouvrières – à Janaozen en 2011, à Kentau en 2021 et de nouveau à Janaozen en 2022. Cette année-là, d'autres villes mono-industrielles suivent, et le pays s'embrase, y compris la capitale économique Almaty. Des troupes russes de l'Organisation du traité de sécurité collective (OTSC) sont mobilisées, et la répression est sanglante : 238 personnes sont tuées, et des milliers d'autres blessées. Certes, la crise politique a des sources multiples – le prix des hydrocarbures, l'inflation, la colère contre l'ancien président Noursoultan Nazarbaïev et son clan –, mais les monovilles en constituent l'épicentre. Face à la colère grandissante, l'État a surtout œuvré à attirer les investisseurs étrangers, avec un certain succès. Grâce à d'énormes avantages fiscaux, ces localités sont devenues des colonies de capitaux néerlandais (avec Shell), américains, russes ou chinois.

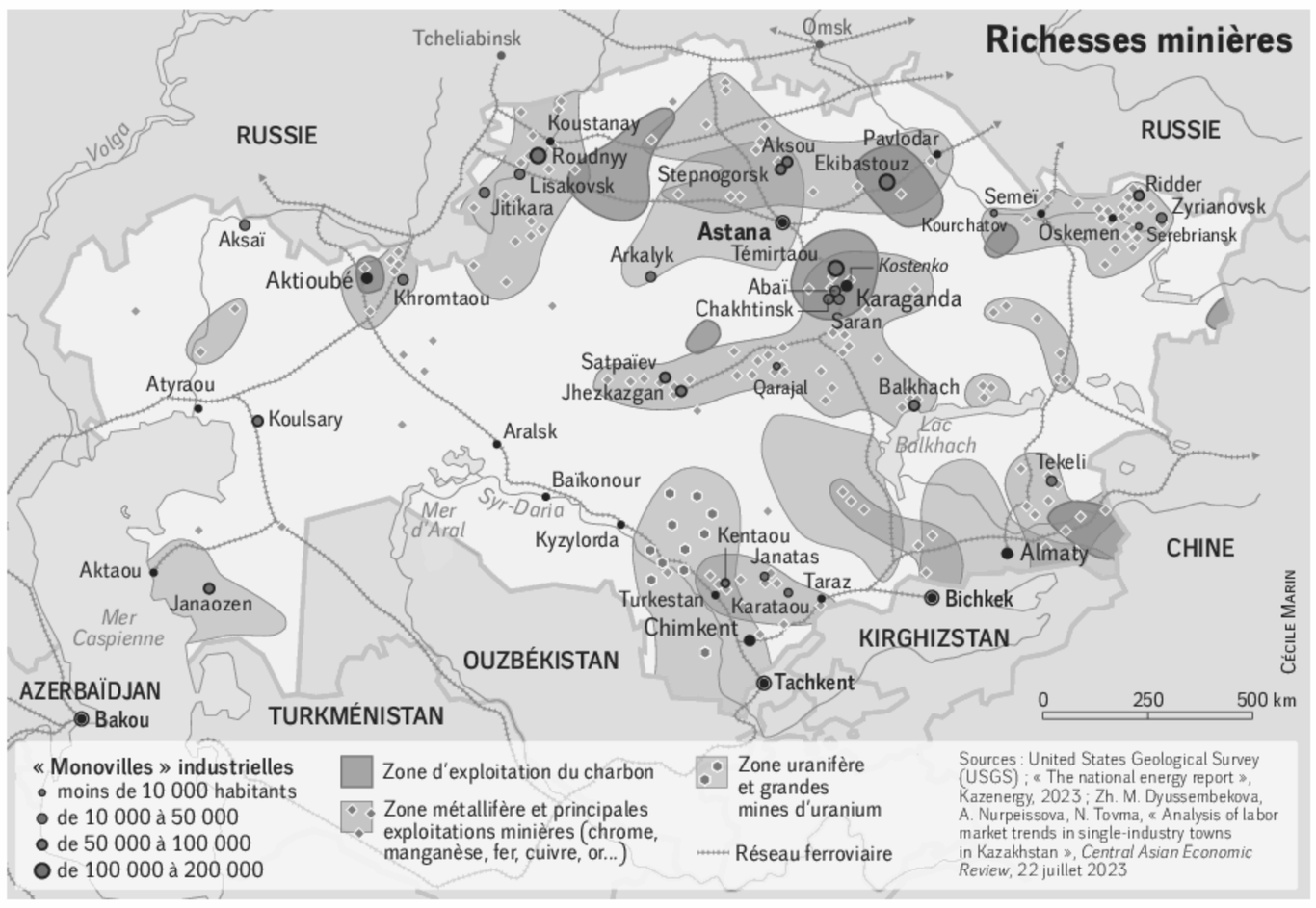
En plus de réductions d'impôts, pour ne pas pénaliser les investisseurs étrangers, le gouvernement se montre très arrangeant. À Témirtaou, il a par exemple bloqué des demandes parlementaires d'audit sur l'état des usines, plafonné les amendes pour non-conformité à 200 millions de tenges (soit 400 000 euros en 2023) par an ou relevé les quotas pour certaines émissions. *« En général, on trouve dans les monovilles une zone économique spéciale sans impôt sur les sociétés, sans taxe foncière et droits de douanes pour les équipements importés, avec des procédures simplifiées pour embaucher des travailleurs étrangers »,* témoigne M. Michaël Levystone, cofondateur de l'Observatoire de la nouvelle Eurasie (ONE).

De façon générale, grâce à leurs connexions avec l'administration centrale de l'État (3), ces industries ont bénéficié de lois sur mesure. En parallèle d'une législation antigrève depuis 2014, un certain nombre d'organismes de contrôle rattachés à l'État sont aussi passés aux mains du privé. Par exemple, en 2018, le sauvetage minier, intervenant lors des accidents et relevant les anomalies, est devenu un service rémunéré par l'employeur. *« Avant, on pouvait interrompre la production pour des raisons de sécurité. Désormais, les exploitants ne nous prennent plus au sérieux : si nous sommes trop regardants, nous perdons notre contrat »,* témoigne M. Alexeï Golovtchits, président du syndicat des sauveteurs miniers de la région de Karaganda, où opère Qarmet.

Envolées du bitcoin

La surveillance de la pollution ? Idem. *« Les entreprises, pour respecter leurs engagements environnementaux, ont le pouvoir de s'autocontrôler. Évidemment, tout est toujours parfait »,* ironise M. Dmitri Kalmykov, ingénieur spécialiste en sécurité de l'environnement. Pis, *« pour le marché local de la région de Témirtaou, l'exploitant des mines fait du profit en vendant une boue composée de déchets issue du traitement du charbon. Elle est utilisée notamment dans les poêles de maison et dégage une fumée très polluante. L'État pourrait sanctionner mais il laisse faire ».* Entre 1996 et 2023, la pollution liée à l'aciérie de Témirtaou a ainsi été responsable d'environ trois mille décès, selon le Centre for Research on Energy and Clean Air, situé à Helsinki. Entre les maladies respiratoires ou les cancers du poumon, le coût social est évalué à environ 4,2 milliards de dollars (4). Sans moyens financiers ou poids politique, les mairies ne peuvent rien faire contre ce pouvoir économique influent.

Non loin des forges, la zone économique spéciale de Saryarka permet aux fabriques d'accéder à l'énergie des grandes centrales à charbon locales à un coût réduit. Signe que les monovilles sont devenues la proie d'une exploitation sans limite, des entrepreneurs bien implantés et séduits par les envolées du bitcoin en ont profité pour faire construire des fermes de minage de cryptomonnaies – très énergivores – à l'écart de ces routes et accomplir un rêve capitaliste : créer de la valeur sans travail (ou presque). Une partie de l'énergie a même été directement détournée des infrastructures énergétiques avec la complicité de leur gestionnaire. *« Ces fermes illégales ont prospéré grâce à la corruption des forces de l'ordre,* confirme le chercheur Hugo Estecahandy, qui a soutenu une thèse sur la géopolitique du cryptominage. *Le problème est que les transformateurs datent souvent de l'ère soviétique et n'ont pas supporté l'explosion de la demande. »* En 2022, certains mois, la consommation de la région de Karaganda bondit de 50 % par rapport à l'année précédente, causant quelques pénuries d'électricité. Comme la fièvre des monnaies numériques gagne le pays, le sud du Kazakhstan est touché par une panne géante dès janvier. En novembre et décembre de la même année, c'est au tour de la cité houillère d'Ekibastouz d'être plongée dans le noir en plein hiver.



Le chaos est tel qu'une centaine de sites sont fermés en 2022, parfois avec l'appui d'opérations policières pour saisir le matériel. En 2023, une loi est votée pour obliger les cryptomineurs à produire leur propre énergie, à l'acheter à l'étranger ou localement via un système de vente aux enchères… Deux ans plus tard, tous n'ont pas disparu. *« Il reste quelques grandes sociétés qui ont suffisamment de capital financier et de capacité de négociation avec les autorités »,* précise Hugo Estecahandy. Des lieux secrets subsistent sûrement, d'après lui. La répression a surtout visé la toile d'entrepreneurs liés au clan de l'ancien président Nazarbaïev. L'oligarchie opportuniste se renouvelle plus vite que les monovilles.

* Journaliste.

(1) Khadisha Akaïeva, « Qui est Andreï Lavrentiev et quels sont ses liens avec les autorités ? » (en russe), Radio Free Europe - Radio Liberty, 11 décembre 2023, www.rferl.org

(2) Tommaso Trevisani, « Work, precarity, and resistance. Company and contract labor in Kazakhstan's former Soviet steel town », dans Chris Hann et Jonathan Parry (sous la dir. de), *Industrial Labor on the Margins of Capitalism : Precarity, Class, and the Neoliberal Subject,* Berghahn Books, New York, 2018.

(3) Rano Turaeva et Wladimir Sgibnev, *Mining Cities in Central Asia and the South Caucasus : Survival Strategies Under Conditions of Extreme Peripheralisation,* Leibniz-Institut für Länderkunde, Leipzig, 2023.

(4) Jamie Kelly, Erika Uusivuori, Vera Tattari et Lauri Myllyvirta, « Air quality impacts of ArcelorMittal's Temirtau steel plant in Kazakhstan – 1996 to 2023 », Centre for Research on Energy and Clean Air, Helsinki, août 2024.

ZACK POLANSKI,

Les trahisons de M. Starmer

Au Royaume-Uni aussi, le pouvoir semble promis à la droite radicale. Le parti Reform UK de M. Nigel Farage a le vent en poupe. Quinze années d'austérité et de scandales ont discrédité les conservateurs. Dix-huit mois de gouvernement travailliste ont dégoûté les électeurs. Mais un certain engouement pour les Verts, désormais menés par l'« écopopuliste » Zack Polanski, suggère que tout n'est pas encore joué.

PAR OWEN JONES *

© ADAM DIX - GUERIN PROJECTS, LONDRES - GALERIE OBSOLETE, CULVER CITY

ADAM DIX. – « What Lies Between » (Lire entre les lignes), 2022

Ce fut comme une prémonition. Après son élection à la tête du Labour en 2015, M. Jeremy Corbyn compose un cabinet fantôme où siègent des représentants de toutes les tendances travaillistes. D'emblée, l'un de ses membres confie à Channel 4 qu'il faudra sans tarder *« mettre la gauche* [du parti] *au placard, voire l'exclure une fois pour toutes* (1)*… ».* Le successeur de M. Corbyn s'est chargé de la purge à compter de 2020. Mais, aujourd'hui, l'ancien avocat Keir Starmer est le premier ministre le plus impopulaire de l'histoire. Depuis juillet 2024, sous le mandat de celui qui aimait se poser en homme intègre ou se présenter comme *« l'adulte dans la pièce »,* les scandales retentissants succèdent aux renoncements. Et déjà la gauche ressort du placard. Les Verts « écopopulistes » de M. Zack Polanski connaissent un essor sans précédent. Comme si les tares originelles de son projet avaient rattrapé M. Starmer.

Au cours de la campagne interne, début 2020, pour conquérir un Labour encore majoritairement socialiste malgré la défaite de décembre 2019, « sir Keir » ne se contente pas de promettre le « corbynisme sans Corbyn ». Il s'épanche sur sa jeunesse de rebelle, sa contribution à la revue marxiste *Socialist Alternatives,* ou plus tard sa défense de militants écologistes poursuivis par la justice. Il se montre moins disert sur son expérience au parquet. Procureur général de 2008 à 2013, il avait bloqué des poursuites engagées à la suite de graves violences policières, proposé des sanctions plus sévères contre ceux qui auraient abusé de l'aide sociale (jusqu'à dix années de prison) et facilité la persécution de M. Julian Assange par les autorités américaines (2).

Une opération de sabotage

Ses états de service lui valent d'être anobli par la reine en 2014, puis investi dans une circonscription londonienne acquise d'avance. Élu en mai 2015 à Westminster, il s'y montre habile, notamment quand le parti rebascule à gauche. En septembre 2016, il accepte la proposition de M. Corbyn de devenir, dans le cabinet fantôme, secrétaire du Brexit, sur la base de son expérience de juriste. Mais bientôt son portefeuille lui sert à s'attirer les grâces des membres du Parti travailliste qui avaient massivement voté pour rester dans l'Union.

En septembre 2018, à l'encontre de la ligne officielle entérinant la sortie de l'Union européenne pour mieux la concilier avec la poursuite d'objectifs progressistes (par exemple, ne plus subir l'interdiction communautaire des aides d'État aux entreprises), M. Starmer va même défendre, à la tribune d'un congrès travailliste, la perspective d'un nouveau référendum. Si la sortie lui vaut une ovation de la salle puis des médias, elle piège l'équipe dirigeante : la plupart des électeurs travaillistes s'étaient opposés à une rupture avec l'Union, mais, dans les circonscriptions-clés, les électeurs aux voix les plus décisives avaient voté en faveur du Brexit. Et sanctionnent donc le Labour pour ce revirement aux élections de décembre 2019.

Dans les années qui précèdent cette défaite, la droite du parti avait intrigué dans les coulisses pour essayer de reprendre la main. Notamment à l'initiative du futur chef de cabinet du premier ministre Starmer, M. Morgan McSweeney. En 2015, ce politicien chevronné avait dirigé la campagne de la candidate la plus blairiste à la direction du parti, Mme Elizabeth Kendall. Ses 4,5 % avaient convaincu M. McSweeney qu'une telle ligne n'emporterait jamais l'adhésion des militants. Il faudrait les berner.

Le récent livre du journaliste d'investigation Paul Holden, *The Fraud* (OR Books, 2025), révèle les détails de cette manœuvre. Son enquête montre comment M. McSweeney a détourné les moyens d'un groupe de réflexion au nom anodin, Labour Together, pour lancer, alimenter ou relayer les campagnes sur une prétendue crise d'antisémitisme au Labour, sans jamais déclarer l'identité de ses riches sponsors, ce qui lui vaudra une amende de la commission électorale. Rien, sinon le Brexit, n'aura davantage affaibli la direction que ces allégations mensongères (3). Son forfait accompli, alors que la perspective d'une défaite se précise aux élections prévues fin 2019, M. McSweeney jette ainsi son dévolu sur M. Starmer pour remplacer M. Corbyn.

Le conseiller dirige la campagne interne du candidat sur une ligne de gauche : augmentation des impôts des plus riches, suppression des frais d'inscription à l'université, fin des attaques contre l'État-providence ou des *« guerres illégales ».* M. Starmer

* Journaliste.

Reform UK, une irrésistible ascension ?

PAR TRISTAN DE BOURBON-PARME *

Monsieur Nigel Farage s'amuse bien. *« Reform n'a pas vocation à recueillir tous les députés conservateurs à la dérive ! »* (*The Telegraph,* 17 janvier 2026). Depuis l'élection générale de juillet 2024, vingt-trois députés ou anciens députés tories ont rejoint les rangs de la formation de droite radicale, placée en tête par les instituts de sondage. Toutes ces recrues – dont Mme Suella Braverman ou M. Nadhim Zahawi, anciens ministres de l'intérieur et de l'économie – ont dû commencer par reconnaître la contribution de leur ancien parti à la destruction du pays. C'est que le rapport de forces semble basculer nettement en faveur de M. Farage. Enfin élu à la Chambre des communes, après sept tentatives sous les couleurs du Parti pour l'indépendance du Royaume-Uni (UKIP) puis sous celles du Brexit Party – Reform UK depuis 2021 –, le trublion a changé de statut comme de style. Fini les vestes en tweed, le rire sardonique, place aux costumes classiques, aux sourires aimables. Mais cela suffit-il pour gagner Downing Street ?

Dans un premier temps, il s'agirait d'atteindre l'objectif affiché à la conférence du parti en septembre 2025 : élargir l'électorat. À Birmingham, M. Farage a enjoint à ses cadres de *« prendre modèle sur les Libéraux-démocrates, qui ont établi des antennes territoriales* (…). *Cette force leur a permis de mettre le paquet dans des circonscriptions ciblées. »* Adaptée au système uninominal à un tour, la stratégie a en effet permis à 72 centristes de l'emporter en 2024, quand, malgré un score national supérieur à celui des « Lib Dem », Reform ne faisait élire que 5 candidats. À la prochaine échéance nationale, la formation de droite pourra déjà s'appuyer sur les 677 conseillers municipaux et régionaux qu'elle a fait élire en mai 2025, soit 42 % des sièges alors en jeu (un quart d'entre eux est renouvelé chaque année).

Lors du même scrutin, dans des territoires qui leur sont a priori favorables, les conservateurs ont, quant à eux, perdu 676 de leurs 993 mandats, ainsi que le contrôle de l'ensemble de leurs conseils municipaux. La dégringolade continue : en juillet 2024, ils avaient perdu 244 de leurs 365 sièges aux Communes et n'avaient obtenu que 23,7 % des voix – le plus mauvais résultat de leur histoire. Avec 1,9 % des suffrages fin février à Gorton and Denton *(lire l'article ci-dessus),* dans la banlieue de Manchester, ils ont battu un autre record, celui du pire score tory à une élection partielle. Et les sondages nationaux ne les créditent plus que de 16 % d'intentions de vote. Assiste-t-on à un basculement comparable à celui intervenu après la première guerre mondiale, quand les travaillistes avaient succédé aux libéraux comme principaux rivaux des tories ?

Les conservateurs subissent le contrecoup d'une longue décennie d'austérité, de scandales et de promesses non tenues, notamment sur la mise en œuvre du Brexit. La progression du parti de M. Farage tient en partie à cette désillusion. Sa base sociale présente en effet quelques similitudes avec celle de la force longtemps dominante à droite. Les électeurs Reform *« sont blancs à 94 % et vivent en banlieue ou dans des petites villes, comme les électeurs conservateurs »,* indique M. Luke Tryl, le directeur du centre de réflexion More in Common (1). Une récente note sur la composition du parti à laquelle il a contribué précise que *« les deux tiers d'entre eux sont propriétaires, ce qui est proche des conservateurs. Mais un élément sociologique les sépare fortement : plus de 80 % ne sont pas allés à l'université ou ont suivi des formations professionnelles ou techniques. Enfin,* (…) *26 % peinent à boucler leurs fins de mois ».*

Selon M. Tryl, deux éléments déterminent la dynamique de M. Farage au sein de ces secteurs de la droite : le sentiment que *« les partis traditionnels ont prouvé qu'ils étaient incompétents »* ; ses positions sur l'immigration, avec la promesse d'expulser 600 000 demandeurs d'asile au cours de sa mandature. En ce domaine, les conservateurs ont perdu toute forme de crédibilité après que le solde migratoire a sensiblement augmenté dans les années qui ont suivi l'entrée en vigueur du Brexit (2). Du reste, constate le politiste Tim Bale, *« leur cheffe actuelle Kemi Badenoch s'exprime de la même manière que Reform. Elle légitime ainsi ses adversaires et joue en fait leur jeu ».*

Intérêt des financeurs

Le 13 septembre dernier, le cofondateur de l'English Defense League Stephen Yaxley-Lennon, plus connu sous le nom de Tommy Robinson, a rassemblé entre 110 000 et 150 000 personnes dans le centre de Londres contre une prétendue déferlante migratoire. Il s'agissait sans doute de la plus importante manifestation d'extrême droite de l'histoire britannique. La résurgence de cette radicalité désinhibée confère à Reform une image de modération. Le 23 février, lors de la présentation de son plan contre l'immigration, M. Farage n'a d'ailleurs pas hésité à présenter son mouvement comme le seul à même d'empêcher la *« montée d'une forme vraiment inquiétante et dangereuse d'ethnonationalisme ».*

Respectable, crédible, Reform suscite l'intérêt des financeurs. En août dernier, M. Christopher Harborne, un investisseur en cryptomonnaies établi en Thaïlande, lui a versé 9 millions de livres sterling (10,4 millions d'euros), la plus grosse donation individuelle jamais versée à un parti politique au Royaume-Uni. À laquelle il a ajouté 3 autres millions en décembre. Lors des trois derniers mois de l'année 2025, le parti a reçu 5,4 millions, soit plus que le Labour et les conservateurs (respectivement 1,9 et 2,4 millions) (3). De quoi préparer sereinement les élections locales de mai 2026, puis un triomphe national ? M. Farage sait bien que le chemin reste semé d'embûches.

Désormais, en effet, les médias scrutent le moindre écart de sa part ou de celle de ses cadres. Quelques affaires internes, et le ralliement de plusieurs dirigeants tories, ont écorné l'image d'un mouvement qui a prospéré jusqu'ici sur la dénonciation des turpitudes des autres partis. La mainmise sur plusieurs administrations locales va par ailleurs conduire les électeurs à juger le mouvement sur son action. Et la situation internationale expose davantage M. Farage à la critique, qu'il s'agisse de son admiration pour M. Donald Trump – peu apprécié des Britanniques –, de son soutien à M. Benyamin Netanyahou ou de son inconstance en matière de géopolitique. Après qu'il a d'abord soutenu l'agression de l'Iran par les États-Unis et Israël, l'impopularité de la guerre dans son propre pays l'a finalement poussé à la dénoncer (4).

Une victoire aux élections générales prévues en 2029 n'est donc pas acquise. Les résultats des deux plus récentes élections partielles le confirment. Favori des sondages dans la circonscription galloise de Caerphilly, le candidat soutenu par M. Farage n'y a recueilli que 36 % des voix en octobre, quand celui du parti nationaliste Plaid Cymru en obtenait 47 %. À Gorton and Denton, les Verts l'ont emporté. Ainsi, pour l'instant, plus que le remplacement du Parti conservateur, la percée de Reform UK confirme surtout la fragmentation politique à l'œuvre depuis des décennies. En 1997, travaillistes et conservateurs rassemblaient 73,8 % des voix. Ils n'en obtenaient plus que 65,1 % en 2010, et 57,4 % en 2024.

* Journaliste.

(1) Anand Menon *et al.,* « From protest to power ? Inside Reform UK's changing support base », septembre 2025, www.moreincommon.org.uk

(2) « Net migration to the UK », Observatoire des migrations de l'université d'Oxford, 18 décembre 2025, https://migrationobservatory.ox.ac.uk

(3) « Political parties accept almost £65m in donations in 2025 », 5 mars 2026, www.electoralcommission.org.uk

(4) Ben Quinn, « Nigel Farage accused of U-turn as he says UK should keep out of Iran war », *The Guardian,* Londres, 10 mars 2026.

LE ZOHRAN MAMDANI ANGLAIS

n'ont pas tué la gauche britannique

refuse aussi de faire des migrants des boucs émissaires. Il présente à plusieurs reprises M. Corbyn comme un *« ami »,* dénonce les calomnies des médias contre la direction sortante et s'engage à refaire du Labour une *« grande famille »*. C'est l'un des pires moments de tromperie politique de l'histoire démocratique britannique. Dès son élection, « sir Keir » se renie. Ses partisans tentent parfois de soutenir que c'est la situation politique qui aurait changé. Mais, alors que, pendant sa campagne pour la direction du parti, il avait promis de nationaliser l'eau, l'énergie, les chemins de fer et la poste, un an plus tard il déclare : *« Je ne me suis pas engagé en faveur de la nationalisation. Je ne me suis jamais engagé à nationaliser »* (BBC One, 28 septembre 2021).

Quand les Verts cessent d'être « nuls »

Ce virage à droite s'accompagne d'une campagne très agressive, coordonnée par M. McSweeney, contre la gauche du parti. En octobre 2020, M. Starmer suspend M. Corbyn du Labour – pour avoir déclaré que l'ampleur de l'antisémitisme au sein du Parti travailliste avait été *« dramatiquement exagérée pour des raisons politiques par nos adversaires à l'intérieur et à l'extérieur du parti »* –, avant de se résoudre à le réintégrer un mois plus tard, mais sans plus lui permettre de siéger en tant que député travailliste (4)… Surtout, la direction verrouille les investitures pour mieux écarter la gauche du mouvement, et parachute ses fidèles sans que les militants locaux aient leur mot à dire. L'impopularité des conservateurs, la baisse sans précédent du niveau de vie et l'effondrement des services publics assurent une victoire en trompe-l'œil. À l'issue d'une élection marquée par le taux de participation le plus bas jamais observé, le Parti travailliste n'obtient qu'un tiers des voix mais deux tiers des sièges grâce au scrutin majoritaire uninominal à un tour et à la division du vote de droite entre Parti conservateur, Libéraux-démocrates et Reform UK (5).

Le « projet Starmer » n'avait d'autre ambition que d'écraser la gauche. Sa vacuité se confirme une fois le candidat arrivé aux affaires. L'une des premières mesures du gouvernement consiste à rogner les aides versées aux retraités pour qu'ils puissent se chauffer. Les conseillers de Downing Street veulent croire que prendre des décisions difficiles finira par valoir au gouvernement une forme de respect. Mais le premier ministre doit reculer face au tollé dans l'opinion. Il y est de nouveau contraint après la rébellion d'une partie des députés travaillistes hostiles à sa tentative de faire d'autres économies sur les allocations d'invalidité malgré l'opposition du mouvement syndical. Pour soigner sa popularité, M. Starmer reprend aussi à son compte la rhétorique et les politiques de M. Nigel Farage *(lire l'article ci-contre)* : dans un discours tenu en mai 2025, il s'inquiète que le Royaume-Uni ne devienne une *« île d'étrangers »* ; dans un autre, en janvier 2026, il soutient que les dégâts que l'immigration massive *« a causés [au] pays sont incalculables »* ; en dépit de cette démagogie, les sondages sont toujours plus catastrophiques.

Une partie de l'opinion reproche à M. Starmer sa passivité – voire une forme de complicité – face à Israël. Au Royaume-Uni, le massacre du peuple palestinien a provoqué des manifestations de masse, et remobilisé la gauche (6). Lors des élections de 2024, les Verts, beaucoup plus tranchants sur Gaza que les travaillistes, ont sensiblement progressé. Le parti est passé de un à quatre sièges, et, fait crucial, il est arrivé en deuxième position, derrière le Labour, dans trente-neuf circonscriptions. Quatre candidats indépendants opposés au génocide ont du reste gagné dans des circonscriptions à forte population musulmane, et M. Corbyn a lui aussi été réélu – sous cette même étiquette d'indépendant – dans sa circonscription du nord de Londres. Il manquait cependant toujours à la gauche une direction convaincante. *« Nous avons une chance extraordinaire que les Verts soient nuls »,* se réjouissait encore un ministre dans le *Guardian* en mai dernier (7).

Depuis des années, les proches de M. Corbyn s'acharnaient à essayer de le convaincre de lancer une nouvelle organisation. La députée Zarah Sultana – suspendue par M. Starmer pour s'être opposée aux coupes dans les allocations familiales – a rejoint les réunions qui continuaient à se tenir pour faire enfin aboutir ce projet de création de parti. Jusqu'à ce que, frustrée par les hésitations du camp Corbyn, elle annonce unilatéralement en juillet 2025 le lancement de Your Party. D'emblée, 800 000 personnes se disent intéressées par l'initiative, preuve de l'audience massive dont continue de jouir la gauche.

Au même moment, les Verts cessent d'être « nuls ». M. Polanski, militant de longue date, s'empare du parti avec une ligne « écopopuliste » en septembre 2025. Charismatique, éloquent, il met en place une stratégie énergique sur les réseaux sociaux qui rappelle celle du maire de New York Zohran Mamdani. Le nombre d'adhérents passe de 60 000 à plus de 200 000 en quelques mois, et dans certains sondages le mouvement dépasse désormais le Parti travailliste.

Traditionnellement, une partie de la gauche dépeint les Verts en radicaux de la classe moyenne, voire croque certains de ses membres en « conservateurs avec des bottes en plastique ». Le parti se caractérise de fait par un certain éclectisme. Mais le parcours de M. Polanski lui-même, de libéral-démocrate à « écopopuliste », correspond au repositionnement du mouvement. Aujourd'hui en Europe, les écologistes sont plutôt centristes parce que d'autres partis occupent le créneau à gauche de la social-démocratie. Au Royaume-Uni, ce positionnement qui semblait devoir ne jamais exister à cause du système de scrutin majoritaire à un tour commence à peine à se dégager, du fait de l'évolution du Labour.

Les Verts, Your Party : les destins des deux partis tendent désormais à diverger. Mme Sultana a cherché à s'imposer en se positionnant contre M. Corbyn, selon elle trop modéré, ainsi que contre M. Polanski. Aux Verts (très opposés à la guerre israélo-américaine contre l'Iran), elle a ainsi reproché de ne pas défendre un retrait immédiat de l'Organisation du traité de l'Atlantique nord (OTAN) – mais plutôt la mise en place d'accords de sécurité alternatifs –, ni la rupture sans délai des relations diplomatiques avec Israël. Il reste que les tensions incessantes entre les camps Sultana et Corbyn sur des questions d'intendance ou de fonctionnement interne ont découragé beaucoup de militants qui avaient soutenu le lancement de Your Party. Lequel ne compte finalement que cinquante mille adhérents.

La victoire vire au cauchemar

Les Verts, eux, donnent des sueurs froides à l'appareil travailliste. Ils ne faisaient pas figure de favoris lors de l'élection partielle qui s'est tenue fin février à Gorton and Denton. Cette circonscription de l'agglomération de Manchester est acquise depuis des décennies au Labour, dont le candidat avait même remporté plus de la moitié des voix en 2024, contre 13,2 % pour celui des écologistes. Mais, cette fois, les Verts ont choisi Mme Hannah Spencer – une plombière locale qui défend sans complexe une politique de classe –, et ont attiré à eux des milliers de militants. Malgré les énormes ressources investies par le Labour, sa candidate n'a atteint que la troisième place, avec seulement un quart des voix, quand Mme Spencer est arrivée première avec plus de 40 % des voix.

Dès lors, M. Starmer ne reste à Downing Street que parce que ses rivaux internes préfèrent le voir assumer les conséquences de son bilan désastreux aux élections locales du 7 mai – notamment l'ancienne ministre du logement Angela Rayner ou le ministre blairiste de la santé Wesley Streeting. C'est la loyauté de la direction actuelle du Labour à la faction de M. Anthony Blair qui expliquait la nomination de l'un des principaux lieutenants de l'ancien premier ministre, M. Peter Mandelson, à Washington en février 2025 malgré les informations dont disposait l'entourage de M. Starmer sur la proximité entre le futur ambassadeur et le milliardaire Jeffrey Epstein. La publication des courriels du pédocriminel a entraîné les démissions de MM. Mandelson et McSweeney. Pour l'équipe du chef du gouvernement, la victoire électorale de 2024 vire au cauchemar. Leur recours à la tromperie pour démolir la gauche a été applaudi par la plupart des médias britanniques, qui y ont vu de l'habileté. Mais elle n'aura pas empêché la gauche de revenir.

Owen Jones.

(Traduit de l'anglais par Grégory Rzepski.)

© ADAM DIX - GUERIN PROJECTS, LONDRES - GALERIE OBSOLETE, CULVER CITY

ADAM DIX. – « The Wishing Well » (Le puits des vœux), 2019

(1) Cité sur X par Shaminder Nahal, de Channel 4, le 16 septembre 2015.

(2) *Cf.* Oliver Eagleton, *The Starmer Project. A Journey to the Right,* Verso, Londres, 2022.

(3) Lire Daniel Finn, « Antisémitisme, l'arme fatale », *Le Monde diplomatique,* juin 2019.

(4) Lire Owen Hatherley, « Purge travailliste au Royaume-Uni », *Le Monde diplomatique,* janvier 2021.

(5) Lire Oliver Eagleton, « À Londres, le retour de l'extrême centre », *Le Monde diplomatique,* septembre 2024.

(6) Lire Daniel Finn, « La rue avec Gaza, les élites derrière Israël », *Le Monde diplomatique,* mai 2024.

(7) Jessica Elgot, « "We can't just talk to the right": What will Labour do now ? », *The Guardian,* Londres, 3 mai 2025.

LES AMIS DU MONDE DIPLOMATIQUE

AUVERGNE-RHÔNE-ALPES

ANNECY. Le 13 avril, à 19 heures, à l'espace coworking de l'hôtel Moxy : « café-Diplo » autour de l'article de Constantin Brissaud « L'invention du "trou de la Sécu" » (mars). *(cafediplo74@gmail.com)*

VALENCE. Le 8 avril, à 20 heures, au cinéma Le Navire : projection du documentaire de Pierre Carles *L'Affaire Abdallah,* suivie d'un débat avec le réalisateur. *(suzanne.dejours@orange.fr)*

BOURGOGNE-FRANCHE-COMTÉ

BELFORT. Le 17 avril, à 20 heures, à la Maison du Peuple : « Face aux dérives autoritaires : comment résister ? », avec Stathis Kouvélakis. *(odile-mangeot@wanadoo.fr)*

DIJON. Le 23 avril, à 18 heures, à l'Amphithéâtre Drouot : « Les médias et les guerres en Ukraine et à Gaza », avec Pierre Rimbert. En partenariat avec le Centre de recherche et d'étude en science politique (Credespo). *(clement.lac52@gmail.com)*

BRETAGNE

BREST. Le 7 avril, à 18 h 30, au bar Le Grabuge : « café-Diplo » autour de deux articles, « L'invention du "trou de la Sécu" » de Constantin Brissaud et « La colère rurale couve au Maroc » d'Eva Tapiero (mars).

QUIMPER. Le 7 avril, à 18 h 30, à la médiathèque d'Ergué-Armel : « café-Diplo » autour d'un article de *Manière de voir,* n° 204, « Les paradoxes de l'Espagne » (décembre 2025 - janvier 2026), « Sans elles, l'Espagne s'arrête » d'Angélique Mounier-Kuhn ; et de deux articles de *Manière de voir,* n° 198, « Femmes, une révolution permanente » (décembre 2024 - janvier 2025), « Entre progrès et régressions, une lutte sans répit » de Violaine Lucas et Syrielle Mejias, et « Haïr rend plus fort » d'Anne Jourdain. *(amd29quimper@gmail.com)*

RENNES. Le 2 avril, à 18 h 15, salle Pélican, Jeu de paume : rencontre avec Hélène Combes pour son article « Claudia Sheinbaum, construire une victoire » (décembre 2024). Le 9 avril, à 18 h 15, à Sciences Po : rencontre avec Vincent Sizaire autour de *Manière de voir,* n° 206, « La justice sous pression » (avril - mai 2026). Le 21 avril, à 18 h 45, au café Le Désordre : « café-Diplo » autour de l'article de Constantin Brissaud « L'invention du "trou de la Sécu" » (mars). Avec le collectif Les Jours heureux. *(amd.rennes@gmail.com)*

SAINT-BRIEUC. Le 7 avril, à 20 heures, au cinéma Club 6 : projection du documentaire de Juanjo Pereira *Derrière les drapeaux, le soleil,* suivie d'un débat avec Mikaël Faujour. *(amd.saintbrieuc@proton.me)*

CENTRE-VAL DE LOIRE

TOURS. Le 4 avril, à 14 h 30, au centre social Plurielles : rencontre avec Constantin Brissaud pour son article « L'invention du "trou de la Sécu" » (mars). Le 10 avril, à 20 h 30, à l'association Jeunesse et Habitat : réunion des Amis et lecteurs de la région sur le thème : « Trump contre l'Iran, la guerre de trop ? ». *(pjc.arnaud@orange.fr)*

GRAND EST

METZ. Le 8 avril, à 19 h 30, au cinéma Klub : projection du documentaire de Jean-Michel Carré *Tibet, un autre regard,* suivie d'un débat avec le réalisateur. Le 9 avril, à 18 h 30, petite salle des Coquelicots : « café-Diplo » sur le thème « Le "miracle luxembourgeois" : à quel prix pour les territoires voisins ? ». *(pollmann5@univ-lorraine.fr)*

HAUTS-DE-FRANCE

LILLE. Le 10 avril, à 19 h 45, au cinéma Kino, université-campus Pont de Bois, à Villeneuve-d'Ascq : projection du film de Thomas Lacoste *Soulèvements*. *(amdnord@yahoo.fr)*

ÎLE-DE-FRANCE

PARIS. Le 18 avril, à 16 heures, à l'Académie du climat : rencontre avec Olivier Koch pour son article coécrit avec Nikos Smyrnaios « Ce que l'IA inflige au journalisme » (mars). *(amis.diplo.75@gmail.com)*

VERSAILLES. Le 11 avril, à 14 heures, salle Montgolfier, hôtel de ville : rencontre avec Catherine Wihtol de Wenden pour son livre *Immigration. Indifférence, indignation, déshumanisation* (Autrement, 2025). *(eveleveque@wanadoo.fr)*

NORMANDIE

BERNAY. Le 3 avril, à 19 heures, à la librairie Le Rouge et le Noir : « café-Diplo » autour de trois articles, « L'invention du "trou de la Sécu" » de Constantin Brissaud, « Cuba, si seule » de Christophe Ventura et « Mais pourquoi un mouton ? » d'Evelyne Pieiller (mars). *(lesamd27@gmail.com)*

CAEN. Le 2 avril, à 19 heures, au café du Cinéma des images d'Hérouville Saint-Clair : « café-Diplo » autour de l'article d'Olivier Koch et Nikos Smyrnaios « Ce que l'IA inflige au journalisme » (mars). *(amd.caen@gmail.com)*

NOUVELLE-AQUITAINE

BÈGLES. Le 3 avril, à 20 heures, au cinéma La Lanterne : projection du documentaire d'Olivier Azam et Daniel Mermet *Howard Zinn. Une histoire populaire américaine 2*. Le 23 avril, à 19 heures, au Théâtre Le Levain : « café-Diplo ». *(amis.diplo33@gmail.com)*

LIBOURNE. Le 24 avril, à 20 heures, à la maison des associations : « café-Diplo ». *(amis.diplolibournais@gmail.com)*

POITIERS. Le 9 avril, à 20 heures, au café L'Envers du bocal : « café-Diplo ». *(dominique.leblanc@wanadoo.fr)*

SAINT-JUNIEN. Le 23 avril, à 20 heures, au Ciné-Bourse : projection du film de Nicolas Défossé *Un lugar más grande,* suivie d'un débat. *(danimaginaire@yahoo.fr)*

SAINT-YRIEIX-LA-PERCHE. Le 10 avril à 18 heures, librairie Les Oiseaux Livres : « café-Diplo » autour du dossier sur la guerre (avril). *(contact@oiseaux-livres.fr)*

OCCITANIE

AVIGNON. Le 17 avril, à 18 h 30, au Fenouil à vapeur : rencontre avec Nadjib Touaibia pour son livre L'Heure et la Poussière (éd. indépendante Libre Plume, 2026). *(ballaylavallee@gmail.com)*

CARCASSONNE. Le 14 avril, à 20 heures, au cinéma Le Colisée : projection du documentaire de François-Xavier Drouet *L'Évangile de la révolution,* suivie d'un débat avec le réalisateur. Le 24 avril, à 18 heures, à la médiathèque de Conques-sur-Orbiel : « Le Chili vire à l'extrême droite », avec Franck Gaudichaud. *(contact@amisdiplo11.org)*

PERPIGNAN. Le 16 avril, à 19 heures, au cinéma Le Castillet : projection du documentaire de François-Xavier Drouet *L'Évangile de la révolution,* suivie d'un débat avec le réalisateur. *(amisdiplo66@gmail.com)*

PAYS DE LA LOIRE

LA ROCHE-SUR-YON. Le samedi 4 avril, à 10 heures, au café Le Foch : « café-Diplo » autour de quatre articles, « Réponse à mes détracteurs » de Francesca Albanese, « Quelle relève pour l'Iran ? » de Bernard Hourcade, « Les "fake news" du Quai d'Orsay » de Serge Halimi et Pierre Rimbert et « Mais pourquoi un mouton ? » d'Evelyne Pieiller (mars). *(michelmerel54@laposte.net)*

LAVAL. Le 7 avril, à 19 heures, au café L'After Work : « Le bilan politique de François Mitterrand trente ans après » à partir d'un article de Serge Halimi (« L'héritage empoisonné de François Mitterrand », février 2021). *(jpmdiplo@laposte.net)*

NANTES. Le 23 avril, à 19 heures, au café Le Flesselles : « café-Diplo » autour de trois articles, « L'invention du "trou de la Sécu" » de Constantin Brissaud, « Réponse à mes détracteurs » de Francesca Albanese et « Dans les vergers de Californie, des enfants triment et tremblent » de Robert Lopez (mars). *(claudie.desfosses@orange.fr)*

PROVENCE-ALPES-CÔTE D'AZUR

MARSEILLE. Le 21 avril, à 18 h 30, au Grand Bar du Chapitre : « café-Diplo » autour de l'article de Julian Mischi « Maires en campagne » (mars). *(marseilleamd@gmail.com)*

HORS DE FRANCE

BRUXELLES. Le 30 avril, à 19 h 30, à la Vieille Chéchette, à Saint-Gilles : « café-Diplo » autour d'articles du numéro d'avril. *(amd.belgique@gmail.com)*

(Lire la suite des annonces page 17.)

AU ZIMBABWE, UN LAC, DEUX COMMUNAUTÉS

Out of Kariba

À la frontière avec la Zambie, le barrage a produit un lac ; le lac a fabriqué un paysage ; le paysage a contribué à enraciner une communauté, persuadée d'avoir façonné la nature et d'avoir acquis sur elle un droit durable. Mais les Blancs du Zimbabwe forment désormais une minorité qui négocie sa place dans un ordre qu'elle ne domine plus.

PAR NOTRE ENVOYÉE SPÉCIALE LÉA KALAORA *

DANS les années 1950, la Fédération des deux Rhodésies et du Nyassaland, dans le sud-est de l'Afrique, construit un barrage hydroélectrique sur le Zambèze. Inauguré en 1960 en présence de la reine Élisabeth II, l'ouvrage – conçu par l'ingénieur français André Coyne – donne naissance à un lac de plus de cinq mille kilomètres carrés, soit quatre fois la superficie de New York. L'entreprise mobilise ingénieurs européens, capitaux internationaux et ouvriers africains afin de construire la plus grande retenue hydraulique de l'époque. Elle transforme une vallée habitée en réservoir stratégique. D'une puissance totale de plus de 2 000 mégawatts aujourd'hui, le barrage alimente deux centrales souterraines qui fournissent chacune deux tiers de l'électricité des pays riverains, la Zambie au nord et le Zimbabwe au sud.

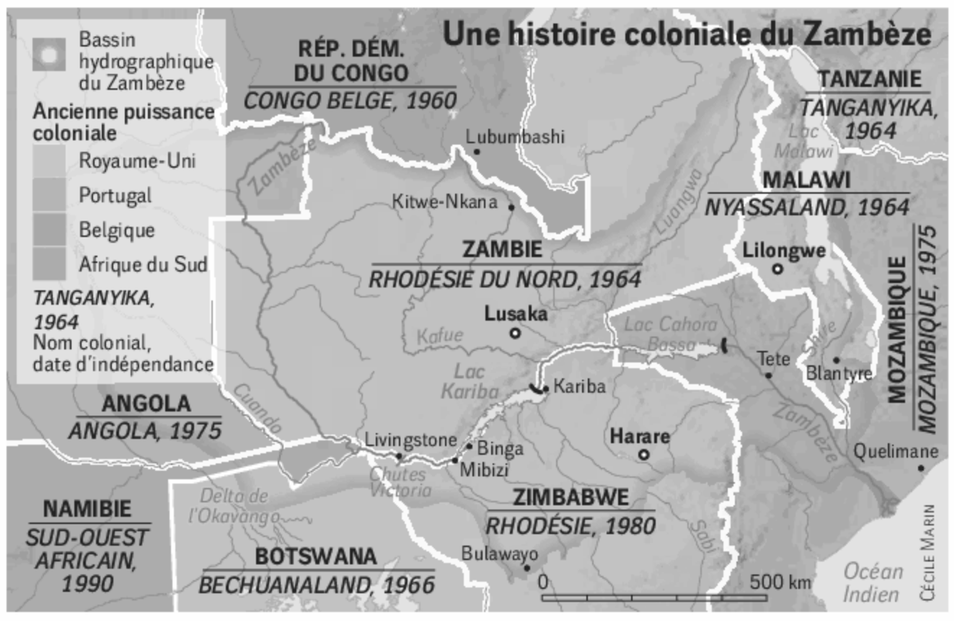
La mise en eau du lac Kariba (« petit piège » en tonga) engloutit alors la vallée du Zambèze. Il faut déplacer cinquante-sept mille Tongas – un peuple bantou qui y vit depuis plusieurs siècles – vers l'intérieur des terres, loin du fleuve dont ils tiraient leurs moyens de subsistance, parfois à plus de cent kilomètres de leurs anciens villages. Le remplissage du lac lance également l'opération « Noé » : de 1958 à 1963, le ranger Rupert Fothergill organise le sauvetage spectaculaire de plus de six mille animaux coincés sur des îlots et menacés par la montée des eaux. Avec son équipe, il capture des antilopes, des éléphants, des rhinocéros et des zèbres, puis les relâche dans des espaces protégés nouvellement créés. Comme le parc Matusadona qui longe le lac, réserve depuis 1963. L'année suivante, Fothergill devient le directeur du nouveau département des parcs nationaux et de la gestion de la faune sauvage.

Déplacement des populations africaines, sanctuarisation de la faune. Ce double mouvement façonne un paysage conforme à l'imaginaire colonial : une nature sauvage vidée de ses habitants, mais peuplé d'animaux emblématiques (1). L'anthropologue David McDermott Hughes observe comment, dans les années 1970, *« d'imaginatifs écrivains rhodésiens font passer le lac du domaine de la technologie à celui de la nature. Ils dépeignent une étendue sauvage caractéristique d'une Afrique primitive, préhumaine. Avant d'en tirer des conclusions plus politiques : si les Blancs se sentent chez eux à Kariba et que Kariba est un concentré d'Afrique authentique, alors les Blancs sont vraiment africains* (2) *»*.

L'idéalisation de la nature sauvage n'empêche pas l'émergence de nouvelles formes d'activités, sur fond de destruction de celles des Tongas – en particulier l'agriculture de décrue (3). Le parc créé tout autour du lac forme une bande de trois kilomètres à l'intérieur des terres, où l'élevage comme les cultures sont interdits. La centrale hydroélectrique emploie de nombreux Blancs qui vivent sur les hauteurs ; en contrebas s'étend le township noir. La première ferme aux crocodiles implantée au bord du lac voit le jour en 1965, à Kariba-Ville, suivie de près par une autre à Binga, avant le développement de la pêche commerciale à la sardine d'eau douce.

Jusqu'en 1979, la guerre oppose le pouvoir ségrégationniste de Ian Smith à l'Armée nationale africaine de libération du Zimbabwe (Zanla) et à l'Armée populaire révolutionnaire du Zimbabwe (Zipra). Elle fait vingt mille morts et des centaines de milliers de blessés. Mais la minorité blanche ne délaisse pas le lac. Il devient même un lieu de sociabilité. À proximité de bases militaires, on vient y camper, profiter des sources chaudes… Et l'indépendance proclamée en 1980 n'y change rien. Les années suivantes, le pays connaît une certaine prospérité, grâce à la levée des sanctions économiques et à de très bonnes saisons agricoles. Les Blancs qui ont choisi de rester, notamment les riches fermiers, profitent de Kariba, où fleurit une société de loisirs : séjours aux *resorts,* croisières sur les fameuses « maisons flottantes » *(house boats),* tournois de pêche au poisson-tigre… *« Nous avions des courts de tennis, des terrains de basket, des stands de tir,* se rappelle M. Robert D., un ancien colon. *C'était tellement bien. C'est fini maintenant. »*

En effet, poursuit-il, *« le grand changement, c'est quand Mugabe a chassé tous les fermiers. Parce que cet endroit survivait grâce à eux ».* Jusqu'alors, une minorité blanche contrôlait l'essentiel des terres agricoles les plus productives : en 2000, dans un pays de douze millions d'habitants (dix-sept millions aujourd'hui), près de trois mille cinq cents fermiers blancs possédaient l'essentiel des terres fertiles en raison, explique l'Organisation des Nations unies (ONU), *« des politiques de l'ère coloniale qui avaient forcé les Noirs à quitter leurs terres* (4) *».* Mais, du moins dans un premier temps, la réforme agraire adoptée la même année avantage surtout des proches du régime de Robert Mugabe – *« la bande de voleurs la plus rapace de toute l'Afrique »,* selon Doris Lessing, Prix Nobel de littérature, qui a grandi en Rhodésie du Sud (5). Elle précipite une crise terrible, qui culmine à la fin des années 2000 (hyperinflation, dévaluation de la monnaie locale, effondrement de la production, envolée des importations et de la dette publique, explosion du marché noir) et dont le Zimbabwe peine encore à se remettre, plus de vingt-cinq ans après le transfert de propriété, près de dix ans après le remplacement de Mugabe par M. Emmerson Mnangagwa à la suite d'un coup d'État.



© MARTIN PARR/MAGNUM PHOTOS

MARTIN PARR. – Dans le quartier commerçant de Sam Levy's Village, Harare, 1995

La confiscation entraîne aussi le départ de centaines d'agriculteurs blancs. À son terme, on n'en compte plus que deux cents. D'une manière générale, la population blanche diminue drastiquement, passant d'environ cent mille à moins de trente mille en quinze ans. Indirectement, les réformes agraires ébranlent donc le fonctionnement social et économique de Kariba, dont les lodges, les restaurants et les marinas vivaient grâce à cette catégorie de population. Mais, au-delà de la perte financière, c'est une évidence territoriale qui vacille. À Binga, on comptait environ cent cinquante Blancs dans les années 1990 ; aujourd'hui ils ne sont plus que neuf. À Kariba-Ville, l'association gérante du Lomagundi Lakeside, un complexe d'habitations et de chalets pour les touristes, groupait deux cents membres – tous blancs – ; ils ne sont plus que vingt désormais. *« Nous avons eu une très belle vie »,* répète un ancien fermier, contraint de quitter ses terres au début des années 2000, et qui vit depuis quelques années à Kariba.

Les villes et lieux de villégiature autour du lac, Mlibizi à l'ouest, Binga au centre et Kariba-Ville à l'est, conservent les traces de cet âge et attestent les transformations récentes. Dans l'une des marinas de Kariba-Ville gisent des épaves : ici celle d'un bateau ayant appartenu à Ian Smith, là celle d'un *houseboat* abandonné par des fermiers expropriés. À quai sont amarrées une vingtaine d'embarcations, appartenant pour la plupart à des compagnies qui les utilisent ou les louent. Les vacanciers ? Des locaux, ou d'anciens fermiers blancs vivant en Australie, en Nouvelle-Zélande, en Afrique du Sud. Ils reviennent pour montrer « leur Afrique » tant aimée à leurs petits-enfants.

Un peu plus loin, on croise l'*African Dream* et le *Zimbabwean Dream,* destinés à des vacanciers internationaux s'embarquant pour un safari-croisière. La relative stabilité monétaire liée à l'utilisation du dollar américain a permis l'essor d'un tourisme de luxe. Sur les rives du lac, le paysage juxtapose hameaux sans eau ni électricité, constitués de quelques huttes au toit de chaume, et lodges privés avec piscine. De Mlibizi à Kariba, un territoire à l'abandon : pour aller de l'un à l'autre il faut prendre – lorsqu'il fonctionne – un ferry (vingt-deux heures de traversée) ou emprunter une piste sur plus de trois cents kilomètres.

Le Mlibizi Resort, station de pêche fondée dans les années 1970, c'est aujourd'hui dix-sept chalets plus ou moins décrépis de deux ou trois chambres chacun, avec vue sur le lac dans quelques cas. Une station d'essence abandonnée suggère la grandeur passée. *« Avant il y avait des touristes,* explique le manageur du lieu, *maintenant il n'y a plus personne. Ils disent que c'est à cause de la route, mais c'est politique. Les pêcheurs au filet prennent trop de place, et les gens qui venaient dans les chalets pour la pêche ne sont plus contents et vont ailleurs. »* Surpêche, braconnage, multiplication des filets près des rives : les pêcheurs de loisir (des Blancs) dénoncent l'inaction et la corruption des autorités face à ces pratiques interdites, mais vitales pour les populations noires. *« Si tu t'en mêles, ils dévissent l'hélice de ton bateau »,* affirme l'un d'eux. Derrière la question halieutique se profile une interrogation plus vaste : qui a légitimité à exploiter le Kariba ? Le lac échappe désormais à ceux qui s'en pensaient les gardiens, quand ceux qui n'en ont toujours eu qu'un usage vivrier en sont maintenant les premiers acteurs.

Dans la ville de Kariba, au Lomagundi Lakeside, une dizaine de familles entretiennent une sociabilité héritée des années 1970 : soirées fléchettes, pêche, gin tonic, golf. Les jardins sont entretenus et fort appréciés des hippopotames et des zèbres, ce qui n'est pas sans inconvénients. Au restaurant local, deux télévisions projettent du cricket, du rugby ou des informations en continu. Les résidents parlent de pêche, d'animaux sauvages, et bien sûr de sport. Les conversations glissent parfois vers le passé, notamment la guerre, pas si lointaine, au cours de laquelle un certain nombre de parents sont tombés. C'était le temps de la Bush War (1964-1979), une guerre contre des « terroristes », que les Noirs appellent Liberation War.

« Tu pouvais faire ce que tu voulais »

Beaucoup évoquent la période rhodésienne, et l'âge d'or des années 1980. *« Le pays fonctionnait. »* Les infrastructures étaient entretenues, la plupart des produits manufacturés étaient fabriqués dans le pays. *« Aujourd'hui tout est importé »,* explique une commerçante de 45 ans revenue récemment vivre dans le pays. La nostalgie ne dit pas seulement le regret d'un pouvoir perdu et d'une vie moderne, elle exprime aussi la conviction d'avoir incarné la compétence. Ce registre technique permet à une minorité devenue politiquement marginale de revendiquer son utilité économique. On se reconvertit comme intermédiaires agricoles, entrepreneurs du tourisme… *« Pour survivre à Kariba, tu dois être créatif et très orienté business »,* explique une jeune femme. Elle a ouvert un café dans une marina à Kariba-Ville, où l'on peut boire un *latte* accompagné d'un gâteau sans gluten. Certains jeunes Blancs retournent à la ferme : ils n'en sont plus les propriétaires, mais deviennent manageurs ou louent des parcelles. Quelques-uns reviennent même ainsi sur leur propre terre. Et tous perpétuent la tradition des vacances à Kariba – mais de manière plus discrète. Fini le temps où on possédait son *house boat*.

Une partie de cette jeunesse circule entre Australie, Nouvelle-Zélande, Afrique du Sud, Royaume-Uni, puis revient tenter sa chance. Elle se dit attachée au bush, à la liberté d'un espace où *« tu peux faire ce que tu veux ».* Cette valorisation d'un individualisme pionnier coexiste avec un sentiment de déclassement et une incertitude quant à son sort. Beaucoup le répètent : *« C'est ça, l'Afrique. »* Le bush, la liberté, mais aussi la corruption, l'imprévisibilité. La formule exprime l'attachement affectif au lieu autant que la conscience d'une distance. Les jeunes Blancs, pour la plupart, peuvent partir, revenir, investir de loin. Même si certains expriment le désir de construire un monde sur d'autres valeurs (6). Les Blancs du Zimbabwe constituent désormais une minorité au sein d'un ordre qu'ils ne contrôlent plus. Sur le plan économique, Pékin est le premier partenaire de Harare : ainsi, l'exploitation du lithium zimbabwéen revient désormais aux Chinois. Comme la construction de deux nouvelles turbines de la centrale hydroélectrique du lac Kariba.

* Anthropologue.

C'était la Rhodésie

À LA fin du XIXe siècle, la British South Africa Company, fondée par Cecil John Rhodes, alors premier ministre de la colonie du Cap, annexe les territoires situés au sud du Zambèze afin d'y exploiter des ressources minières. Mais bientôt les colons blancs souhaitent se libérer de l'autorité de la Compagnie : en 1923, la Rhodésie du Sud devient une colonie britannique dotée d'un gouvernement autonome. La ségrégation y prévaut. Elle est renforcée par la création en 1953 d'une fédération regroupant la Rhodésie du Sud, la Rhodésie du Nord et le Nyassaland. Mais, tandis que le Royaume-Uni reconnaît en 1963 l'indépendance des deux dernières – qui deviennent respectivement la Zambie et le Malawi –, la minorité blanche de la première la proclame unilatéralement en 1965, afin de préserver sa domination. Le territoire devient alors la Rhodésie, un État sous sanctions économiques. Après quinze années de guerre entre le régime et les mouvements nationalistes africains, la majorité noire accède au pouvoir en 1980.

(1) Lire Cédric Gouverneur, « En Tanzanie, les Masaïs expulsés pour le tourisme et la chasse », *Le Monde diplomatique,* août 2023.

(2) David McDermott Hughes, *Whiteness in Zimbabwe. Race, Landscape, and the Problem of Belonging,* Palgrave Macmillan, New York, 2010.

(3) Elizabeth Colson, *The Social Consequences of Resettlement. The Impact of the Kariba Resettlement Upon the Gwembe Tonga,* Manchester University Press, 1971.

(4) « Au Conseil des droits de l'homme, le Zimbabwe confirme des accords de dédommagement pour les fermiers », ONU Info, 26 janvier 2022, https://news.un.org

(5) Lire Doris Lessing, « Pleure, ô Zimbabwe bien-aimé », *Le Monde diplomatique,* août 2003.

(6) Comme le documentariste Jono Terry, à travers son projet *They Still Owe Him a Boat*, www.iamjonoterry.com

Iran, le prix d'une folie

Génocide, annexions, agressions : Tel-Aviv et Washington ne rendent plus de comptes. Ni à leurs alliés, ni aux Nations unies; ni de leurs fins, ni de leurs moyens, pourtant manifestement illégaux *(page 17)*. Le multilatéralisme est mis à rude épreuve *(page 16)*. Le « Sud global », divisé, ne s'engage qu'avec réticence *(page 12)*. Et l'Europe consent aux bombardements de quartiers résidentiels beyrouthins comme d'infrastructures civiles iraniennes *(pages 14 et 15)*. La société israélienne, elle, continue à soutenir les entreprises militaires de son gouvernement *(page 13)*. Dans une fuite en avant qui a embrasé l'ensemble du Proche-Orient, et menace la stabilité du reste du monde *(ci-dessous)*.

Quand Israël entraîne les États-Unis

Par Adlene Mohammedi *

Il y a trente-cinq ans, Jean Baudrillard publiait un article au titre provocateur : « La guerre du Golfe n'a pas eu lieu » (1). Pour le penseur français, la première intervention militaire d'une coalition menée par les États-Unis contre l'Irak (1991) ne fut pas vécue par le public comme un véritable conflit, mais comme un événement médiatique, un *« simulacre »* où la réalité – de tangibles atrocités – fut absorbée par sa médiatisation. Baudrillard évoquait notamment les grandes mises en scène technologiques qui remplacent l'expérience de la guerre. Mise en scène sur les réseaux sociaux, suivant les codes de la pop culture et du jeu vidéo, l'attaque contre l'Iran déclenchée par Washington et Tel-Aviv donne au même phénomène une autre envergure. La mort est banalisée, elle est même glorifiée dans certains cas (l'assassinat du Guide suprême Ali Khamenei), tandis que l'Iran fait figure de gigantesque cible militaire et n'est plus perçu comme un territoire abritant une population.

Il y a néanmoins une différence de nature manifeste entre cette guerre et celle de 1991. Ce n'est pas au nom du droit international que l'attaque israélo-américaine a été déclenchée, mais sans le moindre égard pour lui *(lire l'article page 16)*. Aucun besoin de chercher le moindre consensus, international ou régional. C'est le fait du prince, avec l'assentiment ou le silence coupable des principaux alliés de Washington. À Paris, à Londres et à Berlin, quoi qu'on pense, il n'est pas question de s'opposer à la force brute.

© ZARTOSHT RAHIMI - HOMA ART GALLERY, TÉHÉRAN

ZARTOSHT RAHIMI. – « My People » (Mon peuple), 2025

Depuis des années, chercheurs, analystes et journalistes décortiquent la stratégie de M. Donald Trump. Toute l'expertise du monde est mobilisée pour faire l'exégèse des propos ou des décisions d'un dirigeant qui ne dit presque rien de cohérent ni de fiable. Certains s'amusent volontiers à voir dans chacune de ses excentricités une application de son livre, érigé en traité, *The Art of the Deal* (Random House, 1987). Mais, avec l'agression de l'Iran, une chose saute désormais aux yeux : le président américain ne sait pas ce qu'il est en train de faire. Derrière la véhémence des discours, y compris à l'égard des « alliés » traditionnels de son pays, se cache un personnage qui ne cesse de se contredire et qui a tout de l'homme manipulable.

La genèse de l'attaque américaine contre la République islamique est particulièrement opaque. Dans les premiers jours, le secrétaire d'État américain Marco Rubio a commencé par déclarer que les États-Unis réagissaient après avoir appris qu'Israël prévoyait de frapper l'Iran, et tous les rétropédalages qui ont suivi peinent à convaincre. Le *Washington Post* a d'ailleurs rapporté que les débats avec les dirigeants du Congrès, quelques jours avant le début de la guerre, portaient sur une question précise : fallait-il attaquer aux côtés d'Israël ou attendre une riposte iranienne contre les forces américaines dans la région ? Et c'est la première option qui a fini par être privilégiée. En somme, les Américains n'ont répondu à aucune menace iranienne, comme l'ont notamment indiqué Mme Tulsi Gabbard, directrice du renseignement national, et M. Joe Kent, ancien directeur du Centre national de lutte contre le terrorisme, qui affirmait dans sa lettre de démission : *« L'Iran ne représentait aucune menace imminente pour notre nation. Il est clair que nous avons commencé cette guerre sous la pression d'Israël* (2). *»* L'attaque est survenue pendant les négociations sur le dossier nucléaire à Genève, et alors qu'un accord semblait envisageable, selon les médiateurs omanais et le *Guardian* (17 mars).

Difficile, dans ces conditions, de ne pas reconnaître qu'il s'agit d'une guerre israélienne. Et c'est ce qui la distingue de l'invasion de l'Irak en 2003 – tout aussi illégale et mensongère, mais foncièrement américaine : elle ne correspond ni à des intérêts américains clairement identifiés, ni à la politique annoncée par M. Trump. Bien sûr, ce dernier prétend faire la guerre pour avoir la paix, et nul n'ignore les enjeux économiques – après le Venezuela, qui détient les plus grandes réserves de pétrole du monde, il s'attaque à l'Iran (troisième réserve mondiale). Mais l'hypothèse de la prise du marché mondial des hydrocarbures suppose que les Américains soient en mesure d'occuper et de contrôler ces deux pays. Pour l'instant, cette guerre a déjà coûté des dizaines de milliards de dollars, sans parler des conséquences internes. Une hausse durable du prix du pétrole est de nature à peser sur la consommation et à ralentir l'économie.

En d'autres termes, l'impérialisme des États-Unis transparaît dans le mode d'action (l'impunité et les menaces de crimes à grande échelle), mais pas dans la finalité. Aucun objectif de guerre n'a été clairement fixé, M. Trump donnant même l'impression de pouvoir s'arrêter à tout moment pour crier victoire, sans indiquer clairement à quoi celle-ci renverrait. Quelle que soit l'issue de ce conflit, il est acquis que la puissance américaine est essentiellement au service d'un acteur tiers : Israël. Sur le plan strictement militaire, ce que le président américain a appelé une *« excursion »* ressemble à une série d'erreurs d'appréciation, aussi bien des conséquences économiques que des capacités de riposte de Téhéran à l'échelle régionale.

Pour Israël, non seulement l'appui américain est essentiel d'un point de vue militaire et logistique, mais il permet d'entretenir le récit d'une guerre civilisationnelle entre « l'Occident » et la République islamique appuyée par ses alliés régionaux. Neutraliser le « régime des mollahs » est un objectif qui fait consensus en Amérique du Nord et en Europe. Mais, en pratique, la guerre a précisément fait basculer l'Iran de la politique (soulèvements populaires, largement réprimés par le régime) vers la géopolitique (conflit régional), tandis que la population est de plus en plus fragilisée (cent mille personnes auraient fui la capitale dès les deux premiers jours de l'attaque). On relèvera aussi que le soutien constant de M. Trump à M. Benyamin Netanyahou ne semble pas avoir l'assentiment de sa propre population (3).

La démocratie n'obsède pas non plus les dirigeants israéliens, davantage préoccupés de leur propre survie politique (dans le cas de M. Netanyahou) ou de la poursuite d'une politique expansionniste. Cette dernière a une dimension structurelle et une autre plus conjoncturelle. D'un côté, la montée en puissance du sionisme religieux se confirme, qu'il soit chrétien (l'ambassadeur américain en Israël Michael Huckabee a déclaré en février 2026 qu'Israël pouvait légitimement étendre son territoire, sans écarter l'hypothèse d'un « Grand Israël » de l'Euphrate au Nil) ou juif (le chef de l'opposition « centriste » Yaïr Lapid a repris cette idée de *« frontières bibliques »*). De l'autre, il existe depuis octobre 2023 une volonté israélienne de jouir pleinement du « soutien inconditionnel » initial accordé par l'Occident (soutien qui ne s'est jamais tout à fait érodé, comme en témoigne l'absence de sanctions en réponse aux nombreux crimes commis) en multipliant les conquêtes. L'escalade que représente la guerre contre l'Iran est en cela une diversion parfaite pour ces dirigeants ; il n'est plus question de rendre des comptes pour le génocide à Gaza, mais d'être évalué sur le devenir de la République islamique.

Selon une logique coloniale éprouvée, les caractéristiques diaboliques attribuées à l'autre justifient la négation de ses droits. À Gaza, l'« antiterrorisme » continue de servir de paravent à des exactions régulières, et plus de la moitié de l'enclave est sous contrôle israélien. En Cisjordanie, le mépris pour l'Autorité palestinienne (et le rejet de toute perspective d'État palestinien) s'accompagne d'une accélération sans précédent de la colonisation. En Syrie, la méfiance à l'égard des nouvelles autorités au lendemain de la chute de M. Bachar Al-Assad favorise la multiplication des attaques et l'extension du territoire occupé dans le Golan (avec une répression comparable à celle qui est exercée en Cisjordanie). Et au Liban, les Israéliens poursuivent leur stratégie de division de la société et de la classe politique au sujet du sort du Hezbollah.

Le « Hezb », tentant de maintenir un semblant d'« axe de la résistance », a répondu symboliquement à l'assassinat de l'ayatollah Khamenei en lançant des roquettes de l'autre côté de la frontière sud. Pour Israël, un prétexte tout trouvé pour reprendre ses bombardements massifs, déplacer une partie de la population (à la mi-mars, près d'un Libanais sur cinq est enregistré comme déplacé) et exiger une « zone de sécurité » jusqu'au Litani. Tel-Aviv peut ainsi conjuguer expansion territoriale et manipulation politique : le Hezbollah est présenté – par une partie des commentateurs et des hommes politiques libanais – comme le bourreau par ricochet. Et on oublie, par la même occasion, qu'Israël maintenait une présence militaire illégale dans le pays, contrevenant aux termes du cessez-le-feu de novembre 2024. C'est d'ailleurs tout le paradoxe de la situation. Les dirigeants libanais et leurs parrains internationaux veulent en finir avec le mouvement chiite et la notion de résistance, au profit d'un État libanais détenteur du monopole de la violence légitime ; mais la poursuite d'une occupation rend inévitable la volonté de résister.

L'attaque israélo-américaine contre l'Iran démontre aussi la faible capacité d'action des monarchies du Golfe. Comptant parmi les principaux acheteurs sur le marché mondial de l'armement (notamment l'Arabie saoudite et le Qatar, respectivement troisième et quatrième), ces États subissent une déflagration qui les concerne directement, sans pour autant clarifier leurs intentions et stratégies. Les répliques iraniennes, des attaques contre des installations pétrolières et gazières à la fermeture du détroit d'Ormuz, menacent pourtant directement leurs économies. Israël espère qu'un tel chaos pourrait conduire à un front commun contre l'Iran, mais les monarchies semblent très réticentes. Pour Téhéran, le danger qui pèse sur l'économie mondiale est un moyen de pression sur Washington.

Certaines nuances et certains différends ne doivent pas être négligés. Si les Émirats arabes unis ont décidé d'apparaître comme des partenaires privilégiés de Tel-Aviv dans la région, rien n'indique que Riyad et Doha s'apprêtent à miser pleinement sur une « paix israélienne » au Proche-Orient. Pour un pays qui entend jouer un rôle de puissance régionale incontournable comme l'Arabie saoudite, deux problèmes pourraient bien continuer de se poser au lendemain de la guerre actuelle : d'une part, l'aventurisme émirati (au Yémen, notamment) est de moins en moins accepté; d'autre part, la priorité accordée systématiquement par Washington aux intérêts israéliens invite à n'accorder qu'une confiance limitée à la protection américaine et à poursuivre la diversification des partenariats. Plus fondamentalement, la fuite en avant confirmée par cette attaque fait apparaître Israël comme la principale menace régionale, y compris auprès d'États aussi différents que l'Arabie saoudite et la Turquie.

Face à cette guerre, la Chine et la Russie confirment leur capacité d'adaptation à des événements dont le cours leur échappe en grande partie. Pour la première, le problème se pose en des termes avant tout économiques. Mieux armé que d'autres (stocks pétroliers, diversification partielle des approvisionnements…), Pékin peut toutefois craindre une perturbation durable des flux énergétiques et une escalade qui pèserait sur le commerce mondial, tandis que Moscou est souvent présenté comme le grand bénéficiaire de cette guerre *(lire l'article page 12)*. Pour l'un et l'autre, l'équation reste simple. Contrairement à Washington, ils maintiennent des canaux de communication avec l'ensemble des acteurs de la région et prônent la désescalade. Mais tout recul de l'influence américaine du fait d'une énième guerre désastreuse constitue une aubaine. En attendant, la « désoccidentalisation » du monde n'empêche pas les peuples de subir les réflexes occidentalistes.

* Chercheur, expert associé au Centre de recherches internationales (CERI).

(1) Jean Baudrillard, « La guerre du Golfe n'a pas eu lieu », *Libération*, Paris, 29 mars 1991 (publié aux éditions Galilée la même année).

(2) *Cf.* la lettre de démission de M. Joe Kent en date du 17 mars 2026.

(3) Lire Serge Halimi, « Même les Américains se lassent d'Israël », *Le Monde diplomatique*, décembre 2025.

Sommaire du dossier

Page 12 : Moscou, grand gagnant ?, par **Hélène Richard.** – Les houthistes font planer la menace, par **Quentin Müller.**

Page 13 : Le bellicisme comme ciment social, par **Gideon Levy.** – Le Liban sous le feu, par **Akram Belkaïd.**

Pages 14 et 15 : Une docilité si mal récompensée, par **Serge Halimi** et **Pierre Rimbert.** – Le mythe des bombardements libérateurs, par **Mathias Delori.**

Page 16 : Il ssauver le multilatéralisme, par **Pedro Sánchez.**

Page 17 : Les troubadours de la guerre, par **Anne-Cécile Robert.** – « Nos valeurs » : 28 millions de morts **(P. R.).**

Moscou, grand gagnant ?

Plus de revenus pétroliers pour Moscou, et moins de munitions pour Kiev : la guerre au Proche-Orient a d'ores et déjà profité à la Russie. Pourtant, de nombreux experts russes estiment que la déstabilisation de son partenaire stratégique iranien place le Kremlin dans une posture délicate.

PAR HÉLÈNE RICHARD

© ZARTOSHT RAHIMI - HOMA ART GALLERY, TÉHÉRAN

ZARTOSHT RAHIMI. – « Nobody Wins » (Personne ne gagne), 2025

MONSIEUR Vladimir Poutine sera-t-il le *« grand gagnant de la guerre de Trump et de Netanyahou contre l'Iran »* (*Le Monde,* 15 mars 2026) ? À coup sûr, le budget fédéral russe, bâti sur la base d'un baril d'Urals à 59 dollars, profite de l'envol des cours, qui ont dépassé les 110 dollars le 19 mars. Soucieux de la hausse des prix des hydrocarbures, les États-Unis ont du reste suspendu leurs sanctions contre l'Inde pour ses importations de brut russe – sans tenir compte des protestations de nombreuses capitales européennes. En pleine campagne électorale, le président hongrois Viktor Orbán exige de l'Ukraine qu'elle rétablisse l'approvisionnement en pétrole russe de son pays par l'oléoduc Droujba. Sinon, menace-t-il, Budapest bloquera l'attribution d'un prêt européen de 90 milliards d'euros, crucial pour Kiev. Comble de la joie à Moscou, les États du Golfe consomment de grandes quantités de systèmes américains de défense antiaérienne, qui pourraient manquer à l'armée ukrainienne.

Le Kremlin se garde toutefois de triompher. Il craint en effet de perdre son dernier allié au Proche-Orient depuis la chute de M. Bachar Al-Assad en Syrie fin 2024. Après que des drones, très probablement iraniens, se sont abattus sur le territoire de l'Azerbaïdjan début mars 2026, il redoute aussi l'extension du conflit au Caucase du Sud. La défaite arménienne au Haut-Karabakh en 2023 lui avait déjà fait perdre de l'influence dans cette région, au profit de la Turquie et des États-Unis.

LA RUSSIE CALIBRE L'AIDE MILITAIRE EN FONCTION DES LIMITES FIXÉES PAR WASHINGTON

Moscou a donc réagi avec mesure aux bombardements sur Téhéran. Dans une lettre de condoléances à son homologue iranien, le président Poutine qualifie l'assassinat du Guide suprême de *« violation cynique de toutes les normes de la morale humaine et du droit international »,* mais sans désigner de coupable. Le 11 mars, au Conseil de sécurité des Nations unies, la Russie s'est abstenue lors du vote d'une résolution condamnant *« avec la plus grande fermeté »* l'Iran. Son propre texte, appelant *« toutes les parties »* à la désescalade, s'est heurté au veto américain sans rassembler de majorité en sa faveur (quatre pour, deux contre, neuf abstentions).

Selon l'envoyé spécial américain Steven Witkoff, M. Poutine aurait assuré à M. Donald Trump ne pas avoir fourni de données satellitaires aux Iraniens, ce qui est peu probable. Mais le Kremlin n'a pas démenti ces informations, préférant adopter dans ce conflit une position de médiateur. Alors que la Russie a bénéficié de l'envoi de drones iraniens pour combattre la coalition occidentale derrière l'Ukraine en 2022 (avant d'en fabriquer elle-même), elle calibre l'aide militaire qu'elle fournit à l'Iran en fonction des limites dictées par Washington. Au risque de faire douter certains de l'intérêt d'un partenariat avec Moscou – comme l'avait déjà suggéré le lâchage de l'Arménie, depuis 2020.

Selon M. Fiodor Loukianov, directeur scientifique du club Valdaï, un think tank proche du Kremlin, la régionalisation du conflit accentue en outre les divergences au sein des Brics+, une organisation sur laquelle la Russie compte pour faire contrepoids aux États-Unis (1). De fait, l'Iran (membre de ce club depuis 2024) bombarde les Émirats arabes unis (également membres). Si la neutralité de l'Inde, qui a approfondi son partenariat militaire avec Israël en 2025, n'a guère étonné, *« l'extrême réserve de la Chine, un client économique majeur de l'Iran, en a déçu plus d'un »,* souligne M. Loukianov, semblant déplorer, en creux, la prudence de son propre gouvernement.

En tout état de cause, celle-ci agace les tabloïds et électrise les talk-shows politiques, qui s'en prennent quotidiennement à l'« Occident collectif ». *« Pourquoi ne pas transmettre d'informations* [de ciblage utiles aux Iraniens] *? Et, surtout, pourquoi ne pas le déclarer ouvertement ? »,* se demande même Dmitri Popov, du *Moskovski Komsomolets* (2). Et l'éditorialiste de rappeler que le partage de renseignements américains, qu'assume publiquement Washington, a permis, le 10 mars, à sept missiles Storm Shadow (ou Scalp), fabriqués par le consortium franco-britannique MBDA, de détruire un site de production militaire à Briansk, causant dans son voisinage sept morts et une quarantaine de blessés – une première pour un tir autorisé par des États occidentaux. Quelques jours auparavant, un habitué de l'émission politique « 60 minutes » (sur la chaîne Rossiya 1) estimait que l'attaque de l'Iran confirmait le bien-fondé de l'ultimatum russe à l'Organisation du traité de l'Atlantique nord (OTAN) en décembre 2021, avant l'invasion de l'Ukraine. Moscou avait alors exigé le retrait des forces armées et des installations militaires étrangères des États devenus membres de l'OTAN depuis 1997, les plus proches des frontières russes.

Le directeur du Conseil russe des affaires internationales Ivan Timofeev plaidait encore il y a quelques semaines plutôt en faveur d'une solution négociée avec Kiev. Il admet aujourd'hui que l'attaque israélo-américaine donne raison aux intransigeants. En éliminant le Guide suprême, des parents à lui, mais aussi une partie de la délégation iranienne en pleins pourparlers, les États-Unis ont dilapidé leur crédit de médiateur ainsi que celui des éventuelles garanties qu'ils pourraient fournir en cas d'accord (3). Le Kremlin serait donc fondé, selon l'analyste, à estimer que *« les compromis ne fonctionnent pas ».*

(1) Fiodor Loukianov, « Leçons pour demain. Quel rôle l'agression de l'Iran pourrait jouer dans l'avenir des Brics+ ? » (en russe), 11 mars 2026, https://globalaffairs.ru

(2) Dmitri Popov, « Pourquoi nous laissons les États-Unis cibler des missiles sur nos usines mais "promettons" de ne pas aider l'Iran » (en russe), *Moskovski Komsomolets,* Moscou, 11 mars 2026.

(3) « Sept leçons de la crise iranienne pour la Russie » (en russe), 2 mars 2026, www.kommersant.ru

Les houthistes font planer la menace

Le mouvement yéménite a été durement éprouvé par les représailles américaines et israéliennes. Téhéran pourrait toutefois mobiliser militairement cet allié en cas de revers importants, notamment pour perturber le trafic en mer Rouge.

PAR QUENTIN MÜLLER *

LA guerre ou la temporisation ? Après la mort du Guide suprême iranien Ali Khamenei dans un bombardement américano-israélien (28 février), le chef des houthistes, M. Abdelmalek Al-Houthi, est apparu bien peu vindicatif dans une vidéo diffusée sur les réseaux sociaux. D'un ton mesuré, il a assuré se tenir prêt *« à toute évolution »,* sans formuler cependant des menaces directes contre les États-Unis ou Israël. Cette retenue s'explique par un contexte intérieur tendu et des problèmes d'ordre organisationnel. Dans les territoires qu'ils contrôlent depuis leur coup d'État en 2014, les rebelles yéménites font face à une contestation croissante. La réduction des activités des organisations humanitaires après les arrestations de plusieurs de leurs employés a détérioré une situation alimentaire et sanitaire qui était déjà préoccupante. Confrontée à des difficultés quotidiennes, la population, qui a soutenu les Palestiniens de Gaza, est moins encline à endurer les conséquences d'un engagement militaire aux côtés de l'Iran, que d'aucuns jugent responsable de l'essor du mouvement.

Par ailleurs, les bombardements américains de mars 2025 et les attaques israéliennes de l'été dernier n'ont pas uniquement affecté cette population. Ils ont aussi décimé la quasi-totalité du gouvernement civil d'Ansar Allah – l'autre nom des houthistes – et obligé nombre de caciques et de cadres à quitter la capitale Sanaa pour rejoindre les régions montagneuses de Hajjah, Amran ou encore Saada. Le 16 octobre 2025, l'annonce de l'assassinat du chef des opérations militaires, Mohammed Al-Ghamari, a montré que le Mossad israélien et l'Agence centrale de renseignement américaine (CIA) bénéficiaient d'un réseau d'informateurs capable de fournir des données suffisamment précises pour éliminer de hauts responsables du mouvement.

Selon M. Abdou Ahmed Awad, déserteur ayant commandé une compagnie d'infanterie, la série d'assassinats de cet été a *« semé la peur parmi les dirigeants houthistes. Ils se sont repliés dans leurs repaires, se coupant de leurs troupes. Cela sape le moral des combattants ».* D'autres gradés ayant eux aussi déserté ont confié ne plus recevoir de directives claires venant du sommet de la hiérarchie et ont confirmé une cassure dans la chaîne de commandement. Dans ce contexte de flottement et de paranoïa accrue, les rebelles n'ont tiré que quelques missiles sur Israël dans la nuit du 28 février, sans aller plus loin.

Alors qu'on les considère comme faisant partie de l'« axe de la résistance » lié à Téhéran, cette retenue s'explique aussi par le fait que les houthistes n'ont jamais totalement été inféodés à la République islamique. S'il s'est grandement rapproché, ces dernières années, de l'idéologie révolutionnaire iranienne (souvent citée en exemple par son fondateur Hussein Badreddin Al-Houthi), le mouvement a toujours gardé une distance raisonnable avec l'Iran, entretenant une relation bien plus étroite avec les milices irakiennes et le Hezbollah libanais. De nombreux cadres houthistes vivent d'ailleurs à Beyrouth et à Nadjaf (Irak), où ils assurent une représentation quasi diplomatique.

DES CAPACITÉS BALISTIQUES ET NAVALES AUGMENTÉES

De son côté, l'Iran, dont les dirigeants clament qu'ils n'ont besoin de personne pour se défendre, hésite à sacrifier ce qui constitue désormais sa dernière carte valide au sein de l'« axe de la résistance ». À Téhéran, le bureau du Guide suprême et les gardiens de la révolution ont parfois eu des perceptions contraires sur la meilleure manière de recourir aux houthistes. *« Les représentants du Guide se plaignaient que les pasdarans avaient une approche trop jusqu'au-boutiste de notre mouvement. Ces divergences pouvaient affecter nos opérations militaires »,* se souvient M. Ali Al-Boukhaity, ancien porte-parole des houthistes de 2013 à 2015, qui fut envoyé en Iran pour opérer un rapprochement avec Téhéran.

Le bureau du Guide suprême espérait que le mouvement se consolide sur les plans politique et militaire tout en s'institutionnalisant, afin de devenir un point de fixation solide de l'influence régionale iranienne. À l'inverse, les pasdarans percevaient le groupe comme un outil de déstabilisation et de nuisance, quitte à l'exposer à des représailles immédiates. Le rapprochement de l'Iran avec l'Arabie saoudite, obtenu via une médiation de la Chine en 2023 (1), avait permis une trêve au Yémen et des négociations de paix inédites entre les houthistes et le royaume. Une évolution que le Guide suprême encourageait, dans sa volonté de voir les rebelles yéménites acquérir une respectabilité politique. Ayant succédé à son père le 8 mars, M. Mojtaba Khamenei pourrait prolonger cette politique visant à asseoir l'influence du groupe au nord du Yémen.

Pour autant, et dans l'hypothèse d'un enlisement de la guerre, l'Iran pourrait demander aux houthistes de perturber le trafic maritime en mer Rouge, où transitent 25 % du transport mondial de conteneurs et 6,5 millions de barils de pétrole par jour *(voir la carte page 14).* Les rebelles répondraient-ils alors à cet appel ? Une chose est certaine : ces derniers se préparent depuis des mois à un embrasement régional. Depuis la fin de l'année 2025, ils ont construit d'importantes fortifications, dont une tranchée de près de quarante kilomètres autour de la ville portuaire stratégique de Hodeïdah. Des renforts en hommes et en équipements y ont été déployés, tandis que leurs capacités balistiques et navales – missiles, drones et dispositifs antinavires – ont augmenté. De toute évidence, les dirigeants du mouvement craignent que la guerre dans la région favorise une offensive du gouvernement yéménite soutenue par des bombardements israélo-américains. Ils pourraient alors ordonner la reprise des attaques contre les navires en mer Rouge, en coordination avec les pasdarans, qui, plus à l'est, menacent de fermer totalement le détroit d'Ormuz.

* Journaliste, auteur de *L'Arbre et la Tempête. Socotra, l'île oubliée,* Marchialy, Paris, 2025.

(1) Lire Akram Belkaïd et Martine Bulard, « Pékin, faiseur de paix ? », *Le Monde diplomatique,* avril 2023.

Le bellicisme comme ciment social

L'impopularité du premier ministre Benyamin Netanyahou n'aura pas empêché une majorité d'Israéliens d'approuver sans réserve la guerre menée contre l'Iran. Au-delà du traumatisme né de l'attaque du 7 octobre 2023, cette union sacrée éclaire les contradictions de la société et son refus d'entamer la moindre autocritique au sujet de la terreur que Tel-Aviv fait régner dans la région.

PAR GIDEON LEVY *

Ces lignes sont écrites entre deux pauses, entre deux plaintes lancinantes des sirènes qui ordonnent de se rendre rapidement dans les abris. Même le bip d'alerte du téléphone portable est effrayant, surtout quand il retentit au milieu de la nuit. Voilà déjà deux semaines que dix millions d'Israéliens doivent s'abriter à plusieurs reprises quotidiennement. Le premier jour de la guerre, ils l'ont fait vingt et une fois, du moins aux environs de Tel-Aviv. Dans certaines zones du pays, en particulier dans les secteurs où la population arabe est majoritaire, il n'y a pas de refuges.

Le prix que la guerre exige de la société israélienne est énorme, même s'il est encore difficile à évaluer. Il faudra sans doute plusieurs années pour mesurer l'étendue des dégâts causés par l'affrontement avec l'Iran et par l'intervention militaire à Gaza. Cela concerne l'économie, la sécurité, la position internationale d'Israël et le sort de ses habitants, sans parler bien sûr du sang versé, des destructions à grande échelle et des angoisses qui nous tourmenteront de nombreuses années encore. Les défaillances d'entreprises se multiplient, et le système éducatif est complètement paralysé. Les gens s'effondrent mentalement. Ce pays qui se considère comme normal vit depuis deux ans et demi dans des conditions qui ne le sont pas. Chaque Israélien a payé le prix pour cela et continuera à le payer d'une manière ou d'une autre.

Aux yeux de la majorité de la population, ce qui s'est passé à Gaza avait une justification absolue : les attaques du Hamas du 7 octobre 2023 (1). Pour nombre d'Israéliens, leur armée avait non seulement le droit, mais aussi l'obligation, de mener une guerre d'extermination. La société en a donc accepté le coût assez facilement, y compris sur le plan moral. Les médias n'ont montré presque aucune atrocité perpétrée dans l'enclave palestinienne, et le pays dispose d'un argument imparable pour balayer l'indignation venue d'ailleurs : le monde est antisémite, il déteste Israël.

Tous les partis juifs et sionistes de la Knesset ont soutenu et soutiennent encore la guerre à Gaza. Une société plus saine aurait su poser des questions précises sur sa conduite, sur les lignes rouges franchies et sur les crimes commis. Il n'y a pas davantage de débats sur les résultats du conflit. Pour tous, ce fut une guerre couronnée de succès. C'est ce qu'affirment les médias, ce que le premier ministre Benyamin Netanyahou répète sans cesse. La libération de tous les otages, vivants ou morts, a suffi pour qu'on qualifie de succès le massacre de 70 000 personnes et la destruction quasi totale d'une terre où vivent deux millions de Gazaouis. La société n'a aucun regret et, si les Israéliens pouvaient remonter le temps, ils effectueraient probablement une guerre encore plus barbare (2). Le fait que le Hamas existe toujours, qu'il n'a pas été désarmé et qu'Israël n'est guère plus en sécurité aujourd'hui qu'au début du conflit aurait dû conduire davantage d'Israéliens à réfléchir aux limites de la puissance et de la supériorité militaires. Il n'en a rien été.

Cinq mois après le cessez-le-feu, Israël occupe toujours une partie importante de la bande de Gaza, et le Hamas contrôle le reste. Aucune solution sérieuse ne se dessine pour « l'après ». Il est difficile de considérer tout cela comme une réussite stratégique à long terme. L'enclave dévastée demeurera un foyer de troubles politiques, sociaux et, plus tard, militaires, qu'Israël continuera de contrôler en recourant uniquement à la violence et à une force armée sans limite.

* Écrivain et journaliste au quotidien *Haaretz* (Tel-Aviv).

C'est dans ce contexte qu'a débuté la guerre contre l'Iran. Les attaques du 7 octobre ont conduit Israël à la conclusion qu'il devait renforcer son emprise militaire sur la région. L'idée de renverser les dirigeants iraniens a toujours obsédé M. Netanyahou. Mais comment expliquer que la société, épuisée par deux années et demie de conflits – à Gaza, au Liban et contre les houthistes au Yémen –, puisse accepter de vivre d'autres épreuves tout aussi éprouvantes ? Un chef de gouvernement que la moitié au moins de la population déteste et méprise plus que n'importe lequel de ses prédécesseurs – et dont une partie exige depuis des années la destitution – réussit à entraîner le pays dans une nouvelle aventure militaire, plus dangereuse que les précédentes, avec une facilité déconcertante.

Les Israéliens juifs soutiennent à 93 % une action militaire contre l'Iran (63 % des citoyens arabes y sont opposés) (3). Aucune société démocratique ne peut trouver en son sein une telle majorité sur une question aussi importante. Cela contredit l'idée même de pluralisme dans une société libre. C'est un chiffre effrayant qui nous en apprend beaucoup sur l'état d'esprit en Israël, mais guère surprenant.

Certes, les guerres recueillent toujours un soutien fort au moment de leur déclenchement, surtout quand des dirigeants ennemis sont éliminés. Les objectifs affichés, répétés à l'envi, encouragent aussi l'adhésion : l'élimination de la menace iranienne, du risque nucléaire et des missiles balistiques. Néanmoins, aucun de ces objectifs ne semble près d'être atteint – pas plus celui d'un changement de régime que la suppression de la menace nucléaire. Pourtant, après deux semaines vécues dans une absurde réalité, faite de menaces et de confinements, aucune ébauche de remise en question de cette guerre n'émerge dans le discours public.

Ceux qui n'ont pas cessé de manifester ces dernières années contre le gouvernement Netanyahou le plébiscitent docilement dès qu'il s'agit de guerre (4). Les pilotes qui menaçaient de refuser de servir dans l'armée de l'air partent joyeusement en mission de bombardements à des milliers de kilomètres de leur pays, sans aucune hésitation. À notre connaissance, aucun pilote n'a refusé de voler, aucun technicien n'a refusé d'armer les avions. Un chœur unanime se fait entendre en soutien à une guerre dont personne ne sait comment elle finira. Lorsque le gouvernement libanais fait savoir qu'il est prêt à mener des négociations avec son homologue israélien, ce dernier rejette grossièrement l'offre (5). Il fut un temps en Israël où la paix avec le Liban ou tout autre pays arabe était un rêve. Aujourd'hui, on ne parle plus que des F-35, israéliens et américains, et tout le monde est d'accord là-dessus. C'est un cauchemar. L'ancien mot d'ordre caractéristique de conflits passés fait son retour : « Silence, tirez ! ».

Masquer ses faiblesses et ses fractures, détourner l'attention

Le peuple israélien prétend ne rien oublier, mais il a la mémoire courte. Au début de l'été 2025, on lui a annoncé que la menace balistique iranienne était éradiquée (6). Huit mois plus tard, voilà que des missiles s'abattent sur Israël. On avait également affirmé que l'armée avait détruit le programme nucléaire iranien et ses autres capacités militaires, et soudain une nouvelle guerre est entamée pour détruire ce programme… En 2025, M. Netanyahou a répété à plusieurs reprises qu'Israël avait vaincu le Hezbollah et qu'il ne restait presque plus rien de cette organisation. Et voilà qu'elle est de retour avec des tirs incessants sur le nord et le centre du pays.

Pourquoi la société israélienne, si dynamique, alerte, bruyante, opiniâtre et puissante, se tait-elle face à la guerre ? Pourquoi s'unit-elle si complètement face au danger, réel ou imaginaire ? La réponse se trouve peut-être dans la formulation même de la question. Israël a besoin de guerres. Ce n'est pas seulement l'ethos dominant de son récit national, c'est aussi une nécessité existentielle. La guerre permet à une société divisée et désunie – sur les plans politique, social, religieux et national – de s'unir, de masquer ses faiblesses et ses fractures, de détourner l'attention d'autres problèmes, tels que la honte de l'occupation de la terre d'un autre peuple – les Palestiniens –, qui semble ne jamais devoir finir.

L'idée qu'il n'y a pas d'autre voie que la guerre au Proche-Orient, que seules les armes doivent parler, est pourtant extrêmement dangereuse. N'ayant rien appris, Israël se rue à nouveau dans le piège libanais. La seule issue à ce cercle vicieux relèverait d'un examen de conscience approfondi. Mais il n'y a personne pour le mener. Et même s'il y avait quelqu'un, il n'aurait aucune chance : le système s'empresserait de le délégitimer. Silence, on tire…

(Traduit de l'anglais par Akram Belkaïd.)

(1) Lire « Le consentement israélien au génocide », *Le Monde diplomatique,* octobre 2025.

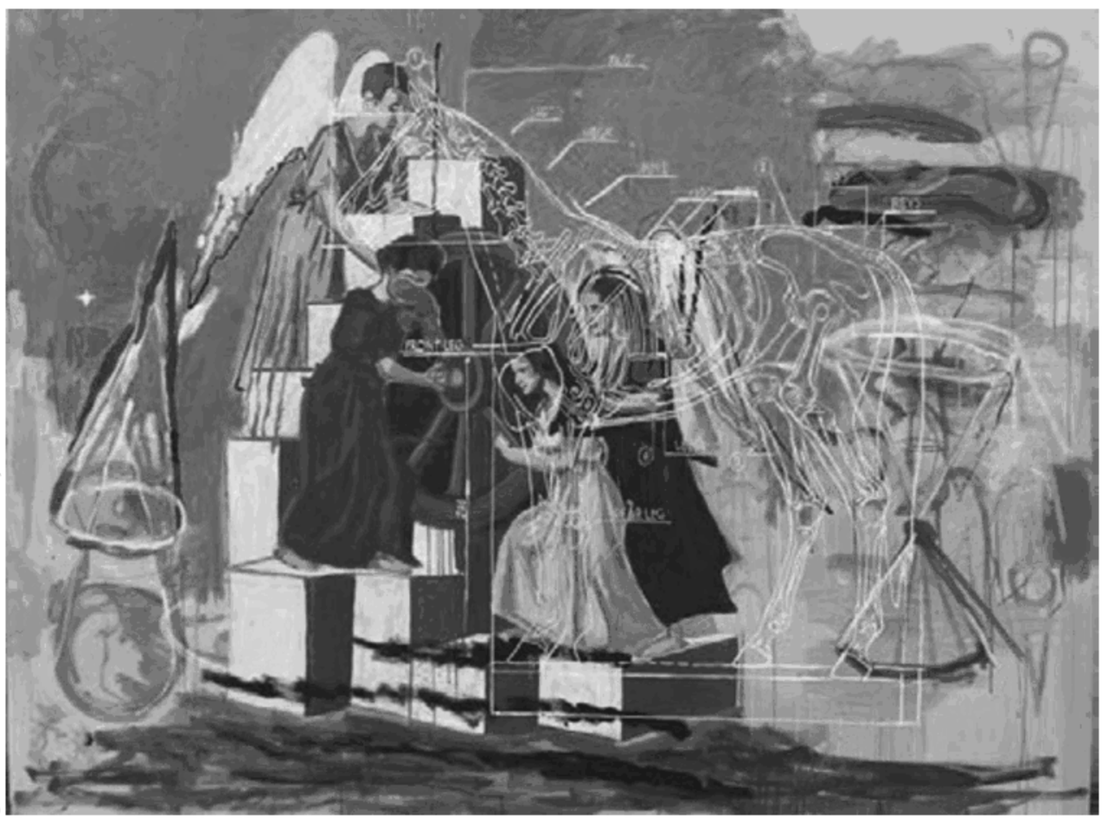
(2) Lire Alain Gresh, « L'effacement des Gazaouis, une obsession », dans « Gaza : témoigner, comprendre, résister », *Manière de voir,* n° 205, février-mars 2026.

(3) Tamar Hermann, Lior Yohanani et Yaron Kaplan, « A majority of Jewish Israelis believe that the Iran war goals are attainable ; majority of Arab Israelis believe they are not », The Israel Democracy Institute, Jérusalem, 12 mars 2026, https://en.idi.org.il

(4) Lire Charles Enderlin, « Fronde historique en Israël », *Le Monde diplomatique,* octobre 2023.

(5) *Cf.* « Le Liban va former une délégation pour négocier avec Israël » et « Israël affirme qu'aucune négociation directe n'est prévue avec le Liban », Agence France-Presse (AFP), respectivement les 14 et 15 mars 2026.

(6) Lire Akram Belkaïd, « Ce que cherche Tel-Aviv au Proche-Orient », *Le Monde diplomatique,* juillet 2025.



© ZARTOSHT RAHIMI - HOMA ART GALLERY, TÉHÉRAN

ZARTOSHT RAHIMI. – « Underground Notes » (Notes souterraines), 2025

© ZARTOSHT RAHIMI

ZARTOSHT RAHIMI. – De la série « Calling All Angels » (Invoquer tous les anges), 2025

Le Liban sous le feu

En réaction à des tirs de roquettes du Hezbollah contre le nord et le centre d'Israël, Tel-Aviv a lancé fin février d'importantes représailles militaires contre le pays du Cèdre. D'intenses bombardements, y compris à Beyrouth, ont provoqué la mort de plus d'un millier de personnes – dont au moins deux cents enfants – et le déplacement forcé d'un million d'habitants (sur une population de moins de six millions). Les tirs du Hezbollah, en réponse à la mort du Guide suprême iranien Ali Khamenei, ont surpris les observateurs. Alors que l'on pensait ce parti affaibli par ses revers de l'automne 2024, sa décision de reprendre les hostilités a entraîné la rupture définitive du cessez-le-feu conclu fin novembre de la même année – mais violé par Tel-Aviv quotidiennement avec des bombardements, des frappes ciblées et des destructions délibérées de terres agricoles dans le sud du Liban.

Près d'un mois après le début des combats, la stratégie israélienne est évidente : il s'agit d'abord de créer une zone tampon, entièrement vidée de ses habitants, entre la frontière et le fleuve Litani, situé trente kilomètres au nord. Selon le ministre de la défense Israël Katz, son armée s'inspire des opérations menées à Gaza (1). Autrement dit une destruction quasi totale des constructions et des infrastructures (routes, ponts...), de manière à rendre la vie impossible dans cette zone déjà occupée par les Israéliens de 1978 à 2000.

La seconde étape pourrait consister en une invasion militaire comparable à celle de 1982, avec pour but officiel le désarmement total du Hezbollah. Une telle entreprise – très hasardeuse – passe par la prise de contrôle de Beyrouth et de sa banlieue sud. Conscient du prix que payerait alors la population civile, le gouvernement libanais a proposé en vain des négociations directes avec son homologue israélien. Quant au « Hezb », ses dirigeants se disent prêts à une guerre totale et brandissent l'étendard de la résistance à l'occupation de leur pays.

Comme à Gaza ou en Syrie, Tel-Aviv, fort de sa supériorité militaire, est aussi mû par une logique de conquête territoriale. Avant même la création d'Israël, les promoteurs du « foyer national juif » revendiquaient déjà la partie méridionale de l'actuel Liban, notamment les villes de Naqoura, Tyr et Nabatieh (2). Aujourd'hui, les partisans du « Grand Israël », que l'on retrouve dans le gouvernement de M. Benyamin Netanyahou mais aussi dans l'armée, sont tentés de profiter de l'impunité dont jouit leur pays pour redessiner la carte du Proche-Orient.

Et les pays occidentaux pourraient laisser faire. La France, qui ne cesse de se présenter comme l'amie, voire la protectrice, du pays du Cèdre, n'a guère haussé le ton contre Israël, même si M. Jean-Yves Le Drian, représentant personnel du président français pour le Liban, a jugé *« disproportionnée »* la réaction israélienne aux tirs du Hezbollah (France Inter, 12 mars 2026). Quant au ministre des affaires étrangères Jean-Noël Barrot, qui s'est rendu dans les deux pays, il s'est contenté d'indiquer la *« disponibilité »* de Paris pour faciliter d'éventuelles négociations.

Ak. B.

(1) « Les Libanais déplacés ne rentreront pas chez eux tant que le nord d'Israël ne sera pas sécurisé », *L'Orient - Le Jour,* Beyrouth, 16 mars 2026.

(2) Lire Olivier Pironet, « Rêves sionistes au pays du Cèdre », dans « Liban, 1920-2020 : un siècle de tumulte », *Manière de voir,* n° 174, décembre 2020 - janvier 2021.

Une docilité si mal récompensée

Dépourvue de prétexte sérieux et de justification légale, l'agression israélo-américaine de l'Iran souligne l'inexistence de l'Europe face à une guerre qui engage sa sécurité et menace son économie. Cet effacement est d'autant plus spectaculaire que Washington avait précédemment rompu un traité avec Téhéran négocié par l'ensemble des Européens.

PAR SERGE HALIMI ET PIERRE RIMBERT

La fébrilité impuissante des dirigeants européens face à la guerre israélo-américaine déclenchée le 28 février dernier contre l'Iran et le droit international traduit le désarroi d'une classe dirigeante formée pour se conformer à un « modèle » américain devenu indéfendable. Se mêlent alors une panique à l'idée de contrarier M. Donald Trump, l'appréhension d'une disette énergétique, la hantise d'une crise économique, la crainte d'une déroute ukrainienne faute d'un appui suffisant des États-Unis, enfin le vertige d'un rétablissement commercial et diplomatique de la Russie.

La présidente de la Commission européenne, Mme Ursula von der Leyen, MM. Keir Starmer, Friedrich Merz et Emmanuel Macron ont jusqu'ici accueilli chaque coup de force du président Trump et de son allié (ou tuteur) israélien par une réponse à deux temps : ils plient, puis ils pleurent. Tour à tour, la coercition par les tarifs douaniers, l'obligation de doubler les dépenses militaires, les massacres israéliens à Gaza, les bombardements du Yémen, du Liban et de l'Iran, l'enlèvement ou l'assassinat de dirigeants étrangers comme mode d'action diplomatique ordinaire ont suscité un mol acquiescement suivi de réserves navrées sur le mode « D'accord, mais pas comme ça ». Seules la défense de la cause ukrainienne, devenue la religion séculière des élites européennes, et la menace d'une invasion du Groenland leur ont arraché des réactions qui excèdent les borborygmes.

La guerre illégale, irrationnelle et imprudente menée par le couple israélo-américain contre Téhéran a quant à elle suscité l'habituel pas de deux. Alors même que nul ne prend au sérieux les justifications avancées par Washington – neutraliser le programme nucléaire et la menace balistique sur les États-Unis, aider l'opposition au régime iranien –, les grandes nations du Vieux Continent ont, à l'exception de l'Espagne *(lire l'article page 16)*, docilement pris le parti des assaillants. Lesquels n'avaient pas jugé utile de prévenir leurs « alliés » d'un conflit dont ils subiraient les conséquences économiques ravageuses.

Téhéran sous les bombes, Paris, Berlin et Londres refusent de condamner l'agression mais expriment dans un communiqué commun le 1er mars leur *« consternation vis-à-vis des attaques de missiles indiscriminées et disproportionnées lancées par l'Iran contre des pays dans la région »*. Ils se disent également prêts à mener des *« actions défensives nécessaires et proportionnées pour détruire la capacité de l'Iran à tirer des missiles et des drones à leur source »*.

Sitôt annoncé l'assassinat de l'ayatollah Ali Khamenei, la porte-parole du gouvernement français se réjouit : *« On ne peut que se satisfaire de sa disparition »* (RTL, 1er mars 2026). *« Nous soutenons les États-Unis et Israël qui veulent se débarrasser de ce terrible régime terroriste »*, précise le chancelier allemand (3 mars) pendant que son ministre des affaires étrangères convoque l'ambassadeur… iranien pour lui enjoindre de *« mettre immédiatement fin à ses attaques »*. Face à l'envol du prix des hydrocarbures et au spectre d'une déflagration économique, les trois dirigeants s'emploieront ensuite à minimiser leur participation au conflit et à se démarquer d'un président américain de plus en plus imprévisible – ils plient, puis ils pleurent. La brigade d'acclamation de l'Union européenne sera toujours vaillante pour transformer la moindre de leurs réserves en acte de défiance (1).

Mais la peur n'explique pas à elle seule un tel affaissement. L'histoire récente des relations entre l'Iran et les puissances européennes, la France en particulier, suggère une autre piste, celle d'une reconfiguration au sein de l'Alliance atlantique. Depuis une quinzaine d'années, encouragé par une Commission européenne peuplée de « faucons » atlantistes et, plus récemment, par une Allemagne en quête d'affirmation diplomatique et militaire, Paris s'emploie à reprendre le flambeau du « combat pour les valeurs » des mains des Américains. *« La France est devenue le meilleur élève de la classe néoconservatrice »*, relève l'ancien premier ministre Dominique de Villepin (2). Au point que les deux pays qui avaient combattu l'intervention américaine en Irak s'en accommodent en Iran.

« DES CONCESSIONS À L'IRAN QUE NOUS, FRANÇAIS, AVONS JUGÉES EXCESSIVES »

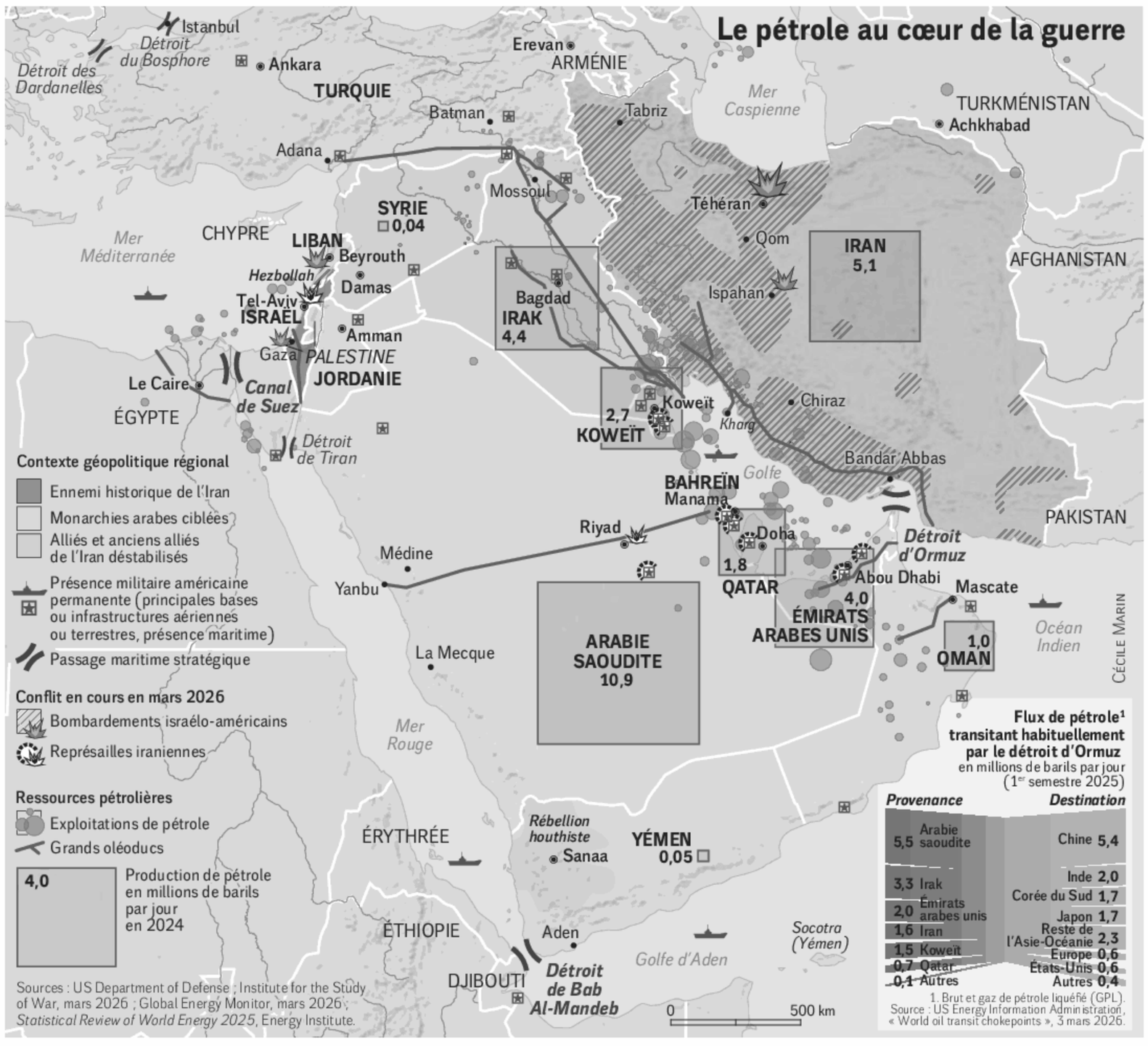
Les premiers signes de ce basculement remontent à la guerre contre la Libye déclenchée en 2011 à l'initiative de la France, alors dirigée par M. Nicolas Sarkozy. Deux ans plus tard, Paris se lamente du refus du président Barack Obama d'intervenir contre Damas – cette fois, le locataire de l'Élysée se nomme François Hollande. Au même moment débutent les négociations entre Téhéran et les cinq membres permanents du Conseil de sécurité de l'Organisation des Nations unies (ONU), plus l'Allemagne, pour contrôler le programme iranien d'enrichissement d'uranium en échange d'une levée conditionnelle et progressive des sanctions économiques. Là encore, la France se distingue par son désir d'en remontrer aux Américains.

Tout au long des tractations, Paris fait monter les enchères au risque d'empêcher un compromis. Le ministre des affaires étrangères Laurent Fabius se vante d'ailleurs dans ses Mémoires d'avoir rejeté en novembre 2013 un texte américano-iranien que Paris jugeait *« inacceptable »* car insuffisamment dur avec Téhéran. Rebelote en mars 2015 : M. Fabius accuse le président Obama d'accepter *« des concessions que nous, Français, avons jugées excessives* (3) *»*. L'accord sera néanmoins scellé le 14 juillet 2015 à Vienne puis avalisé, le 20 juillet suivant, par la résolution 2231 du Conseil de sécurité, adoptée à l'unanimité.

© ZARTOSHT RAHIMI - HOMA ART GALLERY, TÉHÉRAN

Postés à l'avant-garde de l'occidentalisme, MM. Hollande et Fabius enchantent à l'époque les cénacles militaristes de Washington et de Tel-Aviv. En novembre 2015, leur organe de presse le plus puissant, le *Wall Street Journal*, va jusqu'à conclure ainsi l'un de ses éditoriaux : *« En attendant que l'Amérique choisisse un nouveau commandant en chef, M. Hollande est le meilleur dirigeant anti-terreur de l'Occident* (4). *»* Les monarchies du Golfe, très hostiles à l'Iran, apprécient, elles aussi, la fermeté de Paris. La France percevra les dividendes de sa ligne dure sous la forme d'une cascade de ventes d'armes, notamment d'avions de chasse Rafale, dans une région qui réservait jusqu'alors ses commandes au fournisseur américain.

Une fois l'accord de Vienne paraphé, l'Iran en respecte les termes, de l'avis même de l'Agence internationale de l'énergie atomique (AIEA), qui multiplie les inspections sur le terrain. Une partie des sanctions sont donc progressivement levées, au grand dam de M. Benyamin Netanyahou. Dans une marque de défi ouvert au président Obama, il avait pourtant, le 3 mars 2015, prononcé un réquisitoire enflammé contre



Le mythe

« Frappes ciblées », avions de chasse guidés par satellites, missiles bourrés de technologie… La guerre par bombardements aériens, de prime abord aussi simple et contrôlée qu'un jeu vidéo, permettrait d'atteindre efficacement des objectifs stratégiques en préservant la vie des troupes. Pourtant, l'histoire montre les impasses de ce type de méthode.

PAR MATHIAS DELORI *

Israël et les États-Unis affirment poursuivre deux objectifs en menant une guerre aérienne contre l'Iran : détruire le programme nucléaire de Téhéran et provoquer un changement de régime. L'histoire montre pourtant les limites pratiques et éthiques de ce type de stratégie. En effet, le choix des bombardements aériens découle souvent moins d'une réflexion sur le meilleur moyen d'atteindre un objectif que d'une préoccupation pratique : ne pas exposer ses propres troupes. Ce raisonnement n'est pas nouveau. Au cours des années 1910, les armées de pays comme la France et le Royaume-Uni ayant essuyé de lourdes pertes dans leurs colonies, l'aviation de bombardement leur est apparue comme un moyen de « pacifier » ces territoires en limitant l'exposition de leurs combattants.

Ce calcul ne s'embarrasse pas d'une donnée essentielle : les bombardements aériens font plus de morts « innocents » que les déploiements de troupes au sol. L'historien David E. Omissi raconte ainsi le

* Chercheur au Centre de recherches internationales (CERI), auteur de *La Guerre contre le terrorisme comme rivalité mimétique*, Peter Lang, Oxford, 2025.

ZARTOSHT RAHIMI. – «Unfinished Game» (Partie inachevée), 2025

l'accord en cours de négociation, à l'occasion d'une adresse solennelle devant les deux chambres du Congrès. Il fut salué par vingt-huit ovations debout en quarante-sept minutes.

Mais les néo-néoconservateurs européens se heurtent bientôt à un obstacle inattendu. Installé à la Maison Blanche, M. Trump détruit en mai 2018 la réalisation diplomatique dont M. Obama était si fier, prétextant à tort que Téhéran n'a pas respecté l'accord de Vienne. Tout aussi unilatéralement, il rétablit les sanctions américaines contre l'Iran. La République islamique, elle, décide de continuer à honorer sa partie du contrat, escomptant que les Européens demeureront eux aussi fidèles à leur signature. Le Royaume-Uni, l'Allemagne et la France s'y engagent. Mais, avec sa délicatesse habituelle, le président Trump les menace : *« Toute nation qui aide l'Iran dans sa quête d'armes nucléaires s'expose à être fortement sanctionnée par les États-Unis. »* Dit autrement, l'Amérique châtiera ses alliés européens s'ils s'obstinent à respecter les termes d'un « deal » que Washington a pourtant négocié avec eux pendant des années.

Alors les actes de soumission européens s'enchaînent. Ayant déjà consenti quelques années plus tôt à verser des amendes colossales au Trésor américain pour avoir enfreint des embargos contre Cuba, le Soudan et l'Iran décidés par les États-Unis (BNP Paribas accepte en 2014 de payer 8,9 milliards de dollars d'amendes) (5), de grandes entreprises européennes cèdent au diktat de M. Trump : le danois Maersk, l'allemand Siemens, les français PSA et Total réduisent leur voilure en Iran ou s'en retirent tout à fait. Pourtant prometteuses, les exportations françaises à destination de ce pays s'effondrent.

Confronté à cette violation de l'accord de Vienne par les Occidentaux, l'Iran annonce qu'une poursuite du blocus qu'il subit entraînerait la reprise de son programme d'enrichissement d'uranium. Tenez vos engagements ou *« nous réduirons les nôtres »,* annonce le président Hassan Rohani en 2019. Contrainte d'arbitrer entre le respect de sa parole et l'obéissance au suzerain américain, l'Europe n'hésitera pas longtemps.

Car, début 2020, les États-Unis menacent secrètement l'Union européenne d'infliger 25 % de droits de douane à ses exportations de voitures si elle ne lance pas une procédure de sanctions contre l'Iran. Le 14 janvier, dans un communiqué d'une hypocrisie (presque) stupéfiante, Paris, Londres et Berlin capitulent. Ils expriment *« sans équivoque [leurs] regrets et [leurs] préoccupations à la suite de la décision des États-Unis »* de violer l'accord de Vienne et annoncent qu'ils n'ont *« plus d'autre choix, étant donné les mesures prises par l'Iran »,* que de lancer une procédure de sanctions contre Téhéran (6). Le département d'État américain se réjouit aussitôt de la décision de *« nos alliés »* européens d'*« exposer le comportement hors la loi de Téhéran »*. Lorsque le *Washington Post* dévoile le chantage commercial américain à l'origine de cette capitulation, un responsable européen prétend piteusement : *« Nous avions l'intention de le faire* [lancer une procédure de sanctions contre l'Iran], *mais la menace de Trump a presque fait tout dérailler tant nous sommes sensibles à ne pas apparaître comme les caniches de Washington* (7). *»*

Aujourd'hui, qui, au juste, pourrait encore imaginer un tel avilissement alors qu'en Amérique latine, en Palestine, en Iran, au Liban, l'« autonomie stratégique de l'Europe » ne cesse d'éblouir le monde ?

Serge Halimi et Pierre Rimbert.

(1) *Cf.* Sylvie Kauffmann, « Le non unanime de l'Europe à la guerre », *Le Monde,* 20 mars 2026.

(2) Dominique de Villepin, « Refuser la vassalisation de la France, c'est mon combat », *La Croix L'Hebdo,* Paris, 21 mars 2026.

(3) Laurent Fabius, *37, quai d'Orsay. Diplomatie française, 2012-2016,* Plon, Paris, 2016.

(4) « France leads from the front against terror », *The Wall Street Journal,* New York, 19 novembre 2015.

(5) Lire Jean-Michel Quatrepoint, « Au nom de la loi… américaine » et Ibrahim Warde, « Le diktat iranien de Donald Trump », *Le Monde diplomatique,* respectivement janvier 2017 et juin 2018.

(6) Déclaration conjointe des ministres des affaires étrangères de la France, de l'Allemagne et du Royaume-Uni, 14 janvier 2020.

(7) Anne Gearan et John Hudson « Trump's strong-arm foreign policy tactics create tensions with US friends and foes », *The Washington Post,* 20 janvier 2020.

© ZARTOSHT RAHIMI

ZARTOSHT RAHIMI. – De la série «Calling All Angels» (Invoquer tous les anges), 2025

Commencer par l'Irak

En septembre 2002, devant une commission de la Chambre des représentants à Washington, M. Benyamin Netanyahou encourageait les États-Unis à attaquer l'Irak de Saddam Hussein : *« Si vous éliminez Saddam, je vous garantis que cela aura des répercussions extrêmement positives dans toute la région. Et je pense que les gens qui vivent juste à côté, en Iran, les jeunes et bien d'autres, diront que l'époque de ces régimes, de ces despotes, est révolue. »*

Finir par la Turquie ?

Le 17 février 2026 à Jérusalem, devant la Conférence des présidents des principales organisations juives (CoP), l'ancien premier ministre Naftali Bennett déclarait : *« Une nouvelle menace turque est en train d'émerger. Je veux être très clair. La Turquie et le Qatar ont gagné en influence en Syrie. Ils cherchent à s'imposer ailleurs, partout dans la région. Et d'ici, je lance un avertissement : la Turquie est le nouvel Iran.* [Le président Recep Tayyip] *Erdoğan est rusé, dangereux, il cherche à encercler Israël. Et tandis que certains hauts responsables israéliens étaient à la solde du Qatar, le Qatar et la Turquie nourrissent le monstre des Frères musulmans qui grandit et pourrait finir par devenir aussi dangereux que celui créé par l'Iran. La Turquie et le Qatar gagnent aussi en influence à Gaza par la grande porte, et partout ailleurs.* (…) *La Turquie tente de monter l'Arabie saoudite contre nous et d'établir un axe sunnite hostile avec le Pakistan nucléaire. »*

L'Amérique a la rage

« Décidément, il y a quelque chose de pourri en Amérique. Un jour, peut-être, toutes ces bonnes volontés vous guériront de votre peur : nous le souhaitons car nous vous avons aimés. En attendant, ne vous étonnez pas si nous crions, d'un bout à l'autre de l'Europe : attention, l'Amérique a la rage. Tranchons tous les liens qui nous rattachent à elle, sinon nous serons à notre tour mordus et enragés. »

Jean-Paul Sartre, après l'exécution des époux Rosenberg (*Libération,* 22 juin 1953)

des bombardements libérateurs

cas de conscience d'un officier britannique en Irak avant la seconde guerre mondiale : *« Le désenchantement de Lionel Charlton au sujet des bombardements policiers a commencé quand il s'est rendu à Diwaniya, qu'il a visité l'hôpital local et vu des victimes des bombardiers britanniques se remettre de leurs blessures.* (…) *Tourmenté par ses désirs contradictoires de condamner les méthodes* (…) *et de poursuivre une carrière dans l'armée de l'air, il* (…) *demanda à être relevé de son poste* (1). *»*

Quand l'objectif est d'inciter une population à ne pas soutenir un groupe ou un régime ennemi ou à se révolter contre lui, le *« transfert de risques* (2) *»* vers les civils constitue un problème non seulement éthique, mais également stratégique. On s'en est rendu compte lorsque cette stratégie fut mise en œuvre contre ce qu'on appelait alors des « nations civilisées ». Les *« bombardés s'unissent automatiquement dans une haine et une terreur commune de l'ennemi invisible* (3) *»,* constatait ainsi le psychologue Eric Benjamin Strauss après avoir étudié les réactions des populations aux raids italo-allemands sur Barcelone en mars 1938. Même observation après les attaques nazies pendant la bataille d'Angleterre, en 1940 (4).

Cela n'a pas empêché le Royaume-Uni et les États-Unis de mener contre l'Allemagne une guerre aérienne d'une intensité plus de dix fois supérieure, en tonnes de bombes comme en nombre de morts civils, à celle que l'Angleterre avait subie. Dès 1943, des universitaires américains jugent pourtant dans un rapport qu'*« aucun élément ne permet de conclure que les bombardements britanniques et américains des villes allemandes ont effectivement affaibli l'emprise du gouvernement nazi sur la population* (5) *»*. Le commandement allié choisit néanmoins de doubler la mise.

Entre 1944 et 1945, les villes allemandes reçoivent plus d'un million de tonnes de bombes, contre 250 000 pour les trois années précédentes. Sans que les civils se révoltent contre le régime. Pis : *« Les attaques aériennes ont aidé [le ministre de l'armement Albert] Speer,* constate l'économiste John K. Galbraith, auteur d'une expertise sur le sujet en 1945. *Le stress généré par les raids aériens lui a permis de mobiliser les énergies de la population* (6). *»* En dépit de cette énième mise en garde, les États-Unis appliquent la même stratégie au Japon. Si, estime l'historien Sheldon Garon, l'anéantissement de Tokyo et de dizaines d'autres villes au cours de la première moitié de l'année 1945 a porté un coup décisif à la production de guerre ennemie, d'autres facteurs ont joué dans la capitulation : le blocus naval, l'entrée en guerre de l'Union soviétique et, selon certains, les deux explosions nucléaires d'août 1945 (7).

La plupart des spécialistes s'accordent sur l'ineffectivité stratégique des bombardements en Corée dans les années 1950. Cela n'a pas découragé les partisans de cette manière de faire la guerre de la réemployer au Vietnam, au Cambodge et au Laos dans les années 1960 et 1970, avec pour seul résultat concret la mort de millions de civils (8). Un élément contribue à légitimer la survie des illusions entourant cette stratégie : la technologie. À partir des années 1990, la généralisation de deux nouveaux instruments – les armements dotés de systèmes de guidage et les logiciels d'évaluation des dégâts collatéraux – donne des arguments aux partisans des guerres aériennes. Ces technologies sont présentées comme « morales », parce qu'elles permettraient de se conformer au droit de la guerre en ne visant que des cibles présentées comme combattantes et en garantissant que les « dégâts collatéraux » sont proportionnés à l'effet militaire recherché. Cette manière de mener les combats constituerait un progrès par rapport à ce que le politiste Martin Shaw appelle l'*« ancienne manière occidentale de faire la guerre* (9) *»* : celle des tapis de bombes. Pour prendre un exemple parmi d'autres, l'association Airwars estime à environ dix mille le nombre de civils irakiens et syriens tués par les bombardements américains, britanniques et français contre l'Organisation de l'État islamique (OEI) entre 2014 et 2018 (10). En 1944-1945, les raids alliés contre des villes moyennes produisaient ce bilan humain en deux jours.

Le commandement militaire tue des dizaines de civils pour neutraliser un militant

Il importe cependant de souligner que la moindre létalité des guerres aériennes des années 1990-2010 ne les a pas rendues plus stratégiques. Quand elles ont frappé des groupes ne disposant pas de systèmes de défense aérienne (Al-Qaida, l'OEI), elles n'ont laissé que deux options à ces derniers : ne pas répondre ou attaquer les civils des pays auteurs des raids. En ce sens, elles ont produit non pas un mais deux « transferts de risques » : le premier, des combattants des pays attaquants vers les civils des pays bombardés ; et le second, vers les civils des pays qui bombardent. Les attentats qui ont ensanglanté la France à partir de 2015 sont une illustration de ce phénomène.

Par ailleurs, on peut se demander si l'arrivée de l'intelligence artificielle (IA) ne constitue pas un effrayant retour en arrière. À Gaza en 2023-2024, Israël s'est appuyé sur cette nouvelle technologie pour identifier un maximum de cibles dites « combattantes » (le plus souvent, des militants présumés de Hamas). Le commandement militaire a ensuite avancé l'argument (juridique) selon lequel il était acceptable de tuer des dizaines de civils pour neutraliser un militant. Ce faisant, Tel-Aviv a produit une violence comparable aux plus gros bombardements de l'histoire (11), tout en donnant à cette action un vernis libéral – dont ses représentants se sont prévalus devant la Cour internationale de justice dans la procédure, en cours, ouverte par la plainte de l'Afrique du Sud pour violation de la convention sur la prévention du crime de génocide. Les objectifs d'Israël et des États-Unis en Iran sont visiblement différents, mais ces deux pays ont reconnu utiliser l'IA dans leurs logiciels de ciblage des bombardements.

Mathias Delori.

(1) David E. Omissi, *Air Power and Colonial Control. The Royal Air Force 1919-1939,* Saint Martin's Press, New York, 1990.

(2) Martin Shaw, *The New Western Way of War. Risk-Transfer and Its Crisis in Irak,* Polity Press, Cambridge, 2006.

(3) Eric Benjamin Strauss, « The psychological effects of bombing », *The Royal Services Institution Journal,* vol. 84, n° 534, Londres, 1939.

(4) Ian Burney, « War on fear. Solly Zuckerman and civilian nerve in the Second World War », *History of the Human Sciences,* vol. 25, n° 5, Londres, 2021.

(5) Gian P. Gentile, *How Effective Is Strategic Bombing ? Lessons Learned From World War II to Kosovo,* New York University Press, 2001.

(6) The United States Strategic Bombing Survey (USSBS), *The Effects of Strategic Bombing on the German War Economy,* Washington, DC, 1945.

(7) Lire Kai Bird, « Fallait-il lancer la bombe sur Hiroshima ? », *Le Monde diplomatique,* août 1995.

(8) Thomas Hippler, *Le Gouvernement du ciel. Histoire globale des bombardements aériens,* Les Prairies ordinaires, Paris, 2014.

(9) Martin Shaw, *The New Western Way of War…, op. cit.*

(10) « Reported civilian deaths from US-led coalition strikes in Iraq and Syria », 29 septembre 2022, https://airwars.org

(11) Michael Spagat *et al.,* « Violent and non-violent death tolls for the Gaza conflict », *The Lancet Global Health,* vol. 14, n° 4, Londres, avril 2026.

Il faut sauver le multilatéralisme

« No a la guerra ». Dans le concert des nations, l'Espagne a fait entendre une voix singulière. Une nouvelle fois, après l'agression américaine contre le Venezuela, après le génocide à Gaza. Le président du gouvernement explique dans nos colonnes les raisons pour lesquelles son pays refuse le règne de la force.

PAR PEDRO SÁNCHEZ *

PERSONNE ne change de comportement à la vue d'une liasse de papiers. Jusqu'à ce que quelqu'un dise que c'est de l'argent.

John Searle, un des philosophes les plus influents parmi ceux qui ont réfléchi à la manière dont les institutions fonctionnent, utilisait cet exemple simple pour illustrer une vérité plus profonde : une large part du monde social n'existe que parce que nous nous accordons collectivement sur son existence. Une ligne sur une carte devient une frontière. Des mots consignés dans un traité deviennent des obligations contraignantes. Et, on l'a dit, un morceau de papier devient richesse.

Ces fictions partagées rendent possible la vie en société. L'argent en est une. Comme le système multilatéral et les règles du droit international qui organisent les relations entre États. Pourtant, nombreux sont ceux qui, acceptant sans la moindre hésitation la première de ces fictions, rejettent promptement la seconde. La raison en est simple : certaines fictions fixent des limites au pouvoir. Et rompre avec l'ordre fondé sur des règles peut profiter à quelques-uns – aux dépens de tous les autres.

Ces dernières années, les pressions exercées sur l'ordre international se sont intensifiées sur deux fronts. D'une part, certaines puissances majeures ou émergentes pensent pouvoir affaiblir les normes existantes et les remodeler à leur avantage. Cette tendance trouve dans la guerre son expression la plus brutale. L'invasion de l'Ukraine par la Russie, le génocide dévastateur perpétré à Gaza, les initiatives unilatérales des États-Unis visant à provoquer un *regime change* au Venezuela et, maintenant, en Iran – toutes opérations entreprises sans même chercher à obtenir un semblant d'approbation internationale – confirment que certains gouvernements remettent ouvertement en cause les fondements mêmes du système international. On peut observer une logique semblable à l'œuvre en dehors du champ de bataille proprement dit, dans l'arsenalisation du commerce, de la technologie et même des flux migratoires – de plus en plus utilisés comme des armes permettant de contraindre des rivaux ou de servir ses propres intérêts géopolitiques.

CERTAINS DIRIGEANTS CHOISISSENT LE SILENCE PLUTÔT QUE DE DÉFENDRE LE DROIT INTERNATIONAL

D'autre part, l'ordre mondial fondé sur des règles se trouve aussi durement ébranlé quand des dirigeants politiques, face à de telles agressions, choisissent le silence et l'ambiguïté plutôt que de défendre le droit international. En cherchant à éviter l'affrontement, ils tombent dans l'*appeasement* – la croyance erronée selon laquelle la retenue permettra d'attendrir ceux qui enfreignent les règles. Ils pensent que les mots ont beaucoup moins d'effet sur l'ordre international que les bombes. Ils se trompent. Quand il s'agit de normes, les mots façonnent le monde. Quand des puissances moyennes s'avèrent incapables de défendre le droit international – ou, pis, l'abandonnent –, elles ne font qu'accélérer son érosion. Leur défaillance ne passe pas inaperçue. Leurs alliés la voient. Les États, grands ou petits, la voient. Et, quand suffisamment d'acteurs tirent la conclusion que les normes n'ont plus aucune importance, le système commence à se déliter. En cherchant à se protéger, ces puissances finissent par créer le désordre que précisément elles redoutaient.

Ces dynamiques s'appuient sur une idée simple, mais fausse : dans un monde multipolaire, un retour aux sphères d'influence pourrait à la fois profiter aux grandes puissances, produire un équilibre entre elles et être bénéfique à leurs citoyens. L'histoire suggère tout autre chose. Quand les règles communes disparaissent, ce n'est pas la concorde qui advient, mais la rivalité. Et cela conduit au conflit et à la pauvreté pour tous. Ou pour presque tous. Il faut bien comprendre que ce que nous tenons pour acquis, et qui rend nos vies décentes – la croissance économique, des marchés qui fonctionnent, la protection sociale –, repose sur la stabilité internationale et la paix. Le multilatéralisme n'est pas un idéal abstrait – c'est une réalité quotidienne. Un emploi dans une usine de Detroit. Un supermarché bien approvisionné à Paris. Un étudiant à Londres. Des vacances au Japon. Notre prospérité repose avant tout sur une chose aussi fragile qu'essentielle : la préservation d'un ordre fondé sur des règles. Et, si quelqu'un en doute encore, il n'a qu'à imaginer comment préserver nos États-providence dans un monde où une guerre longue au Proche-Orient ferait monter le prix du pétrole jusqu'à 150 dollars le baril. Avec un tiers de l'approvisionnement mondial en fertilisants bloqué à cause du conflit ; une perturbation grave des principales routes commerciales ; des marchés de l'énergie en proie à une volatilité permanente. Il ne s'agit pas là d'un scénario improbable. C'est celui qui nous attend si la loi du plus fort devait l'emporter. Et c'est la preuve que l'alternative n'est pas entre l'ordre multilatéral et un nouvel équilibre, mais entre cet ordre et le chaos.

Quoi qu'en disent certains, le système ne fonctionne pas aux dépens des populations. Bien au contraire. Ces soixante-quinze dernières années, il a contribué à créer la période la plus prospère et la plus stable de l'histoire humaine. Le nombre de morts dans des conflits armés a diminué environ de moitié au cours des dernières décennies, même s'il est reparti à la hausse ces dernières années. Le revenu mondial par tête a été multiplié par cinq. Le commerce international a connu une expansion sans précédent, avec une multiplication par quarante environ des volumes échangés à l'échelle du globe depuis 1950, ce qui a tiré le niveau de vie vers le haut sur tous les continents. Et l'extrême pauvreté a reculé, passant d'à peu près 60 % de la population mondiale à moins de 10 %. Ce bilan est loin d'être parfait, mais il est nettement meilleur que celui de tous les autres modèles que l'humanité a connus.

Ces succès ne doivent en aucun cas nous empêcher de reconnaître les imperfections du système multilatéral. Celui-ci n'est pas suffisamment représentatif, comme le montre l'exemple du Conseil de sécurité de l'Organisation des Nations unies (ONU), qui reflète toujours les rapports de puissances de 1945 plutôt que ceux du XXIe siècle. Les normes internationales, c'est évident, sont parfois appliquées de manière sélective. Et quand elles sont violées, les institutions manquent souvent de l'autorité ou des moyens nécessaires pour les faire respecter.

Mais reconnaître que l'édifice présente des fissures ne doit pas nous conduire à le démolir, pour ensuite aller dormir à la belle étoile. Car un monde sans ordre fondé sur des règles est un monde dans lequel la force brute prime, où la coercition est plus facile à imposer, où il est plus difficile de se coordonner pour résoudre les problèmes de l'humanité. Et nous ne pouvons pas nous le permettre. Pas maintenant.

Aujourd'hui, plus que jamais, nous avons besoin d'instruments de coordination mondiale : les États-nations restent les acteurs centraux de la politique internationale ; mais bon nombre des défis actuels dépassent les frontières et ne peuvent être pris en charge par un pays isolément. Ils sont, en outre, plus complexes et plus urgents que ceux que les sociétés avaient à affronter quand l'architecture multilatérale a été conçue. Le changement climatique menace de bouleverser la vie dans de vastes régions de la planète. Les migrations révèlent de profonds déséquilibres mondiaux ; elles deviennent un enjeu politique majeur dans nombre de sociétés. La maîtrise de l'intelligence artificielle et le rythme toujours plus rapide du changement technologique font naître de nouveaux risques qui ne connaissent pas de frontière.

© ZARTOSHT RAHIMI - HOMA ART GALLERY, TÉHÉRAN

ZARTOSHT RAHIMI. – « Conversation for Conversation », 2025

Ces défis exigent une coopération globale. Et seul le système multilatéral la rend possible. Mais, pour parvenir aux résultats espérés, des réformes seront nécessaires. Des réformes structurelles et urgentes.

Premièrement, nous devons nous défaire de l'illusion selon laquelle le système multilatéral pourrait agir comme un corset sur la distribution réelle du pouvoir dans le monde. S'il doit survivre, il faut qu'il reflète les rapports de puissances du XXIe siècle. Le Conseil de sécurité des Nations unies est le plus frappant exemple de son anachronisme : sa composition, sa structure et le système du veto sont en contradiction avec les principes mêmes sur lesquels l'ordre multilatéral a été bâti. L'impression que ce dernier n'est pas à même de répondre aux crises de sécurité collective actuelles tient, pour une bonne part, à ce qu'il n'a pas été capable de s'adapter.

Deuxièmement, le système doit devenir plus démocratique, plus divers et plus inclusif. Les pays du Sud global ne peuvent demeurer des attributaires de ressources passifs. Ils doivent devenir les acteurs de leur propre avenir – disposant d'une voix, d'un vote et d'une influence réelle dans les institutions multilatérales. Les grandes démocraties du Sud global doivent avoir leur place dans les instances où se prennent les décisions les plus importantes à l'échelle mondiale.

Enfin, nous devons renforcer les capacités de contrôle et de coercition des institutions chargées de la sécurité mondiale. Les normes n'ont de valeur que si on peut s'assurer qu'elles sont respectées, les défendre, les faire appliquer. Depuis trop longtemps, ceux qui enfreignent les règles communes dorment sur leurs deux oreilles, tandis que ceux qui les respectent se contentent de publier des communiqués faisant état de leur « profonde préoccupation ». Cette situation ne peut perdurer : la « préoccupation » doit changer de camp. Il est temps que ceux qui violent les règles soient soumis à la pression internationale. Et que ceux qui défendent ces mêmes règles agissent avec la détermination que le moment exige.

La réforme doit donc se concentrer sur l'efficacité et sur la représentativité. Il faut une prise de décision plus rapide, des mandats plus clairs et des mécanismes de mise en œuvre des décisions collectives plus robustes. Il convient, dans le même temps, de rendre les institutions internationales plus efficaces, moins bureaucratiques, et de renforcer leur capacité à répondre aux crises urgentes. Sans cela, le crédit du système multilatéral continuera à s'éroder.

La logique du multilatéralisme n'apparaît nulle part plus clairement qu'en Europe. L'Union européenne est née d'une rude leçon : des rivalités auxquelles on n'avait pas su mettre de bornes avaient, par deux fois, engendré une catastrophe. Elles avaient ruiné les peuples, les économies et les États. Le droit international, des institutions communes, une souveraineté partagée : il ne s'agissait pas là d'aspirations idéalistes, mais des conditions de la survie, dans un premier temps – et, plus tard, de la prospérité.

Le projet européen illustre ce qui se passe quand l'interdépendance est organisée et dirigée, au lieu d'être redoutée. Grâce à des règles et des institutions communes, les États ont transformé un continent autrefois marqué par la guerre incessante en un territoire défini par la coopération, l'intégration et le développement. Aujourd'hui, les pays européens figurent parmi les premiers en termes de bien-être, d'espérance de vie, de développement social et de démocratie. Surtout, ils ont préservé la paix sur un continent qui fut pendant des siècles l'épicentre des conflits mondiaux.

Pour l'Europe, le multilatéralisme n'est donc pas seulement un devoir moral. C'est aussi une nécessité structurelle. Dans un monde gouverné par des règles et des institutions, le Vieux Continent jouit d'une influence bien plus grande que ce que sa population ou son produit intérieur brut (PIB) laisseraient penser. L'Union amplifie la puissance de ses membres en l'enchâssant dans un système de lois, de règles et de coopération.

L'inverse est également vrai. Dans un monde dominé par les sphères d'influence et la force brute, la position structurelle de l'Europe est vouée à décliner. La politique de puissance à puissance favorise des acteurs plus grands et plus brutaux. L'interdépendance économique devient un moyen de pression plutôt que de prospérité. Les alliances visant la sécurité collective deviennent fragiles. Et l'ouverture de l'Europe – une de ses plus grandes forces – devient une faiblesse.

Les conséquences de cette érosion sont déjà visibles. Tandis que l'ordre fondé sur des règles fléchit, la compétition géopolitique, la contrainte économique et des pressions extérieures mettent de plus en plus à l'épreuve la cohésion du projet européen. Dans un monde plus fragmenté, la tentation du retour à des calculs étroitement nationaux ne fait que croître.

Pourtant, cette option n'offre qu'une sécurité illusoire. Pour l'Europe, l'abandon du multilatéralisme n'entraînera pas une restauration de souveraineté, mais seulement une perte d'influence. Le projet européen lui-même est la preuve que la coopération peut apaiser les rivalités et que des règles peuvent faire de l'interdépendance une source de stabilité, de prospérité – et non plus de vulnérabilité.

L'ordre international repose sur une croyance partagée : que la puissance peut être limitée par la loi, que les engagements peuvent dépasser les intérêts immédiats et que la coopération peut atténuer les rivalités. Certains diront que ces croyances relèvent de la fiction. Mais c'est précisément cette fiction qui permet à des milliards de gens de coopérer, commercer, prospérer, et de connaître un niveau de paix inédit dans l'histoire.

Il faut donc envisager la crise actuelle non comme un moment de déclin inévitable du multilatéralisme, mais comme une épreuve permettant de tester notre détermination à le rénover. Nous avons là une occasion – comme il ne s'en présente qu'une par génération – de réformer, au lieu de les abandonner, les règles, normes et institutions communes qui rendent la coopération mondiale possible. Sans elles, ce qui passe pour du réalisme se transforme rapidement en quelque chose de bien plus brutal : la loi du plus fort.

(Traduit par Antony Burlaud.)

* Président du gouvernement de l'Espagne.

Les troubadours de la guerre

Pourquoi s'embarrasser du droit quand on a la morale pour soi ? Selon certains responsables politiques ou juristes complaisants, l'attaque illégale de l'Iran par les États-Unis et Israël devait être approuvée parce qu'elle aurait été « juste ». Se voulant novateur, ce discours dangereux fait l'impasse sur cent ans de progrès juridiques et politiques.

Par Anne-Cécile Robert

© ZARTOSHT RAHIMI - HOMA ART GALLERY, TÉHÉRAN

ZARTOSHT RAHIMI. – De la série « Justice », 2025

Mis à part quelques juristes de seconde zone égarés dans les pages du *Point* (1), aucun spécialiste ne soutient la légalité de la guerre déclenchée par les États-Unis et Israël contre l'Iran. En l'absence d'autorisation du Conseil de sécurité de l'Organisation des Nations unies (ONU), qui n'a pas été demandée, seule la légitime défense aurait pu justifier un recours à la force aussi soudain que massif. La « légitime défense préventive » n'étant pas reconnue, en dépit des efforts constants de Tel-Aviv depuis plusieurs décennies, certains avocats et professeurs de droit international ont vainement tenté de promouvoir une nouvelle hypothèse, l'action armée « préemptive » face à une « menace imminente » que seuls des moyens militaires pourraient arrêter (2). Malgré la subtilité de la manœuvre sémantique, le droit reste inchangé : en l'absence d'une attaque existentielle imminente ne laissant aucune autre solution que la guerre anticipée, l'usage de la force est formellement interdit. Auteur d'un livre de référence sur le droit de la guerre, Olivier Corten, professeur à l'Université libre de Bruxelles, rappelle la constance et la cohérence des traités et des décisions de justice qui, depuis 1945, confirment une limitation stricte de la légitime défense à la riposte face à une agression armée (3). Le déclenchement des bombardements sur l'Iran en pleine négociation diplomatique suffit à démontrer la mauvaise foi de ceux qui soutiennent leur légitimité à agir sur ce fondement.

Mais qu'à cela ne tienne : si le droit nous interdit la guerre, c'est que le droit a tort ! Détectant ainsi un inquiétant *« angélisme juridique »* hermétique à la *« complexité du réel et au têtu des faits »,* le professeur émérite Denys de Béchillon en appelle à la morale : *« Peut-on vraiment s'en tenir [au droit], comme d'assez nombreux commentateurs le font ? Se satisfaire de ce seul prisme ? Laisser entendre, par défaut, que c'est mal parce que c'est illicite, voire condamner l'intervention armée, sans autre forme de procès, pour cette même raison ? Je ne le crois pas. Pour dire simplement les choses, je crains que cet absolutisme de posture ne soit fragile devant l'histoire, néfaste pour la défense de l'État de droit et, pour finir, assez autodestructeur pour l'université – où on l'adopte quand même assez volontiers* (4). *»* Les règles établies doivent donc s'effacer devant la justesse du but poursuivi. Ceux qui entreprennent, au nom du bien, des campagnes militaires ne sauraient être entravés dans leur mission salvatrice par la rigidité de la Charte des Nations unies.

Le raisonnement spécieux du professeur Béchillon se décline en format « café du commerce » sur les plateaux de télévision. *« Le droit international, c'est formidable entre nations respectables* (…) *mais avec des États voyous criminels, c'est une plaisanterie »,* tonne ainsi l'ancien ministre de l'éducation Luc Ferry (LCI, 8 mars 2026). Ce troubadour du crime de guerre s'était déjà distingué en justifiant les bombardements sur Gaza par les précédents de Dresde et de Tokyo en 1945, qui avaient précisément inspiré les catégories pénales retenues dans les conventions de Genève en 1949. *« Le droit international ne peut pas être un totem d'immunité pour ceux qui le bafouent matin, midi et soir,* explique de son côté sentencieusement l'ancien premier ministre Gabriel Attal. *Ceux qui ne respectent pas le droit international ne peuvent pas s'en prévaloir pour être protégés de toute intervention, de toute sanction.* (…) *On ne peut pas être les derniers à respecter des règles que plus personne ne respecte, sinon on va se faire écraser »* (CNews, 3 mars).

Croyant faire preuve d'imagination, les nouveaux va-t-en-guerre reconditionnent un produit lancé par saint Augustin (354-430) : la guerre juste. Attaquer un pays constitue une mauvaise action sauf si celui-ci incarne le mal. Compte tenu de ses crimes – qui sont légion (pendaisons collectives, massacres, torture, etc.) –, se débarrasser du « régime des mollahs » constitue-t-il de ce fait une cause juste ? La réponse à la question paraît d'autant plus aisée, voire agréable, que brandir le drapeau de la conscience universelle vous place dans la position du chevalier blanc redresseur de torts. C'est pourquoi l'idée de mener une « guerre juste » naît souvent chez ceux qui, comme Washington et Tel-Aviv, ont une très longue liste de crimes internationaux à se faire pardonner, depuis des décennies. Comme le note l'avocat Johann Soufi (X, 9 mars 2026), la référence, presque comique dans sa sincérité, aux « nations respectables » n'est pas sans rappeler celle de jadis aux « nations civilisées », qui habillaient ainsi de supériorité morale leurs expéditions coloniales et impériales. Les zélateurs de l'agression armée contre l'Iran réintroduisent ainsi une hiérarchie entre les peuples.

Les moines guerriers du XXIe siècle oublient que dans l'expression « guerre juste » il y a… *guerre*. Si, au soulagement de ses victimes, on élimine un ayatollah par-ci, un dictateur par-là, on tue aussi des civils, des femmes et des enfants (telle la centaine d'écolières de l'école de Minab victimes d'un missile Tomahawk le 28 février 2026), on détruit des hôpitaux, des bâtiments classés par l'Organisation des Nations unies pour l'éducation, la science et la culture (Unesco)… sans oublier que ce ne doit pas être très bon pour l'environnement !

Loin de tout angélisme, le droit international formalisé après 1945 fait de la guerre le dernier recours quand tous les moyens du règlement pacifique des différends ont échoué. La boîte à outils, décrite à l'article 33 de la Charte des Nations unies, est fournie. *« Les parties à tout différend dont la prolongation est susceptible de menacer le maintien de la paix et de la sécurité internationales doivent en rechercher la solution, avant tout, par voie de négociation, d'enquête, de médiation, de conciliation, d'arbitrage, de règlement judiciaire, de recours aux organismes ou accords régionaux, ou par d'autres moyens pacifiques de leur choix. »* Dans le cas de l'Iran, les négociations étaient sur le point d'aboutir quand les bombardements ont commencé. Déjà, en juin 2025, les États-Unis et Israël n'avaient pas craint de faire des victimes parmi les négociateurs de l'accord sur le programme nucléaire iranien lors de la « guerre des douze jours ».

« Ne croyez jamais qu'une guerre est simple », avertissait Churchill

À l'agression armée – crime que les grandes puissances commettent plus souvent qu'à leur tour, telle la Russie contre l'Ukraine – s'ajoute désormais la violation de coutumes séculaires, confirmées par des traités, comme l'inviolabilité des diplomates ou l'immunité des chefs d'État (enlèvement du président vénézuélien Nicolás Maduro). Le respect de ces principes a pourtant vocation, indépendamment de la nature des régimes ou des affinités entre dirigeants, à permettre un minimum de relations internationales et à épargner à la planète le chaos né de la méfiance et de l'incompréhension.

« Jamais aucun conflit ne s'est réglé grâce au droit international », soutient l'ancien ministre des affaires étrangères Hubert Védrine, qui semble parfois séduit par une sorte d'esthétique du reniement (Le Figaro TV, 5 mars). La tentation d'enterrer le droit international, voire de nier son existence, se répand sur les plateaux de télévision. Or on trouve des exemples qui contredisent cette affirmation, comme l'annexion du Koweït par l'Irak en 1990 réglée par le Conseil de sécurité de l'ONU ; mais surtout : à quoi sert ce type de déclaration sinon à ajouter du désordre et à encourager la guerre ?

Sans doute ne l'avoir jamais côtoyée rend-il la violence militaire aimable. Les rédacteurs de la Charte des Nations unies savaient, eux, parfois dans leur chair, ce qu'est une guerre. Adolf Hitler et Hirohito ne leur avaient pas laissé le choix. Comme les incendies, les conflits se déploient de manière souvent imprévisible et destructrice. *« Ne croyez jamais, jamais, qu'une guerre est simple et sans encombre, ou que celui qui s'embarque dans cet étrange voyage mesure les marées et les tempêtes qu'il rencontrera. L'homme d'État emporté par la fièvre de la guerre doit comprendre qu'une fois le signal donné il n'est plus le maître mais l'esclave d'événements imprévisibles et incontrôlables »,* avertissait Winston Churchill, que le recours à la force n'effrayait pourtant pas (5).

Les opérations en Iran ont déjà fait des centaines de morts et des dizaines de milliers de réfugiés. L'ampleur des destructions affecte durement des populations civiles souvent victimes de leur régime, comme en Iran, ou parfaitement étrangères aux événements, comme au Liban. La riposte de Téhéran étend aux pays voisins l'onde de choc de la confrontation. Face à ces dégâts, l'absence de condamnation formelle d'une guerre pourtant reconnue *« hors du droit international »* par le président Emmanuel Macron et son gouvernement, ne peut qu'ajouter à la confusion, légitimer les logiques de force et favoriser l'effondrement des relations internationales. C'est ce qui s'appelle ouvrir la boîte de Pandore.

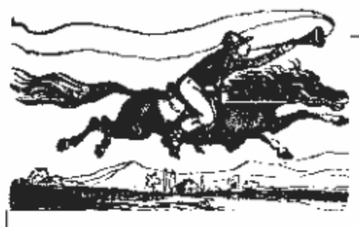
(1) *Cf.* la synthèse de Géraldine Woessner, « Les frappes sur l'Iran sont-elles "illégales" ? », *Le Point,* Paris, 4 mars 2026.

(2) Sarah Scialom, « Iran : le recours à la force, une question de légitime défense ? », 1er mars 2026, https://nouvellerevuepolitique.fr

(3) *Cf.* Olivier Corten, *Le Droit contre la guerre. L'interdiction du recours à la force en droit international contemporain,* Pedone, Paris, 2021 [1re éd. : 2008].

(4) Denys de Béchillon, « L'Iran, la guerre, le droit : sur les limites du juridisme et du confort qu'il procure », 10 mars 2026, www.leclubdesjuristes.com

(5) Winston Churchill, *Mes jeunes années,* Tallandier, Paris, 2020.



« Nos valeurs » : 28 millions de morts

En 2020, un groupe d'universitaires rend public un outil inédit : une base de données qui recense, des années 1950 à nos jours, l'usage d'une arme diplomatique qu'on suppose toujours plus douce et plus humaine que la guerre, les sanctions. La plupart du temps, les Occidentaux les imposent, les pays du Sud les subissent. Et, dans sept cas sur dix, elles échouent à atteindre leurs objectifs proclamés (1).

Cette forme de coercition n'a pourtant jamais été autant employée : les pays visés représentaient 5 % de l'économie mondiale dans les années 1960, 25 % au cours de la décennie 2010. Si les élites trouvent souvent le moyen de contourner le châtiment, les peuples l'endurent. Mais dans quelle mesure ? L'été dernier, trois chercheurs publiaient les résultats d'une enquête sur les effets sanitaires des sanctions imposées par les États-Unis et l'Union européenne à 152 pays entre 1971 et 2021 (2). Les résultats éclairent d'un jour particulier l'autosatisfaction vertueuse des dirigeants qui pénalisent ainsi Cuba, l'Iran, l'Afghanistan, la Russie, la Corée du Nord et quelques autres : *« Nous avons estimé que les sanctions unilatérales avaient entraîné 564 258 décès par an. »* Soit un peu plus de 28 millions de morts en cinquante ans…

L'ampleur de cette hécatombe, observent les scientifiques, apparaît *« comparable au nombre total de victimes des conflits armés »*. Elle s'explique par la dégradation des services de santé qu'induit la baisse des ressources publiques, par la suspension des aides, et par un moindre accès aux ressources essentielles. Toutes sanctions confondues, le bilan grimpe à 776 610 morts par an. Que *« les décès d'enfants de moins de 5 ans représentent 51 % du nombre total de morts »* au cours des cinq décennies étudiées ne semble pas davantage émouvoir les chancelleries soucieuses de faire respecter les droits humains. Au total, les personnes de moins de 15 ans et de plus de 60 ans représentent 80 % des décès.

Les chercheurs observent que les sanctions économiques unilatérales décidées par les États-Unis sont les plus meurtrières, alors que celles mises en œuvre par l'Organisation des Nations unies (ONU) n'entraînent pas une hausse significative de la mortalité, sans doute parce qu'elles sont précisément conçues pour l'éviter. Les embargos occidentaux, eux, visent souvent à faire tomber le régime par le soulèvement d'une population poussée à bout.

« Dans une approche fondée sur les droits, que les sanctions entraînent des pertes en vies humaines devrait constituer une raison suffisante pour plaider la suspension de leur application », notent les auteurs de l'article. Ils rêvent. En mai 1996, l'ambassadrice des États-Unis aux Nations unies, interrogée sur CBS à propos de la mort d'un demi-million d'enfants irakiens à la suite des sanctions américaines, avait répondu que cela *« en valait la peine »*. Trente ans plus tard, journalistes et décideurs ont accueilli les conclusions des trois chercheurs dans un silence de plomb. Moins salissante qu'une mine antipersonnel, moins provocante qu'un missile de croisière, plus élégante qu'un égorgement posté sur les réseaux sociaux par Daech, cette arme de destruction massive « conforme à nos valeurs » a de beaux jours devant elle.

Pierre Rimbert.

(1) Gabriel Felbermayr *et al.,* « The global sanctions data base », School of Economics Working Paper Series, 2020-2, LeBow College of Business, Drexel University, 2020 ; lire aussi Hélène Richard et Anne-Cécile Robert, « Le conflit ukrainien entre sanctions et guerre », *Le Monde diplomatique,* mars 2022.

(2) Francisco Rodríguez, Silvio Rendón et Mark Weisbrot, « Effects of international sanctions on age-specific mortality : A cross-national panel data analysis », *The Lancet Global Health,* vol. 13, n° 8, Londres, août 2025.

Rencontres Proche-Orient

Les Amis du *Monde diplomatique* (AMD) organisent plusieurs rencontres autour de la situation au Proche-Orient et dans le monde arabe avec Akram Belkaïd et Angélique Mounier-Kuhn, coordinateurs de *Manière de voir*, n° 205, « Gaza : témoigner, comprendre, résister » (février-mars).

BREST. Le 29 avril, à 18 h 30, salle Yves-Moreau, faculté des lettres et sciences humaines Victor-Segalen. **CARCASSONNE.** Le 13 avril, à 18 heures, à l'Accolade (café associatif). **LILLE.** Le 9 avril, à 20 heures, à la Maison régionale de l'environnement et des solidarités. **MONTPELLIER.** Le 16 avril, à 19 heures, à La Carmagnole. **PAU.** Le 24 avril, à 17 h 30, amphi A, bâtiment Sciences, université de Pau et des Pays de l'Adour. **PERPIGNAN.** Le 14 avril, à 19 heures, au Casal de Perpinyà. **TOULOUSE.** Le 15 avril, à 18 heures, salle du Sénéchal.

DES JEUNES GARDES

Services d'ordre,

La mort récente de l'activiste néonazi Quentin Deranque a rappelé que la politique se fait aussi dans la rue et prend parfois des formes violentes. Conscients de cette réalité, partis et syndicats se sont dotés, dès la fin du XIXe siècle, de services d'ordre. Contestées ou exaltées, affaiblies ou réinventées, ces forces organisées restent une composante indispensable de la vie militante.

PAR ALLAN POPELARD *

DES « brassards blancs » flanquaient à présent les cortèges. En ce mois de janvier 2019, la brutalité policière convainc les « gilets jaunes » de former un service d'ordre (SO). La presse soupire d'aise en voyant dans la décision les prémices d'un retour à la normale. France Bleu Pays d'Auvergne observe bien *« des coups de pied »* dans la permanence de l'ex-députée Valérie Thomas (La République en marche). *« Mais tout se passe dans le calme grâce au service d'ordre. » Le Républicain lorrain* confirme que ce dernier *« empêche les plus virulents d'arriver jusqu'aux CRS* [compagnies républicaines de sécurité] *»*. Et Europe 1 de se féliciter qu'il *« travaille désormais en lien avec la police pour que tout se passe bien »*.

Expression suprême de la force militante ou auxiliaire des forces de l'ordre ? L'incertitude n'est pas nouvelle : elle naît avec les SO à la fin du XIXe siècle. La Ligue des patriotes de Paul Déroulède serait la première formation à en avoir créé un. Les « commissaires » du mouvement d'extrême droite assurent la protection des rassemblements. Dans chaque camp, ces structures d'encadrement se multiplient à partir de la Belle Époque, dans un contexte de vives tensions. Mais, des « hommes de confiance » de la Section française de l'Internationale ouvrière (SFIO) au Service d'action civique (SAC) des gaullistes, de la Brigade de fer des Jeunesses patriotes aux modérateurs et modératrices des Verts, les SO ne se ressemblent pas. Sans doute parce que, défensif ou offensif, occasionnel ou permanent, interne ou externe, leur rôle est, au fond, moins technique que politique (1). Outil des organisations militantes, il peut servir des projets réactionnaires comme révolutionnaires.

Le mercredi 13 octobre 1909, l'exécution du pédagogue anarchiste Francisco Ferrer à Barcelone soulève une protestation mondiale (2). En France, *L'Humanité* et *La Guerre sociale* de Gustave Hervé appellent les Parisiens à manifester le soir même devant l'ambassade d'Espagne. L'émeute détruit des omnibus, des kiosques à journaux, des conduites de gaz. Un policier est tué par balle, tandis qu'on dénombre des dizaines de blessés et onze arrestations. Une seconde manifestation doit se tenir le dimanche suivant. À la lumière du jour, cette fois-ci, *« hors de l'ombre propice aux coups de police comme aux actes individuels qui en sont la conséquence »*, comme l'écrit la Fédération socialiste de la Seine. Le parcours a été négocié avec le préfet Louis Lépine. Pour la première fois à gauche, un SO composé de 190 « hommes de confiance », des élus pour la plupart, aiguillonne les dizaines de milliers de contestataires. Jean Jaurès n'a pas pu venir. Mais les articles qu'il consacre depuis deux ans à la nécessité d'une organisation ouvrière ont préparé les esprits : le temps est venu d'en finir avec les *« gestes de révolte de quelques groupes excités »*. Et de conquérir un droit à manifester.

© PATRICK SHOEMAKER - ANNA ZORINA GALLERY, NEW YORK, LOS ANGELES

PATRICK SHOEMAKER. – « Beast Beating » (Battre la bête), 2015

Le choix d'une autodéfense de masse

« PAR *une discipline librement consentie et par la force de leur organisation,* se félicite *L'Humanité* du lendemain, *les travailleurs ont, au milieu des forces policières, imposé leur manifestation grandiose et inoubliable. »* Madeleine Pelletier, une des rares femmes parmi les « hommes de confiance », commente : *« Dimanche, la foule a obéi aux militants des organisations ouvrières. Au commandement, on marchait, on s'arrêtait, on pressait le pas, on ralentissait, on allait à droite, à gauche, et cette cohésion, cette unité d'action donnait l'impression d'une force magnifique. Cette force, il est vrai, était employée pour la paix, mais on sentait qu'avec une autre direction, on l'eût tout aussi bien employée pour la violence* (3). *»* Du maintien de l'ordre manifestant à celui de l'ordre public, la limite reste ténue. Libertaires et syndicalistes-révolutionnaires raillent *« une cavalcade ridicule de gens braillant "À bas la calotte" sous le regard de la flicaille »*. La Fédération socialiste de la Seine enregistre le départ de près de quatre cents militants.

Deux ans plus tard, la gauche insurrectionnelle met sur pied les Jeunes Gardes révolutionnaires. Ces troupes de choc doivent tailler des croupières aux Camelots du roi – le SO de l'Action française –, qui tiennent le Quartier latin. Dans les rangs de la SFIO toutefois, elles déclinent brutalement du fait de la conversion de leur dirigeant Gustave Hervé au nationalisme, d'une part, puis du congrès de Tours (1920), qui voit la naissance du Parti communiste français (PCF), d'autre part. Privés des militants les plus ardents, les socialistes opèrent un repli électoraliste qui rend superflus les SO. La montée en puissance des ligues d'extrême droite incite à l'inverse la direction du PCF à renforcer ses structures. Mais, à cause de la guerre, le parti souffre d'une *« crise de l'encadrement ouvrier »*, relèvent les chercheurs Dominique Cardon et Jean-Philippe Heurtin, ainsi que d'une perte de la *« transmission de la mémoire de la lutte et des savoirs pratiques de cette lutte »*. La forme réglée de la manifestation n'a plus rien d'une évidence pour un groupe ouvrier renouvelé en profondeur par l'exode rural et les migrations. L'Association républicaine des anciens combattants tente de remédier au problème. Elle institue en 1926 les Groupes de défense antifascistes – dont les membres portent un uniforme composé d'un béret, d'une blouse kaki et d'une canne –, suivis quelques mois plus tard des Jeunes Gardes antifascistes. Ces milices prolétariennes, réunies au sein du Front rouge l'année suivante, prennent modèle sur leurs homologues belges, autrichiennes et allemandes (4).

Mais, contrairement à leurs voisins, les militants français rechignent à s'enrôler. En butte à la répression policière, ces formations se heurtent aussi à l'hostilité de leur propre parti, qui écarte la voie paramilitaire en 1928. La direction du PCF opte à la place pour une autodéfense de masse : celle-ci doit concerner l'ensemble des militants dans l'usine ou le quartier. *« L'uniforme de l'ouvrier,* lit-on dans *L'Humanité, c'est la cotte bleue de l'ouvrier d'usine, le gilet de travail des gars du bâtiment, le paletot usagé ou de gros velours de l'ouvrier agricole et du paysan pauvre, le veston de l'employé ou du petit fonctionnaire, les "bleus de chauffe" du cheminot* (5). *»* Le choix tient à l'antimilitarisme du PCF, mais aussi à la volonté de prévenir l'aventurisme de ces groupes armés et limiter l'ascendant de leurs chefs.

La vigueur de la contre-révolution ravive les débats, sans entraîner de changement de ligne. Durant les années 1930, un SO classique coexiste avec des groupes d'autodéfense populaire. De son côté, la SFIO reconstitue les siens dès 1929. Ils protègent les réunions publiques et les vendeurs du *Populaire* des dangers du « fascisme » et du « bolchevisme ». *« Le service d'ordre devient une pierre angulaire de la réédification de la vieille maison »* socialiste, analyse l'historien Matthias Bouchenot. *« Nous sommes persuadés que c'est beaucoup à eux* [les groupes d'autodéfense] *que nous devons la reprise de notre influence dans la région parisienne,* note un dirigeant en 1931. *J'en vois la preuve que là où ils existent et agissent, la propagande socialiste porte ses fruits et les résultats s'accumulent. Là où ils ne sont pas, les orateurs du parti s'épuisent en vain, les militants se découragent, les résultats sont médiocres »* (6).

« Les CRS, ça s'enfonce très bien »

LES fédérations socialistes de la Seine et de la Seine-et-Oise, dominées par l'aile gauche, franchissent une étape supplémentaire. À leur tête, Marceau Pivert fonde les Toujours-prêts-pour-servir (TPPS). Cette composante du SO des manifestations unitaires du Front populaire pratique aussi l'action directe, et tente d'infléchir en ce sens la ligne du parti. Le radicalisme des TPPS conduit cependant à marginaliser Pivert dans une organisation gagnée à la légalité bourgeoise et au réformisme. En mars 1937, la fusillade de Clichy – six antifascistes tués, un mort dans les rangs de la police, des blessés par centaines – aboutit à la dissolution des TPPS, ainsi que de la Fédération de la Seine. Au total, la *« faiblesse structurelle de l'autodéfense »* à gauche n'aura pas permis de constituer une *« école de l'action violente »* formant les combattants de la Résistance (7).

De vives échauffourées entre communistes et gaullistes marquent la Libération et les débuts de la guerre froide. Créé par Charles de Gaulle, le Rassemblement du peuple français (RPF) se présente comme un rempart au « séparatisme » des communistes. L'historien François Audigier constate que, dans *« les premières années du RPF, au moins quinze mille adhérents étaient affectés au SO, dont trois mille pour la seule région parisienne »*. Mobilisant *« entre 10 % des adhérents (Loire) et 35 % (Rhône) »*, celui-ci fait la part belle aux anciens combattants de la France libre, qui n'hésitent pas à *« transposer sur le terrain militant des pratiques militaires »* (8). La mainmise des préfets sur le maintien de l'ordre exacerbe par ailleurs les conflits. La répression de la manifestation du 28 mai 1952 contre la venue à Paris du général américain Matthew Ridgway – accusé d'avoir mené une guerre bactériologique en Corée – entraîne la mort de deux militants ; celle du défilé du 8 février 1962 contre la guerre d'Algérie, au métro Charonne, coûte la vie à neuf personnes, presque toutes communistes.

Cette année-là, Maurice Lourdez, ouvrier clicheur à l'imprimerie de *L'Humanité,* est de ceux qui sécurisent les funérailles au cimetière du Père-Lachaise. On le charge bientôt de restructurer les SO du PCF et de la Confédération générale du travail (CGT). Le Syndicat du Livre – qui compte à la fin de cette décennie plus de vingt mille membres – pourvoit à une organisation de quelques centaines d'ouvriers et employés pour les actions menées à Paris. En position de force sur leur lieu de travail, les travailleurs du Livre peuvent se rendre disponibles. Lorsque surviennent des événements de plus grande ampleur, CGT et PCF étoffent leur SO avec les salariés de la grande industrie (9).

Ils se mesurent à l'extrême droite ou à l'extrême gauche dans la rue, les entreprises et les universités. Pendant les années 1968, *« avoir un bon SO qui manœuvrait comme à la parade,* précise Henri Weber, fondateur de celui de la Ligue communiste (LC, trotskiste) aux côtés de Michel Recanati, *ça conférait un prestige important dans le milieu lycéen et étudiant »*. Ses membres s'aguerrissent lors *« de stages, de sorties en forêt le samedi et le dimanche, avec entraînement aux actions collectives, coordonnées, avec maniement du bâton, du cocktail Molotov »*. Et chantent : *« Dans la nuit noire brillent les mousquetons, les CRS nous barrent le chemin, mais dans nos rangs y a pas d'hésitation, les CRS ça s'enfonce très bien »* (10).

À l'époque, les CRS ne sont pas l'unique adversaire. Les gros bras d'Ordre nouveau appuient la Confédération française du travail (CFT) – un syndicat « jaune » – ou la campagne présidentielle de Valéry Giscard d'Estaing en 1974. Comme jadis les

* Enseignant.

(1) François Audigier, *Les Prétoriens du Général. Gaullisme et violence politique de 1947 à 1959,* Presses universitaires de Rennes, 2018. Sous la direction du même auteur, *Histoire des services d'ordre en France du XIXe siècle à nos jours,* Riveneuve, Paris, 2015.

(2) Lire « Francisco Ferrer i Guàrdia (1859-1909) et l'autonomie », *Manière de voir,* n° 131, « Feu sur l'école », octobre-novembre 2013.

(3) Anne Steiner, *Le Goût de l'émeute. Manifestations et violences de rue dans Paris et sa banlieue à la Belle Époque,* L'Échappée, Paris, 2012. Les citations et les éléments qui suivent sont tirés de cet ouvrage, ainsi que de Madeleine Rebérioux, « Manifester pour Ferrer, octobre 1909 », dans *Pour que vive l'histoire. Écrits,* Belin, Paris, 2017, et de Dominique Cardon et Jean-Philippe Heurtin, « "Tenir les rangs". Les services d'encadrement des manifestations ouvrières (1909-1936) », dans Pierre Favre (sous la dir. de), *La Manifestation,* Presses de la Fondation nationale des sciences politiques, Paris, 1990.

(4) David François, « Les communistes et la violence militante dans l'entre-deux-guerres », dans François Audigier (sous la dir. de), *Histoire des services d'ordre en France du XIXe siècle à nos jours, op. cit.*

(5) Cité par Georges Vidal, « Violence et politique dans les années 1930 : le cas de l'autodéfense communiste », *Revue historique,* n° 640, Paris, 2006.

(6) Matthias Bouchenot, *Tenir la rue. L'autodéfense socialiste, 1929-1938*, Libertalia, Montreuil, 2014.

(7) Georges Vidal, « Violence et politique dans les années 1930… », *op. cit.*

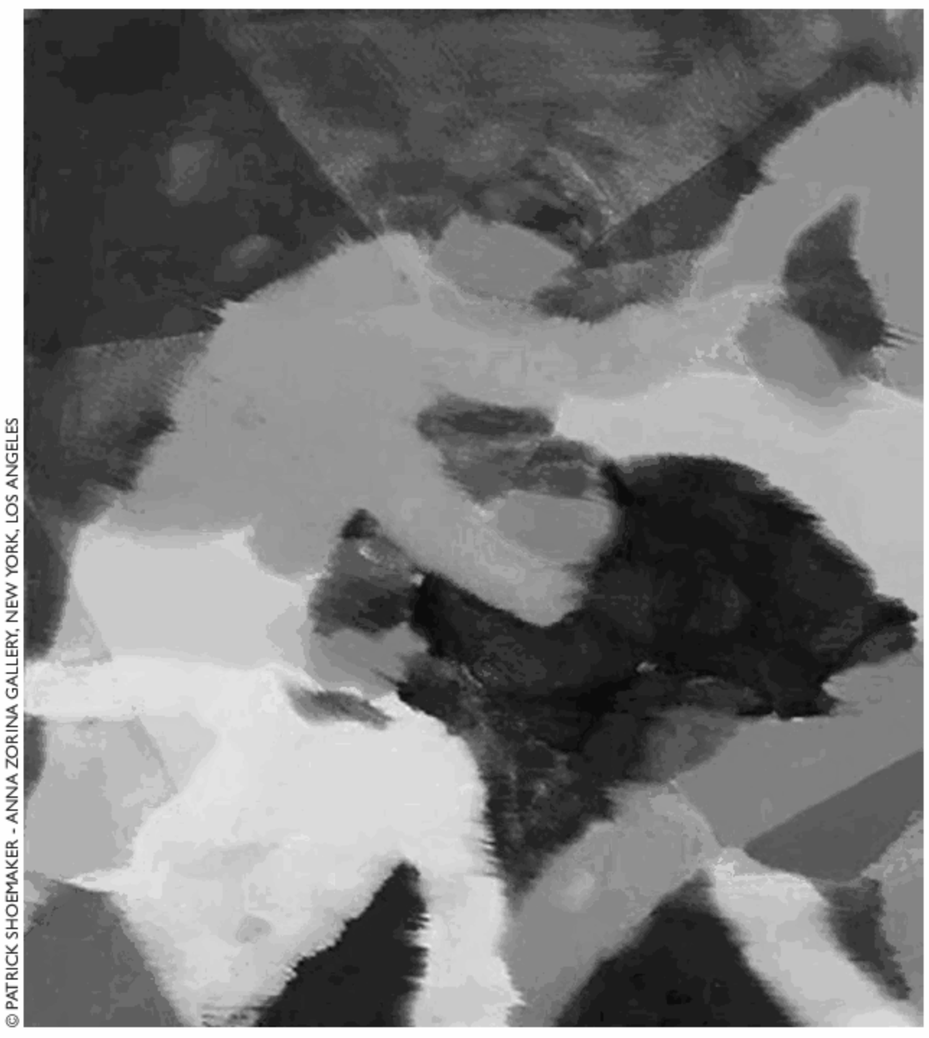
(8) François Audigier, « Évolution du service d'ordre gaulliste des années cinquante aux années soixante : quand la modernisation partidaire passe par la pacification militante », dans Gilles Richard et Jacqueline Sainclivier (sous la dir. de), *Les Partis et la République. La recomposition du système partisan, 1956-1967,* Presses universitaires de Rennes, 2008.

(9) Pascal Girard, « Le "service d'ordre" de la CGT des années 1960 à nos jours », dans François Audigier, *Histoire des services d'ordre…, op. cit.*

(10) Cité par Jean-Paul Salles, *La Ligue communiste révolutionnaire (1968-1981). Instrument du Grand Soir ou lieu d'apprentissage ?,* Presses universitaires de Rennes, 2005.

À la Jeune Garde

la politique à bras-le-corps



© PATRICK SHOEMAKER - ANNA ZORINA GALLERY, NEW YORK, LOS ANGELES

PATRICK SHOEMAKER. – « Advice » (Conseil), 2017

© PATRICK SHOEMAKER - ANNA ZORINA GALLERY, NEW YORK, LOS ANGELES

PATRICK SHOEMAKER. – « Capture », 2017

« Dispos » des Croix-de-Feu le faisaient pour les partis de centre droit. De leur côté, les gaullistes de l'Union pour la nouvelle République (UNR) créent le SAC, supervisé par Jacques Foccart et Charles Pasqua, qui, comme l'explique François Audigier, dispose de ses propres *« statuts, d'un siège, d'un journal, de ressources financières et logistiques »*. Le fonctionnement y est plus policier que militaire : le temps des uniformes, des grades et des insignes semble révolu, mais on n'en combat pas moins durement la subversion marxiste et ce *« feu qui couve encore sous la braise »* (Foccart). Dans ce *« bastion militant », « gros bras et petites mains »* se méfient des gens de parti, de leur disposition sociale à la mollesse.

Les SO de gauche, eux aussi, ont été une des *« voies d'entrée possibles dans la carrière militante »* pour de jeunes hommes issus des classes populaires, note le sociologue Karel Yon (11). La conversion de *« stigmates »* en *« emblèmes »* a été d'autant plus aisée que la petite bourgeoisie choisissait de créditer *« d'un sens politique la présence parmi eux de jeunes des bandes, immédiatement promus au rang d'avant-garde révolutionnaire* (12) *»*. Tantôt référée à la lutte armée du tiers-monde, tantôt à celle de la Commune ou de la Résistance, cette *« politique à bras-le-corps »* des SO a ses hauts lieux, ses faits d'armes. Le 21 juin 1973, ils se donnent rendez-vous par milliers devant la Mutualité, où Ordre nouveau tient un meeting contre l'*« immigration sauvage »*. Casqués et armés, les membres de la LC et d'autres organisations d'extrême gauche enfoncent les lignes de la police. Une semaine plus tard, le ministre de l'intérieur Raymond Marcellin dissout la Ligue et arrête ses dirigeants. L'organisation trotskiste, soutenue par toute la gauche, se divise. Critiquant la dérive militariste du SO, son autonomisation, certains implorent de renoncer aux « actions exemplaires » pour se concentrer sur le travail syndical. Au même moment, la Gauche prolétarienne (maoïste) se saborde. L'Organisation communiste internationaliste (OCI) de Pierre Lambert (trotskiste), elle, assure la sécurité du rassemblement, place de la Bastille, le 10 mai 1981.

Des savoir-faire perdus

Avec l'élection de François Mitterrand, c'en est fini du temps où *« on aimait bien les glaces italiennes, l'alcool de poire, les actions du service d'ordre »*, le temps des luttes révolutionnaires évoqué sur le mode élégiaque par le réalisateur Romain Goupil dans *Mourir à trente ans* (1982). Les organisations de gauche connaissent un désarmement idéologique et organisationnel. Au PCF et à la CGT, on troque le SO contre des équipes « Accueil et sécurité » et « Animation, lutte et sécurité » ; chez les Verts, dans un premier temps, on se garde même d'en créer un. *« Les militants qui fondent ce parti ont participé aux mobilisations contre la guerre du Vietnam, l'armée ou le nucléaire,* indique la politiste Vanessa Jérome. *Ils ont des réflexes parce qu'ils ont l'habitude des confrontations. »* Puis, une décennie plus tard, vient le temps du « mo-mo » – pour modérateurs et modératrices –, qui accompagne le renouvellement générationnel du parti et se fonde sur *« les techniques de la non-violence auxquelles des adhérents étaient formés lors des Journées d'été »*. Mais, aujourd'hui, *« cet outil n'existe plus, et les savoir-faire ont été perdus. Les encadrements et protections varient selon les groupes locaux, qui, quand il y a des événements unitaires, se reposent souvent sur d'autres organisations »*.

Comme le PS, où le SO s'est érodé plus lentement que le reste de ses structures partisanes. M. Éric Plumer, patron d'une entreprise de sécurité, en a longtemps eu la charge, au sein de la fédération de Loire-Atlantique d'abord, puis pour l'ensemble du parti dès 2001. Là, il a connu l'après-Jospin – *« il a fallu regagner notre place dans la rue »* –, le contre-sommet du G8 en 2003 et *« les bastons contre le village alternatif qui descendait à Annemasse pour nous massacrer »*, le quinquennat Hollande, pendant lequel *« on ne pouvait plus mettre un pied dans les manifs »*, mais aussi la marche pour *Charlie Hebdo* de 2015, lorsque PS, CGT ou PCF ont dû *« assurer la protection des familles de rescapés, des membres de gouvernements étrangers et français, des personnalités artistiques et religieuses »* à la demande de l'État. Celui qu'on surnommait « Jaurès » à Solférino admet des *« relations de confiance »* et un *« rôle complémentaire »* avec les forces de police. Il se souvient d'offres de service de l'Union nationale des syndicats autonomes (UNSA) Police lors des campagnes présidentielles. Mais pour rien au monde il n'aurait voulu déléguer cette tâche. Encore moins à des entreprises privées. À droite, on n'hésite pas à y recourir. Mais à gauche ? *« Tu sais ce qu'ils votent, toi, les agents de sécurité ? »*

Aujourd'hui rémunéré par MM. Bernard Cazeneuve, Benoît Payan ou François Ruffin pour assurer leur protection, M. Plumer défend toujours la nécessité des SO. *« Un monde à part »* au PS, se remémore-t-il, essentiellement composé de *« chômeurs, d'ouvriers, d'étudiants. Des adhérents, parfois syndicalistes, et aussi des copains qui sont là pour l'ambiance »*. Des cadres ? *« Quasiment pas. »* Des élus ? *« Presque jamais. »* Dans un parti organisé en écuries, *« les membres du SO avaient interdiction d'applaudir Untel ou Untel, de faire des différences de traitement »*. Bien sûr, quand il accompagnait les secrétaires nationaux, M. Plumer avait accès à des informations confidentielles et pouvait aussi en faire remonter. Mais le SO n'était pas une police politique ni un instrument de lutte interne. Pas comme au Front national (FN), où Jean-Pierre Stirbois disposait de sa garde prétorienne à la fin des années 1980. M. Plumer a regretté que son protégé Alexandre Benalla rejoigne M. Emmanuel Macron en 2016. La déroute électorale qui a suivi a encore ôté des moyens au SO. Trois permanents licenciés sur quatre. Lui compris. *« Tout ça s'est cassé la gueule. »*

Dilapidé, le *« capital militant »* est remplacé par le *« capital médiatique »*. *« L'opinion des dominés, qui, pour s'exprimer, devait être mise en forme par les organisations syndicales, doit aussi, pour avoir une chance de se faire entendre, être mise en forme par les médias »*, expliquait le sociologue Patrick Champagne. Dès lors, *« la tentation est grande de la part des manifestants de fabriquer des manifestations pour journalistes »* en préférant toujours *« les actions inventives à la morne répétition des manifestations ouvrières »* (13). Ce qui n'est pas sans effet : *« Certains jeunes écologistes, formés dans le mouvement pour le climat, savent s'attacher à une grille et jeter de la peinture sur un tableau,* poursuit Vanessa Jérome, *mais ces savoir-faire sont inopérants pour se défendre contre la violence d'État ou d'extrême droite. Sans doute parce qu'ils n'en font pas l'expérience quotidienne. Les Verts appartiennent à la classe moyenne. Il y a peu de personnes racisées. Ils sont comme des biches prises dans la lumière des phares. »*

Car le démantèlement progressif des SO s'est accompli au moment où le maintien de l'ordre devenait plus brutal. Au moment, aussi, où l'extrême droite réinvestissait l'espace public. En 1998, une commission parlementaire s'était déjà interrogée sur la nécessité de dissoudre le Département protection sécurité (DPS), toujours en charge du SO du Rassemblement national (RN). Le député rapporteur avait inventorié soixante-huit incidents en treize ans, dont quarante-huit cas d'agressions, trente-huit de détention d'armes et huit d'usurpation de tenue ou de fonction (14). Le DPS était alors dirigé par M. Bernard Courcelle, ancien officier parachutiste. Un quart des effectifs avait servi dans l'armée française, la plupart dans des régiments parachutistes, et parmi ses soixante-dix-neuf cadres on trouvait quatre policiers (dont trois révoqués), dix militaires à la retraite, neuf agents de sociétés de sécurité et *« bon nombre de passionnés d'armes »*. Celui-ci a ensuite été repris en main par Mme Marine Le Pen, qui, compte tenu des liens de loyauté profonds attachant cette phalange à la personne de son père, a pu préférer recourir aux services d'entreprises privées, comme Vendôme Sécurité, dirigé par M. Axel Loustau, ancien du GUD. Au cœur de l'appareil du RN, les hommes du GUD ont aussi travaillé à arrimer la ville de Lyon à l'extrême droite. Avec d'autres, comme Génération identitaire ou le Bastion social, tous trois dissous depuis, ils transforment certains de ses quartiers en places fortes *(lire l'article pages 20 et 21)*. La vague de violences qui s'ensuit et l'inaction des autorités pour l'endiguer plongent alors une gauche largement démunie dans un état de *« tétanie »*, raconte le militant antifasciste et député de La France insoumise (LFI) Raphaël Arnault, qui l'oblige à reconstruire des *« outils organisationnels »* pour défendre cortèges et réunions du mouvement social (15). C'est dans ce contexte, en 2018, que la Jeune Garde est fondée. À Lyon d'abord, puis dans d'autres villes comme Strasbourg, Montpellier ou Paris.

LFI, pour sa part, s'est dotée d'un service d'ordre dès sa création. Quand on demande à F*, responsable de ce SO entre 2019 et 2026, une estimation du nombre de militants engagés à ses côtés, il se montre évasif : *« Ce sont des informations attentivement surveillées par nos adversaires. »* Les attaques contre des événements publics à Faches-Thumesnil lors de la dernière campagne des élections municipales ou à Bordeaux en 2022 l'ont montré : *« Les groupuscules identitaires ou nationalistes-révolutionnaires proportionnent leur force à ce qu'ils estiment être la nôtre. »* Déployé pour *« créer et maintenir un espace d'expression politique pour le mouvement »*, le SO « insoumis » compose avec ces provocations répétées, ainsi qu'avec le recul des libertés publiques. *« Les préfets admettent de moins en moins la démocratie sociale. Et l'idée que des organisations politiques et syndicales puissent "tenir la rue". »* F* se souvient de cortèges chargés et cisaillés en deux, de l'action erratique des Brigades de répression de l'action violente motorisée (BRAV-M) que *« même les officiers de liaison n'arrivent pas toujours à anticiper »*. Face à cette violence, le rôle du SO est de faire en sorte que *« les militants puissent rentrer chez eux, chez elles en un seul morceau après avoir porté leurs revendications »*. Mixte et actuellement dirigé par une femme, ce service d'ordre se tient à bonne distance *« des dispositions viriles et martiales »*.

À bonne distance aussi des discours qui opposent les *« défilés traîne-savates »* à l'émeute *« désirable comme moment de vérité »* (16), en vogue après l'échec de la mobilisation contre la loi travail en 2016. Des contestataires avaient alors préféré rejoindre les rangs du « cortège de tête », qui imposait son folklore alternatif – tenue noire, lunettes de plongée – au défilé syndical. Les SO s'étaient retrouvés débordés dans la rue, rattrapés par l'injonction paradoxale qui est au principe même de leur invention : prévenir la violence mais l'opposer aussi à ceux – « black blocs », police, Némésis aujourd'hui – qui troublent l'ordre manifestant. Car la politique n'en a jamais fini avec la violence. Peut-être même ne consiste-t-elle qu'à l'ordonner, du moins à essayer. Sur une tribune, un piquet de grève ou un rond-point.

Allan Popelard.

(11) Karel Yon, « Modes de sociabilité et entretien de l'habitus militant. Militer en bandes à l'AJS-OCI », *Politix,* n° 70, Paris, 2005.

(12) Claude Fossé-Poliak et Gérard Mauger, « La politique des bandes », *Politix,* n° 14, 1991.

(13) Patrick Champagne, *Faire l'opinion. Le nouveau jeu politique,* Éditions de Minuit, Paris, 1990.

(14) Bernard Grasset, « Rapport d'enquête sur les agissements, l'organisation, le fonctionnement, les objectifs du groupement de fait dit "Département protection et sécurité" et les soutiens dont il bénéficierait », n° 1622, Assemblée nationale, Paris, 26 mai 1999.

(15) Entretien avec Ugo Palheta, « Combattre l'extrême droite, de la rue à l'Assemblée nationale », Minuit dans le siècle (podcast), https://spectremedia.org

(16) Comité invisible, *Maintenant,* La Fabrique, Paris, 2017.

UN IMAGINAIRE

Radiographie de l'extrême

Ces dernières semaines, les grands médias se sont plu à présenter la gauche radicale comme un nouveau fascisme, intolérant, factieux et meurtrier. Ce tour de passe-passe symbolique fait oublier l'existence d'une ultradroite identitaire et haineuse, qui s'épanche sur les réseaux sociaux, consolide ses bastions et cultive un idéal de reconquête brutale.

PAR LAURENT BONELLI *

COMMENT un militant de la mouvance néonazie lyonnaise, pleinement impliqué dans ses activités et publiant sur X des messages comme *« Je soutiens Adolf », « Il faudra déterrer et fusiller [Gisèle] Halimi »* ou *« Total Nigger Death »* (« mort totale des nègres ») a-t-il pu faire l'objet d'une minute de silence à l'Assemblée nationale et voir son portrait affiché sur la façade de l'hôtel de région Auvergne-Rhône-Alpes ? C'est l'une des questions qui ont surgi après la mort de Quentin Deranque, le 14 février 2026, à la suite d'un affrontement avec des antifascistes.

Dans un renversement digne du *1984* de George Orwell, certains affirment que le fascisme serait désormais du côté de la gauche (par exemple *Marianne,* 19 février 2026). D'autres, plus nombreux, renvoient dos à dos les « ultras » des deux bords et expliquent que leur violence n'aurait pas sa place en démocratie. Il est vrai que le jeu politique s'est largement pacifié, si on le compare aux années 1970-1980, où les batailles rangées entre colleurs d'affiches ou lors de manifestations et de meetings étaient courantes. La conflictualité politique semble désormais plus verbale et s'exprime surtout dans les assemblées, les médias ou les réseaux sociaux. Ce constat occulte toutefois la persistance d'une violence de rue d'extrême droite, sans commune mesure avec celle exercée par d'autres courants idéologiques.

Tracer ses limites et mesurer ses évolutions n'est pas aisé : elle revêt des formes multiples, inégalement enregistrées, et émane de collectifs plus ou moins identifiables, mais aussi d'individus isolés dont les motivations et les inclinations idéologiques exactes ne sont pas toujours connues. Malgré ces difficultés, les résultats d'une enquête récente sont sans appel : 39 assassinats ou morts violentes sont imputables à l'extrême droite entre 1986 et 2017 (contre 6 pour la gauche dite « radicale ») et 299 agressions (contre 40), soit 9 cas sur 10 (1).

Cette violence a une histoire. Elle a atteint des pics en France dans les années 1930, puis au moment de la guerre d'Algérie lorsque les actions de l'Organisation armée secrète (OAS) causèrent plus de 2 700 morts des deux côtés de la Méditerranée. La fin du conflit ne la fait pas disparaître.

« Souviens-toi de Charles Martel »

FORMÉS à la clandestinité, possédant des armes et sachant les manier, des groupes et des individus s'engagent dans les affrontements politiques et sociaux du moment (2). Après 1968, des organisations comme Occident ou Ordre nouveau et des syndicats « jaunes » – la Confédération française du travail (CFT) notamment – s'appuient sur leurs compétences violentes. La question algérienne aiguise aussi le racisme ordinaire. Le meurtre d'un conducteur de tramway à Marseille par un Algérien atteint de troubles psychiatriques déclenche une vague d'agressions de Maghrébins. Entre août et décembre 1973, dix-sept sont tués dans la ville, et le consulat d'Algérie en France fait état de cinquante morts et de trois cents blessés parmi ses ressortissants pour l'ensemble de l'année.

Toutefois, la dynamique née de la guerre d'Algérie semble s'épuiser dans les années 1980. Les attentats menés en 1987-1988 par des membres du Parti nationaliste français et européen (PNFE) contre des responsables communistes et le foyer de travailleurs immigrés à Cagnes-sur-Mer (un mort et douze blessés) constituent la queue de comète de la violence liée à l'OAS.

Cette forclusion est générationnelle, mais aussi liée aux succès électoraux qu'engrange le Front national (FN) à partir de 1983. Ceux-ci le poussent vers une stratégie légaliste qui recommande d'écarter les militants les plus portés à la confrontation. La violence se déplace vers des groupes de skinheads d'extrême droite, qui se structurent alors (notamment avec les Jeunesses nationalistes révolutionnaires). Ils s'illustrent par des agressions racistes et homophobes, mais leur essor est brisé par les antifascistes et des bandes de chasseurs de skins qui leur disputent l'espace public.

SELÇUK

Dans ce contexte, l'extrême droite radicale s'oriente davantage vers l'agit-prop, la mise en scène et la communication que vers la violence elle-même (3). Aux « apéros saucisson-pinard » du Bloc identitaire succèdent les banderoles de Génération identitaire (« 732 – Souviens-toi de Charles Martel » sur la mosquée de Poitiers en 2012, « White Lives Matter » lors d'une manifestation contre les violences policières en 2020), la campagne « Defend Europe » aux frontières italienne et espagnole et les actions des fémonationalistes du collectif Némésis (qui s'invitent dans des manifestations féministes ou des meetings pour dénoncer les agressions sexuelles commises par les « étrangers » et l'islam).

Toutefois, le climat anxiogène produit par le cumul des attentats de 2015, de la crise du Covid-19, des incertitudes environnementales et internationales contribue à la diffusion d'un imaginaire de guerre civile. Certains groupes s'organisent en vue d'une confrontation raciale, qu'il s'agirait de hâter avant qu'il ne soit trop tard. Ces « accélérationnistes » s'inspirent explicitement des thèses de Renaud Camus sur le « grand remplacement » et des manifestes laissés par MM. Anders Behring Breivik et Brenton Tarrant, respectivement responsables des tueries de masse perpétrées à Oslo et Utøya en Norvège en 2011 (77 morts et 320 blessés), et à Christchurch en Nouvelle-Zélande en 2019 (51 morts et 49 blessés). Pour la première fois depuis la guerre d'Algérie, la justice est saisie d'affaires concernant ce qu'elle nomme le « terrorisme d'ultradroite ». De l'Action des forces opérationnelles (AFO) aux « Barjols » en passant par le groupuscule OAS ou le projet Waffenkraft (« Puissance des armes » en allemand), plus d'une cinquantaine de personnes ont été poursuivies ou condamnées depuis 2018 pour des tentatives ou des projets d'attentats contre des individus de confession musulmane, juive ou des francs-maçons, des élus, des commerces ou des lieux de culte. La participation de militaires, d'anciens militaires ou de membres des forces de l'ordre inquiète les magistrats. Ils constatent que, *« contrairement aux affaires djihadistes récentes, aucun des dossiers ultradroite en cours d'instruction ne met en lumière d'éventuelles difficultés des acteurs à se procurer des armes* (4) *».*

Parallèlement se développent une centaine de groupes locaux, le plus souvent adossés à des lieux associatifs, comme L'Alvarium à Angers, La Traboule à Lyon ou La Citadelle à Lille. Ces expériences contrastent avec la situation antérieure, où des structures d'envergure nationale comme l'Action française, Troisième Voie, l'Œuvre française ou le Groupe union défense (GUD) proposaient des socialisations militantes et des corpus idéologiques concurrents. Le renouvellement générationnel et la dissolution de la plupart de ces organisations par les ministres de l'intérieur successifs ont favorisé un décloisonnement et des regroupements à base locale autour de sociabilités et de valeurs communes. Une *« interfaf »* en somme, selon les termes de M. Marc de Cacqueray-Valménier, passé par l'Action française, le GUD et fondateur des Zouaves Paris, dissous en raison de leurs violences de rue (5). Parmi les idées fédératrices figure l'opinion selon laquelle certaines populations pourraient impunément braver l'ordre établi sans que les institutions chargées de le maintenir remplissent leur rôle. Cela vaut pour la justice « laxiste », pour la police « impuissante », pour l'école « démissionnaire » et bien sûr pour la classe politique « complice ». Se substituer à ces institutions défaillantes pour « remettre à leur place » ces « indésirables » apparaît donc comme une option possible et souhaitable.

Masculinisme et passion des armes

CEUX qui empruntent cette voie ont le plus souvent une disposition préalable à la violence et au virilisme. Prises de position publiques et échanges privés convergent sur la nécessité pour un homme d'être capable de se défendre et de protéger les siens. Sur les réseaux sociaux apparaissent des influenceurs animant des programmes qui doivent permettre à ceux qui les suivent de devenir des hommes ou des femmes *« de haute valeur »,* capables de se conformer à cet idéal guerrier et genré. Des groupes organisent des week-ends en forêt ou des compétitions agonistiques pour aguerrir et endurcir leurs membres. Les clubs d'arts martiaux identitaires, comme les Active Clubs (qui proposent la découverte du *« nationalisme »* et de *« ses valeurs dans des communautés centrées sur le sport »,* prolifèrent dans de nombreuses villes françaises et européennes, et le MMA (pour *mixed martial arts*) connaît un fort engouement dans ces milieux. Il en va de même pour la collection d'armes et la pratique du tir sportif. Quelques dizaines d'individus s'engagent même aux côtés de l'armée ukrainienne contre la Russie, afin de défendre une *« identité européenne »,* d'acquérir des compétences martiales et d'étancher leur soif d'héroïsme.

Cette autodéfense du corps individuel (et de la famille) se combine avec celle d'un corps « national ». Il s'agit de le protéger contre ceux qui le souillent, et de punir leurs exactions, au besoin physiquement. Trois cibles attirent principalement cette attention violente : les personnes racisées, celles appartenant à la communauté LGBTQ (lesbiennes, gays, bisexuels, trans et queers) et les antifascistes. Les premières concentrent la majorité des griefs et sont étroitement associées aux notions d'« invasion », de « délinquance », d'« assistanat », d'« islam » et de « terrorisme ». Les deuxièmes troublent un ordre sexué considéré comme naturel et incarneraient une anti-France dévirilisée, sans enfants, globalisée et multiculturelle. Les agressions de bars LGBTQ ou de lieux de drague par des skinheads néonazis sont anciennes, mais les mobilisations contre le mariage pour tous (2012-2013) ont ravivé cette forme de police des mœurs. Enfin, les rixes avec les antifascistes restent fréquentes, ces derniers incarnant une opposition organisée à toutes les valeurs qu'ils défendent.

Dans ces milieux où le masculinisme côtoie la passion des armes, la limite entre violence politique et violence privée se brouille parfois. Comme chez M. Frédérik Limol, un survivaliste qui, en décembre 2020, tue à l'arme de guerre trois gendarmes lors d'une intervention pour violences conjugales ; ou chez M. Jérôme Décofour, membre de la Brigade française patriote – dont la devise est « Se préparer et résister » –, qui écrase, en août 2024, Djamel Bendjaballah, le conjoint de son ex-compagne. Ou encore lorsqu'en mars 2022 MM. Romain Bouvier et Loïk Le Priol, deux militants du GUD, abattent le rugbyman Federico Martín Aramburú et blessent son ami Shaun Hegarty, à la suite d'une altercation dans un bar parisien.

Pour inquiétante qu'elle soit, cette nébuleuse nationaliste et identitaire n'est pas très étendue. En 2019, M. Nicolas Lerner, alors à la tête de la direction générale de la sécurité intérieure (DGSI), l'évaluait entre deux mille et trois mille personnes, avec un noyau dur d'un millier de militants pour lesquels il disposait d'éléments *« montrant qu'ils sont déjà*

* Professeur de science politique à l'université Paris Nanterre.

(1) *Cf.* Isabelle Sommier (sous la dir. de), *Violences politiques en France. De 1986 à nos jours,* Presses de Sciences Po, Paris, 2021.

(2) *Cf.* Frédéric Charpier, *Les Plastiqueurs. Une histoire secrète de l'extrême droite violente,* La Découverte, Paris, 2018.

(3) *Cf.* Samuel Bouron, *Politiser la haine. La bataille culturelle de l'extrême-droite identitaire,* La Dispute, Paris, 2025.

(4) Bulletin du parquet général sur le terrorisme, « L'ultradroite en France hier et aujourd'hui », n° 11, mars 2021.

(5) *Cf.* Sébastien Bourdon, *Drapeau noir, jeunesses blanches. Enquête sur le renouveau de l'extrême droite radicale,* Seuil, Paris, 2025.

Calendrier des fêtes nationales

1er - 30 avril 2026

4	SÉNÉGAL	Fête de l'indépend.
17	SYRIE	Fête de l'indépend.
18	ZIMBABWE	Fête de l'indépend.
22	ISRAËL	Fête nationale
26	TANZANIE	Fête nationale
27	AFRIQUE DU SUD	Fête nationale
	PAYS-BAS	Fête nationale
	SIERRA LEONE	Fête de l'indépend.
	TOGO	Fête de l'indépend.

NOUVEAU HORS-SÉRIE

Politique, économie, société, culture : la guerre laisse partout son empreinte. Plongée rare, avec la presse russe, dans un pays de plus en plus fermé..

Courrier international

EN VENTE CHEZ VOTRE MARCHAND DE JOURNAUX

DE GUERRE CIVILE

droite violente

passés à l'acte ou qu'ils pourraient le faire (6) *»*. Mais son influence dépasse son importance numérique.

D'abord parce que, en dehors des cas les plus graves, la violence raciste est dramatiquement sous-enregistrée. L'enquête de victimation « Vécu et ressenti en matière de sécurité (VRS) », menée par le ministère de l'intérieur, révèle qu'en 2022 plus d'un million de personnes de 18 ans et plus vivant en France métropolitaine ont été victimes d'au moins une atteinte « à caractère raciste » (soit 2,4 % de l'ensemble de la population majeure) et que moins de 3 % d'entre elles l'ont signalée à la police ou à la gendarmerie (7). Tous ces actes ne sont certes pas imputables aux militants d'extrême droite, mais les témoignages récurrents d'associations d'aide aux migrants (comme à Calais) ou aux sans-abri montrent qu'ils y prennent une large part.

Ensuite, les membres de la mouvance jouent un rôle important dans le champ politico-médiatique. Certains trouvent un emploi auprès d'élus du Rassemblement national (RN) ou de Reconquête, les côtoient en privé ou participent à leurs campagnes électorales. Mais l'essentiel est ailleurs. Leurs exactions sont en effet interprétées par des représentants politiques, des journalistes et des experts comme le reflet de l'exaspération des citoyens ordinaires vis-à-vis de l'insécurité, de l'immigration ou de l'islam. Une exaspération qui exigerait des réponses énergiques, au risque du pire.

Le procédé est ancien. Lorsqu'en février 1995 des colleurs d'affiches du FN abattent Ibrahim Ali à Marseille, Jean-Marie Le Pen commente : *« Au moins, ce malheureux incident a attiré l'attention générale sur la présence à Marseille de cinquante mille Comoriens. Que font-ils là ? »* À l'époque, le propos fait scandale. En revanche, quand, en décembre 2022, des centaines d'identitaires agressent des supporteurs du Maroc à Lyon, Montpellier, Nice et Paris à l'issue d'un match de Coupe du monde de football, ce sont les débordements de ces derniers qui sont incriminés. Et lorsque quatre-vingts nervis mènent une expédition punitive à Romans-sur-Isère en novembre 2024, après le meurtre de Thomas Perotto à Crépol, les commentateurs *« comprennent leur colère »* et recodent son décès en *« racisme anti-Blancs »* (8).

Cette banalisation s'explique d'abord par les transformations du système médiatique, dans lequel s'est constitué un solide pôle réactionnaire et où plus largement le journalisme d'opinion a pris le pas sur celui d'information (9). Elle découle également de la clôture du champ politique sur lui-même, dont les représentants sont de plus en plus professionnalisés, homogènes socialement et coupés des organisations sociales et professionnelles (associations, syndicats) qui leur servaient jusque-là de ponts avec le reste de la société. Focalisés sur leurs propres jeux et enjeux, ils semblent frappés de *« crétinisme parlementaire »,* pour reprendre la cinglante formule de Karl Marx (dans *Le 18 Brumaire de Louis Bonaparte*), *« qui enferme dans un monde imaginaire ceux qui en sont atteints et leur enlève tout sens, tout souvenir, toute compréhension pour le rude monde extérieur ».*

Dans cette configuration, l'extrême droite a réussi le tour de force de subvertir les principes de vision et de division du monde social qui prévalaient jusqu'alors, en remplaçant le clivage de classe par l'opposition entre nationaux et étrangers. Celle-ci s'impose à l'ensemble des forces politiques et constitue l'une des raisons du succès durable du FN/RN, qui offre un refuge identitaire en apparence simple (« on est chez nous ») aux multiples difficultés et concurrences auxquelles sont confrontés ses électeurs dans le monde du travail, dans le logement, dans l'accès aux services publics (10)… Par leurs coups d'éclat et de poing, les activistes d'extrême droite actualisent en permanence cette lecture raciale des tensions sociales, en évitant soigneusement de mettre en question les structures socio-économiques qui les produisent. Ce qui explique la « compréhension » dont ils bénéficient dans de larges pans des milieux conservateurs. Et sans doute l'hommage que la République a offert à l'un d'entre eux.

LAURENT BONELLI.

(6) Adrien Morenas et Muriel Ressiguier, rapport fait au nom de la commission d'enquête sur la lutte contre les groupuscules d'extrême droite en France, Assemblée nationale, Paris, 6 juin 2019.

(7) « Les atteintes à caractère raciste, xénophobe ou antireligieux en 2024 », *Info rapide,* n° 49, Service statistique du ministère de l'intérieur (SSMI), Paris, mars 2025.

(8) *Cf.* Jean-Michel Décugis, Pauline Guéna et Marc Leplongeon, *Une nuit en France,* Grasset, Paris, 2025.

(9) Lire Serge Halimi et Pierre Rimbert, « Un journalisme de guerres culturelles », *Le Monde diplomatique,* mars 2021.

(10) *Cf.* Patrick Lehingue et Bernard Pudal, *Du FN au RN. Les raisons d'un succès,* PUF, Paris, 2026.

ENTRE-SOI, DÉMESURE ET IMPUNITÉ

Jeffrey Epstein à Paris

(Suite de la première page.)

Six ans plus tard, le milliardaire achète un appartement d'environ huit cents mètres carrés dans la capitale française, au deuxième étage d'un imposant immeuble de l'avenue Foch, à deux pas de l'Arc de triomphe. Soit dans la partie la plus huppée du XVIe arrondissement, celle qui correspond au code postal 75116, le 75016 étant traditionnellement considéré comme celui des « moins riches des riches ». Le prestige se niche dans ce type de détails.

Epstein côtoie ainsi d'autres grandes fortunes, des oligarques russes ou proche-orientaux, à proximité des ambassades et des sièges de holdings financières. Une plaque dorée bien visible sur l'avenue Foch indique à chaque passant que l'entrée de service se trouve au numéro 1, rue Chalgrin. Ce système évite de croiser le petit personnel, tout en facilitant la circulation discrète de certains visiteurs, qui peuvent ainsi contourner le hall principal.

Le pouvoir social étant aussi un pouvoir sur l'espace, nul ne s'étonnera que la largeur de l'avenue Foch dépasse celle des Champs-Élysées (cent vingt mètres, contre soixante-dix). L'artère a été doublée par des contre-allées, initialement affectées aux cavaliers désirant se rendre en toute sécurité à l'orée du bois de Boulogne, au bout de l'avenue. Les riches s'arrogent ainsi tout l'espace qu'ils estiment leur être dû, dans la ville comme dans la société (3). Beaux quartiers, jets privés, îles paradisiaques ou palaces constituent autant d'enclaves permettant de s'extraire du commun et de développer une sociabilité et une solidarité mondaines à l'échelle planétaire.

Enclaves mondaines

Les médias dominants – souvent détenus par des milliardaires – ont transformé l'« affaire Epstein » en un fait divers scabreux et racoleur. Une telle lecture tend à masquer le fonctionnement réel d'une classe sociale qui concentre tous les pouvoirs (économique, social, culturel…) et vit à l'écart du reste de la population, qu'elle domine et exploite à sa guise. L'entre-soi oligarchique favorise un sentiment de supériorité et un climat de « pas vu, pas pris » propice aux renvois d'ascenseur. Selon des courriels rendus publics, Epstein prête ainsi son jet privé à M. Jack Lang, alors président de l'Institut du monde arabe (IMA), pour qu'il se rende au Maroc, tandis que l'ancien ministre aide le milliardaire dans ses recherches immobilières à Marrakech. *« Le prix est de 5 400 000 euros, offshore »,* lui précise ainsi l'ancien ministre dans un message de mars 2015, au sujet d'un riad dans la Palmeraie. M. Lang a rencontré l'homme d'affaires au début des années 2010, lors d'un dîner organisé en l'honneur du réalisateur Woody Allen.

Cette agrégation de semblables évoluant dans les hautes sphères participe de l'opulence. La richesse de chacun renforce celle de tous les autres, selon un fonctionnement en vase clos qui exclut tout « ruissellement » vers les classes moyennes ou populaires. Loin d'être un simple fait divers, l'affaire Epstein rend visible la mécanique d'un monde social d'ordinaire protégé par de nombreux secrets – fiscal, bancaire, défense ou encore, le plus récent, le « secret des affaires ». *« Pour vivre heureux, vivons cachés »,* nous a-t-on souvent répété lors de nos enquêtes dans le monde de la grande bourgeoisie. Cette vie à l'abri des regards nourrit un sentiment d'impunité chez ces milliardaires auxquels le système capitaliste offre une liberté presque totale, notamment celle de s'approprier les formes du vivant à des fins de profit et de plaisir. Rappelons que depuis l'arrivée à l'Élysée, en 2017, de M. Macron, ancien associé-gérant de la banque Rothschild, la fortune cumulée des milliardaires français a doublé, pour représenter aujourd'hui un magot de 220 milliards d'euros détenus par trente-deux personnes, soit l'équivalent de dix mille postes d'enseignant financés pendant près de quatre cents ans (4).

Plutôt qu'une anomalie, l'« affaire Epstein » apparaît comme le produit logique d'un système de domination et d'exploitation inhérent au capitalisme mondialisé. Si elle frappe par son ampleur et la brutalité des crimes révélés, elle n'est pas un cas isolé. Des scandales mêlant argent, pouvoir et violences sexuelles jalonnent l'histoire récente des élites économiques et politiques. Les illégalismes de l'oligarchie sont parfois révélés au grand jour, à coup d'« Offshore Leaks », de « LuxLeaks », de « SwissLeaks » ou encore de « Panama Papers ». Mais une affaire en remplace une autre, étonnamment semblable, d'où surgit la suivante, sans qu'elles soient mises en relation (5). Comme dans le poème de Robert Desnos : *« Le pélican de Jonathan / Au matin, pond un œuf tout blanc / Et il en sort un pélican / Lui ressemblant étonnamment. / Et ce deuxième pélican / Pond, à son tour, un œuf tout blanc / D'où sort, inévitablement / Un autre, qui en fait autant / Cela peut durer pendant très longtemps / Si l'on ne fait pas d'omelette avant ».*

© TIZIANO FOUCAULT-GINI - MARIUS FOUQUET - LOÏC MOREL-DEROCLE

COLLECTIF SHERYL LEE. – « I Know Who They Are » (Je sais qui ils sont), 2025

Afin d'éviter que certains ne se mettent aux fourneaux, les puissants se serrent les coudes dans ce que Pierre Bourdieu appelait une *« orchestration sans chef d'orchestre* (6)*»*. Les réseaux personnels des dominants s'insèrent dans un ensemble d'organisations internationales, de clubs privés, de clubs de golf, de think tanks et parfois de partis politiques. Ces cercles de pouvoir se dupliquent d'un pays à l'autre et favorisent une solidarité internationale entre membres des élites.

La publication en 2026 de millions de documents issus de l'enquête américaine sur Epstein a confirmé l'ampleur internationale de ses réseaux. Ces archives mettent en évidence une sociabilité traversant les milieux politiques, financiers, scientifiques et culturels de plusieurs continents. Epstein doit, par exemple, son entrée à la Commission trilatérale aux faveurs du magnat du pétrole David Rockefeller dans les années 1990, d'après ce qu'il affirme lors d'un entretien avec M. Steve Bannon, ancien conseiller de M. Donald Trump. Cette organisation privée rassemble de hauts dirigeants de la finance et de la politique issus des principales puissances occidentales (États-Unis, Europe et Japon). En 1975, deux ans après sa création, elle dénonçait les *« excès de la démocratie »* qu'exprimaient à ses yeux les manifestations contestataires de l'époque (7).

Cet univers fermé repose sur un système de sélection sociale dans lequel les riches choisissent eux-mêmes ceux qui sont dignes d'« en être ». Ainsi, lorsque Epstein sollicite le soutien de l'aristocrate et avocat Matthieu de Boisséson pour faciliter l'entrée de M. Lang à l'Union interalliée, prestigieux club du 8e arrondissement de Paris, la tentative échoue : l'accès à ces lieux demeure strictement contrôlé. L'essentiel ne réside pas tant dans l'échange de services, le don et le contre-don, que dans la certitude de chaque membre du groupe de pouvoir compter, en cas de besoin, sur la solidarité de tous les autres. Dans cette logique quasi collectiviste des élites, chacun protège les autres et entretient la cohésion du cercle.

« Aux riches, écrit Bourdieu, *le monde social donne ce qu'il y a de plus rare, de la reconnaissance, de la considération, c'est-à-dire tout simplement de la raison d'être* (8). *»* Mais cette reconnaissance engendre un sentiment de supériorité, vécu comme mérité et donc naturel, qui fait perdre le sens de la mesure, au point de percevoir les règles et les lois comme facultatives. Ainsi, M. Lang a pu accepter, dans les années 2000 et 2010, des costumes offerts par la marque italienne Francesco Smalto, pour un prix estimé à 500 000 euros, sans les déclarer au déontologue de l'Assemblée. Son avocat évoquera de simples *« activités de représentation »,* et l'enquête sera classée. Les archives rendues publiques début 2026 mentionnent M. Lang et sa fille Caroline à 673 reprises. On y découvre notamment la trace d'un don de 5 millions d'euros accordé par voie testamentaire à Mme Lang quelques jours avant la mort en prison d'Epstein, en août 2019.

Est-ce en raison de ses origines modestes qu'Epstein a soigneusement consigné l'ensemble de ses courriels échangés depuis la France, le Maroc, les États-Unis ou le Royaume-Uni, comme autant de garanties potentielles ? Dans ces milieux où la discrétion est la règle, l'archivage systématique peut devenir une arme, une monnaie de chantage, un moyen de pression. Ces traces écrites fragilisent la solidarité tacite qui protège habituellement l'oligarchie.

Au-delà des dérives individuelles d'un milliardaire et de ses proches, l'« affaire Epstein » éclaire le fonctionnement d'un univers social fondé sur l'entre-soi, la cooptation et la protection mutuelle. Un monde où l'extrême concentration des richesses et du pouvoir nourrit un sentiment d'impunité – et où, parfois, un testament, quelques archives suffisent à fissurer l'édifice de silence qui le protège.

MONIQUE PINÇON-CHARLOT.

(3) *Cf.* la réédition en 2025 de Michel Pinçon et Monique Pinçon-Charlot, *Dans les beaux quartiers,* paru au Seuil en 1989, par deux maisons d'édition, Rue de l'échiquier et Les Voix urbaines, avec une préface d'Éric Vuillard.

(4) « Focus France. Résister au règne des plus riches », Oxfam France, Paris, janvier 2026, www.oxfamfrance.org

(5) *Cf.* Michel Pinçon et Monique Pinçon-Charlot, *Tentative d'évasion (fiscale),* Zones, Paris, 2015.

(6) Pierre Bourdieu, *Le Sens pratique,* Paris, Minuit, 1980.

(7) Lire Olivier Boiral, « Pouvoirs opaques de la Trilatérale », *Le Monde diplomatique,* novembre 2003.

(8) Pierre Bourdieu, *Méditations pascaliennes,* Seuil, Paris, 2003.

ALERTES PLUS NOMBREUSES, SYSTÈME SATURÉ

Enfance en danger, une politique en miettes

Mi-février, le gouvernement français renonçait à défendre devant le Parlement un projet de loi attendu sur la protection de l'enfance. Le secteur traverse pourtant une profonde crise. Placements en hausse, professionnels précarisés, difficultés de recrutement, cloisonnement des prises en charge sociale et médicale : un cercle vicieux qu'il serait urgent d'enrayer, pour protéger vraiment.

PAR LAETITIA DELHON *

LE 19 mars 2024, d'anciens enfants placés se constituent en « comité de vigilance » afin de suivre les travaux de la commission d'enquête parlementaire sur les manquements des politiques publiques de protection de l'enfance. Ils obtiennent d'être entendus à l'Assemblée nationale ; suivent plus de quarante auditions. Au terme de leur mobilisation, ils publient un Livre blanc détaillant leurs revendications relatives à l'accès aux soins, aux lieux de placement, à l'exercice de leurs droits ou à la réparation des préjudices subis (1).

Quelque 405 000 mineurs et jeunes majeurs bénéficient de mesures d'aide sociale à l'enfance (ASE) : 56 % sont hébergés en foyer ou en famille d'accueil, et 44 % bénéficient, chez leurs parents, d'un accompagnement dit en « milieu ouvert » (2). Le nombre des mesures administratives ou judiciaires a augmenté de 50 % en vingt ans, entraînant une saturation des structures d'accueil. À l'origine de cette hausse ? La moindre tolérance à la violence, qui incite les pouvoirs publics à améliorer le repérage des situations de danger, et la société à davantage les signaler. Mais la fragilisation financière et sociale des familles, notamment depuis la crise sanitaire, entraîne aussi une explosion des placements d'urgence.

Dans le quartier administratif de Mériadeck, à Bordeaux, un service du conseil départemental de la Gironde reçoit chaque jour jusqu'à soixante « informations préoccupantes », avec un pic à la veille des vacances scolaires. Des courriels ou des appels de magistrats, d'enseignants, de médecins, de voisins qui signalent de potentielles maltraitances, verbales ou physiques, subies par des enfants. Composée d'une vingtaine d'agents, la cellule de recueil des informations préoccupantes (CRIP) a traité six mille alertes entrantes en 2024, concernant huit mille enfants. Près de la moitié ont fait l'objet d'une évaluation par des travailleurs sociaux, dépêchés auprès de l'enfant, de sa famille, de son entourage au sens large. À l'issue de ce processus, environ 44 % des situations ont donné lieu à un classement, 26 % à une mesure de suivi social et 28 % à un signalement au parquet, à qui il revient de choisir entre mesure éducative à domicile, enquête pénale et placement.

« Avec ce volume énorme de décisions à prendre, nous nous attachons à fluidifier le traitement des informations », indique Mme Catherine Gilardeau, responsable de la CRIP Gironde jusqu'en février 2026. Cette assistante sociale décrit les nouveaux protocoles et les récents recrutements pour renforcer l'équipe. Des bannettes pour les dossiers en cours, des placards bien ordonnés : notre interlocutrice assure que tous les efforts sont faits pour apporter les réponses adéquates à chaque signalement. Elle n'ignore pas que, en cas de défaillance, les regards se tourneront vers son institution. Car, déployées depuis 2007, ces cellules sont la pierre angulaire d'un système traversé par plusieurs crises – institutionnelle, financière, vocationnelle.

© ADAGP, PARIS, 2026 - FABIEN MÉRELLE

FABIEN MÉRELLE. – « Soleil vert », 1986-2019

Au XVIIe siècle, dans le sillage du lazariste Vincent de Paul – qui crée l'hospice des Enfants-Trouvés à Paris en 1638 –, l'Église commence à se préoccuper de protection de l'enfance. La période révolutionnaire voit la reconnaissance de l'enfant comme sujet de droit, entérine la responsabilité de la nation envers ses pupilles, enfants orphelins et abandonnés, ainsi que leur droit au secours. Au cours du XIXe siècle, l'Assistance publique prend le relais des hospices, à travers le service des « enfants assistés », qui s'appuie aussi sur des nourrices.

L'ordonnance du 2 février 1945 relative à l'enfance délinquante fait primer l'éducation sur la répression et instaure de nouveaux magistrats, les juges des enfants, dont l'action s'élargira aux enfants placés. En 1964, l'État crée les directions départementales de l'action sanitaire et sociale (Ddass), avant de transférer ces compétences aux départements en 1983, dans le cadre de la décentralisation. Depuis, les départements délèguent la mise en œuvre des mesures de protection à des familles d'accueil agréées ou à des établissements et services sociaux et médico-sociaux (ESSMS), gérés très majoritairement par des associations issues du système caritatif chrétien (3).

À Guebwiller (Haut-Rhin), la maison d'enfants à caractère social (MECS) Le Bercail porte les traces de cette histoire. Créée par de riches familles industrielles protestantes au sortir de la seconde guerre mondiale pour venir en aide aux orphelins, elle accueille aujourd'hui une soixantaine d'enfants et jeunes de 3 à 18 ans, répartis par groupes d'âge dans plusieurs maisons. Une vingtaine d'enfants habitant toujours dans leur famille sont également accompagnés par des éducateurs qui soutiennent les parents dans leur quotidien, le matin lors de la préparation pour l'école, le soir pendant le repas ou lors du coucher.

Guidé par un solide projet d'établissement, Le Bercail s'est adapté aux évolutions légales et professionnelles récentes visant à mieux répondre aux besoins de sécurité des enfants, à écouter davantage leurs demandes, à mieux les accompagner dans leur scolarité, ou encore à maintenir ensemble les fratries. Tout ce qui permet, en somme, de se construire malgré les traumatismes parfois sévères causés par des violences, des situations d'inceste, des carences ou des négligences. Mais, pour faire vivre ce projet, l'association se heurte à une difficulté majeure : recruter. *« Il y a vingt ans, lors de mes études, les promotions étaient remplies ; aujourd'hui, elles ne font pas le plein,* raconte le directeur de la MECS Sébastien Decoster. *Une fois diplômés, les éducateurs restent au plus cinq ans dans un établissement. Comment faire pour qu'ils deviennent des figures d'attachement stables pour les enfants ? »*

Fin 2023, 97 % des trois cents établissements et services interrogés par l'Union nationale interfédérale des œuvres et organismes privés non lucratifs sanitaires et sociaux (Uniopss) rapportaient des difficultés de recrutement, 60 % se déclarant contraints de dépasser leur capacité d'accueil autorisée (4). Cette situation aiguise l'appétit de l'intérim privé lucratif, qui a su s'insérer à bas bruit dans le secteur. Les départements du Calvados ou de la Mayenne ont ainsi créé des MECS avec une association adossée à l'agence d'intérim Domino Assist'm, spécialisée dans le médico-social (5).

Pour accomplir ce travail éducatif en s'arrangeant des injonctions paradoxales – protéger l'enfant mais maintenir le lien avec la famille quand c'est possible –, des fortes charges émotionnelles et des contraintes horaires, les salaires proposés se révèlent insuffisants. La convention collective qui régit le secteur accuse un sérieux retard : pour des métiers comme celui de maîtresse de maison – entretien des locaux, cuisine, lingerie, tâches ménagères –, la rémunération dans la grille salariale reste, dans les premières années de carrière, inférieure au smic. Quant aux assistantes familiales (une profession très majoritairement féminine), leur départ à la retraite en masse n'est pas compensé : entre 2017 et 2024, le nombre de professionnelles employées par les départements est passé de près de 38 000 à 34 000 ; plus de la moitié des effectifs dépasse les 55 ans ; et la part des enfants qui leur sont confiés n'atteignait plus que 36 % en 2023, contre 56 % en 2006 (6).

« Livrées à elles-mêmes, ces professionnelles souffrent d'isolement, avec des enfants accueillis de plus en plus vulnérables. Elles ne peuvent pas compter sur un soutien professionnel », regrette M. Thierry Herrant, chargé de mission à l'Union fédérative nationale des associations de familles d'accueil et assistants maternels (Ufnafaam). Une étude publiée en janvier 2026 confirme la *« grande précarité »* de ces travailleuses, liée à la possibilité pour le service employeur d'interrompre un accueil, d'adresser un enfant supplémentaire ou de suspendre l'agrément, alors même que les assistantes familiales accueillent davantage d'enfants en situation de handicap (23 %) que les établissements (15 %) (7).

Des institutions qui se défaussent ?

LE secteur subit une autre épreuve : l'augmentation de la prévalence des troubles psychiques, du comportement ou de la communication chez les enfants accompagnés par l'ASE, conséquence notamment des psychotraumatismes liés à l'exposition aux maltraitances. Si *« aucune donnée nationale centralisée n'existe sur la santé des enfants protégés »,* selon l'Observatoire national de la protection de l'enfance (ONPE), plusieurs études de cohorte menées dans différents territoires montrent la fréquence des troubles psychiatriques ou du langage chez les enfants placés, quand d'autres travaux relèvent la surreprésentation des adolescents suivis par l'ASE dans les services d'urgence pédopsychiatriques (8). Malgré ces observations cliniques et éducatives convergentes, le secteur de l'accompagnement et celui du soin demeurent cloisonnés. Le rapport de la commission d'enquête parlementaire d'avril 2025 souligne ainsi le *« déficit de communication et de coopération entre l'ARS* [Agence régionale de santé] *et l'ASE. Le dialogue repose trop sur les bonnes volontés locales* (9) *».*

Car il existe autant de politiques de protection de l'enfance que de départements, dont les moyens et le volontarisme varient. Les velléités de recentralisation de cette politique se heurtent à l'Assemblée des départements de France (ADF). Le puissant lobby défend âprement son pré carré, tout en demandant plus de moyens pour le secteur, essentiellement financé par les collectivités, à hauteur de 11,2 milliards d'euros en 2024 (10).

À travers trois grandes lois de 2007, 2016 et 2022, l'arsenal juridique de la protection de l'enfance s'est pourtant largement consolidé : prise en compte des besoins fondamentaux de l'enfant, stabilisation des parcours, possibilité de solliciter la famille élargie pour éviter un placement en structure. Mais ces mesures restent mal appliquées par des institutions habituées à se défausser de leurs responsabilités, peinant à naviguer entre impératif d'intervention urgente et besoin d'un suivi au long cours. Le gouvernement a renoncé à soumettre aux parlementaires avant l'été son projet de loi censé *« refondre le modèle de la protection de l'enfance »,* en le recentrant sur la prévention et l'accompagnement des familles en difficulté. Grand réarmement, extension des prérogatives des polices municipales, simplification de la vie économique : d'autres priorités se dessinent.

Elles n'empêchent pas les anciens de l'ASE d'obtenir quelques victoires. Le 11 décembre dernier, l'Assemblée nationale a voté en première lecture et à l'unanimité une proposition de loi rendant obligatoire la désignation d'un avocat pour tout mineur concerné par une mesure d'assistance éducative.

* Journaliste.

(1) « Réformer l'aide sociale à l'enfance par le savoir expérientiel : le Livre blanc des personnes concernées pour orienter la mise en œuvre des politiques publiques », Comité de vigilance des enfants placés, www.oubliesrepublique.fr

(2) « Les bénéficiaires de l'aide sociale à l'enfance en 2024 », direction de la recherche, des études, de l'évaluation et des statistiques (Drees), Paris, décembre 2025, https://data.drees.solidarites-sante.gouv.fr

(3) « La protection de l'enfance. Une politique inadaptée au temps de l'enfant », rapport public thématique, Cour des comptes, Paris, novembre 2020.

(4) « Pénurie de professionnels en protection de l'enfance », enquête du réseau Uniopss-Uriopss, Paris, novembre 2023, www.uniopss.asso.fr

(5) « L'intérim ouvre une brèche dans la protection de l'enfance », 7 avril 2022, www.lemediasocial.fr

(6) « Assistants familiaux, des professionnels en souffrance. État des lieux et solutions pour sortir de la crise de l'accueil familial », Union fédérative nationale des associations de familles d'accueil et assistants maternels (Ufnafaam), Aignan, 2025 ; Tedjani Tarayoun *et al.,* « L'aide sociale à l'enfance. Édition 2025. Bénéficiaires, mesures et dépenses départementales associées », https://drees.solidarites-sante.gouv.fr

(7) Élise Amar, Tedjani Tarayoun et Klara Vinceneux, « Étude qualitative sur les conditions d'exercice du métier d'assistant familial », *Les Dossiers de la Drees,* n° 134, 9 janvier 2026.

(8) « La santé des enfants protégés. Seizième rapport au gouvernement et au Parlement », Observatoire national de la protection de l'enfance (ONPE), Paris, juillet 2022, https://onpe.france-enfance-protegee.fr ; « Les établissements de protection de l'enfance 0-3 ans en France. État des lieux », Groupe national des établissements publics sociaux et médico-sociaux (Gepso), Paris, décembre 2024, www.gepso.fr

(9) Isabelle Santiago, « Rapport fait au nom de la commission d'enquête sur les manquements des politiques publiques de protection de l'enfance », Assemblée nationale, Paris, 1er avril 2025.

(10) Lire Grégory Rzepski, « Élus ou lobbyistes ? », *Le Monde diplomatique,* décembre 2023 ; *cf.* aussi Moussa Keita, « Une augmentation des dépenses d'aide sociale de 4,3 % en 2024 », 19 décembre 2025, https://drees.solidarites-sante.gouv.fr

L'Imprimerie
79, rue de Roissy
93290 Tremblay-en-France
ACPM
IMPRIM'VERT
Origine du papier : Allemagne.
Taux de fibres recyclées : 81 %.
Ce journal est imprimé sur un papier UPM issu de forêts gérées durablement et de sources contrôlées, porteur de l'Ecolabel européen sous le n° FI/37/001.
Eutrophisation : Ptot = 0,007 kg/t de papier

Commission paritaire des publications et agences de presse : n° 0529 D 86051
ISSN : 0026-9395
IMPRIMÉ EN FRANCE

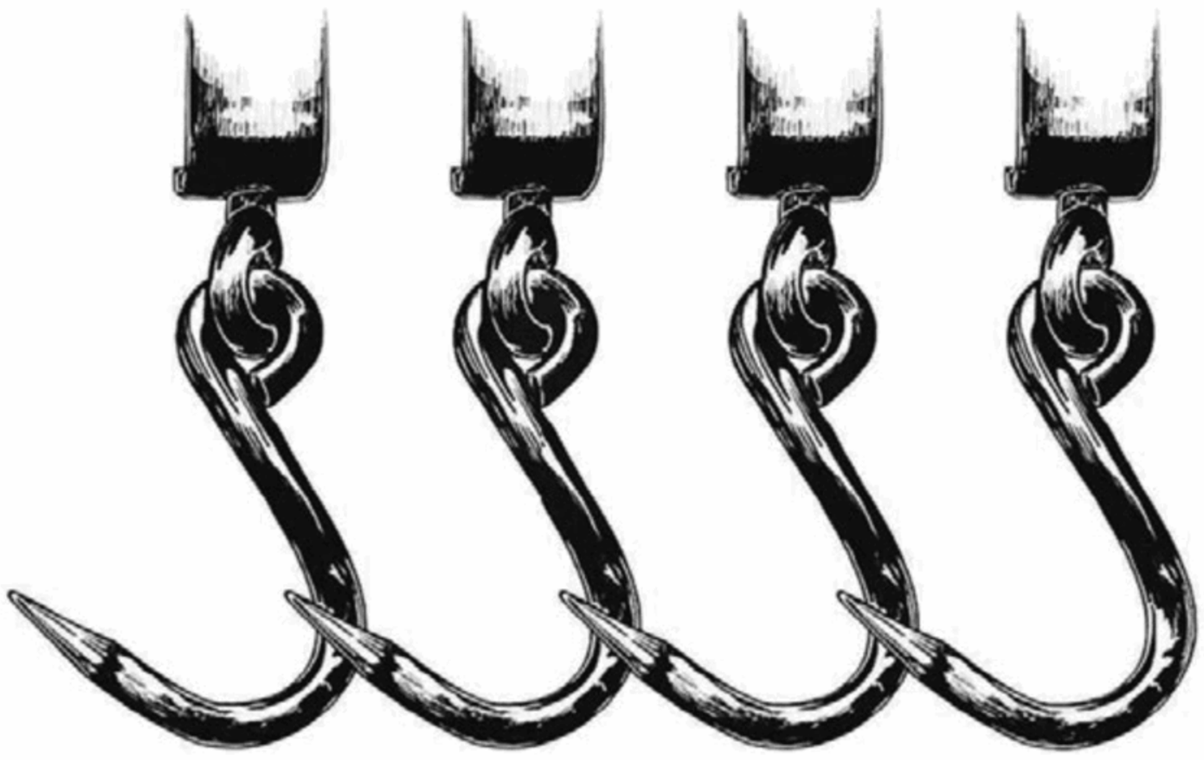
À la disposition des diffuseurs de presse pour modification de service, demandes de réassort ou autre, notre numéro de téléphone vert : 0 805 050 147.

Un service public négligé

Des abattoirs municipaux aux usines à viande

« Faut qu'ça saigne, faut qu'les gens ayent à bouffer », chantait Boris Vian dans son tango des bouchers de la Villette. À Paris comme ailleurs, l'abattage des animaux a longtemps relevé d'établissements publics. Si désormais la logique industrielle du secteur marchand tend à dominer, des éleveurs paysans cherchent à inventer un autre modèle qui pourrait, entre autres, atténuer la souffrance animale.

Par Félix Jourdan et Jocelyne Porcher *



YOUNGJAE KIM. – « Meat Hooks for Sculptors no.1 » (Crochets de boucher pour sculpteurs n° 1), 2021

© YOUNGJAE KIM - COURTESY OF 021 GALLERY, DAEGU

Et si les collectivités locales devenaient souveraines sur toute la chaîne alimentaire ? Nombre d'entre elles ne se contentent plus d'acheter des produits mais aménagent des terres agricoles et structurent des filières locales. En ce domaine, les abattoirs publics peuvent faire figure de modèle. Au début du XIXe siècle, les communes se dotent d'établissements municipaux. Les autorités cherchent alors à encadrer une activité qui suscite réprobation et craintes (1). Pour mettre un terme aux protestations des Parisiens et aux risques sanitaires, « tueries particulières » et conduite du bétail sont interdites dans les rues de la capitale entre 1810 et 1818. Il faudra abattre les animaux dans l'un des cinq établissements qui sortent alors de terre. Puis d'autres communes font le choix de la municipalisation. Dans les Deux-Sèvres, les édiles de Saint-Maixent actent en 1865 la construction d'un tel service public local : *« La salubrité, la sécurité et la santé publiques sont intéressées à sa création, et la liberté industrielle de quelques bouchers doit s'incliner ici devant l'intérêt général. »* Ce mouvement s'accélère avec la loi du 5 avril 1884 instituant les abattoirs publics, et se poursuit jusqu'à la Libération. L'heure est alors à la rénovation des sites existants et à l'augmentation des capacités de production des abattoirs publics. La loi du 5 août 1960 instaure leur quasi-monopole, planifie la disparition progressive des tueries particulières et fige le nombre des abattoirs privés.

Ce temps de la primauté du service public semble révolu. En 2013, le torrent en crue du Bastan ravage l'abattoir de Viella dans les Hautes-Pyrénées. Sa reconstruction prend presque dix ans – des années de combat. Elle conditionne pourtant le maintien de l'appellation d'origine protégée (AOP) du mouton de Barèges-Gavarnie. Les éleveurs de la vallée doivent en effet rassurer l'intercommunalité face au montant de l'investissement, chercher un terrain plus sûr… Et, pendant tout ce temps, conduire les bêtes de l'autre côté du col du Tourmalet à l'abattoir de Bagnères-de-Bigorre – qui ferme fin 2024, victime d'un déficit chronique. Ailleurs aussi les abattoirs ont fermé, comme à Privas (Ardèche), Ruffec (Charente), Ribérac (Dordogne). En France, il existe aujourd'hui dix-huit fois moins d'abattoirs de boucherie qu'en Allemagne, treize fois moins qu'en Autriche, sept fois moins qu'en Italie : un abattoir pour 70 000 « unités gros bétail » (UGB) (2), contre un abattoir pour 1 000 à 10 000 UGB élevées en Allemagne, en Autriche ou en Italie (3). *« En 1980,* souligne un rapport d'information parlementaire, *la France comptait 767 abattoirs de boucherie, soit trois fois plus qu'aujourd'hui. Les fermetures observées au cours des dernières décennies ont été particulièrement nombreuses pour les abattoirs de petites tailles parmi lesquels les établissements publics sont surreprésentés* (4). *»* Au dernier décompte, seuls restaient en activité 80 abattoirs publics, dont la contribution au volume d'abattage national avoisine les 7 % (contre 609 établissements et 62 % en 1980) (5). Abandonnés ou démolis, certains ont aussi fait l'objet d'une reconversion en Cité des sciences et de l'industrie (Paris), musée (Toulouse), cinéma (Belfort), voire en technopôle (Nancy).

Ce déclin s'est amorcé dès les années 1960. À l'époque, la Cour des comptes s'alarme du déficit chronique des établissements municipaux. Le législateur en modifie les modalités d'exploitation et rehausse les conditions sanitaires nécessaires à l'obtention d'un agrément. Jusque-là, les abattoirs municipaux, souvent de petites dimensions, ne réclamaient que des investissements légers. *« Avec des charges d'exploitation réduites à presque rien,* notait un ingénieur du génie rural en 1970, *les municipalités n'avaient pas de peine à encaisser les modestes redevances »* acquittées par les bouchers-charcutiers qui abattaient eux-mêmes les animaux dans les locaux mis à leur disposition. *« En cas d'insuffisances, compte tenu de la prépondérance du service public sur toute autre considération, les communes obtenaient sans peine l'autorisation de prélever sur le budget général »* (6).

Concentration, raréfaction

Mais, à mesure que ces établissements se sont transformés en « usines à viande », leur mission de service public s'est trouvée remise en cause. On a commencé à déplorer le « sous-emploi », les « surcharges structurelles », la « sous-tarification ». *« La vocation impérieuse de l'abattoir,* poursuivait le même ingénieur, *est de devenir un gros appareil, perfectionné, mais difficile à utiliser et à rentabiliser. »* Enclenché, le dépérissement des abattoirs publics ne cessera de s'accélérer. Dans les années 1990 et 2000, l'épidémie d'encéphalopathie spongiforme bovine (ESB) – maladie dite « de la vache folle » – conduit à renforcer les normes sanitaires et hâte le processus de restructuration. Obéissant à une volonté de « rationalisation », ce dernier a dessiné un paysage dual.

En 2022, cinq groupes seulement (Bigard, Cooperl, Intermarché, Leclerc et Terrena) concentraient la très grande majorité des volumes d'abattage des animaux de boucherie (7). Le reste est le fait d'abattoirs aux statuts variables qui, ensemble, constituent un maillon indispensable à l'activité de multiples petites et moyennes entreprises (PME) des filières viande. Ces abattoirs dits « de proximité », pour la plupart polyespèces, s'adaptent à la diversité et aux besoins des élevages environnants. Ils accueillent les abattages d'urgence, ou les catégories animales aux gabarits « hors normes » (gros animaux ou animaux à grandes cornes), et proposent à leurs usagers, souvent positionnés sur des marchés en circuit court, un ensemble plus ou moins fourni de prestations (découpe et transformation des viandes, ramassage des animaux en ferme, préparation et livraison des colis, etc.). Désormais compétentes en ce domaine, les intercommunalités délèguent de plus en plus l'abattage à des acteurs privés ou semi-privés qui assument une mission d'intérêt général pour le compte de leurs usagers et, par extension, des filières locales dans lesquelles ils s'insèrent. La tendance est à la démunicipalisation : comme le notent les services de l'État en Nouvelle-Aquitaine, la création de sociétés coopératives d'intérêt collectif (SCIC) et de sociétés d'économie mixte (SEM) *« apparaît de plus en plus comme une solution pour le maintien d'outils, notamment de proximité. Mais la question de la viabilité de ces outils est posée »* (8). En l'absence d'un soutien public minimal, la réfection régulière des infrastructures et des équipements reste une gageure pour nombre d'entre eux.

La raréfaction des sites d'abattage, voire leur disparition dans certains départements (concernant les bovins, par exemple, l'Eure-et-Loir, le Loiret, la Somme, l'Aisne, la Meurthe-et-Moselle, le Var ou encore le Vaucluse), a conduit des collectifs d'éleveuses et d'éleveurs, majoritairement issus de l'élevage paysan, et souvent militants de la Confédération paysanne, à élaborer des solutions de rechange au modèle industriel dominant. Celles-ci reposent sur la proximité entre élevage et abattage. L'objectif premier est d'éviter souffrance et stress aux animaux. Il s'agit de travailler avec des professionnels bien formés (tueurs et bouchers), d'être ouvert aux interrogations des consommateurs, de limiter voire d'éviter le transport, de sortir d'un rapport à l'animal imposé par les cadences. Souvent, en effet, l'abattoir apparaît aux éleveurs comme un lieu qui les dépossède du produit de leur travail. Ils n'ont pas le droit d'y entrer. Ils ne savent pas quel traitement est réservé à leurs bêtes, ignorent si les carcasses qu'ils récupèrent sont vraiment celles de leurs animaux…

La formule « abattage de proximité » peut renvoyer à un abattoir implanté à côté des fermes ou bien à un abattage mobile. Voire un abattage à la ferme, dans un local spécifique, à destination unique des animaux de l'exploitation. Un amendement à la loi agriculture et alimentation a été adopté, qui autorise, depuis avril 2019, des expérimentations d'abattage mobile. Des éleveurs recourent notamment à des camions abattoirs de petite taille avec ou sans remorque frigorifique. Ces initiatives ne reçoivent pas forcément le soutien financier des collectivités locales qu'elles demandent, ni même un accompagnement suffisant des services de l'État. La plupart n'aboutissent que plusieurs années après leur lancement, en raison du travail qu'elles requièrent (recherche de fonds ou d'équipementiers, négociation avec les services vétérinaires…). Fixe ou mobile, privé ou semi-public, l'abattage paysan des animaux est un enjeu central pour le maintien et le développement de l'élevage sur les territoires. À rebours des logiques industrielles, il permet non seulement de relocaliser l'économie mais aussi de retisser des liens entre les éleveurs et des habitants parfois éloignés des réalités du travail d'élevage.

* Respectivement sociologue et enseignant-chercheur à AgroParisTech ; sociologue et zootechnicienne, ancienne directrice de recherche à l'Institut national de recherche pour l'agriculture, l'alimentation et l'environnement (Inrae).

(1) Séverin Muller, « Les abattoirs sous haute surveillance. Politiques et normalisation sanitaires à Saint-Maixent-l'École, du XIXe au milieu du XXe siècles », *Revue d'histoire moderne et contemporaine,* vol. 51, n° 3, Paris, 2004. Les éléments et citations de ce paragraphe sont tirés de cet article.

(2) À titre indicatif, une vache équivaut à une UGB.

(3) Cité dans « Abattage paysan et de proximité : des solutions pour tous les élevages », www.confederationpaysanne.fr

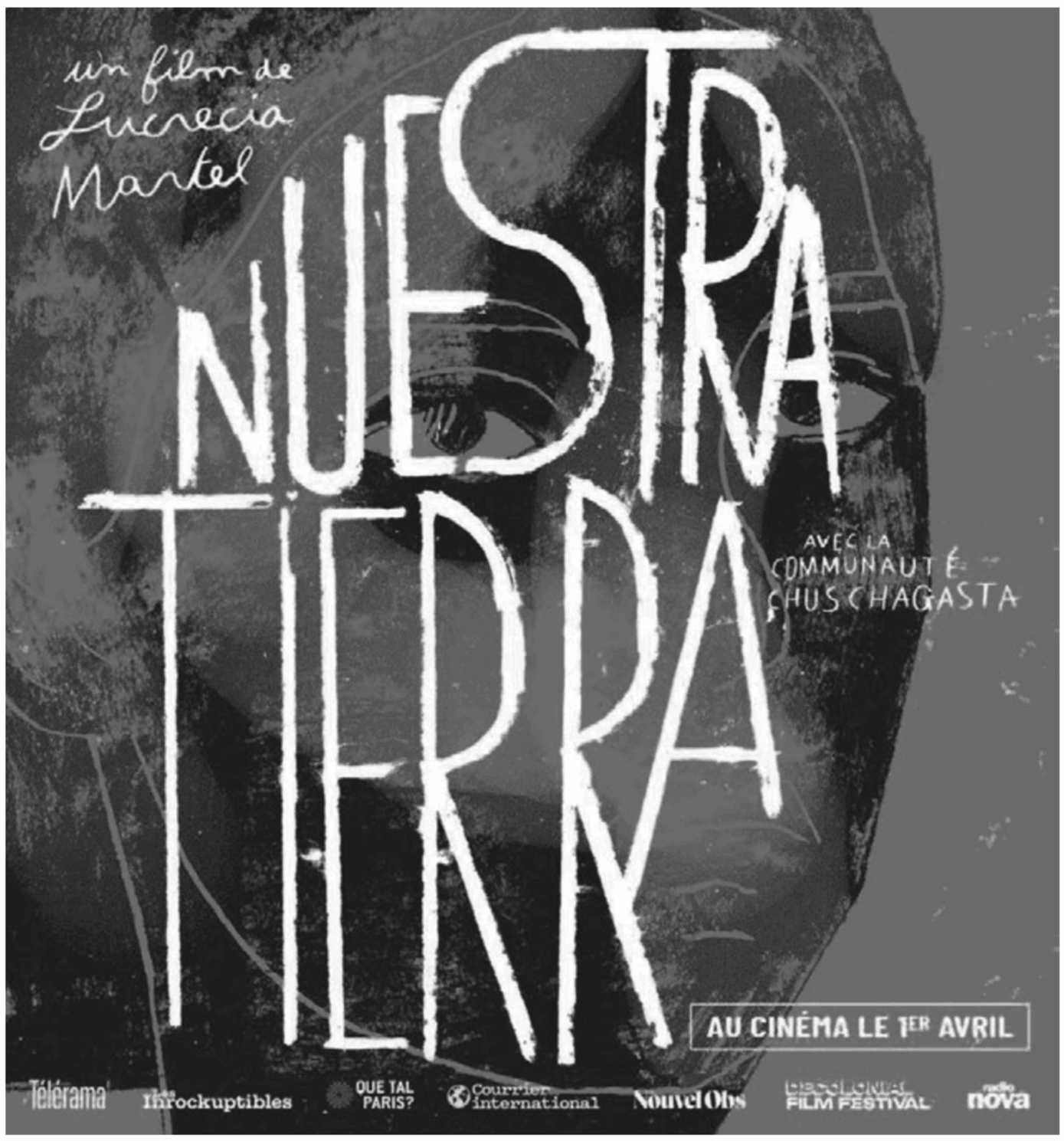
(4) Christophe Barthès et Thierry Benoît, « Rapport d'information déposé par la commission des affaires économiques relative aux problématiques économiques de l'abattage dans le contexte de réduction des cheptels », Assemblée nationale, Paris, 28 mai 2025.

(5) Cour des comptes, « Les abattoirs publics : des charges pour les contribuables locaux rarement justifiées », février 2020.

(6) A. de La Bourdonnaye, « Peut-on faire des abattoirs publics un outil économique ? », *Économie rurale*, n° 85, Antony, 1970.

(7) Christophe Barthès et Thierry Benoît, *op. cit.*

(8) Draaf Nouvelle-Aquitaine, « Diagnostic abattoirs Nouvelle-Aquitaine », 29 mars 2024, version actualisée du 20 mars 2025.



PROCHE-ORIENT

LE PROCHE-ORIENT, MIROIR DU MONDE. Comprendre le basculement en cours. – Ziad Majed

La Découverte, Paris, 2025, 352 pages, 18,50 euros.

Le politiste franco-libanais Ziad Majed propose une synthèse couvrant plus d'un siècle d'histoire politique de la région proche-orientale (1915-2025) à travers une *« grille de lecture sensible aux interactions, aux ruptures et aux continuités entre développements locaux et transformations globales »*. La construction s'articule à partir de huit moments majeurs, allant *« des promesses et accords coloniaux (…) à l'intervention étasunienne en Irak en 2003 »*, pour ensuite relire le *« cycle ouvert par les soulèvements et révolutions arabes »* en 2011, et enfin rendre compte de ce qui s'est joué le 7 octobre 2023, ainsi que des conséquences régionales et mondiales de cet événement. L'auteur montre ainsi comment le Proche-Orient constitue un *« révélateur privilégié des mutations de la modernité politique »*, marqué par la remise en cause du droit international, la *« privatisation et la militarisation de l'aide humanitaire »*, la *« transformation des morphologies urbaines »* avec des villes en ruine comme lieux d'habitat, et de *« nouvelles géographies militantes »* en solidarité avec Gaza.

NICOLAS APPELT

AFRIQUE

UNE HISTOIRE DU CONGO DE MOBUTU À TSHISEKEDI. Ce que je sais. – Tryphon Kin-kiey Mulumba

Le Cherche Midi, Paris, 2026, 456 pages, 20 euros.

De la fin du régime de Joseph Mobutu (1997) à l'accession au pouvoir de M. Félix Tshisekedi en 2019, on parcourt ici l'histoire du Congo-Kinshasa, ex-Zaïre devenu République démocratique du Congo (RDC) en 1997. Entre anecdotes et témoignages (rocambolesque fuite de Mobutu en 1997, marchandage autour de la victoire de M. Joseph Kabila en 2001, etc.), l'auteur propose un récit détaillé des coulisses gouvernementales du géant de l'Afrique centrale. Se gardant de commenter les procès intentés à l'opposant Martin Fayulu par M. Tshisekedi, il note simplement que *« la justice est restée la même »*, situation qui *« arrange les décideurs qui la tiennent en laisse »*. M. Tryphon Kin-kiey Mulumba est, de toute évidence, un homme politique avant d'être un historien. Candidat malheureux à l'élection présidentielle en 2018, il fut plusieurs fois député et ministre. *« Que de scandales jonchent la vie publique et politique… »*, écrit-il. Lucidité froide ? Excuses tardives ? L'auteur n'a jamais rompu avec aucun des pouvoirs qu'il a servis.

OLIVIER PIOT

AMÉRIQUES

UNE CONSTITUTION MORTE. Aux origines de la réaction américaine. – Sébastien Natroll

Éditions Amsterdam, Paris, 2026, 240 pages, 20 euros.

Le journaliste juridique français Sébastien Natroll montre comment la Constitution des États-Unis est devenue un instrument central de la réaction conservatrice sur la base d'une lecture dite « originaliste », postulant que la seule interprétation à retenir est celle qui dégage l'intention « originelle ». Si le texte a toujours fait l'objet d'exégèses par la Cour suprême, on pourra interroger le rôle que joueront les juges, et mesurer la fidélité à l'actuel président de ceux qui ont été nommés par M. Donald Trump. Le choix de figures réactionnaires – MM. Samuel Alito, Neil Gorsuch, Brett Kavanaugh, Mme Amy Coney Barrett – est analysé par Natroll comme l'aboutissement d'une stratégie de long terme visant à verrouiller la haute juridiction et à casser les dynamiques démocratiques et sociales issues du XXe siècle. L'auteur met aussi en lumière le rôle des réseaux conservateurs, des fondations privées (Heritage Foundation, Charles Koch Foundation), des think tanks (Federalist Society) ainsi que des mouvements religieux dans la diffusion et la légitimation de l'originalisme.

CHLOÉ MAUREL

JE SUIS TOUJOURS LÀ. – Marcelo Rubens Paiva

Decrescenzo éditeurs, Fuveau, 2025, 296 pages, 23 euros.

Ce récit raconte la disparition du père de l'auteur, Rubens Paiva, ancien député de gauche, en 1971, sous la dictature brésilienne. Alors que le film oscarisé du réalisateur Walter Salles, qui s'en est inspiré, se concentre sur le drame intime vécu par les membres de la famille Paiva, le propos de Marcelo Rubens Paiva, romancier et journaliste, est bien plus politique. Il mobilise leur histoire pour analyser les causes de l'instauration du régime militaire. Il démonte l'idée, encore présente au Brésil, selon laquelle le coup d'État de 1964 organisé contre le président João Goulart aurait visé à combattre *« l'instabilité institutionnelle et le désordre »* engendrés par ses réformes sociales et agraires, accusées de préparer le passage du pays au communisme. Paiva dénonce cette lecture comme *« l'une des plus grandes farces de l'histoire »*. *« La dictature fut un coup de force civil avec l'appui des militaires »*, au profit de l'oligarchie, souligne-t-il, tout en rappelant que les États-Unis, des gouverneurs brésiliens, l'Église et plusieurs médias participèrent au succès du putsch, face auquel *« il n'y eut pas de réaction populaire »*.

ANNE-DOMINIQUE CORREA

EUROPE

RUSSIE-UKRAINE : LA GUERRE HYBRIDE. Aux racines agricoles d'un bouleversement mondial. – Sébastien Abis, Arthur Portier et Thierry Pouch

Armand Colin, Malakoff, 2026, 192 pages, 19,90 euros.

Dans les années 1990, la production agricole russe comme ukrainienne s'effondre. Trois spécialistes – également consultants en prospective à l'usage des grandes entreprises du secteur agroalimentaire – en retracent le redressement spectaculaire à partir des années 2000, permis notamment, côté russe, par une politique volontariste. La Russie, qui en 2005 importait près de 50 % de la viande qu'elle consommait, est devenue une puissance agricole dont nombre de pays dépendent pour leur sécurité alimentaire. En 2021, ses exportations atteignent un montant record de 32 milliards de dollars, quand les hydrocarbures ne représentent que 26 milliards. Selon les auteurs, l'invasion de l'Ukraine tiendrait à ses « terres noires », convoitées par les Russes, et à la volonté de déstabiliser un concurrent. Cette thèse, centrale, mériterait cependant d'être précisée. Autre préoccupation des experts : le risque de fragilisation de l'agriculture européenne si le grenier ukrainien intégrait le marché unique.

HÉLÈNE RICHARD

LES BALKANS EN TRANSFORMATION. Quatre variations : pancarte, passeport, argent, maison. – Collectif Balkabas

Karthala, Paris, 2025, 446 pages, 39 euros.

Un collectif d'anthropologues et de géographes offre une contribution essentielle à la connaissance des sociétés balkaniques en en dressant un portrait original et précis qui rend compte de leurs transformations au cours des dernières décennies, balayant le concept idéologiquement chargé de « transition ». En se centrant sur le sud de la péninsule (Albanie, Kosovo, Macédoine du Nord, Grèce et Bulgarie), et en privilégiant les thématiques très concrètes des pancartes et des panneaux de signalisation, des passeports et autres documents administratifs, de l'argent et de la maison, le recueil saisit les identités collectives et individuelles en permanente redéfinition, affectées par les changements politiques et socio-économiques ou par les migrations. Quel était le statut de la photographie d'identité dans l'Albanie communiste, dans la Grèce d'après la guerre civile ? Où et comment vivent les migrants albanais en Grèce, les hommes d'affaires grecs « expatriés » en Bulgarie, les Juifs de Rhodes éparpillés à travers le monde ? Comment se redéfinit le lien au village des origines dans le massif bulgare de la Strandja ?

JEAN-ARNAULT DÉRENS

D'UNE GRÈCE L'AUTRE. – Jacques Lacarrière

Dépaysage, Malvezie, 2025, 240 pages, 22 euros.

Les articles de Jacques Lacarrière (1925-2005) réunis dans ce volume peuvent être lus comme une enthousiasmante introduction à la littérature de la Grèce de l'après-guerre. On y (re)découvre avec lui les chefs-d'œuvre de Georges Séféris, Stratis Tsirkas ou Odysseus Elytis, mais aussi des auteurs oubliés, dont les œuvres sont malheureusement trop peu connues, comme Dominique Eudes et ses *Kapetanios,* Aris Alexandrou et sa *Caisse*… Le temps a souvent confirmé ses jugements. Un livre qui donne envie d'en lire beaucoup d'autres, donc, mais aussi une chronique qui, par touches successives, nous fait revivre le destin d'un pays et de sa culture, de 1963 à 2004, à travers les procès des colonels, l'invasion de Chypre ou encore un séjour à Metsovo. Lacarrière a vu naître et s'épanouir plusieurs générations d'auteurs talentueux dont les romans et la poésie étaient nourris par l'histoire tourmentée du pays, tout autant que par ses paysages et son histoire millénaire. *« La littérature née en Grèce de la guerre et de la Résistance (…) devait opposer aux désillusions de l'histoire la lucidité de ses analyses, la densité de ses héros. »*

BAPTISTE DERICQUEBOURG

ASIE

BREAKNECK. China's quest to engineer the future. – Dan Wang

Allen Lane, Londres, 2025, 288 pages, 23,70 euros.

Pour le chercheur Dan Wang, le conflit opposant Washington à Pékin s'expliquerait avant tout par le profil des dirigeants de part et d'autre du Pacifique. D'un côté, *« une élite américaine, principalement composée d'avocats, qui excelle dans l'art de l'obstruction »*; de l'autre, *« une classe de technocrates, principalement composée d'ingénieurs, qui a peaufiné celui de la construction »*. La formulation séduit – l'ouvrage est un best-seller, acclamé par la presse occidentale. Mais convainc-t-elle ? Comme pris de doute lui-même, Wang s'empresse d'ajouter, concernant les États-Unis : *« Les avocats ne [s'y] contentent pas de défendre les riches ; ils sont bien souvent les riches. »* De sorte qu'au fil du texte il laisse entendre – sans vraiment le dire – que le problème est ailleurs : derrière la question de la culture professionnelle se cacherait celle de l'État. Un État aux mains d'un parti déterminé à *« empêcher les riches de prendre le pouvoir »*, côté chinois. Un État oligarchique, côté américain. Mais formuler les choses ainsi lui aurait-il valu les louanges de la presse ?

RENAUD LAMBERT

50 DATES HISTORIQUES DU JAPON. – Robert Calvet

Armand Colin, Malakoff, 2025, 288 pages, 22 euros.

Robert Calvet, chercheur en histoire moderne à l'université de La Rochelle, retrace l'évolution de l'archipel nippon, depuis les environs de 36 000 avant notre ère, date estimée de son premier peuplement, jusqu'à l'assassinat, en 2022, de l'ancien premier ministre Shinzo Abe. Il analyse les grands tournants historiques qui jalonnent cette évolution en cinquante dates-clés, qui donnent lieu à autant de courts chapitres. Figurent bien sûr les repères essentiels, comme le shogunat des Tokugawa (1603-1867) ou la révolution Meiji (1868). Des événements moins connus, mais fortement symboliques, sont également décryptés, comme la construction du Pavillon d'or à Kyoto en 1397 ou la réforme agraire de 1946. Parmi les faits marquants de l'histoire du pays, on retiendra la longue liste d'assassinats politiques. L'auteur précise toutefois qu'à l'heure actuelle ceux-ci sont rares. Celui d'Abe reste *« un fait exceptionnel »*, dans un pays où le taux de criminalité est beaucoup plus faible que dans la majorité des États membres de l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE).

ÉMILIE GUYONNET

FICTIONS PHILOSOPHIQUES DU « TCHOUANG-TSEU ». – Romain Graziani

Gallimard, Paris, 2025, 352 pages, 25,50 euros.

Tenue pour l'un des textes fondateurs du taoïsme, l'œuvre du philosophe chinois (369-288 av. J.-C.) dont elle porte le nom, Tchouang-tseu, a suscité d'innombrables commentaires. Celui qu'élabore le sinologue, philosophe et poète Romain Graziani tente de lui donner une *« cohérence de fond (…) par-delà son éparsité formelle »*. Au travers d'apologues et d'historiettes choisies, mettant en scène bêtes poilues, vieillards et *« pouilleux »*, il condense la réflexion du penseur. D'un côté, une critique radicale envers toute autorité morale et politique (rituels, sacrifices, gouvernement); de l'autre, une invitation à s'affranchir du *« piège de la parole »* tendu par l'intelligentsia de son temps, pour laisser libre cours à l'*« imagination active »* et au *« langage poétique »* déployés dans ses propres récits. Alors, débarrassé des nœuds qui l'aliènent, l'esprit libre pourra accéder au « dynamisme du Ciel », au Tao : la Voie. Il serait néanmoins trompeur d'y voir une quelconque sagesse ou méthode, rappelle l'auteur : *« Tchouang-tseu ne recommande rien, libre à chacun d'interpréter l'idée de la transformation à sa guise, de façon délirante ou raisonnable. »*

ROBINSON JOUSNI

LITTÉRATURES

La musique, la ville, les solitudes

En vie
de Haroldo Conti

Traduit de l'espagnol (Argentine) par Jacques Aubergy, L'atinoir, Marseille, 2025, 218 pages, 16 euros.

TROISIÈME roman de l'écrivain et journaliste argentin Haroldo Conti, *En vie* a paru en 1971. Son auteur, né en 1925, a disparu le 5 mai 1976 dans un centre de détention durant la dictature militaire (1). Auteur de trois autres romans et de nombreuses nouvelles (2), Conti avait reçu pour *En vie* le prix Barral, qui comptait dans son jury Gabriel García Márquez et Mario Vargas Llosa. Il collaborait à la revue *Crisis* (1973-1976), fondée à Buenos Aires par Eduardo Galeano.

Si l'on devait caractériser *En vie,* l'expression qui viendrait à l'esprit serait sans doute que c'est un livre de l'entre-deux. Oreste – un personnage qu'on retrouve dans plusieurs œuvres de Conti, sans doute un double de l'auteur – est un journaliste qui pige dans une revue professionnelle agricole. Mari absent et père discutable, Oreste vient d'atteindre la quarantaine : sa jeunesse est derrière lui, la vieillesse n'est pas encore là. Le moindre prétexte – une rue, un monument, la couleur du ciel – l'amène à se souvenir des années passées, de ses parents disparus. Il se tient dans un espace mental tendu entre le quotidien de la ville où il travaille, Buenos Aires, et la présence dans sa mémoire de son village de naissance ; le récit se déroule dans le passage d'une saison à l'autre. Enfin, Oreste se trouve entre plusieurs femmes, son épouse qu'il délaisse, une secrétaire avec qui il a une aventure, et Margarita, rencontrée une nuit de bringue. La ville et la musique sont partout, citées, nommées, évoquées : les rues, les monuments, le port, les quais, le fleuve, la gare, les trains, mais aussi les musiciens argentins, les jazzmen, les titres de leurs morceaux. Chaque soir, ses amis et lui se retrouvent dans un bar et poursuivent de restaurants en dancings, sinon en rixes. Il sent alors la *« présence d'hommes seuls comme lui dans cette grande nuit d'insomnie qui est tout le temps et toute la mémoire »*. Paco, l'un de ses amis, lors d'une conversation tardive, a des mots qui résonnent : *« Tu sais, Oreste, j'ai bien l'impression de m'être trompé toute ma vie. Je me suis toujours dit, tout ça est provisoire, ma véritable vie va bientôt commencer à un moment ou à un autre. Et les années ont filé. »* Finalement, Oreste trouvera *« un endroit pour rester et y vivre »*, et c'est auprès de Margarita. On ne sait si la vie sera nouvelle, et différente…

En janvier 2025, le gouvernement de M. Javier Milei, sans doute pour « commémorer » le centenaire de sa naissance, a annoncé la fermeture *« jusqu'à nouvel ordre »* du Centre Haroldo Conti, qui avait pris la place du plus grand centre de détention illégale de la dictature militaire, transformé en lieu de culture et de mémoire. Ainsi va le souvenir d'un des grands écrivains disparus dans un pays dont la vice-présidente, Mme Victoria Villarruel, est une *« avocate qui a consacré sa carrière à justifier les crimes de la dictature* (3) *»*.

CHARLES JACQUIER.

(1) Lire la notice H. Conti dans le *Diccionario biográfico de las izquierdas latinoamericanas,* https://diccionario.cedinci.org

(2) En traduction française : *Sudeste,* traduction de Jacques Aubergy (L'atinoir, Marseille, 2024) ; *Mascaró, le chasseur des Amériques* (2019) et *La Ballade du peuplier carolin* (2018), traductions d'Annie Morvan (La Dernière Goutte, Strasbourg).

(3) Louise André Williams, « L'appel à l'aide des organisations de défense des droits humains argentines », *La Libre Belgique,* Bruxelles, 24 janvier 2025.

LITTÉRATURE

Hériter des harpies et sorcières

ELLE n'était pas exactement une inconnue quand parut, en 1985, son sixième roman, *La Servante écarlate* (1), mais c'est cette remarquable dystopie qui la rendit internationalement célèbre, avant que son adaptation en série (2017) lui confère une renommée de star. Margaret Atwood, née en 1939 à Ottawa, aura longtemps refusé d'écrire ses Mémoires, par peur d'ennuyer, voire de s'ennuyer (2). Ce n'est pas le cas, même si l'ouvrage est profus. Elle narre sa vie avec malice et pudeur, s'adresse au lecteur, et parfois règle ses comptes avec des personnes qu'elle a côtoyées. Elle commente les événements et les lectures qui ont inspiré ses écrits – *« la poésie fait éclore le sujet d'où germe la fiction »*. Écrivaine aux talents multiples, elle est aussi dessinatrice, graphiste, scénariste… *« Sans l'invention de l'imprimerie, j'aurais été souillon, j'en avais la certitude »*, s'amuse-t-elle au détour d'un entretien. La moitié de l'année, la famille vivait dans la forêt boréale. Son père, entomologiste, y étudiait des insectes l'été, et tous logeaient dans des cabanes qu'il avait construites. La fratrie est instruite à la maison, et n'ira à plein temps à l'école qu'à 12 ans. À cet âge-là, elle a déjà écrit quantité de poèmes. Alternant dévoilement et discrétion, Atwood évoque ses relations sentimentales, et surtout l'amour vécu avec le romancier Graeme Gibson, compagnon d'une vie, les maisons qui se succèdent, achetées, rebâties, rénovées, tantôt en pleine nature, tantôt en ville, pour envoyer leur fille à l'école – toute une existence remuante, voyages de l'Australie à l'Europe, pour enseigner, pour des conférences, pour promouvoir ses livres.

Avec le Cahier que lui consacre L'Herne (3), on la fréquente différemment. Grâce à des photographies, des lettres, des poèmes, à de nombreux inédits, à des textes d'auteurs qui lui sont proches, mais aussi à l'éclairage porté sur ses multiples engagements, et, le plus important peut-être, à ce qu'elle dit de son écriture. Elle retrace la filiation imaginaire de ses personnages féminins, gorgones, harpies ailées, sorcières blanches, Wonder Woman, etc., et formule le souhait que les auteurs puissent donner *« aux femmes, les personnages tout autant que les vraies, le droit à l'imperfection* (…), *haine, crainte, colère, amour* (…), *sans qu'on les traite de monstres »*. Dans une *novella* récente et parfaitement réjouissante (4), elle met en scène trois amies d'âge mûr, qui discutent, entre cocktails et dégustation de fromage, des moyens d'assassiner quelques littérateurs qui ont autrefois violemment critiqué l'œuvre de l'une de leurs copines. C'est tonique.

HÉLÈNE YVONNE MEYNAUD.

(1) Margaret Atwood, *La Servante écarlate. The Handmaid's Tale,* Robert Laffont, Paris, réédition 2025 (nouvelle traduction), 547 pages, 12,50 euros.

(2) Margaret Atwood, *Le Livre des vies. Mémoires écarlates,* Robert Laffont, coll. « Pavillons », 2025, 578 pages, 25,90 euros.

(3) *Margaret Atwood,* Les Cahiers de L'Herne, Paris, 2025, 236 pages, 39 euros.

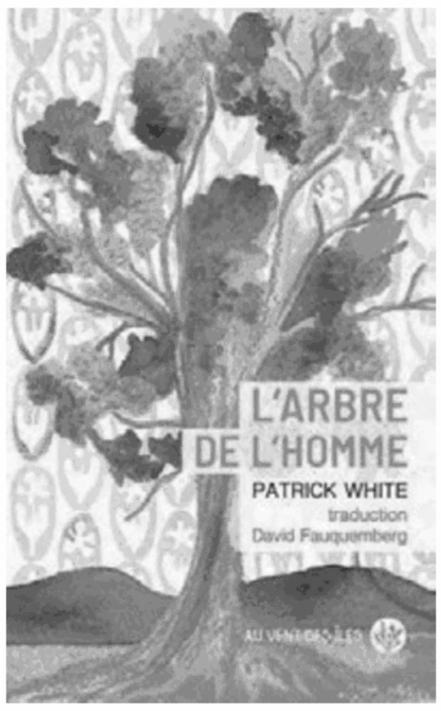
(4) Margaret Atwood, *Le club des vieilles contre-attaque,* Robert Laffont, 2025, 96 pages, 7,50 euros. Lire aussi la nouvelle « Les filles de l'air, réunion au sommet » dans *Le Monde diplomatique* de novembre 2023.

DU MONDE

Un tremblement de vie

L'Arbre de l'homme
de Patrick White

Traduit de l'anglais (Australie) par David Fauquemberg, Au vent des îles, Pirae (Tahiti), 2025, 576 pages, 27 euros.



L'Australien Patrick White (1912-1990) a reçu le prix Nobel de littérature en 1973. Il a été largement traduit et publié aux éditions Gallimard, mais *L'Arbre de l'homme* (1955) restait inédit en français. White a été plus ou moins oublié ces dernières décennies, et il a fallu, pour découvrir ce roman majeur, l'audace de la maison d'édition Au vent des îles, qui en a confié la traduction au romancier David Fauquemberg ; ce dernier a su rendre l'exceptionnelle plasticité de la langue de White, à la fois poétique et complexe.

« Dans ce district, les noms des choses n'avaient guère d'importance. Chacun vivait. Personne ou presque ne s'interrogeait sur le but de la vie. On naissait. On vivait. » Au début du XXe siècle, Stan, jeune homme en quête de « permanence », bricole une cabane sur le terrain jamais défriché et broussailleux dont il a hérité. À l'occasion d'un bal au village voisin, il rencontre Amy ; il l'épousera. Un garçon puis une fille naîtront de ce couple discret. Stan Parker est un peu rustre, un peu fruste, il ne sait pas exprimer ses sentiments, il ne trouve pas les mots qu'il faudrait pour son fils Ray. Adulte, le garçon tournera mal. Sa sœur Thelma, honteuse de ses origines, s'emploie à gravir l'échelle sociale et à fréquenter une société plus raffinée que celle de ses parents. Elle y parvient, en épousant un avocat. Un jour où elle vient en visite à la ferme, elle oublie même d'embrasser son père *« parce qu'on prenait toujours Papa pour acquis, il se dresserait là, à tout jamais, son tronc aussi dur que surprenant, enraciné »*. Il est vrai que Stan et Amy *« sont du genre qui naît du paysage et pousse en même temps que les arbres, ceux qui sont fins et poussiéreux, qui passent inaperçus »*.

L'histoire est à la fois simple et grandiose. Le roman suit Stan, Amy et leurs descendants, jusqu'à leur petit-fils. Il y a eu la Grande Guerre, la crue exceptionnelle, un incendie. Des moments fulgurants, de très lents passages du temps. À l'unisson du flot de la vie et des questionnements essentiels. *« Parce qu'il y avait la maison, et les arbres qui avaient poussé autour, et les cabanes et les granges qui s'étaient accumulées, et les sentiers qu'ils avaient frayés à force de passage, et tout cela suggérait permanence et réalité. Et au cœur de cette réalité, son mari, qui ne levait même pas les yeux lorsqu'elle remontait l'un des chemins rayonnant depuis leur maison, parce qu'il savait qu'elle viendrait. Elle était son épouse. »*

La force du récit réside dans cet enchevêtrement permanent entre l'éphémère et le durable, entre l'être intérieur et l'univers dans lequel on tente, minuscule entité, de trouver sa place. Amy et Stan affrontent les éléments, les chagrins, les silences, le deuil, ils élèvent ensemble deux enfants, ils travaillent ensemble, ils vieillissent ensemble, mais peut-on entrer dans le mystère de l'autre ?

La chronique des Parker, qui se déroule sur plus d'un demi-siècle, est aussi l'histoire d'un pays et d'un paysage qui se transforment. Ils ont construit leur foyer dans le bush, mais il n'en reste plus grand-chose au seuil de leur mort. Morcelé et vendu, il devient une banlieue de Sydney. Ainsi, *« toutes choses s'entrelacent et se dissolvent à cette heure d'avant les étoiles »*. White célèbre l'extraordinaire et banale poésie inhérente à la vie de chaque être humain.

Christine Chaumeau.

GÉOPOLITIQUE

LES BRICS ET LA RÉFORME DU MONDE. Un défi pour l'Occident. – Collectif

Armand Colin, Malakoff, 2026, 200 pages, 19,90 euros.

Où en sont les Brics+, ce forum réunissant désormais neuf puissances émergentes plus la Chine ? Alors que leur poids a dépassé la moitié du produit intérieur brut (PIB) mondial en parité de pouvoir d'achat, un ouvrage collectif propose un nouveau bilan de ce qui est moins un front anti-occidental que la promotion d'une forme de pluralisme normatif à l'échelle mondiale. Les auteurs relèvent, au compte des succès, la bonne tenue de l'économie russe, notamment grâce à la dédollarisation du commerce bilatéral avec la Chine et l'Inde, ou encore la montée en puissance de la Nouvelle Banque de développement (NBD). Mais que restera-t-il, après l'embrasement du Proche-Orient consécutif à l'attaque israélo-américaine contre Téhéran en février 2026, de l'accord historique entre l'Iran et l'Arabie saoudite sous égide chinoise ? Cette lecture permet du moins de repérer les contradictions internes à ce club, amenées à s'approfondir, tout comme les incitations, toujours plus fortes, à coopérer contre la politique américaine de la force.

H. R.

ÉCOLOGIE

GREENBACKLASH. Qui veut la peau de l'écologie ? – Sous la direction de Steve Hagimont, Jean-Michel Hupé et Laure Teulières

Seuil, Paris, 2025, 320 pages, 23 euros.

Dix ans après l'accord de Paris sur le climat, serions-nous rentrés dans une phase de régression écologique ? C'est la thèse défendue par une quarantaine d'auteurs, principalement issus du monde universitaire. Notamment promu par les chantres du technocapitalisme, ce *greenbacklash* s'ancre dans des structures matérielles et économiques anciennes. Dès les années 1970, l'industrie du pétrole met en doute le savoir produit par les sciences du climat. Mais le climato-scepticisme et le climato-obscurantisme laissent désormais place au climato-bellicisme. Celui-ci peut prendre la forme de violences parfois mortelles contre les militants écologistes, d'attaques *ad personam* envers les chercheurs… L'idée d'un *greenbacklash* est trop faible pour décrire le puissant mouvement antiécologique en cours, admettent les auteurs. Car, plus qu'un simple retour de bâton, c'est selon eux le saccage irréversible des conditions d'habitabilité sur terre qui se joue.

DAVID HECK

IDÉES

LE SIONISME, UNE INVENTION EUROPÉENNE. Genèse d'une idéologie. – Sonia Dayan-Herzbrun

Lux, Montréal, 2025, 128 pages, 14 euros.

Professeure de sociologie émérite à l'université Paris-Diderot, Sonia Dayan-Herzbrun montre que le sionisme prend moins racine dans le judaïsme que dans des courants chrétiens puritains de l'Europe moderne, dans le cynisme des impérialistes britanniques de l'époque coloniale et dans la volonté antisémite de débarrasser l'Europe de ses Juifs, à commencer par les *« Mauscheln »* (les magouilleurs) issus du lumpenprolétariat. L'auteure rappelle que, à l'instar du mouvement Brit Shalom de Martin Buber, certains sionistes juifs ont essayé de dépasser cet héritage. Ce projet, malheureusement, n'a pas survécu à l'exacerbation des persécutions antisémites en Europe, à la Shoah et à la création d'Israël. Si Israël est parvenu, après quelques politiques discriminatoires, à « désorientaliser » ses Juifs arabes, il ne l'a jamais fait en ce qui concerne les Palestiniens des territoires occupés, de telle sorte que *« la guerre en cours et toutes celles qui l'ont précédée sont des guerres coloniales, avec tous les crimes et massacres que cela peut entraîner »*.

MATHIAS DELORI

SOBRES POUR LA RÉVOLUTION. – Mathieu Léonard

Nada, Montreuil, 2026, 192 pages, 12 euros.

« Guerre à l'apéritif » : l'article du docteur Legrain, pourfendeur des buveurs, paraît dans *L'Anarchie*, le journal libertaire, en avril 1914. Après son *Ivresse des communards* (Lux, 2022), l'historien – et vigneron – Mathieu Léonard poursuit ses recherches en explorant depuis le début du XXe siècle les opinions anarchistes à propos de l'alcool et ses méfaits. Dans ces communautés, on tente de le déconsidérer comme responsable de l'asservissement du prolétariat. Si Léonard décrit un capital poussant effectivement le peuple à se « jeter dans le gosier » le vin qui le maintiendra dans sa soumission, il alterne avec les réponses des bons buveurs, pour qui les substances permettent de vivre pleinement sa vie – *« Le végétarisme et l'antialcoolisme s'apparentent à une véritable liturgie alimentaire, traçant une frontière nette entre le pur et l'impur »*… L'étude se poursuit avec la vodka bolchevique, la prohibition aux États-Unis. Un chapitre rappelle la loi sèche en vigueur chez les zapatistes, un autre que le syndicaliste Jules Durand, victime en 1910 d'une terrible machination patronale, *« combattait l'alcool où les ouvriers sont plongés »*.

CHRISTOPHE GOBY

LE PRINCIPE ESPÉRANCE. Extraits choisis, annotés et présentés par Joël Gayraud. – Ernst Bloch

Libertalia, Montreuil, 2026, 136 pages, 10 euros.

Le Principe Espérance, d'Ernst Bloch, mille cinq cents pages constitue le plus impressionnant monument de la pensée utopique révolutionnaire au XXe siècle. L'objectif est ici de présenter à des non-spécialistes les concepts-clés du *Principe Espérance* dans leur contexte : excédent utopique, non-encore-conscient, pré-apparaître, conscience anticipante, utopie concrète… Comme l'observe Joël Gayraud, l'inactualité radicale de Bloch fait partie intégrante de son essence, entièrement tournée vers l'avenir, et donc en contradiction avec l'air de notre temps, irrespirable. Bloch, rappelle-t-il, a écrit son livre au tournant des années 1930 et 1940, quand le fascisme semblait triompher partout. Et pourtant, il *« dresse une cathédrale à l'espérance avec l'énergie du désespoir »*. C'est pourquoi, conclut-il, il est grand temps de découvrir *« une œuvre qui nous donne des armes pour percer une brèche dans les murs idéologiques qui nous enferment et nous divisent »*.

MICHAEL LÖWY

SOCIÉTÉ

NARCOTRAFIC, LE POISON DE L'EUROPE. – Christophe Bouquet et Mathieu Verboud

La Découverte, Paris, 2025, 240 pages, 20 euros.

Le rapport 2025 de l'Office anti-stupéfiants (Ofast) estime le chiffre d'affaires des drogues illicites à 7 milliards d'euros en France, ce qui fait de l'Hexagone l'un des pays européens les plus touchés. En Europe, si le cannabis demeure la première substance consommée, la cocaïne occupe la deuxième position, consolidée par sa transformation locale. Christophe Bouquet et Mathieu Verboud, tous deux documentaristes, se concentrent sur le *business model* d'une nouvelle génération de narcotrafiquants dont l'archétype serait la Mocro Maffia, issue du port de Rotterdam. Pour les auteurs, cette dernière n'est ni spécifiquement marocaine ni surtout une mafia au sens historique. Elle n'en serait qu'un avatar, profitant de la massification de la demande à partir de réseaux cryptés pour prospérer à l'ombre de la conurbation néerlandaise. En France, un récent rapport parlementaire sur les trafics de stupéfiants préconise de donner la priorité à la lutte antiblanchiment en systématisant la saisie des avoirs criminels pour fragiliser l'assise financière des narcotrafiquants. Selon la Cour des comptes, les effectifs d'enquêteurs spécialisés de la police judiciaire restent insuffisants.

DOMINIQUE DESBOIS

AUDIOVISUEL

Deux beaux scandaleux

Lorsque la disparition d'Henri Langlois, fondateur de la Cinémathèque française, interrompit brutalement l'enseignement de l'histoire du cinéma qui lui avait été confié à l'université de Montréal, Jean-Luc Godard fut sollicité pour prendre sa suite. Cela s'accordait avec le projet auquel le cinéaste pensait déjà depuis plusieurs années : entreprendre une histoire du cinéma par les moyens mêmes de cet art. L'invitation lui offrait l'occasion d'en éprouver publiquement la méthode en confrontant les films qu'il se proposait d'associer par analogies. De ces cours, une retranscription pionnière, mais incomplète et éditée dans une certaine hâte, avait été publiée dès 1980, et vite épuisée. Aujourd'hui, nous disposons enfin d'une édition intégrale, bénéficiant du soin extrême apporté par Nicole Brenez tant à l'établissement du texte (1) – en repartant des enregistrements vidéo heureusement conservés de ces séances – qu'à la construction d'un appareil critique exhaustif, incluant des éclairages constants sur les propos godardiens souvent allusifs ainsi qu'une documentation complémentaire sur le projet éditorial initial. L'historienne et théoricienne du cinéma fut membre de la dernière équipe des « fées » dont Jean-Luc Godard s'entoura pour ses ultimes opus anthume – *Le Livre d'image* – et posthumes – *Drôle de guerre* et *Scénario* (2). Des entretiens et documents complètent l'élucidation des priorités qui avaient prévalu dans la mise au point de l'édition initiale et nous donnent un accès vivant aux échanges et dialogues par lesquels, dans ces années 1970 finissantes, il s'engageait dans ce qui culminerait avec la mise au point pour la télévision de ses *Histoire(s) du cinéma,* de 1987 à 1998, prolongées par quelques films satellites ou ultérieurs (tels que *Trois Désastres* ou *Les enfants jouent à la Russie*).

La disparition du cinéaste n'a pas tari, tant s'en faut, les recherches et entreprises éditoriales autour de son œuvre. Singulière est l'approche de Paule Palacios-Dalens, qui, après avoir questionné les formes de la typographie chez Godard (3), s'applique à confronter ses travaux télévisuels à ceux d'un avant-gardiste de la télévision dont l'héritage fut encore plus maltraité : Jean-Christophe Averty (4). Si Godard a pu déplacer vers la télévision le geste de perpétuelle réinvention qui caractérisait déjà sa démarche cinématographique, Averty, lui, n'a jamais quitté le média domestique, où il a pu exercer son art de façon reconnue, en particulier au long des années 1960 et 1970. Mais ces possibilités ont été peu à peu étouffées et sa postérité préoccupe bien peu l'Institut national de l'audiovisuel (INA), qui conserve tous ses nombreux travaux et n'en rend accessibles qu'une poignée.

Les deux artistes ne se sont pas rencontrés, mais leurs œuvres, la variété et la radicalité de leurs inventions, la circulation parfois attestée de leurs collaborateurs appelaient le dialogue dont ce livre devient le lieu. Ils partagent aussi une commune confiance dans les facultés de leurs téléspectateurs : l'imagination, l'étonnement, l'intelligence, la sensibilité trouvent chez l'un et chez l'autre, par des procédés différents, des sources de mobilisation. Leur absence quasi totale dans le reste du flux télévisuel suffit à rendre les travaux d'Averty et Godard encombrants et scandaleux pour chaque chaîne, et pour l'INA, que leur vision abêtissante d'un public consommateur conduit à produire les programmes forgeant les téléspectateurs qu'ils postulent.

David Faroult.

(1) Jean-Luc Godard, *Introduction à une véritable histoire du cinéma,* Éditions de l'Œil, Montreuil, 2025, 607 pages, 35 euros.

(2) Ce dernier, film testamentaire achevé par son équipe, a été diffusé par Arte l'été 2025.

(3) Paule Palacios-Dalens, *Vox JLG. Du plomb au film,* Éditions de l'Œil, 2024, 172 pages, 25 euros.

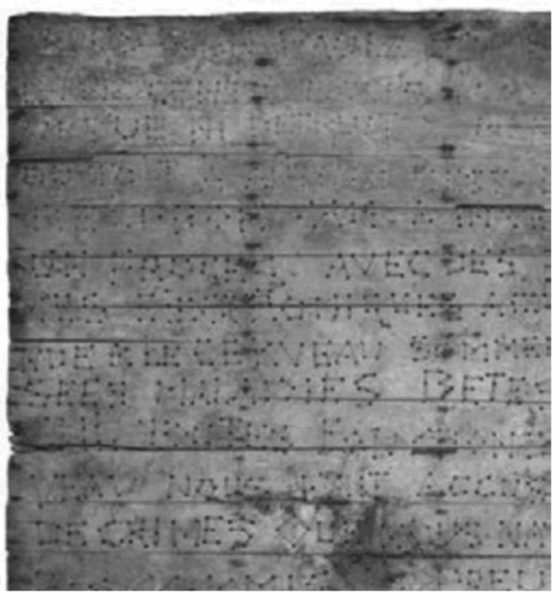
(4) Paule Palacios-Dalens, *Godard Averty. Petit et grand écran,* Éditions de l'Œil, 2024, 195 pages, 25 euros.

GRAVURE

Des mots dans le plancher

Jean Crampilh-Broucaret (1939-1972), trois mois après l'inhumation de sa mère sous l'escalier de la ferme familiale, grave, à l'aide d'une perceuse et de ciseaux à bois, soixante-huit lignes, en lettres capitales, sur le parquet de sa chambre. Ce « plancher de Jeannot » (1) épigraphe de treize mètres carrés, qui pourrait être une monumentale épitaphe si les mots n'étaient aussi tourmentés, a fait l'objet d'innombrables interprétations. Déposé, restauré, il a été présenté au sein du Musée d'art et d'histoire de l'hôpital Sainte-Anne (MAHHSA), et le catalogue accompagnant cette exposition a notamment porté l'accent sur son contexte historique et social.

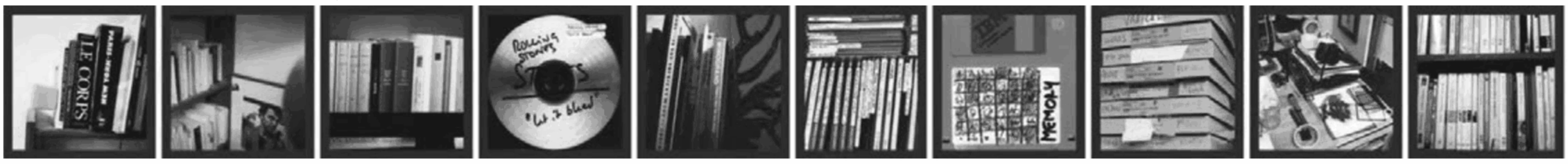
Mais un second volume (2), riche de cinquante-cinq illustrations, lui est consacré, qui le met en regard et en résonance avec d'autres œuvres d'une quarantaine d'artistes du XXe siècle (Antonin Artaud, Christian Dotremont, Henri Michaux, Antoni Tàpies, etc.). On est loin des classifications parfois réductrices (ainsi de l'art brut, souvent associé à l'isolement mental et à l'autodidactisme), qui ignorent bien souvent les ressorts communs : un apprentissage, une expérience, et la tension créatrice en écho à une obsédante nécessité intérieure. De cette confrontation inhabituelle sourdent de multiples analogies formelles : entre les lettres, les mots, les écritures, les techniques…



Philippe Pataud Célérier.

(1) Jean Crampilh-Broucaret, *Le Plancher de Jeannot*, sous la direction d'Anne-Marie Dubois et de Dominique Viéville, MAHHSA - In Fine, Paris, 2024, 144 pages, 25 euros.

(2) *Le Plancher de Jeannot. L'invention d'une écriture*, sous la direction d'Anne-Marie Dubois et de Dominique Viéville, MAHHSA - In Fine, 2025, 88 pages, 22 euros.



POÉSIE

UN FIRMAMENT D'HISTOIRES. La littérature aborigène et îlienne du détroit de Torres. – Estelle Castro-Koshy

Actes Sud, Arles, 2025, 560 pages, 25 euros.

Comme le précise la poétesse Charmaine Papertalk Green, le concept de *walgajunmanha,* en langue wajarri, ne se réduit pas à ce qui en français se traduirait par le mot « écriture ». À la croisée du politique et du culturel, mêlant l'oralité, l'histoire récente et l'espace-temps du rêve – au fondement des cosmogonies aborigènes –, il irrigue cette anthologie poétique trilingue (anglais, français, langue des signes française) réunissant vingt-cinq auteurs autochtones australiens. Ce qu'on pourrait nommer un storytelling ancestral apparaît alors comme une forme de résistance à la colonisation. À la suite de ces textes, vingt-sept courts chapitres thématiques détaillent la production littéraire (roman, théâtre et poésie) des Aborigènes et Îliens du détroit de Torres. S'appuyant sur des extraits d'entretiens menés avec les auteurs, la chercheuse Estelle Castro-Koshy offre au lectorat francophone quelques éléments pour mieux se repérer dans cette polyphonie de voix autochtones. Qui ne cessent de rappeler, comme l'auteure wiradjuri Jeanine Leane, que l'Australie est *« le nom qui efface tous nos pays ».*

SYLVAIN DERNE

MUSIQUE

YOWZERS. – Ben Lamar Gay

International Anthem, Chicago, 2025, 45'19, 28 euros (vinyle), 15 euros (CD)

Natif de Chicago, le cornettiste Ben Lamar Gay est membre de l'Association for the Advancement of Creative Musicians (AACM), fondée en 1965, et a accompagné des artistes importants du free jazz (Jaimie Branch, Makaya McCraven, Mike Reed, ou encore George Lewis). Mais l'enthousiasme suscité par *Yowzers* tient à d'autres envoûtements, qui convoquent bien d'autres langages : chansons de folklores rêvés, ostinatos électroniques, idées mélodiques saisissantes, blues offerts à d'autres avenirs. *Great Black Music,* professe l'AACM pour désigner ce désir de jouer ensemble toutes les musiques noires américaines – revendication désormais plus répandue, Beyoncé en faisant le fondement de son album consacré à la musique country. Ben Lamar Gay est peut-être l'un des contemporains les plus captivants de tous ces héritages, notamment lorsqu'il chante la légende de John Henry, né esclave, qui par sa force triompha d'une machine à vapeur. *Yowzers* est ce jazz qui raconte puissamment le monde qu'il habite encore.

PIERRE TENNE

HISTOIRE

THE WOMEN'S ORCHESTRA OF AUSCHWITZ. A Story of Survival. – Anna Sebba

Weidenfeld & Nicolson, Londres, 2025, 400 pages, 22 livres sterling.

L'existence d'un orchestre masculin dans le camp d'Auschwitz-Birkenau fut connue dès 1948 grâce au livre du compositeur déporté Simon Laks *(Musiques d'un autre monde).* L'orchestre des femmes resta longtemps dans l'ombre. En 1999, un réalisateur français, Michel Daëron, lui consacrait un premier documentaire *(La Chaconne d'Auschwitz).* Depuis, les quelque cinquante musiciennes qui avaient formé l'ensemble dirigé par Alma Rosé, nièce de Gustav Mahler, ont été souvent interviewées. C'est une synthèse de tous leurs témoignages qu'a réalisée l'auteure. De même que son homologue masculin, l'orchestre féminin avait pour tâche de jouer des marches militaires lorsque les déportées partaient et revenaient des lieux de travail. Les musiciennes devaient aussi jouer pour les officiers nazis. Comme elles répétaient dans un bâtiment qui jouxtait la rampe menant de l'arrêt des trains à la chambre à gaz, leur musique servait à « rassurer » les déportés… Selon la dernière survivante, la violoncelliste Anita Lasker, aujourd'hui âgée de 99 ans, cet orchestre a constitué une *« bulle de privilèges »,* à laquelle ses membres ont dû leur survie.

SONIA COMBE

FILM

L'AFFAIRE ABDALLAH. – Pierre Carles

101 minutes. En salles le 8 avril.

En 1984, M. Georges Ibrahim Abdallah, qui a participé à la fondation des Fractions armées révolutionnaires libanaises (FARL), partisan d'une résistance armée contre l'invasion du Liban par Israël – avec l'appui des États-Unis –, est arrêté à Lyon. Lors d'un deuxième procès, en 1987, il est condamné à la perpétuité, pour le double assassinat à Paris cinq ans plus tôt d'un attaché militaire américain et d'un diplomate israélien. M. Abdallah, notamment à la suite de pressions américaines, restera en prison pendant plus de quarante ans ; il paie pour la série d'attentats qui, à l'époque, ensanglante Paris, et que revendique un certain Comité de solidarité avec les prisonniers politiques arabes et du Proche-Orient (CSPPA). Un avocat avouant par la suite avoir travaillé pour les services secrets, de grands noms du journalisme *mainstream* reconnaissant leur faillite morale, des ministres français obtempérant aux injonctions nord-américaines, etc. : c'est ce que dévoile ce documentaire implacable.

JOËL PLANTET

HISTOIRE

Petits arrangements entre « collabos »

En octobre 1943, des agents du Commissariat général aux questions juives (CGQJ) adressent à leur chef Xavier Vallat une pétition concernant le *« fonctionnement de la "Popote" ».* Ils déplorent la *« médiocrité des repas servis »,* regrettent de *« ne plus avoir de potage au repas de midi »* et pointent un service *« des plus sommaires »* : *« ni nappes, ni serviettes, on mange tout dans la même assiette ».* Ils n'ont rien à redire en revanche à propos de leur travail : identifier les Juifs, les ficher, les spolier. Ainsi se télescopent, dans une réédition récente d'une enquête de Laurent Joly (1), le quotidien de la vie de bureau et la politique antisémite du gouvernement de Vichy. Scrutant en parallèle l'activité du « service juif » de la préfecture de police de Paris (PP), Joly étudie comment l'éthique professionnelle, les stratégies de carrière ou encore les affects personnels de quelques dizaines de cadres intermédiaires influent sur la mise en œuvre, au quotidien, de cet antisémitisme d'État. Bilan : les bureaucrates traditionnels de la PP « deviennent » antisémites, tandis qu'au CGQJ, c'est *« l'antisémite [qui] se [mue] en bureaucrate ».*

En complément de cette micro-socio-histoire, Joly a dirigé récemment une importante synthèse collective (2). Elle questionne d'abord, face à la rapidité d'installation de la dictature pétainiste, le véritable enracinement de la culture républicaine. Le livre expose les illusions des principaux acteurs du régime – et notamment de Pierre Laval, dont l'ambition dévorante et la roublardise sont mises en pleine lumière. On croyait que les autorités de Vichy avaient recherché la collaboration auprès des dirigeants nazis ; en réalité, ils l'ont *« mendiée ».* L'ouvrage affirme ainsi que ce n'est qu'à l'été 1943, lorsque le tournant de la guerre est acté, et non en novembre 1942, quand l'occupation s'étend à l'ensemble du territoire, que le régime s'oppose pour la première fois aux demandes allemandes. En conclusion, Joly rappelle que Vichy fut la seule véritable expérience d'union des droites dans l'histoire contemporaine de la France…

Si l'on connaît aujourd'hui le rôle de Vichy dans le génocide des Juifs, il n'en a pas toujours été ainsi. Dans une étude historiographique au long souffle, Joly retrace les étapes de la constitution de ce savoir (3). Il exhume notamment le travail de trois rescapés du génocide, Georges Wellers, Joseph Billig et Léon Poliakov, prédécesseurs de l'historien américain Robert Paxton, qui disaient l'essentiel dès le début des années 1960.

Comment dès lors expliquer la lenteur de la diffusion de ce savoir dans l'opinion ? Au-delà du rôle joué par les révisionnistes, l'enquête énumère divers obstacles. Ainsi des prises de position d'un Raymond Aron, qui en 1979 soutient encore son ami Alfred Fabre-Luce, fervent défenseur du chef de la police de Vichy René Bousquet. Joly souligne aussi le rôle de François Mitterrand, qui *« tenait Pierre Laval pour un grand politique »* et fit fleurir chaque année (à partir de 1986) la tombe du maréchal Philippe Pétain. Quand son garde des sceaux Pierre Arpaillange autorise des poursuites judiciaires contre Bousquet, en septembre 1990, il le congédie…

Aron mettait au crédit du régime le fait que la proportion de Juifs ayant survécu soit plus élevée dans la France de Vichy qu'ailleurs. La résistante Germaine Tillion saluait plutôt dès 1971 la *« chaîne de braves gens et de gens braves qui, sans appartenir à la Résistance, se sont transmis de main en main tous les clandestins et les ont cachés et nourris ».* Loin de la Popote de Vichy.

SAMUEL DUMOULIN.

(1) Laurent Joly, *L'Antisémitisme de bureau. Enquête au cœur de l'administration de Vichy (1940-1944),* Tallandier, Paris, 2025 (rééd.), 544 pages, 12 euros.

(2) Laurent Joly (sous la dir. de), *Vichy, Histoire d'une dictature 1940-1944*, Tallandier, 2025, 560 pages, 26,50 euros.

(3) Laurent Joly, *Le Savoir des victimes. Comment on a écrit l'histoire de Vichy et du génocide des juifs de 1945 à nos jours*, Grasset, 2025, 448 pages, 25 euros.

MUSIQUE

Un trio, ça suffit

La fédération Grands Formats, créée en 2003 à l'initiative de plusieurs chefs d'orchestre du jazz et des musiques improvisées, réunit aujourd'hui une centaine d'ensembles et collectifs d'artistes professionnels. Mais les temps sont durs. Les grands ensembles, constitués de huit musiciens ou plus, sont susceptibles d'en souffrir encore plus que les petites formations. Même avec des cachets rognés, la multiplication des billets de train, nuits d'hôtel et repas effraie les programmateurs, qui, eux-mêmes fragilisés par la diminution en chaîne des financements publics de la culture (1), privilégient les têtes connues en solo, duo ou trio, ainsi que des propositions consensuelles plutôt que du jazz de création. Président de Grands Formats, Alexandre Herer déplore cette *« crise de la prise de risque »* (2) qui contribue à tarir les vocations et menace une expression qui, issue des big bands américains des années 1920-1930, s'est répandue en France et dans le jazz européen après-guerre. Les musiciens réduisent la voilure de leurs projets, de peur qu'ils ne soient invendables. Vice-présidente de Grands Formats, Camille Durand est aussi, à 37 ans, la plus jeune cheffe de la fédération. Chanteuse sous son alias Ellinoa, elle a dirigé le Wanderlust Orchestra (quinze musiciens), qui a sorti deux albums, en 2018 et 2022 (3), a donné jusqu'à dix concerts par saison, puis n'a plus eu de date après 2023. *« Mon histoire d'amour, c'est le grand ensemble et ça m'a rendue triste,* dit-elle. *Aujourd'hui, nous ne sommes plus que six dans Mejiro, mon dernier projet – je m'y épanouis, mais c'est aussi une réponse pragmatique à la réalité du marché. »*

Signe des temps, les pianistes Andy Emler et Jean-Marie Machado, respectivement fondateurs du MegaOctet (en 1989) et de l'orchestre Danzas (en 2007), deux grands ensembles de référence, viennent chacun de sortir un album en duo. Pour autant, les pratiques collectives résistent. Outre les formations perpétuant l'ère des big bands, par exemple le Duke Orchestra (quinze musiciens) de Laurent Mignard, qui met à l'honneur le répertoire de Duke Ellington, la création originale perdure grâce aux orchestres de Christophe Dal Sasso, Eve Risser, Fred Pallem, Alban Darche, Régis Huby, Frédéric Maurin, etc. Leïla Olivesi a même été désignée « musicienne de l'année » 2025 par les rédactions de *Jazz Magazine* et *Jazz News* grâce à un album en octet, *African Rhapsody* (4). Dans l'actualité discographique, *Piano Extended* du onztet (plus sept pianistes invités) Panoramic Project de Léo Jeannet (5), *Un western imaginaire* de Cathy Escoffier 8tet (6) ou encore *Clameurs* des dix-sept musiciens du Surnatural Orchestra (7) démontrent que les grands ensembles, parfois fédérés au sein de collectifs comme Pégazz & l'Hélicon, conservent toute leur vitalité artistique, à défaut de viabilité économique.

Le succès de The Amazing Keystone Big Band tranche dans ce paysage. Créé en 2010, il remplit les salles – avec des programmes éprouvés, dédiés à George Gershwin, Ella Fitzgerald, Django Reinhardt… outre ses spectacles jeune public. Autre cas particulier, l'Orchestre national de jazz (ONJ), dirigé depuis janvier 2025 par Sylvaine Hélary, qui réunit vingt-cinq musiciens de premier plan autour de superbes créations inspirées de Carla Bley *(With Carla)* ou de *La Planète sauvage,* film d'animation de René Laloux (1973). Hélary est la première femme à la tête de l'institution, qui fut créée en 1986 à l'initiative de M. Jack Lang et de son directeur de la musique, Maurice Fleuret. Aujourd'hui, l'État est plutôt accusé d'abandon par les chefs d'orchestre, qui sont également des chefs d'entreprise. L'érosion des financements publics est incarnée par la dégringolade (de 90 millions d'euros en 2016 à 40 millions d'euros en 2026) des crédits alloués au Fonpeps, un dispositif d'aides à l'emploi dans le spectacle vivant. La profession se mobilise et Erwan Vernay, délégué général de Grands Formats, a fait paraître une tribune (8) appelant *« artistes, ouvriers, paysans, salariés, artisans… »* à la convergence des luttes.

ÉRIC DELHAYE.

(1) « Coupes budgétaires dans la culture, quels impacts sur les musiques actuelles ? », rapport du Syndicat des musiques actuelles, avril 2025.

(2) Toutes les citations ont été recueillies par l'auteur en février 2026.

(3) Ellinoa et Wanderlust Ochestra, *Ville totale,* Les P'tits Cailloux du Chemin, 2022, CD 16 euros.

(4) Leïla Olivesi, *African Rhapsody,* Attention Fragile, 2025, CD 13 euros.

(5) Panoramic Project, *Piano Extended,* Pousse-pousse, 2026, CD 19 euros, vinyle 29 euros.

(6) Cathy Escoffier 8tet, *Un western imaginaire,* Le Mouton atonal, 2026, CD 22 euros.

(7) Surnatural Orchestra, *Clameurs,* autoproduction, 2026.

(8) Erwan Vernay, « Guerre de mouvement et guerre de position : le rôle de la culture dans l'affrontement politique », 4 février 2026, http://grandsformats.com

DANS LES REVUES

❑ **FOREIGN AFFAIRS.** Nouvelle hégémonie américaine, une kleptocratie prédatrice. Illusion multipolaire et tentation unilatérale. Comment la stratégie américaine en Asie a échoué, au profit de la Chine. Le danger d'une domination allemande de l'Europe. (Vol. 105, n° 2, bimestriel, mars-avril, 84,99 dollars par an. — New York, États-Unis.)

❑ **THE NATION.** Mme Heidi Reichinnek, dirigeante de Die Linke, explique comment barrer la route à l'extrême droite allemande. L'exploitation du lithium en Afrique et les fantômes du colonialisme. Retour sur les stratégies municipales afin que les loyers de New York redeviennent abordables. (Vol. 322, n° 3, mars, mensuel, 12,95 dollars. — New York, États-Unis.)

❑ **HARPER'S.** Thomas Frank raconte sa soirée au Kennedy Center de Washington rebaptisé Trump et Kennedy Center, une victoire à la fois symbolique et vindicative de la droite américaine sur la gauche culturelle. La nouvelle surclasse de la Silicon Valley, sa personnalité et ses névroses. (Vol. 352, n° 2110, mars, mensuel, 8,99 dollars. — New York, États-Unis.)

❑ **THE NEW YORK REVIEW OF BOOKS.** L'imposition de la suprématie juive en Palestine et la destruction de l'État d'Israël. De plus en plus d'étrangers dans les tranchées d'Ukraine, Africains côté russe, Colombiens côté ukrainien. L'itinéraire politique de M. Bernie Sanders. (Vol. LXXIII, n° 4, 12 mars, bimensuel, 9,95 dollars. — New York, États-Unis.)

❑ **MONTHLY REVIEW.** Un numéro en forme de « Requiem pour la French Theory » où John Bellamy Foster revient sur la conférence d'octobre 1966 à l'université Johns-Hopkins de Baltimore, considérée comme l'acte de naissance du postmodernisme. (Vol. 77, n° 10, mars, mensuel, 10 euros. — New York, États-Unis.)

❑ **LONDON REVIEW OF BOOKS.** Des opposants iraniens dénoncent l'intervention israélo-américaine. Y compris des exilés, telle l'avocate Mehrangiz Kar : *« Ils veulent livrer un Iran en ruine aux Iraniens et dire : "Nous avons nivelé le terrain, à vous de construire la démocratie sur ces décombres." »* (Vol. 48, n° 5, 19 mars, bimensuel, 6,99 livres sterling. — Londres, Royaume-Uni.)

❑ **TRIBUNE.** Comment les modérateurs de TikTok en Allemagne, en Irlande et au Kenya cherchent à unir leurs forces dans leur combat pour se protéger d'un environnement de travail particulièrement brutal. (N° 30, hiver, trimestriel, 9,95 livres sterling. — Londres, Royaume-Uni.)

❑ **MADE IN CHINA JOURNAL.** La société chinoise à travers le prisme queer, dans un contexte où l'État impose les normes hétérosexuelles et reproductives. La réflexion d'un Américain sur la dénonciation de l'autoritarisme chinois dans un contexte autoritaire américain. (Vol. 10, n° 2, juillet-décembre, semestriel, 65 dollars australiens. — Canberra, Australie.)

❑ **THE DIPLOMAT.** Un reportage saisissant sur les fermes à arnaques en ligne au Cambodge, où des Chinois sont emprisonnés et soumis au travail forcé par des personnalités proches du pouvoir à Phnom Penh. Codification de l'« apartheid de genre » en Afghanistan. (En ligne, 66 euros par an. — Washington, DC, États-Unis.)

❑ **ASIAN LABOUR REVIEW.** Le coût humain de l'« entraînement » de l'intelligence artificielle, ou la réalité bien industrielle des travailleurs de plates-formes dissimulée par l'illusion d'une « fenêtre magique » qui aurait réponse à tout. (Gratuit en ligne.)

❑ **JAMHOOR.** L'Inde est-elle l'Israël d'Asie du Sud, et le Pakistan sa Palestine, comme certains commentaires de la région l'ont récemment suggéré ? La revue détruit minutieusement une analogie trompeuse. (Gratuit en ligne. — New York, États-Unis.)

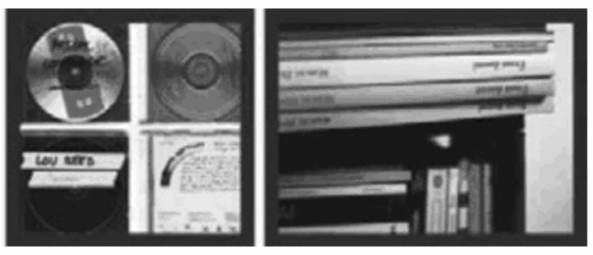
❑ **RUSSIA IN GLOBAL AFFAIRS.** Un ancien négociateur soviétique dénonce le sabotage des négociations sur le nucléaire iranien par les États-Unis et l'Union européenne après la guerre dite « des douze jours » en 2025. De l'importance stratégique du corridor de transport Nord-Sud reliant l'Iran au Caucase du Sud pour la Russie. (N° 1, janvier-mars, trimestriel, 580 roubles. — Moscou.)

❑ **SURVIVAL.** Après l'attaque illégale du Venezuela par les États-Unis au prétexte de lutte contre le narcoterrorisme en Amérique latine, les acteurs de la criminalité organisée pourraient adapter leurs stratégies face au nouvel interventionnisme antidrogue de Washington. (Vol. 68, n° 1, février-mars, bimestriel, 16,19 euros. — Londres, Royaume-Uni.)

❑ **REVISTA SAAP.** L'expérience du Frente Amplio (Front large, gauche) en Uruguay : comment l'élaboration collective du programme de cette formation liée au mouvement syndical a joué un rôle d'entraînement militant dans la campagne présidentielle remportée de 2024. (Vol. 20, n° 1, mai, semestriel, gratuit en ligne. — Buenos Aires, Argentine.)

❑ **ARMS CONTROL TODAY.** Démystifier l'idée que la Chine et la Russie constituent une menace militaire coordonnée. Le traité de non-prolifération (TNP) suscite une querelle d'interprétation autour de la question du droit de chaque État à développer une recherche et à utiliser l'énergie nucléaire à des fins pacifiques. (Vol. 56, mars, dix numéros par an, 5 dollars. — Washington, DC, États-Unis.)

❑ **REVUE INTERNATIONALE DES ÉTUDES DU DÉVELOPPEMENT.** La notion de « résilience » doit permettre d'étudier comment les sociétés humaines résistent et s'adaptent au dérèglement climatique et à ses conséquences concrètes : les villes face aux risques sismiques, les campagnes face au réchauffement… (N° 259, quadrimestriel, 20 euros. — Nogent-sur-Marne.)



DANS LES REVUES

❑ **Revue de défense nationale.** Pourquoi Tel-Aviv n'a-t-il pas anticipé l'attaque du 7 octobre 2023 ? Non par manque d'information, mais en raison d'un *« excès de certitude et d'une faible tolérance à la remise en cause des hypothèses dominantes »* dans le milieu du renseignement et de l'armée, estiment deux experts israéliens. (N° 887, février, mensuel, 17 euros. — Paris.)

❑ **Europe.** Un dossier consacré à Tarjei Vesaas (1897-1970), un écrivain norvégien majeur, auteur en particulier des nécessaires *Les Oiseaux* et *Le Palais de glace*, avec en particulier un portrait de l'auteur par Stig Dagerman. (N° 1163, mars, mensuel, 22 euros. — Paris.)

❑ **Esprit.** Narcotrafic et politique : un entretien avec M. Amine Kessaci, une analyse de l'usage du prétexte des drogues par l'impérialisme américain, une étude du modèle portugais de leur décriminalisation… (N° 531, mars, dix numéros par an, 20 euros. — Paris.)

❑ **Futuribles.** Dans un dossier sur la guerre d'Ukraine vue d'Europe, un article estime que la polarisation du débat, la disqualification plutôt que la discussion, y compris dans les cercles dirigeants et les médias de référence, interdit de *« dire le risque, d'en nommer le coût et d'envisager des scénarios défavorables. »* (N° 471, mars-avril, bimestriel, 22 euros. — Paris.)

❑ **Quaderni.** Un dossier sur #MeToo et d'autres mobilisations féministes en ligne (Espagne, Inde, Japon, Côte d'Ivoire). À travers le récit de son enfance pavillonnaire, un chercheur interprète le mouvement des « gilets jaunes » comme une révolte contre la relégation du périurbain et une aspiration à la ville. (N° 116, automne, trimestriel, 16 euros. — Paris.)

❑ **Migrations Société.** Une livraison très complète à propos des catégories d'expatriés français, y compris ceux d'origine maghrébine en quête d'un nouveau statut, ou fuyant le racisme. (Vol. 38, n° 203, janvier, trimestriel, 20 euros. — Paris.)

❑ **Défense de la langue française.** La chronique « Perfides emprunts » passe en revue des formules d'apparence française mais tirées du vocabulaire entrepreneurial anglophone : « documenté » au lieu d'« attesté » ou « démontré », « adresser » au lieu de « traiter » ou « résoudre » un problème… (N° 299, 1er trimestre, trimestriel, 9 euros. — Paris.)

❑ **Humains.** Écrire contre l'oubli : la revue donne la parole à des condamnés à mort américains, des prisonniers d'opinion en Russie… (N° 40, janvier-mars, trimestriel, 7,5 euros. — Paris.)

❑ **Prescrire.** Sept principes pour faire face aux risques d'interactions médicamenteuses. Deux constats décortiqués : le danger sanitaire lors des vagues de chaleur est insuffisamment maîtrisé ; un travailleur français sur cinq serait exposé à un niveau de bruit nocif. (N° 509, mars, mensuel, 55 euros. — Paris.)

❑ **Pratiques.** Des effets anxiogènes des discours de peur, notamment lors de la crise sanitaire en 2020, à ceux des politiques répressives, en particulier sur les usagers de drogues. Les politiciens nuisent gravement à la santé publique. (N° 110, juillet, parution irrégulière, 21 euros. — Malakoff.)

❑ **Population et sociétés.** En 2025, près de 138 millions de jeunes de moins de 18 ans étaient astreints au travail. Si le nombre d'enfants concernés tend à baisser en Asie ou en Amérique latine, il représente près du quart des mineurs d'Afrique. (N° 641, mars, mensuel, gratuit en ligne. — Paris.)

❑ **Médor.** Enquête sur un personnage au cœur d'un mélange des genres entre football et politique : M. Georges-Louis Bouchez, le nouveau président du Mouvement réformateur belge et du club de Boussu, un *« homme politique d'affaires »*, selon le magazine. (N° 42, hiver, trimestriel, 19 euros. — Liège, Belgique.)

❑ **L'Aut'Journal.** Comment les médias canadiens se prosternent devant les marchands de canons. Les contradictions du nouveau chef du Parti libéral du Québec, M. Charles Milliard, qui se dit à la fois *« nationaliste, fédéraliste et régionaliste »*. (N° 444, mars, mensuel, 35 dollars canadiens par an. — Montréal, Canada.)

❑ **Fakir.** Plusieurs articles sur la crise du logement en France : 350 000 sans-abri, près de 3 millions en attente d'un logement social. À Méricourt, une mairie communiste résiste dans le bassin minier et la circonscription de Mme Marine Le Pen. (N° 121, mars-avril, bimestriel, 4 euros. — Amiens.)

❑ **La Décroissance.** La neutralisation du mouvement écologique aux États-Unis. Entretien avec Serge Halimi sur la propagande de guerre. La résilience, une idéologie de la soumission au désastre. (N° 223, mars-avril, bimestriel, 7 euros. — Lyon.)

❑ **Socialter.** Mais qui paie le prix des pollutions ? Quels territoires ? Quelles catégories de population ? Et quelles alliances envisagées face aux injustices environnementales ? (N° 74, février-mars, bimestriel, 8,50 euros. — Paris.)

Retrouvez, sur notre site Internet, une sélection plus étoffée de revues :
www.monde-diplomatique.fr/revues

Archéologie

Retour à Palmyre

Quand les vestiges d'une cité antique – merveilleux témoins des empires dont elle fut l'un des grands carrefours – subissent les ravages de la guerre, on pense que, la paix retrouvée, la reconstruction s'imposera. Mais faut-il effacer l'histoire ? Qui se chargera de la restauration ? Quelle sera la place accordée aux vivants de la ville moderne qui jouxte l'ancienne Palmyre ?

Par Antoine Pecqueur *

C'est une oasis dans le désert de Syrie. Une ville antique, dont les vestiges composent l'un des sites archéologiques les plus impressionnants du Proche-Orient. Ce fut un carrefour entre les mondes romain et perse, et une étape économique majeure sur la route des caravanes. C'est aussi, toute proche, une ville moderne. Voilà donc Palmyre, si on appelle cet ensemble de son nom grec, ou Tadmor, dans ce qui est une variante de l'araméen. Une splendeur, qui connut bien des destructions au fil des siècles, y compris récemment pendant la guerre civile syrienne.

En 1980, l'Organisation des Nations unies pour l'éducation, la science et la culture (Unesco) classait Palmyre au patrimoine mondial de l'humanité. Mais la cité a fait l'objet de relevés dès le XVIIIe siècle et compte parmi les premiers sites archéologiques de la région à avoir été étudiés. Ces travaux ont établi l'intégration de Palmyre à l'Empire romain, peu avant le Ier siècle de notre ère, mais aussi de fortes influences proche-orientales. Professeur d'archéologie orientale à l'université Paris-I Panthéon-Sorbonne, M. Pascal Butterlin rappelle que le site *« fait partie du récit national syrien. Les ruines de Palmyre figurent même sur les billets de banque symbolisant l'unité du pays, notamment construite autour de la figure de la reine Zénobie »* – celle qui défia l'empereur Aurélien au IIIe siècle. Le long de la grande colonnade, une voie de plus d'un kilomètre, se succèdent le théâtre, l'agora ou encore les thermes. En 2015, l'Organisation de l'État islamique (OEI) a détruit une partie importante des monuments. Elle a dynamité les temples dédiés aux divinités principales de Palmyre, Bêl ou Baalshamin, et exécuté le directeur des antiquités du musée. *« Jusqu'alors victime de dégâts collatéraux, le patrimoine est devenu une cible »,* résume M. Butterlin. Lorsque l'armée russe reprend en 2016 le contrôle de Palmyre, l'orchestre du Théâtre Mariinsky de Saint-Pétersbourg donne un concert au théâtre antique.

Dix ans plus tard, le site reste dans un état critique. *« Des colonnes sont fragilisées et risquent de tomber, la passerelle qui conduit à la citadelle est lourdement endommagée et donc impraticable… Depuis la chute du régime, rien n'a avancé »,* s'impatiente Mme Mariam Slimoun, chercheuse associée au laboratoire Histoire et sources des mondes antiques du Centre national de la recherche scientifique (CNRS). Mais la situation pourrait bientôt évoluer. La direction générale des antiquités et des musées de Syrie vient d'établir un plan-cadre. M. Butterlin prévient : *« Si, pour le patrimoine, la guerre est un problème, la reconstruction en est un autre. »* De fait, les monuments doivent-ils être reconstruits ou laissés en l'état ? Les outils numériques, notamment la modélisation 3D, permettent des réalisations de plus en plus précises. En 2023, une mission russo-syrienne projetait de reconstruire l'arc de triomphe. *« À l'Unesco, nous avions validé le dossier, mais il n'a pas abouti en raison du changement politique »,* explique Mme Youmna Tabet, spécialiste de programme au Centre du patrimoine mondial.

L'option de la reconstruction ne fait pas l'unanimité chez les chercheurs : *« Il faut conserver les ruines et expliquer l'histoire, c'est bien plus honnête »,* soutient par exemple Mme Slimoun. Pour l'archéologue Mohamad Taha, représentant et coordinateur de l'association Tadmorna (« Notre Palmyre ») en France, *« les monuments que l'on voit à Palmyre témoignent des bouleversements qu'a connus le site, que ce soient le tremblement de terre du XIe siècle ou les destructions récentes »* de l'OEI. Les autorités ne semblent pas l'entendre ainsi : *« La tendance est de vouloir reconstruire ce qui a été détruit, tout en communiquant sur les faits qui s'y sont déroulés »,* relève Mme Tabet.

Les projets de restauration soulèvent aussi la crainte de voir Palmyre *« se transformer en une sorte de Disneyland »,* selon la formule de M. Taha. Nombre d'archéologues locaux redoutent de voir s'ériger des monuments sans âme, comme la réplique de l'arc de triomphe, présentée en 2016 à Londres et réalisée à partir de relevés 3D. D'autant que *« la relance touristique est l'une des priorités du nouveau gouvernement. Elle est inscrite dans les schémas d'investissement,* observe le chercheur Joseph Daher. *Dans son modèle de reconstruction post-guerre, le président Ahmed Al-Charaa prône une politique néolibérale, où les services, susceptibles d'attirer les investissements étrangers, ont bien plus d'importance que les secteurs productifs comme l'industrie ou l'agriculture ».* Avant le début de la guerre civile en 2011, le tourisme représentait la deuxième source de devises étrangères de la Syrie, après le pétrole. Première destination touristique du pays, Palmyre accueillait alors 150 000 visiteurs par an ; la ville comptait environ 50 000 habitants. *« Le gouvernement ne rompt pas dans ce domaine avec le régime précédent. Le tourisme a aussi l'avantage de présenter une image d'ouverture du pays, séduisante sur le plan international »,* note M. Daher.

PHOTOGRAPHIE : MAURICE ET PIERRE CHUZEVILLE - MUSÉE DU LOUVRE - RMN-GRAND PALAIS

Buste funéraire de femme, Palmyre, vers 200 ap. J.-C.

Autre inquiétude, le penchant pour Palmyre des pays du Golfe. Avant la guerre, un membre de la famille royale qatarie avait déjà lancé à proximité du site la construction de complexes résidentiels de luxe. Désormais, l'Arabie saoudite et les Émirats arabes unis s'intéressent aussi à la région, où ils souhaitent recréer une part de l'imaginaire de la vie bédouine, organiser des chasses au faucon ou des courses de dromadaires (1). Ces monarchies sont choyées par M. Al-Charaa. Jouant la carte de la stabilité régionale, il a réservé à l'Arabie saoudite son premier voyage à l'étranger, en février 2025.

Mais les États du Golfe s'engagent aussi sur le terrain du patrimoine, en particulier par le biais de la fondation Alliance internationale pour la protection du patrimoine (Aliph), née en 2017 d'un accord entre la France et les Émirats arabes unis. *« Palmyre est l'une des raisons d'être de la fondation »,* nous dit d'emblée son directeur exécutif, M. Valéry Freland. Présente dans soixante-quatre pays, l'Aliph dispose d'un budget annuel de 20 millions de dollars, provenant à 90 % du soutien des États – derrière la France, devant les Émirats, l'Arabie saoudite est aujourd'hui le deuxième financeur. La Syrie peut ainsi compter sur une enveloppe de 5 millions de dollars pour deux ans. La diplomatie d'influence permet aux monarchies du Golfe d'occulter les atteintes aux droits humains. Elle signe aussi le choix de la culture comme instrument de diversification, dans la perspective de l'après-pétrole ou après-gaz.

À Palmyre, l'Aliph compte accompagner plusieurs projets. *« Nous avons des modes de décision en circuit court qui nous permettent d'être très réactifs »,* affirme M. Freland. L'Unesco, elle, manque cruellement de moyens, après le récent retrait de son principal contributeur, les États-Unis – 8 % du budget total. L'agence se concentre sur des missions d'évaluation, livrant des préconisations aux autorités. Les Syriens n'ont d'ailleurs pas oublié que, pour l'évaluation du patrimoine culturel, elle avait accrédité pendant deux ans la fondation Syria Trust for Development, créée et présidée par Mme Asma Al-Assad, la femme du dictateur.

Les Palmyréniens craignent surtout que ces institutions internationales agissent sans les impliquer. *« N'oublions pas que ces dernières années ce sont les habitants qui ont gardé le site antique, entretenu le jardin du musée. Il faut aujourd'hui les engager dans les travaux de reconstruction, et pas seulement amener des ingénieurs et des archéologues de l'extérieur »,* estime Mme Slimoun. Les priorités des bailleurs de fonds peuvent aussi irriter. L'Aliph devrait soutenir prochainement la restauration de la maison des missions archéologiques, située au sein de l'enceinte du temple de Bêl. *« C'est une demeure luxueuse, construite au début du XXe siècle. On met les archéologues étrangers dans ce lieu fastueux et, à côté, la population crève de faim »,* dénonce M. Taha. Avant d'ajouter : *« Les organisations consacrent tout l'argent à la reconstruction du site antique et oublient la ville même, qui est en grande souffrance. On ne peut pas séparer les deux. »* Depuis la chute du régime de M. Bachar Al-Assad, seul un tiers des habitants sont revenus. De nombreux logements ont été détruits, les canalisations sont en très mauvais état, et une grande partie de l'oasis, d'une superficie de quarante-cinq kilomètres carrés, pour l'essentiel constitués d'une palmeraie, a été dévastée.

À l'Unesco, Mme Tabet se défend de favoriser le patrimoine au détriment des habitants : *« Si dans le passé nous conservions parfois les sites de manière muséale, aujourd'hui notre fonctionnement a évolué pour inclure les populations locales. »* Les organisations internationales tentent de mettre en avant leur collaboration avec les associations syriennes et avec la direction générale des antiquités et des musées de Syrie. Mais certains acteurs locaux restent dubitatifs et pointent aussi la difficulté de faire cohabiter dans un projet de restauration globale les communautés scientifiques, chacune liée à un monument spécifique (la mission polonaise au temple d'Al-Lât, les Français au temple de Bêl, les Suisses à celui de Baalshamin…).

Dernier enjeu, la lutte contre le pillage. Au cours de la période récente, Palmyre a fait l'objet d'un grand nombre de fouilles illégales – pas moins de 461 pour la seule année 2019 (2). *« C'est un site extrêmement vulnérable car il est ouvert sur le désert »,* précise M. Butterlin. Pendant la guerre, les habitants les plus pauvres se sont procuré des objets, rarement de grande valeur. Une campagne en cours vise à les retrouver. D'autres pilleurs, plus professionnels et bien mieux équipés, sortent du pays des pièces d'exception et les transportent jusqu'à un port, le plus souvent au Liban. *« On les appelle les "antiquités de sang", car elles ont très souvent servi à financer le terrorisme »,* rappelle le professeur d'archéologie orientale. Ces objets se retrouvent ensuite dans les maisons de ventes aux enchères ou dans les plus grandes galeries internationales, accompagnés de certificats signés par des experts… M. Taha confie : *« J'ai été approché par une organisation qui me demandait de travailler pour elle en certifiant des objets volés. Elle me proposait un salaire de 3 000 à 4 000 dollars par mois, alors qu'un archéologue syrien gagne en moyenne 40 euros par mois. Certains cèdent à la tentation de ces groupes mafieux. »* Aujourd'hui, les autorités emploient des gardiens pour surveiller le site. La police intervient le plus rapidement possible. Palmyre figure toujours, et depuis 2013, sur la liste du patrimoine mondial en péril.

* Journaliste.

(1) Lire Raphaël Le Magoariec, « Diplomatie du dromadaire », *Le Monde diplomatique,* août 2025.

(2) « État de conservation des biens inscrits sur la Liste du patrimoine mondial en péril », 44e session élargie du Comité du patrimoine mondial, 21 juin 2021, https://unesdoc.unesco.org

LE MONDE *diplomatique*

Souveraineté numérique, le jour d'après

PAR ROBIN LAMBERT *

«MA *carte ne passe pas, vous auriez de la monnaie ?* » Déjà lâché par son réveil et son téléphone – qui ne font qu'un –, Jules peine à prendre le 189. L'affichage des bus est en rade ce 1er avril 2026. Et ce n'est pas drôle du tout. Impossible aussi de valider avec sa montre connectée. *« Presque aucune carte bancaire ne fonctionne ce matin,* lui explique Nadia, la patronne du Balto où il a ses habitudes avant le boulot. *Ça va être compliqué aujourd'hui je sens : la caisse ne veut pas démarrer, le téléphone non plus… »*

Sur le chemin du bureau, l'angoisse de Jules grandit. Elle monte encore d'un cran quand il découvre ses collègues attroupés au pied du siège de la boîte, très agités. *« On ne peut pas entrer,* lui explique Hannah, des ressources humaines. *La sécurité dit que tout le système de serrure connectée est planté, comme nos téléphones. »*

« C'est bon, je suis en ligne ! » Tous les regards se tournent vers Jeanne. La nouvelle du service informatique brandit fièrement une sorte de manette de jeu couplée à un écran de téléphone. *« C'est quoi ce truc ? »,* demande Jules. *« Un Steam Deck, une console hybride pour jouer aux jeux vidéo en mode portable, ça tourne sous Linux,* explique Jeanne. *Zut, le site du* Monde *ne charge pas…* Le Figaro *non plus…* L'Express, Le Nouvel Obs, L'Huma… *BFMTV ? Europe 1 ? Non plus… Même l'AFP, ça ne veut pas… »*

« Essaie Le Monde diplo *»,* lance Roger, le délégué syndical. *« Ah oui, ça marche ! Ils ont mis une alerte : "Depuis 6 heures ce matin, M. Donald Trump a mis ses menaces à exécution. Son administration a coupé tous les services numériques américains pour l'ensemble de l'Union européenne. Les liaisons ne seront rétablies que si la Commission annule l'amende record infligée à Amazon et Tesla pour non-respect des lois sur la protection des données personnelles." »*

Un responsable ouvre une porte latérale de l'entreprise avec une bonne vieille clé en métal. Mais, plutôt que d'entrer, les salariés entourent Jean-François. Le comptable a eu la bonne idée d'apporter un vieux récepteur à modulation de fréquence. *« Les chefs d'État et de gouvernement sont attendus en fin de matinée à Chypre, qui assure la présidence tournante de l'Union européenne,* annonce la radio. *Les administrations, renforcées par des unités spéciales de l'armée, tentent de dresser un état des lieux des services, mesurant le niveau de dépendance des Européens aux sociétés d'outre-Atlantique. »*

Durant la nuit, une mise à jour obligatoire a bloqué la plupart des ordinateurs qui tournent sur un système d'exploitation classique (Windows, qui détient environ les deux tiers du marché mondial, Mac OS, ChromeOS…). Ne fonctionnent que les appareils sous licence publique générale, comme Linux, soit moins de 5 % du total. *« Je vais voir, mais on doit pouvoir accéder aux sites en ".com" avec un réseau privé virtuel* [VPN], explique Jeanne, *tant que leurs données ne sont pas stockées par une entreprise américaine. »*

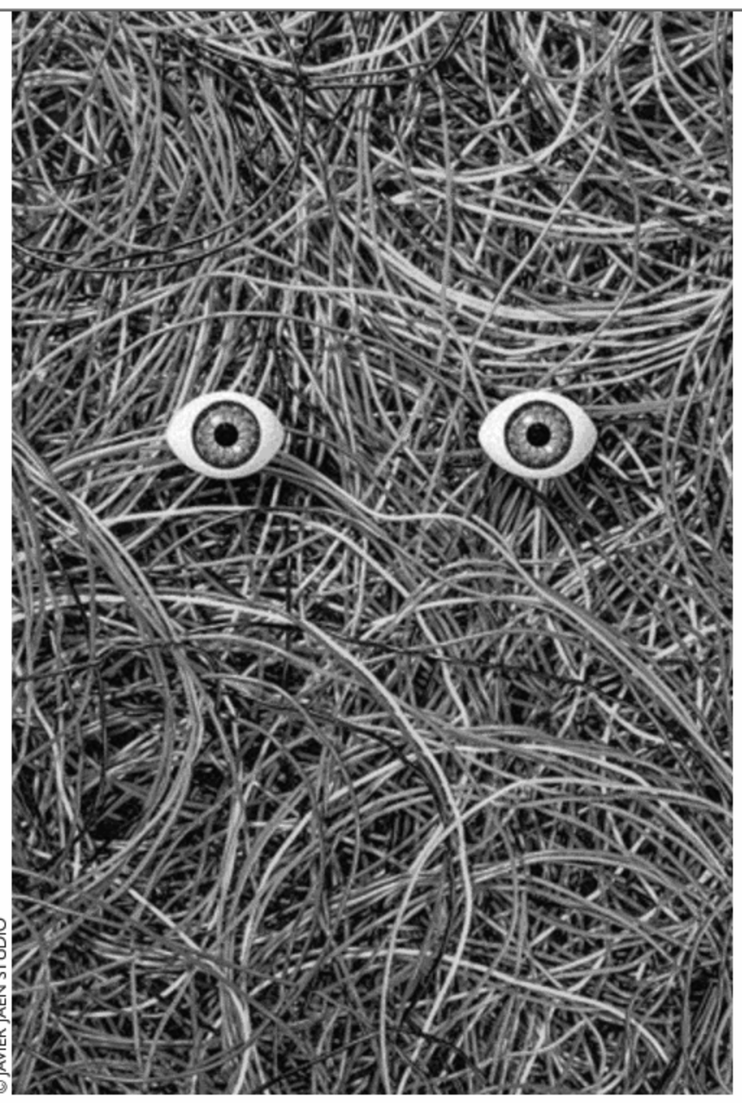
Inutile aussi de regarder les messageries comme WhatsApp, bloquée, de même que Messenger, Signal et l'ensemble des réseaux sociaux (Facebook, Instagram, Snapchat, X…). C'est peine perdue de chercher à relever ses courriels sur Outlook, Gmail ou iCloud Mail, ou à accéder à son nuage informatique personnel (OneDrive, Google Drive, Dropbox ou iCloud). Dans les classes, les enseignants doivent revenir aux livres, cahiers et crayons. Plus d'un million d'ordinateurs et de serveurs sont paralysés par Microsoft. Le ministère de l'éducation nationale devra s'expliquer sur le contrat qu'il vient de renouveler pour 152 millions d'euros avec l'entreprise de Redmond.

Côté paiements, les choses se compliquent également. Exit Visa et Mastercard, ainsi que toutes les solutions sur téléphone. Seules les cartes bancaires siglées CB permettent de faire des achats, et uniquement en France. Ce réseau de paiement national dépend du Groupement des cartes bancaires (GIE CB). En milieu de journée, la simple peur de manquer provoque une demande excessive, et certains distributeurs automatiques sont déjà à sec…

F-35 cloués au sol

« Toujours pas d'unanimité », annonce la radio du petit café que tient Nadia, le 8 avril. Une semaine après la grande coupure, l'Union européenne et les autres pays du continent discutent toujours de l'activation de l'instrument anticoercition. Plusieurs États ont proposé de lâcher du lest sur Amazon et Tesla, en premier lieu ceux qui abritent des entrepôts ou des usines de ces marques. Dans un discours décousu depuis le golf de Mar-a-Lago, confondant à plusieurs reprises Système mondial de positionnement (GPS) et Internet, le président Trump s'est gaussé des *« petites nations »* européennes qui persistent à *« jouer les dures »,* avant d'opter pour la surenchère : *« Les services ne seront rétablis que si l'Europe renonce à l'impôt de 15 % sur les multinationales. »*

« Je vous sers une chicorée ? » Nadia n'a plus de café. *« Ça devient difficile de s'approvisionner. Le logiciel de gestion des docks serait en cours de migration d'urgence vers un hébergeur européen »,* explique-t-elle en levant les yeux au ciel. Madeleine entre alors dans l'établissement. La patronne sourit à la jeune femme, une habituée. *« Comment ça va aujourd'hui ? »,* lui demande Nadia. *« Je viens de passer des heures à l'hôpital avec ma mère. C'était la pagaille. Ils ont des problèmes informatiques, forcément avec tout ça. »* Mais, au comptoir, d'autres clients se félicitent du temps sans écran retrouvé, des apéros dansants organisés un peu partout. Beaucoup arrivent même à s'amuser des avions F-35 danois cloués au sol ou des touristes new-yorkais pressés de rentrer chez eux.



© JAVIER JAÉN STUDIO

JAVIER JAÉN. – « Homo Deus », 2024

Madeleine demande à Nadia de pousser un peu le son de la radio : *« Les cartes CB devraient être disponibles en quantité suffisante dans vos agences bancaires d'ici à la fin de la semaine,* assure le ministre de l'économie. *Des clés USB permettant d'installer gratuitement Linux sur votre ordinateur pourront être récupérées à partir de demain dans les mairies et les préfectures. Il m'est impossible de tabler sur un retour à la normale de manière précise, cependant nous devrions y voir plus clair après la réunion prévue en début de semaine prochaine à Washington. »*

Nadia, elle, essaie de comprendre comment encaisser un client qui veut payer avec une application bancaire depuis son ordinateur, sur lequel est branchée une clé de communication en champ proche (NFC). *« La présidente de la Commission européenne, qui a accepté sans broncher, l'été dernier, l'accord commercial léonin imposé par le président américain, est fragilisée,* poursuit un journaliste dans le poste. *Une question se pose : après une telle reddition, est-elle la meilleure personne pour représenter les intérêts européens auprès des États-Unis ? »*

Ne plus courber l'échine

Clic clic... Greg pousse un long soupir, les yeux fermés. Il fait encore nuit ce 1er juin dans le centre de données Equinix d'Aubervilliers, vide depuis deux mois déjà. Premier arrivé, dernier parti : c'est la responsabilité du manageur régional. L'essentiel du temps, il supporte cela grâce au mirobolant salaire versé par le géant américain qui l'emploie. Mais, ce matin, le serveur n'arrive pas à établir la connexion. Une contrariété supplémentaire dans un contexte tendu, entre les ordres de Seattle et les pressions de Bruxelles, Paris ou Londres. La dernière réunion en Floride s'est déroulée dans une ambiance exécrable. Les Européens apprennent à ne plus courber l'échine et bousculent la Commission européenne, trop liée à Washington. La vie reprend petit à petit grâce au déploiement massif de solutions logicielles continentales, la plupart en licence ouverte. Les ventes de livres explosent, tout comme l'affluence dans les cinémas. Les Chinois se frottent les mains, jamais ils n'ont vendu autant de téléphones : des modèles rudimentaires qui fonctionnent en 3G, sans Internet ; ou d'autres, dernier cri, fournis avec Sailfish OS, un système d'exploitation mis au point par l'équipe de MeeGo sur une base Linux.

Et puis soudain un bruit. Greg se retrouve face contre terre, un genou entre les omoplates et une intense lumière dans les yeux. Sans qu'il comprenne bien comment, le voilà remis sur pied, un collier de serrage autour des poignets. Des hommes en uniforme s'affairent autour de lui. *« Vous êtes bien Greg Jensen ? »,* lui demande un responsable, sur un ton poli. Quand Greg acquiesce, il poursuit : *« Votre centre de données est réquisitionné. Vous devrez guider l'équipe qui va prendre en main vos locaux. Si vous refusez, il faudra nous suivre. »*

Greg réfléchit à toute allure, malgré le stress. Une discussion lui revient. Un expert du numérique en Europe lui avait fait remarquer amèrement, il y a quelques mois, que *« la stratégie américaine en matière de numérique est déployée depuis cinquante ans, quand la nôtre est de ne rien faire ».* Peu après l'épisode des menaces d'annexion du Groenland par M. Trump, il y avait bien eu des « Rencontres de la souveraineté numérique » à Bercy, mais les velléités d'indépendance se heurtaient encore à une grande léthargie, doublée de conformisme : pourquoi remplacer ce qui marche ?

Apparemment les choses viennent de changer. Radicalement. Ces dernières semaines, une volonté claire exprimée dans chaque État a permis la généralisation de la solution de paiement continentale Wero, en attendant les monnaies numériques, pour remplacer Visa et Mastercard. Beaucoup reste à faire, mais la fin de l'embargo américain, évoquée à de nombreuses reprises par le président Trump comme une carotte, ne semble plus aussi vitale. Greg accepte de coopérer.

Reste à savoir si les gouvernements européens vont bâtir leur propre industrie en copiant le modèle américain. Cela pourrait prendre des années et demander beaucoup de capitaux, tandis que bien d'autres enjeux de souveraineté restent à repenser et financer : langue, culture, défense, espace, etc. En huit semaines, la robustesse des solutions coopératives a épaté plus d'un sceptique, et les férus du logiciel libre, que Greg connaît bien, se sont fait beaucoup d'amis. Lui se promet de mieux choisir ses employeurs à l'avenir.

* Journaliste.

SOMMAIRE

Avril 2026

PAGE 2 :
Au cœur de la crise démocratique. – Courrier des lecteurs. – Coupures de presse.

PAGE 3 :
Les noces de l'IA et de l'État, par **SÉBASTIEN BROCA**.

PAGES 4 ET 5 :
Le petit théâtre de la rue chinoise, par **RENAUD LAMBERT**.

PAGE 6 :
Le Sri Lanka est-il devenu marxiste ?, par **DAVID GARCIA**.

PAGE 7 :
Extractivisme crépusculaire au Kazakhstan, par **CHARLES PERRAGIN**.

PAGES 8 ET 9 :
Les trahisons de M. Starmer n'ont pas tué la gauche britannique, par **OWEN JONES**. – Reform UK, une irrésistible ascension ?, par **TRISTAN DE BOURBON-PARME**. – Les rencontres des **AMIS DU « MONDE DIPLOMATIQUE »**.

www.monde-diplomatique.fr

PAGE 10 :
Out of Kariba, par **LÉA KALAORA**.

PAGES 11 À 17 :
DOSSIER : IRAN, LE PRIX D'UNE FOLIE. – Quand Israël entraîne les États-Unis, par **ADLENE MOHAMMEDI**. – Moscou, grand gagnant ?, par **HÉLÈNE RICHARD**. – Les houthistes font planer la menace, par **QUENTIN MÜLLER**. – Le bellicisme comme ciment social, par **GIDEON LEVY**. – Le Liban sous le feu, par **AKRAM BELKAÏD**. – Une docilité si mal récompensée, par **SERGE HALIMI ET PIERRE RIMBERT**. – Le mythe des bombardements libérateurs, par **MATHIAS DELORI**. – Il faut sauver le multilatéralisme, par **PEDRO SÁNCHEZ**. – Les troubadours de la guerre, par **ANNE-CÉCILE ROBERT**. – « Nos valeurs » : 28 millions de morts **(P. R.)**.

PAGES 18 ET 19 :
Services d'ordre, la politique à bras-le-corps, par **ALLAN POPELARD**.

PAGES 20 ET 21 :
Radiographie de l'extrême droite violente, par **LAURENT BONELLI**. – Jeffrey Epstein à Paris, suite de l'article de **MONIQUE PINÇON-CHARLOT**.

PAGE 22 :
Enfance en danger, une politique en miettes, par **LAETITIA DELHON**.

PAGE 23 :
Des abattoirs municipaux aux usines à viande, par **FÉLIX JOURDAN ET JOCELYNE PORCHER**.

PAGES 24 À 26 :
LES LIVRES DU MOIS : « En vie », de Haroldo Conti, par **CHARLES JACQUIER**. – « L'Arbre de l'homme », de Patrick White, par **CHRISTINE CHAUMEAU**. – Hériter des harpies et sorcières, par **HÉLÈNE YVONNE MEYNAUD**. – Deux beaux scandaleux, par **DAVID FAROULT**. – Des mots dans le plancher, par **PHILIPPE PATAUD CÉLÉRIER**. – Petits arrangements entre « collabos », par **SAMUEL DUMOULIN**. – Un trio, ça suffit, par **ÉRIC DELHAYE**. – Dans les revues.

PAGE 27 :
Retour à Palmyre, par **ANTOINE PECQUEUR**.

Le Monde diplomatique du mois de mars 2026
a été tiré à 191 259 exemplaires.